LE MONDE diplomatique Algérie : 6,00 DA Maroc : 6,00 dir. Canada: 1,504c. Roy.-Uni: 50 p. Espagne: 100 p. Suisse: 3 P.S.

Illusions iraniennes

run des Italiens, 75427 Paris Cadex 89

Par CLAUDE JULIEN

ACONTANT à sa manière les événements qui se déroulèrent à Téhèrea en août 1953, Eisenhower a écrit dans ses Mémoires : « Mossadegh, en pyjorna, se rendit (...). Les forces du général Zahedi orrêtèrent et emprisonnérent les dirigeants du parti communiste Toudeh. Tout était fini. »

En fait, seul se terminait la prologue d'aa long drame qui caûterait aa ple iranien d'innombrables morts et, dens les salles du torture de la SAYAK, d'indicibles souffraces. Deux ans auparayant, jugeant insuffisantes les redevances da 25 à 30 % que proposait l'Anglo-Iraniaa Oil Company, le Parlement iranien avait voté la nationalisation des pétroles. Etait-ce un motif suffisant pour que, ae prix de dix milions de dollars, et avec le concours d'en ancien collaborateur nazi commo le général Zakedi, la C.I.A. renverse Mossodegh? Tout cet épisode epparaît comme une menstrueuse erreur de l'histoire si l'oa yent bien considérer que, par la suite, les compognies occidentales verseraient cans sourciller des redevances de 50 % puis accepteraient, en Iran comme eilleurs, la acticaclisation des pétroles, quadruplement des prix qui leur assureroit des profits exceptioanels. Rétrospec-tivement, les revendications de Mossadegh prennent un petit air sage et raisonnable, un aspect acadin qui ferait dauter de la sagesse des puissants...

MAIS, sûrs de leer force et de leur bon droit, les outeurs de conp d'Etat de 1953 a'ont jamais soupçouné qu'ils s'étaient lourdement trompés. Leurs successeurs eet gerdé la même bonne conscience, soutenant impertur-boblement un souvernie auquel le président Carter a même décerné le 31 décembre dernier un brevet de bon démocrate et de fidèle serviteur des droits de l'hemme

Vailà pourtant ples de deux décennies que s'accumalent et se novem toutes les composantes de l'explosien ectuelle. Les Etats-Vais, qui avaient refusé à Mossadegh de modestes ressources, se sont montrès prodigues à l'égard de chah. Pour la seule période qui s'étend de 1953 à 1961, l'aide l'égard de chab. Pour la seale période qui s'étend de 1953 à 1961, l'aide américaine à l'Iraa totalise près d'en milliard de dallars. Où passe ce flot d'argent? A Washington, dès 1957, la Chambre des représentants se lamente: les crédits ont été employés « avec une telle négligence qu'il est aujourd'hui Impossible de déterminer avec précision où sont passès les fonds ». Le ropport de la Chambre précise que ces sommes devaient actamment servir à la construction d'aa grand barrage, mais qu'ea seul résultat cancret e été atteint : aa a « refuit sur le popler (...) le tracé d'une route à proximité du crésul proximité. du site prévu ».

Viagt aus plas tard, les énormes revenus tires de l'exploitation pétrolière, plesieurs fois supérieurs aux crédits autrefois auverts por l'administration insupportables. Les petro-dellets doivent, ent cuest, libratico, entre emperenties prajets, la construction de barroges. Et le même histoire le répite. En 1974, an rapport de la Bacque mondiale constate que le grand barroge de Doz, terminé depuis douze ans, e'a permis d'irriguer qu'un cinquième des terres prévues. Les barrages d'Aros et de Cheh-Abbas, terminés en 1968 et 1970, sont encore pratiquement inexploités en 1978. Dans bien d'autres do cent exemples de gaspillage pourroient être cités. Et, à portir de 1973, avec l'augmentation du prix de pétrole, l'écart se creuse dramatiquement entre les énormes ressources disposibles et les réalisations d'intérêt public, entre le fabeleuse richesse des uns et le dénuement des autres.

CETTE gabegie n'a pas de mystère. Elle est inscrite dans la nature même d'un régime autocratique, dons les contradictions d'an pouveir personnel absolu qui prêtend moderniser en pays avec une technologie de pointe importée ee prix foit mais servie par ene structure politice-sociale des plus archaïque. Vailà vingt-cinq ans, s'il avait ee la compréhension de l'Occident, le régime parlementaire bourgeois de Mossadegh n'aurait sons doute pos évité les errears, les faveurs et les mécomptes, mais, appuyé sur des bases sociologiques essex larges, il ent êté plus apta que la pouvoir impérial à faveirs et de déselvement y missant patienel. à favoriser au développement vraiment national.

La politique da chah a, au contraire, exacerbé les tensions et les conflits untre la néo-bourgeoisie affairiste et la boergeoisie traditionnellu soutenae par les chefs religieux et par de larges conscience milieux populaires. Le coap d'Etat de 1953 avait misé sur les cheaces d'an pouvoir personnel, et le « coap » pétrolier de 1973 sur les chaces d'an pouvoir personnel, et le « coap » pétrolier de 1973 sur les chaces de la seule paissance écacamique. Dauble illusion da l'Occident industrialisé et du ceux qui rèvent da l'imiter en ametitant de faire du la liberté la pierre aagaleire d'un dévalonnement de coape de la comment de la comment de la coape développement áconomique conçu pour servir l'hapme. Ceux-là auroir foajours besoia d'une SAVAK, qui ue les empêchere pas de sa savoir

LE VIETNAM FACE A LA (

Le conflit qui oppose le Vietnam au Cambodge et à la Chine comporte de nombreuses zones d'ombre, les explications fournies de part et d'autre n'étant pas pleinement convaincantes (voir l'éditorial de juin 1978). Après avoir parcouru le Vietnam du nord

au sud, Paul Quinn-Judge, qui parle courumment le vietnamien, fournit ici un premier témoignage de ce pays. Cette analyse est complètée par celle de Nayan Chanda (voir page 17) qui vient de rentrer de deux voyages consécutifs au Vietnam et en Chine.

A HANOI, l'atmosphère est tendue. Il semble y avoir en perma-nence de petits attroupements sur les trottoirs devant les expositions de photos relatives au conflit frontalier de protos relatives au conint frontaier avec le Cambodge. Des expositions où les atrocités imputées aux Cambodgiens sont largement mises en relief. De grandes manifestations de rue proclament la volonté des jeunes de la capitale de «construire et défendre la nutrie ». Parcent parales ant la patrie », l'accent paralesant davantage mis sur le deuxième verbe que sur le premier. Quant aux gens rencontrés au hasard des promenades dans la rue ou près du lac de l'Epée restituée, ils ne parient que d'une seule chose : la possibilité d'une guerre avec la Chine. « Ils croient pouvoir nous écraser parce que nous sommes un petit pays par rapport à eux », uous dit une femme avec ardeur. « Eh bien, qu'ils viennent l... Ils verront se dresser contre eux tous les Vietnamiens, du plus jeune au plus âgé. »

plus feune au plus âge. »

La cause immédiate de cette tension est l'exode des populations hoas—
Vietnamiens d'origine chinoise, — qui regagnent la Chine en franchissant la frontière nord du pays. Environ cent soixante mille d'entre eux ont ainsi quitté le Vietnam ces derniers mois. Le gouvernement chinois affirme que le départ des Hoas est du « aux persécutions et à l'ostracisme » des autorités vietnamiennes. Hanoï dément bien sur cette version et fournit des sétails sur ce que l'on appelle « l'opépaties Marting to the particulation of the particular of the future of the particular of the particula

Selon le gouvernement vietnamien, les rumeurs propagées de la façon la plus insistante ont trait au danger de plus insistante ont trait au danger de guerre entre le Vietnam et l'Union soviétique, d'une part, le Cambodge et la Chine, de l'autre. Dans ce cas, selon les bruits qui courent, les Hoas seront à tout jamais séparés des tombeaux de leurs ancêtres en Chine et les jeunes Hoas envoyés à la frontière cambodgienne pour servir de chair à canon. Pis encore, tous les Hoas qui resteralent au Vietnam sont susceptibles d'être tués par l'un des deux camps : si les Vietnamiens ne les exécutent pas pour esplonnage, les troupes d'invasion chinoises les tueront pour trahison. Par ailleurs, pomsuit la rumeur, tout Hoa qui regagnera la cGrande patrie » sera amplement récompensé pour son patriotisme.

récompensé pour son patriotisme. Les conséquences de cette campagne ont été dramatiques. Les Vietnamiens ont été dramatiques. Les Victnamiens reconnaissent eux-mêmes qu'elle a entraîné le chaos économique dans certaines zones et qu'elle met en danger la stabilité sociale dans d'autres. En outre, bien qu'il répugne à l'admettre, le gouvernement victnamien ne paraît

Par PAUL QUINN-JUDGE

nullement avoir réussi à endiguer la fuite des Hoss. A la fin du mois de juillet dernier, et selon les chiffres officiels, trois mille cinq cents des treize mille Hoss de Hanoi avaient treize mille Hoss de Hanof avaient quitté le pays. L'exode continuait apparemment au début dn mois d'août, cependant que, selon les autorités, seuls cent des fugitifs étaient revenus de Chine après y être entrés. Un ouvrier hos nous confisit que, dans la coopérative de fabrication de matières plas-tiques où il trangle scientes curierres. tiques où il travaille, soixante-quatorze des cent quarante-deux ouvriens étalent partis: A Ho-Chi-Minh-Ville (Baigon) et Cholon, les autorités locales décri-vent la situation comme « normale » malgré a l'extrême tension que la cam-pagne de rumeurs u provoquée dans les familles ». Elles ajontent cependant que, dans certaines parties de la ville, entre 30 % et 40 % des résidents hoas se sont fait inscrire pour un rapatrie-ment ultérieur.

Les régions les plus touchées sont les zoues agricoles et industrielles

proches de la frontière septentrionale du Vietnam. Dans la province de Quang Ninh, 60 % des cent vingt mille Hoas qui y résidalent étalent déjà partis à la mi-juin. Certains secteurs de cette province ressemblent à « des étendues ravagées par la peste », selon un officiel qui en revient. Un dossier gouvernemental sur les Hoas (1) décrit comment, sur une distance de 80 kilogouvernemental sur les Hoas (1) décrit comment, sur une distance de 80 kilo-mètres, e on traverse des villes et des villages déserts, on passe devant des maisons fermées et des cours et jar-dius recouverts d'herbe ». En raison de ces départs, on fait valoir que la main-d'œuvre ne suffirs pas pour la prochaine récoîte de riz et que des disaines de milliers d'hectares reste-ront inntilisés. Dans d'autres régions du pays. Perode des Hoas a brutaledu pays, l'exode des Hoas a brutale-ment réduit le nombre de conducteurs ment réduit le nombre de conducteurs de camions, de mécaniciens, de dockers, de charpentiers, de céramistes et de mineurs (16 % de ces derniers sont d'origine chinoise). Selon les autorités, cette hémorragie de main-d'œuvre quaintée se répercutera en premier lieu sur les rations alimentaires de la population.

Saboter l'économie ?

L'e conflit frontalier au sud du pays a des conséquences identiques sur l'effort de reconstruction. Les tenta-tives de défrichage de houvelles feures Atlant restell en bichere pendant is, guerte out du être freiners car les autorités doivent s'injuveau obusicer leur attention aux questions inflitaires. A Ho-Chi-Minh-Ville, on organise de A Ho-Chi-Minh-Ville, on organise de bruyantes cérémonies — où ne manque même pas la danse di llon — pour fêter le départ des jeunes gens vers les « nouvelles zones économiques ». Il ne s'agit plus toutefois, comme par le passé, de volontaires mais de nou-velles recrues de l'armée. Dans les provinces proches de la frontière cam-boisienne la situation est grave. Selon provinces proches de la frontière cam-bodgienne, la situation est grave. Selon les chiffres officiels, pius de trois mille civils ont été tués depuis le déclenche-ment des hostilités, et les choses, loin de s'améliorer, vont en s'aggravant. a L'un dernier, notre mot d'ordre était a cuttivez et déjendez la terre», nous dit le vice-président du comité popu-laire de la province de Kian Giang, a cette année es seru uniquement : « Déjendez la terre. »

Dans cette province, qui borde le soire de Thailande à l'ouest et le Cambodge au nord, les autorités décrivent la situation comme très tendue. Elles affirment que les troupes cambodgiennes se sont avancées de 14 kilomètres en territoire vietnamien, que trois bataillons de l'armée régulière cambodgienne occupent actuellement des par ties de la province et sont harcelés par des unités de guérilla vietnamiennes. Les combats ont entrainé le départ de vingt mille réfugiés des régions frontalières. On nous a dit qu'ils seront probablement réinstallés dans une autre partie de la province car la situation risque de rester tendue sur la frontière pour une longue durée. Le remise en culture des terres a également été interroupue à Kien Giang. Il a même fallu abandonner 20 000 hectares de bonnes terres cultivables en tares de bonnes terres cultivables en raison des combats.

(1) Dossier sur le problème des Hous, ditions en langue étrangère, Hanol, 1978.

Ce n'est pas pure coincidence, affir-ment les Vieinamiens, si des terres dont ils ont un besoin vital doivent rester en jachère aussi blen au nord pu'au sind et si le reconstruction de pays; sous testes ses formes, est inter-

Un responsable de la province de Elen Giang nous dit : « Les Cambodgiens oculent saboter notre économic. comme le font les Chinois au nord. s A Hanol, les Vietnamiens ne cachent pas qu'ils considérent que les évènements qui se déroulent sur les deux frontières ne sont que les deux facettes d'une seule et unique campagne dont la Chine est l'instigatrice et l'anima-trice. Les Vietnamiens ne se contentent pas de parler ouvertement de la collu-sion des Chinois et des Cambodgiens, ils ne font nullement mystère des problèmes qu'ils ont eus avec les diri-geants de ces deux pays pendant de nombreuses années et qu'ils avaient jusque-là préféré passer discrètement sous silence.

馬強器接續

(Lire la suite page 16.)

Dans ce numéro :

L'agro-business en Amérique latine (Pages 5 à 9.)

Quinze septembre mille neuf cent soixante-dix

(Pages 10 et 11.)

(Page 18.)

Dépendance et légitimité au Bangladesh

Deux victoires à l'ONU contre les sociétés multinationales

Entreprises privées et programmes de développement

EPUIS deux ans, des secteurs de plus en plus importants de l'opinion publique critiqualent sévèrement les activités déployées par les grandes sociétés industrielles internationales an sein même de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAC.), où, au nombre de plus d'une centaine, elles avaient constitué le Programme de coopération industrielle (PCL) de la FAC. (1). Les attaques contre le PCL provenaient anssi blen de certains pays industrialisés que de pays sous-développés, du mouvement syndisous-développés, du mouvement syndi-cal international et également, à titre individuel, d'un grand nombre d'ex-perts. Il apparaît aujourd'hui qu'elles ont permis d'obtenir de premiers

A la suite d'une étude approfondie des activités du P.C.I., réalisée par le comité des programmes de la F.A.O. à l'antonne 1977, le nouveau directeur général de la F.A.O., M. Saouma, annonça son intention de mettre un terme à l'affiliation du P.C.I. à la R.A.O. le 30 juin 1978, Préoccupé par

(1) Voir l'article de Erich H. Jacoby, « Les sociétés multinationales et le déve-loppement du tiers-moade - Une infléence croissante dans le système des Nations unies ». le Mende diplomatique, [millet 1976.

Par ERICH H. JACOBY

cette hrutale rupture de relations, le P.C.I. demanda des éclaircissements. En conséquence, lors de la 46° session du comité exécetif du P.C.I., le 13 octobre 1977, le directeur général adjoint du département du développement de la F.A.O. fit une déclaration dans laquelle il insista sur les doutes sérieux entretenus par M. Saouma et le comité des programmes de la F.A.O. quant aux objectifs, à l'ampleur et aux modalités de fonctionnement du P.C.I. aux objectifs, à l'ampieur et aux moda-lités de fonctionnement du P.C.I., quant à ses succès réels et à ses résul-tats an bénéfice des pays sous-déve-loppés. Pour que les choses soient claires, il précisa que, tout en étant pleinement disposé à collaborer avec l'industrie sur des projets sectoriels au bénéfice des pays sous-développés, M. Saouma s'opposait à ce que le P.C.I. soit insèré dans la etructure de la F.A.O., comme s'il en faisait partie intégrante a Cette situation est sans F.A.O., comme s'il en laisait partie intégrante, « Cette situation est sans équivalent, ajouta-t-ll dans les autres organisations de l'ONU, et, dans certains cas, les relations existantes (...) ne semblaient pas pleinement compatibles ovec les responsabilités statutaires du directeur général. »

L'époque est finalement révolue où un groupe de grandes sociétés triées sur volet étalent en mesure non seulement de participer activement aux pro-jets industrieis patronnés par la F.A.O. dans les pays sous-développés mais aussi d'obtenir à l'avance des rensel-gnements précieux sur les setteurs où il conviendrait d'investir. Désormais, les sociétés multinationales ne peuvent plus évoluer dans les milieux de l'as-sistance technique de la F.A.O. comme des partenaires de plein droit au ser-vice du développement. Elles n'ont plus la liberté de fixer presque arbitraire-ment le type, l'orientation et le volume des investissements. Plus important encore : la F.A.O. ne fonctionners plus comme e agent » des sociétés multinacomme a agent » des sociétés multina-tionales dans le tiers-monde.

tionales dans le tiers-monde.

Il ne s'agit pas, bien entendu, d'une rupture complète; simplement, à l'avenir, c'est aux seuls services techniques de la F.A.O. qu'il appartiendra du déterminer l'ampleur de la collaboration des societés multinationales, ce qui permettra de limiter les transferts de technologie à ceux des secteurs que l'Organisation juge utiles en matière de programmation du développement. Par cette courageuse décision de rompre les liens avec le P.C.I. M. Saouma a mis un terme à une décennie de pourrissement et de corruption qui n'osait pas dire son nom. A ce titre, n'osait pas dire son nom. A ce tilire, il màrite le respect de tous les véri-tables amis du système de l'ONU.

(Lire la suite page 9)

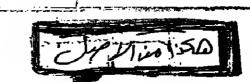
Les Grandes Routes Aériennes Europe - Algérie 103 Vols Par Semaine



Londres - Barcelone - Genève _ Bruxelles _Alicante _Toulouse . - Francfort_Rome_Palma.Nice -Madrid.Paris.Lyon-MarseilleConstantine



An rythme de ver affeiren.



Le prophète et l'autocrate

N 1987, à Moscou, Alexandre Sollenitsyne demande à Mme Olga Carilsie de superviser la publication en Occident du Premier Cercle et de l'Archipel du Goulag. L'entreprise sera menée à bien, avec le retentissement que l'on sait. C'est cette extreordinaire aventure qua raconta Mme Olga Carliela dans son passionnant Solzhenitsyn and tha Secret Circle (1). Pendent six ans, la petita

équipe qui constitue ce «carcle aacret» consacre touta eon énergia à taire connaître une œuvre dont l'importance sere granda aussi bien aur le plan litté-raire qua dans le création d'un nouveau climat politique autour de le société

soviétique. Rien da tout cele n'e été possible sans une profonde admiration pour l'homma qui, réchappé das camps, entreprend da dénoncer avec un éclet exceptionnel la systèma da répression en U.R.S.S. Et cetta admiration est atimulée par una crainta constanta: le moindre faux pas at le moindre imprudence peuver ettre en jeu le relative libarté de Soljenitsyna et ac vic même. Mais aucun effort ne paraît euperflu pour aervir l'œuvra d'un personnaga eux eccents da prophète.

Maia vollà qua Solientisyna accusa publiquement Mme Olge Carlista d'avoir retardé le aortia da l'édition américaina du Goulag et d'être ainsi responsable de son expulsion d'Union soviétiqua. L'entretien qua les deux intéressés peuvent alors avoir en Suisse ne parvient pas à dissiper la méliance que l'écrivain rusae entretient à l'égard de la personna qu'il avait pourtant lui-même choisia pour taire connaître

deux da ees livres. Il ne resta plus à Mme Olga Carlisla qu'à raconter par la menu le déroulement de toute l'histoire, les entretiens secrete à Moscou, les communications aléatoires, les hésitations, les obstacles à surmonter, les précau-tions prises pour assurer la secret da toute l'opération. Le résultat, c'est ce livra

chaleureux et émouvant, qui apporte bien des lumières sur la vie des dissidents russes, mais eussi sur les relations ditticlies entre daux eociétés aussi protondément différentes. On apprend ainsi, par exemple, qu'en 1968 Robert Kennedy, quelques mole avant son assaseinat, ignora jusqu'au nom da Sofjenitsyna at n'e pas lu Une journée d'ivan Denissovitch. Mais la livre semble sussi faire justice da

l'accusation da l'écrivain russe, qui apparaît tui-même comme la principal respon-able du retard de l'édition américaine du Goulag ; en tout cas, il n'a jamais pu convaincre qu'une publication plus rapide lui aurait évité d'être expulsé d'Union

Tout au long de son récit, Mme Oiga Carilsie est issemée par la personnage de l'« autocrate » qui l'a investia de sa confiance, et cette tescination n'est nulle-ment estompée lorsque, finalement, ella sa demanda si la « sensibilité » de

Soljenitsyne n'a pas « subi quelque radicale mutation, sous l'effet de ses grandes

àpreuves personnelles, des pressions politiques qu'il a subles, sous l'effet eussi de la célàbrité, de l'ambition, de le puissance? ».

(1) Mme Olga Carlisle, Solzhenitsyn and the Secret Circle, édit. Holt, Rinehart and Whaston, New-York, 1978, 212 pages.

Critique de la démocratie éloge d'un Etat fort

L'AUDIENCE DE SOLJENITSYNE EN OCCIDENT ET EN U.R.S.S.

dre Soljenitsyne à Havard à l'occasion des cérémonies de fin de l'année scolaire a retenti aux Etats-Unis comme le coup de tonnerre d'un orage estival. Précédant de peu les procès de Guinzbourg et de Chtcharansky, qui ont bouleversé l'opinion publique américaine, ce discours reste un événement considérable, qui fait l'objet de discussions, à tel point qu'on peut en être snrpris. En effet, rien ne se renouvelle plus vite que les problèmes auxquels les Américains s'attachent pour un temps, avant de se tourner vers quelque autre question tout aussi brûlante, tout aussi impossible à résoudre rapidement. Mais le problème évoqué à Harvard par l'écrivain russe exilé a touché les Américains au vif : c'est celui-là même de la démocratie aux Etats-Unis.

tenir à la lettre des lois en cas da conflits tant personnels que sociaux — tout cels a frappé l'imagination du public. Que penser, par ecemple, de cette décisration de l'auteur d'Une journée dans la vie d'Ivan Denisso-vitch (1), qui a combattu si récem-ment encore pour la dout des citorens vitch (1), qui a combattu si récemment encore pour le droit des citoyens soviétiques à connaître leur propre histoire : dans les pays occidentaux, « chacun a le droit de tout connaître ; mais il s'agit d'un faux slogan, caractéristique d'une époque fausse : les gens ont aussi le droit de ne pas savoir, et ce droit est encore plus précieux »?

précieux » ?

Formé à l'école des camps soviétiques, Soljenitsyne est un stratège politique doué d'une intuition que l'on pourrait qualifier de géniale. Il est le premier Russe, depuis la révolution d'Octobre, à avoir tenu tête pendant plusieurs années à l'Etat soviétique. D'instinct, il reconnu le point sensible des Américains, le vieux

Par OLGA CARLISLE *

Buckley, directeur de la plus influente publication de droite, la National Review. Buckley est un intellectuel catholique virulent, suntout connu par ses « talk shows » à la télévision. Son arrogance intellectuelle et ses attitudes d'aristocrate nuisent pourtant au prestige dont il pourrait jouir auprès du grand public — ce public que Soljenitsyne, avec ses attitudes de prédicateur fondamentaliste, a su conquérir d'emblée.

Les intellectuels de droite qui, dans une grande mesure, avaient fait la politique extérieure des précédentes administrations, n'ont plus tellement d'accès direct au pouvoir (2). Ils auraient trouvé en Soljenitsyne le tribun qui leur fit défaut. Car l'homme qui leur du sutorité morale incortribun qui leur fit défaut. Car l'homme qui jout d'une autorité morale incontestée, qui a défié le Politburo et le K.G.B., s'est, après plus de deux ans de réflexion, prononcé de retentissante façon : sans la moindre équivoque, il est contre le système démocratique tel qu'il fonctionne aux Etats-Unis. Pour lui, les libertés de l'Age des Lumières y sont trahies par une société athée — et d'alileurs l'Age des Lumières était lui-même une erreur de la société occidentale, qui aurait dû rester exclusivement religieuse.

qui aurait du rester exclusivement religieuse.

Un fatt semble ne pas s'être imposé à l'esprit de Soljenitsyne : c'est grâce à ces libertés opiniâtrement défendues par des générations d'Américains — libertés qui n'ont jamais existé en libertés qui n'ont jamais existé en Russie — que l'écrivain exilé doit anjourd'hui de pouvoir s'adresser au monde entier du haut de la tribune de Harvard. Bien que stratège de génie, il manque de réalisme politique : car, pour un écrivain qui se conçoit comme a le glaive du Seigneur » (c'est ce qu'il proclame luimème dans sa longue épopée autobiographique le Chêne et le Veau (3), il est difficile de reconnaître qu'il doit la vie à quelques journalistes entreprenants qui, en faisant connaître ses ceuvres dans le monde entier, lui ont conféré une espèce d'immunité dans son propre pays.

Absorbé par l'examen masochiste de ses fautes, le public américain n'a pas saisi un aspect pourtant essentiel du discours de Harvard : l'ermite du Vermont ne s'adressait à l'Amérique qu'en passant, — une fois de plus fi pariait aux leaders soviétiques et au peuple russe. En condamnant la corruption qui regne à l'Ouest, il leur laissait entendre que, bien que banni, il restait Russe. Les feusses valeurs du monde capitaliste ne l'ont pas séduit. Ah i si seulement le gouvernement soviétique pouvait renoncer au marxisme, ideologie pernicieuse et d'ailleurs dépassée, qui n'est que l'une des plus funestes conséquences des idées libérales du dix-huitième siècle, alors la Russie pourrait renaître sous le signe d'une nouvelle religiosité.

Solienitsvne n'est pas le seul Soviésigne d'une nouvelle religiosité.

signe d'une nouvelle religiosité.

Soljenitsyne n'est pas le eeul Soviétique d'aujourd'hul à rêver d'une Russie renouvelée par la religion. Sans parier des dissidents de diverses tendances religieuses, certains membres de la hiérarchie soviétique — et notamment les enfants et petitsenfants des leaders actuels, élevés dans les loisins que senle peut leur procurer l'appartenance à la classe dirigeante — sont dégus par les échecs économiques et humains du communisme russe. Ils tentent d'échapper économiques et humains du commu-nisme russe. Ils tentent d'échapper à leur malaise en se tournant vers un passé qui leur apparaît plein de séductions romanesques. Ne voulant rien connaître de la Russie tsariste, ils ne retiennent du passé que le souvenir nostalgique des vertus patriar-cales et des fastes religieux. En serret, ils n'ent que mérris nour le marrisme ils n'ont que mépris pour le marxisme et abhorrent l'intelligentsia soviétique, et abhorrent l'intelligentsia soviétique, celle précisément que Soljenissyne a attaquée avec une telle violence dans un récent essai publié dans l'ouvrage collectif intitulé Des voix sous les décombres (4). Ils aspirent à une Russie forte, que ne soullierait aucuna idéologie étrangère. Ils sont souvent antisémites. Ils voient dans la Chine un redoutable ennemi héréditaire, prêt à submerger leur pays — son seul mérite étant de fournir à la Russie une raison péremptoire de rechercher une renaissance du patriotisme. Ils se recrutent à tous les uiveaux du pouvoir, et surtout dans l'armée et le K.G.B.

La « nouvelle droite » russe

CHOSE plus significative, ces aspirations, dans une mesure actuellement difficile à évaluer, trouvent un écho parmi les masses russes, qui souffrent obscurément de la grisallie et de l'apparvrissement spirituel de leur vie quotidienne. Ces masses ont toujours été antisémites et le fait que, de nos jours, seuls les juifs soient autorisés à émigrer exacerbe leur envie. Elles se sentent bafordés et menacées, d'autant plus que l'URSS comprend de nombreuses minorités dont le taux de natalité dépasse celui des Russes. Ces Russes « moyens » réinventent d'instinct l'un des plus anciens mythes russes — celui du nationalisme, cette croyance mystique selon laquelle le peuple russe est un peuple élu, porteur d'une vérité transcendante.

sentiment de culpabilité des puri-tains, aiguisé par les désastres meur-triers du Vietnam. En styliste inspiré, il a trouvé le ton le plus apte à toucher une sensibilité profondément ancrée dans la conscience nationale américaine. On a l'impression que, s'il avait traité en France des fai-blesses des démocraties, il aurait tout naturellement trouvé les intonations d'un Charles Maurras.

Interloqué par le discours de

Harvard, le public moyen américain a entrepris un examen de conscience, tandis qu'intellectuels ilbéraux culpa-

tandis qu'intellectuels ilbéraux culpa-bilisés et républicains noirs faisaient écho à Soljenitsyne : victime de son immoralité, l'Ouest court à la catas-trophe. Les supporters de droite de Soljenitsyne se sont une fois de plus félicités de son anticommunisme intransigeant. Tel est notamment le cas des cheis syndicalistes très réac-tionnaires comme George Meany, qui

cas des chefs syndicalistes très réac-tionnaires comme George Meany, qui fut l'hôte de l'écrivain lors de son premier voyage aux Etats-Unis, mals aussi des républicains engagés, qui ont inscrit les idées de Soljenitsyne au programme officiel de leur parti pendant la dernière campagne élec-totale présidentielle, et enfin de cer-tains journalistes comme William

Tout aussi difficile à évaluer est l'affaiblissement de l'emprise du marxisme sur la société soviétique. Non pas que ses formes extérieures aient tendance à se perdre, blen au contraire, mais sa force idéologique active. contraire, mais sa force ineologique active, son dynamisme, semblent s'estomper d'année en année. Les témoignages à ce sujet abondent, et on peut les trouver aussi bien dans le samizdat que dans les publications officielles. On peut aussi faire confiance, à cet égard, au témoignage de certains intellectuels qui vivent maintenant en Occident.

maintenant en Occident.

Par exemple, Ernst Neizvestni, le sculpteur moscovite qui partage aujourd'hni son temps entre New-York et Milan, a commu de près divers cercles gouvernementaux soviétiques. Il travaille à un livre autoblographique qui touche aux problèmes de l'intelligentsia russe — pour lui, l'apparition des « nouveaux slavophiles » est l'un des développements les plus significatifs de l'U.R.S.S. contemporaine. Dans Une voix dans les cheur (5), le grand écrivain Andrei Siniavsky analyse avec une lucidité qui n'est pas exempte de compassion l'antisémitisme viscéral du peuple russe, tel qu'il l'a observé dans les camps. Soljenitsyne lui-même, dans le Chème et le Venu, a consacré un chapitre à un nationalisme russe qui se cherche. Il y relate un épisode qui date déjà de plusieurs années : dans le journal la Jeune Garde, organe officiel du Komsomol, et de ce fait extrêmement important du point de vue Idéologique, deux articles dont les thèses se rapprochent de celles des « nouveaux slavophiles» furent publiés en 1968 ; ils

* Auteur de Solzhenitsyn and the Secret Circle (voir encadré ci-dessus).

furent très discutés, car la Jeuna Garde glorifiait l'attitude de ceux qui cherchent à prèserver l'héritage national, avec ses saints et ses églises, et l'opposait à l'attitude de certains intellectuels aux tendances cosmopolites, parasites, nuisibles au sein de la société soviétique, et qui ne respectent pas le passé russe.

Enfin, un remarquable ouvrage vient d'être publié en Californie par le professeur Alexandre Yanov, historien soviétique émigré. Il s'agit d'une étude de ce que Yanov appelle la nouvelle droite russe » (6). L'auteur examine de très près nombre de tertes du samisdat à caractère religieux et nationaliste, dont certains sont franchement fascistes. Le livre du professeur Yanov a quelque chose de bouleversant, mais là encore l'influence réelle de cette nouvelle droite est difficile à apprécier. S'agit-il simplement des idées d'une poignée de dissidents fanatisés, ou bien d'un mouvement plus important, qui n'an serait qu'à son ébauche mais qui pourrait un jour reconnaître en Soljenitsyne un idéologue, un nouveau Lénine, dans le cas par exemple d'une nouveille guerre ?

Il est en tout cas certain que, depuis quelques mois, le mouvement slavophile est en ascendance marquée. Le fournal Ogonyok vient de publier un article violemment antisémite, à propos du prétendu monopole « sioniste » des armements mondiaux (?). a propos du prétendu monopole « sioniste » des armements mondiaux (7). Le gouvernement a pour la première fois accordé à l'iconographe recomme du mouvement slavophile, llya Glazounov, une exposition majeure, qui constitue pour lai une véritable consécration. Des milliers de gens, pour la visiter, font la queue pendant des heures avant de pénétrer dans le hail du Manège, près du Kremlin. Là sont exposées plus de cent peintures de saints russes et de héros nationaux, peintures empreintes d'un « style russe » mystique qui semble profondément toucher la public moscovite. Ilya Glazounov est un ardent patriote russe qui considère en particuller que le peuple russe est le plus désavantagé de toutes les nationalités soviétiques, et qu'il faut chercher à remédier à cette situation. A Moscou, il est généralement reconnu que Glazounov, antisémite violent, est, hien qu'il s'en défende, un officiel du K.G.B.

D'autres voies sociales et spirituelles

B IEN entendu, il est essentiel de ne pas confondre ces diverses tendances extrémistes avec la religiosité authentique dont font preuve depuis une vingtaine d'années des Russes de plus en plus nombreuz. L'Eglise orthodoxe a toujours laissé cohabiter dans ses rangs les hommes de foi sincères et les activistes qui utilisent l'Eglise à des fins politiques. Il reste que l'étude du professeur Yanov démontre que Soljenitayne n'est pas sans avoir des sympathisants en U.R.S.S. Car., depuis quelques années, la majorité des dissidents, tout com me Soljenitayne lui-même, a évolué vers la droite. Il semblerait que leur connaissance de l'Ouest, le résultat de l'émigration juive et de la « détente » aient obligé ces Russes à se reprendre pour chercher des voies sociales et spirituelles autres que celles qui leur sont proposées par les démocraties occidentales, qu'ils jugent corrompues. La solution proposée par Soljenitayne, notamment dans sa Lettre aux leaders soviétiques, est celle d'um East chrétien fort, qui octrolerait de son propre chef certaines libertés à ses citoyens. A en juger par le discours de Harvard, ce qui préoccupe Soljenitayne, c'est le droit à la liberté intérieure plutôt que les libertés civiques des Russes. Quant à l'équilibre des pouvoirs, sans lequel l'appareil d'Etat glisse tôt ou tard vers la tyrannie, c'est une question que l'auteur du Goulag ne souleve nulle part.

Sans doute serait-il injuste d'accuser Solienitsyne de vouloir délibéré-

Sans doute seralt-il injuste d'accuser Soljenitsyne de vouloir délibéré-ment éveiller des sentiments nationalistes chez ses concitoyens. Il n'en reste pas moins qu'instinctivement il est en harmonie avec de tels sentiments. Ses propres convictions sont puisées au plus profond de l'expérience russe, qui n'a jamais été tempérée par les influences d'illisatrices d'une tradition démocratique. Les leaders soviétiques sont âgés et frappés d'immobilisme : si un jour, à la suite d'une crise de succession ou d'un conflit avec la Chine, des éléments de droite arrivaient au pouvoir en U.R.S.S., Soljenitsyne, le prophète d'un nouvel ordre moral, pourrait hien rentrer chez lui en triomphe.

(1) Editions 10/18, Paris, 1970, 192 pages, 11.50 F.

(2) Il est intéressant d'établir ici un rapprochement entre les déclarations faites par Soljenitsyns à Harvard et les thèses gouvernementales de l'époque Nixon. Pour ne citer qu'un éxemple, en 1975, dans un rapport de la Commission trilatérale intitulé The Crisis of Democracy, publié par New York University Press (voir le Monde diplomatique de mars 1976), le professeur Samuel Huntington déplorant les errès de la liberté de presse aux Etatz-Unia estimant notamment qu'elle avait contribué de manière décisive à l' c ingouvernabilité e et à l'instabilité de l'Etat, en contraignant Nixon à démissionner à la suite du scandale du Water gate.

(3) Editions du Semil, Paris, 1971. sionner à la suite du scandale du Watergate.

(3) Editions du Seuil, Paris, 1975.

(3) Editions du Seuil, Paris, 1975.

(4) Editions du Seuil, Paris, 1975.

(5) Editions du Seuil, Paris, 1974.

(6) The Russian new Right: Right-wirg Ideologies in contemporary U.S.B. University of California, INFL ST. 1978. telty of California, INPL ST. 1976. (7) Voir is Monde du 22 juillet 1972

et son chaos moral, Soljenitsyne

prône un système a qui repose aur la subordination à l'autorité ».

S'il s'oppose au régime sovié-tique, a-t-il expliqué, « ce n'est pas parca qu'il est antidémocra-tique, autoritaire, fondé sur la contrainte physique — un homme peut viore dans ces conditions sans que son expense printedle soit

La réponse du scepticisme au messianisme

· Sous le titre « Soljenitsyne tel que nous refusons de le voir », l'historien américain Arthur Schlesinger Jr a publié dans le Washington Post du 25 juin 1978 un important article dont voici les passages les plus significatifs :

(_) Le discours prononcé à Harvard par Soljenitsyne, comme bien des manifestations prophétiques, pâtit d'une certaine absenca de clarté dans l'exposé. Les lecteurs négligents, au lieu de chercher à débrouiller l'écheveau de son discours ce servers seigne de

de clarté dans l'exposé. Les lecteurs négligents, au lieu de chercher à débrouiller l'écheveau de son discours, se sont saisis de ses jugements les plus propres à faire sensation, comme cette assertion selon laquelle « le déclin du courage » est « le trait qui frappe le plus, en Occident, le regard d'un observateur étranger ». Ce déclin, poursuit-il, « est particulièrement sensible dans les couches dirigeantes et l'étite intellectuelle ». Il a conduit à uns politique étrangère fondée sur « la faiblesse et la lâcheté ». Le refus des Américains de gagner la guerre du Vietnam (1). déclare Soljenitsyne, est un exemple déplorable et peut-être décisif de « la perte du pouvir de la volonté en Occident » A son avis, les Etats-Unis ont également échouè à l'intérieur de leurs frontières. « L'espace sans limites » leur a procuré une « liberté porteuse de destruction et d'irresponsabilité » dont Soljenitsyne nous dit qu'elle nous a plongès dans « un abime de décadence humaine », marqué par « l'intasion récoltante de la publicité, par l'abrutissement qu'engendre la télévision, par une musique insupportable », par la pornographie, le crime et l'horreur. Le légalisme ambiant dans la société américaine est devenu le pâle substitut de la discipline intéricure. Mais il n'est rien de plus dangereux, à ses yeux, que la liberté sans contrainte dont bénéficie la presse. Les médias sont corrompus et licencieux : ils refusent de reconnaître et de corriger leurs erreurs : Ils inondent le pays de jugements superficiels ou trompeurs, voire d'un « flot excessif et accablant d'informations ». Or « la presse est devenu le pouvoir le plus fort dans les pays occidentaux, mais « quelle est la loi, quelle est l'élection qui lui a conjéré ce pouvoir ? » demande Soljenitsyne, et « devant qui est-elle responsable? » (-)

A l'encontre de la démocratie avec sa faiblesse, sa médiocrité

peut vivre dans ces conditions sans que son essence spirituelle soit atteinte », mais parce que « pardelà la contrainte physique, il exige de nous la complète reddition de nos âmes ». Les gouvernements autoritaires, « en tant que tels, n'ont rien d'effrayant—sauf ceux qui ne répondent d'aucun de leurs actes devant qui que ce soit ». En des temps plus respectueux de la religion, « les autocrates se sentaient responsables devant Dieu. Les autocrates d'aujourd'hui sont dangereux précisément parca qu'il est difficile de trouver des valeurs supérieures auxquelles on pourrait les soumettre ».

(—) A Harvard, Soljenitsyne

(_) A Harvard, Soljenitsyne remarquait que l'Occident n'a camais compris » la Russie. On peut répondre que Soljenitsyne n'a jamais compris l'Amérique. Il est arnivé tout cuirassé d'idées préconçues sur la décadence et la lacheté des Américains et, évidemment, rien de ce qu'il a appris par les médias ne l'a détrompé (...) par les médias ne l'a détrompé (...)

(...) Si le don de prophétie est uns vertu chrétienne, l'humilité en est une autre. Sachant quels sont les crimes commis au nom d'une vérité unique, les Américains préférent ouvrir leurs oreilles à une multitude de vérités concurrentes et dépourvues de majuscules. Notre nation est favorable au scepticisme, aux expériences, aux accommodements, à l'autorritique, aux réformes fragmentaires, mais permanentes, tous traite qui répugnent aux personnalités messianiques et autoritaires, mais qui ne sont pas si mauvals pour antant (...).

(1) Comme elle le raconte dans son livre, Mme Olga Caritate a par-ticipé à la campagne qui s'est déroulée aux Estats-Unis contra la guerre du Vietnam (N.D.L.R.).

berceaux des libertés civiques américaines, pour s'exprimer; son style oratoire, qui n'est pas sans rappeler celui des pasteurs puritains du dixseptième siècle, menaçant des foudres du cle leurs ouailles égarées; et surtout, sa vigoureuse critique des institutions les plus traditionnelles, les plus chères au cœur des Américains — la liberté de la presse et le « légalisme », c'est-à-dire la tendance, fâcheuse, selon Soljenitsyne, à s'en Parents, gratuitement, l'école idéale la région ideale REGION

DU LÉMAN

- plus de 60 écoles et instituts
- enseignement de qualité, réputé, diversifié
- sports d'été et d'hiver ambiance propice aux études
- carrefour des grandes voles de

 paysage de toute beauté — SERVICE SCOLAIRE

ÉCOLES PRIVÉES Avenue de la Gare 10 1002 Lausanne / Suisse

Téléphone 021 22 77 71 Télex 24 390

Sous le patronage de l'Association vaudoise des écoles privées (AVDEP) et de l'Office du tourie



ALB La cessation d

T in tolmtob to.... inter: . . cossetien immed

tome | Linguage L'Albanie. teries. .. P. vil du travail e games of T.A. Vince ie zigen Turr demo

namini de $\mathcal{T}(\mathcal{T}(\mathcal{C})) = \mathcal{T}(\mathcal{T}(\mathcal{C}))$

En less. FOR CONTROL AND ADDRESS OF THE CONTROL AND ADDRE 00 51 24 De)

TRUE AND THE A

Depu

3- 0:0 - 1:0 -

The state of the s

et spirituings

servitic isme

2nism:

Le rôle d'un organisme très discret

Paréponse aux procès de Moscou contre les dissidents, le président des tats-Unix a décide, en fuillet dernier, de renforcer la surveillance de l'administration jédérale veillance de l'administration fédérale sur les ventes d'équipement pétrolier à l'URSS.— ce qui ne l'a pas empéché d'autoriser, moins d'un mois plus tard, un contrat de 144 millions de dollars; il a également interdit l'exportation d'un ordinateur Sperry Rand Univae de 6,8 millions de dollars destiné à l'agence Tass pour les Jeux olympiques. En août, il a demandé aux quaire pays susceptibles de satisfaire la commande soviétique (France, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale et Japon) de ne pas livrer un ordinateur du même type à l'URSS.

Le ministre français des affaires étrangères a fait savoir le mercredi 16 configures à fait suoir le mercreal le dout que la réponse française serait un refus dans la mesure où « la pra-tique française n'est pas de subordon-ner la vente de matériel industriel civil à des considérations politiques » (le Monde, 17 août 1978).

certes, la France ne pratique pas comme les Etats-Unis le a linkage », l'amalgame, entre la politique et le commerce extéricur. Les Etats-Unis subordonnent l'octroi de la clause de la nation la plus javorisée à la liberté de l'émigration (loi sur le commerce du 3 janvier 1975) et, de ce fait, l'U.R.S.S. ne peut en bénéficier. La France a renouvelé à l'U.R.S.S., dans l'accord quinquennal de coopération économique pour 1975-1979, le bénéfice du traitement de la nation la plus javorisée — il est vrai, dans une lettre annexe à l'accord, car l'entrée en application de la politique commerciale commune de la C.E.E. ne lui permettait plus de le jaire directement. Les Etats-Unis ont privé l'U.R.S.S. du j'inancement de ses achais par des crédits à soutien public de l'Eximbank. La France a des

accords de credit préférentiels avec FURSS. qui donnent aux exportations françaises vers ce pays un léger avantage par rapport aux conditions que les pays occidentaux, dont la France, s'engagent actuellement à respecter aux termes d'un « consensus » signé au début de cette année (rassurons-nous — ou inquiétons-nous — : nos grands partenaires et concurrents agissent comme nous). Tous ces faits sont connus.

Non, la France ne s'aligne pas sur les Etats-Unis. Et le Cocom?

On nous dira que nous métangeons les genres. Le Cocom, cette « commission de coordination » créée en 1949 en marge de TOTAN à l'initiative des Elats-Unis, et dont le siège est toujours à Paris, n'a pas été constitué pour exercer des pressions humanitaires sur l'U.R.S.S., mais pour empécher l'exportation vers les pays communistes de tous viens « stratégiques ». C'est-d-dire propres à renjorer le potentiel militaire de ces pays. On n'en parle plus très souvent, sinon pour dire que l'institution tombe progressioement en désuétude, les alliés des Etats-Unis (tous les pays de l'OTAN moins l'Islande et le Japon) étant de plus en plus rétifs à suivre les directives américaines.

Curieuse institution. Elle offre un exemple rare de longévité dans la clandestinité, ayant survècu à la « guerre froide », aux crises internes de FOTAN, aux divers épisodes des relations américano-européennes. Citons Robert B. Wright, directeur du service du commerce Est-Ouest au département d'Etat et à ce titre responsable des affaires du Cocom, déclarant en 1976 devant la commission des relations internationales à la Chambre des représentants : « Il n'est pas étonnant qu'il y ait en des cas où les pays membres ont agi contraire-

Par MARIE LAVIGNE *

ment à ce que nous considérions comme la politique du Cocom. Ce qui est étonnant, c'est qu'il y sit eu si peu de cas de ce genre et qu'sujour-d'hui, après vingt-six ans de coopération, le Cocom continue à être un instrument viable et opérationnel pour la défense de la sécurité du monde lilire dans le domaine du commerce a (1).

merca » (1).

Nous ne pouvons en effet citer que des sources américaines; celle dont est tiré l'extrait ci-dessus est l'une des plus récentes. Il n'y en a pas d'autres. Cest ainsi que nous pouvons connaître, par exemple, la réduction progressive de la liste Cocom, étendant à l'origine l'embargo à la moitié des biens entrant dans l'échange international, aujour-d'hui réduite à près de cent cinquante postes, qui concernent les matériels militaires, les biens incorporant les richnologies de pointe (et notamment les ordinateurs), certaines matières premières rares. Ces mêmes sources nous ranseignent sur la procédure de décision au sein du Cocom; le principe de l'unanimité se conjugue avec le caractère de « recommandation » que revêt la liste Cocom; la « commission de coordination » se réunit périosion de coordination » se réunit pério-diquement pour examiner l'application des règles et statuer sur les exceptions demandées par les membres; les listes sont périodiquement révisées. C'est à sont periodiquement remees. Cest à travers les documents américains que la France se révele le partenaire le plus indocile. On peut s'en réjouir; on doit relever que cette fronde a ses limites. Il n'y a pas de sanctions officielles au non-respect des règles sur l'embargo. Mais les Américains comptent beaucoup sur les initiatives délatrices de leurs propres firmes,

· Professeur à l'université de Paris L

dépitées de voir un marché leur échapper au bénéfice d'un concurrent européen, et aussi sur l'« auto-cen-sure», car trop de firmes européennes sont dépendantes de la technologie américaine pour risquer à la légère des

Les sources américaines nous rensei-gnent aussi sur la réglementation française en la matière ; chaque Etat prantiquise en la mattere, culque such membre a en effet une législation propre, celle des Etats-Unis étant, au grand dam de leurs industriels, la plus contraignante de toutes.

Comment donc se passent les choses en France? Réjérons-nous à l'annere iu document cité plus haut, intitulée « Les contrôles du commerce dans les pays du Cocom » (2), et préparée par le département d'Etat américain. A la subrique France, on lit : « Des licences d'exportation sont requises pour environ 8 % des produits figurant dans la nomenclature douanière française. Les pouvoirs du gouvernement en la matière découlent de divers textes réglementaires, dont le dernier en date du 30 novembre 1944 (3). Ces textes permettent d'ajouter ou de retrancher à la liste des biens contrôlés simplement par publication au Journal officiel. La liste des biens stratégiques soumis à lloence d'exportation est publiée périodiquement au Journal officiel ». Le document décrit ensuite sommairement la gestion de ce régime par l'administration des douanes, et le cheminement complete des licences d'exportation à travers les services officiels français… et éventuellement le Cocom. Comment donc se passent les choses

Aucune source française officielle ne donne ces indications, ni même la moindre référence à l'existence du Cocom. Par contre, avec les informa-tions ci-deanus, il est instructif de consulter le Journal officiel, en parti-culter l' « Avis aux importateurs et exportateurs relatif aux marchandises soumises an contrôle de la destination finale » publié au J.O. du 31 décembre 1961, pages 12516 et s., texte auquel ae réfèrent tous les avis uttérieurs (J.O. de s. 30 septembre, 14 et 15 décembre 1964, 8 octobre 1965, 23 avril 1967, 18 septembre 1970, 13 mai 1973, 8 décembre 1976, cette dernière liste ayant été modifiée le 14 juillet 1977). Chaque liste nouvelle annule et remplace la précédente. L'Avis de 1961 définit une réglementation qui ne s'applique pas spécifiquement aux pays socialistes; les procédures appliquées aux exportations vers ces pays de même que les modèles de formulaires à utiliser ne sont pas publiés. La liste de produits elle-même ne comporte aucune indication; il est facile de fatre le rapprochement avec les données américaines sur la liste Cocom. exportateurs relatif aux marchandises

Comme on le voit, la France n'aime pas dire qu'elle appartient au Cocom, ni même s'honorer d'en transgresser quelquefois les règles. Le Cocom est bien génant. Voire. Si d'un seul coup il disparaissait, que l'magnifique champ d'action pour les entreprises américaines exportant des technologies de pointe! Heureusement que le moratisme politique de M. Carter protège la compétitivité des industries européennes.

(1) Export Licencing of Advanced Technology: a Review, auditions devant la sous-commission du commerce international de la Commission des relations internationales, Chambre des représentants, Congrès des Etats-Unis, mars 1975, p. 51.

p. 51.
(2) Ibid., p. 205.
(3) Exact. Cl. J.O., 1er décembre 1944.
p. 1885. Le décret vise notamment une série de textes antérieurs à la guerre, donn' la loi du 11 juillet 1928 sur l'organisation générale de la Nation pour le temps de guerre.

Suite inéluctable du désaccord idéologique

La cessation de l'aide chinoise impose à Tirana de rudes contraintes

Le 7 juillet dernier, la Chine annonçait la cessation immediate de « son alde économique et militaire à l'Albanie et de ses verse-ments à titre d'assistance. Le 20" juillet les derniers experts chinois quittaient l'Albania. Il y a un an, le 7 juillet 1977, l'organe central du Parti du travail d'Alhanie (P.T.A.), Zëri i Popullit avait, sous le titre Théorie et pratique de la révolution, dénonce la thèse chinoise des « frois mon-

A décision chinoise — inéluctable tant les divergences entre les deux partis étaient profondes (1) — aura d'abord surpris par sa bruta-lité. Les raisons invoquées par la Chine sont économiques et techniques : on retiendra, à titre d'exemples, qu'au début de l'année Tirana «demandait de fizer, en l'absence des résultats de l'expérimentation, le calendrier de tirraison des plans et équipements de certains ateliers du complexe sidérurgique d'Elbasan»; par ailleurs, les spécialistes chinois constatèrent que les ouvriers albanais « à de A décision chinoise - inéluctable

ailleurs, les spécialistes chinols constaternt que les ouvriers albanais « à de nombreuses reprises, n'avaient pas suivi leurs indications techniques », causant alors de graves accidents.

Dans sa réponse du 29 juillet au parti communiste chinois, le P.T.A. estime que ces arguments ne peuvent « servir de base morale et juridique à l'arrêt unilateral et brutal de l'aide économique et militaire » (2). Selon Tirana, chaque grand tournant de la politique extérieure chinoise s'est accompagné de « diverses mesures économiques restrictives » coutre l'Albanie.

En octobre 1964, le P.C.C. voulnt —

nomiques restrictives s courre l'Albanie.

En octobre 1964, le P.C.C. voulnt —
en vain — associer Tirana, qui dénonçait « la collusion soviéto-américaine »,
au voyage que Chou En-lai fit à Moscou pour établir un « front uni avec
les révisionnistes soviétiques contre
l'impérialisme américain et ses alliés ».
Dès l'été 1971, la Chine proposait à
Tirana de s'allier aux Etats-Unis dans
le « front uni mondial contre l'U.R.S.S.»
Depuis lors, les relations entre les deux
partis se sont détériorées, Pékin ne
répondant pas à la demande albanaise
d'une rencontre politique au plus haut
niveau (3). Pour Tirana, il ne fait
donc aujourd'hui aucun doute que,
faute d'avoir pu imposer à l'Albanie
« sa ligne de grande puissance, sa collaboration avec les forces impérialistes
et réactionnaires et son abandon des
forces révolutionnaires et de libération
dans le monde », Pékin « veut se venger et contrecarrer le développement
du socialisme en Albanie».

La cessation de l'aide chinoise

du socialisme en Albanie».

La cessation de l'aide chinoise aggrave la situation économique de l'Albanie. Camme les experts soviétiques en 1960, les cinq cent treize spécialistes chinois sont partis aprèr avoir, par ordre de leurs superieurs, brûlé ou emporté lous les documents techniques » concernant les vingt-trois ouvrages industriels et l'aires en cours de construction avec l'aide chinoise. Dix-sept guires projets étaient à l'étude. Selon Tirana, tous les objectifs fixés par le plan quinquennal (1976-1980) seront réalises dans les délais prèvus. La décision chinoise avait été devinée : en janvier, les ouvriers de l'usine Traktori décidaient de produire en décembre prochain, soit deux ans avant terme, le premier tracteur albanais, tout en développant leur production de pièces de rechange automobiles. L'engagement ne peut être tenu qu'au prix d'un savant bri-

colage palliant le manque de certains équipements nécessaires à la mise en place des chaînes. Ici, comme sur les chantiers des ouvrages en construction, le problème principal demeure celui des biens d'équipement.

des biens d'équipement.

A court terme, Tirana devra orienter certaines branches industrielles vers une production prioritaire de biens d'équipement autres que des pièces de rechange. D'autre part, la cessation des prêts commerciaux chinois à l'Albanie rend plus difficile l'acquisition de biens et de services étrangers (4). Tirana refusant «les prêts des pays capitalistes et révisionnistes», sa principale source de financement sera donc cipale source de financement sera donc le commerce extérieur. Jusqu'aiore Pékin était le premier partenaire com-mercial (près de 60 % du commerce extérieur alhanais). Aujourd'hui Tirana va devoir développer ses relations comP.T.A. auxquelles s'ajoute aujourd'hui l' « hégémonisms chinois ».

P.T.A., auxinames 5 2,000 auxinos 2.

Les relations extérieures avec les pays capitalistes de l'Ouest et de l'Est se développaront certainement, sans que le P.T.A. ait à changer de conceptions politiques : dans les années passées, Tirana à déjà commercé « sur la base de la souveraineté, de la noningérence dans les afjaires intérieures et de l'avantage mutuel, sans égard au fait que, dans les domaines ideologiques et politiques, l'Albanie avait avec ces pays d'inconcliables contradictions de principe qu'elle n'a pas tues et qu'elle ne taira pas ». Au terme des analyses du P.T.A., l'Albanie demeure le seul pays socialiste dans le monde. Toutefois, Tirana, le 24 juin dernier, résifirmait son soutien à la lutte du Vietnam pour « préserver son intégrilé territoriale contre l'interven-

Par ERIC VIGNE

merciales avec certains pays occidentaux, dont la France, l'Italie, la Suisse et la Suède Principalement exportatrice de matières premières, l'Albanie connaît le risque inhérent à cette ouverture commerciale : une plus grande dépendance à l'égard d'un marché mondial en crise (variation du cours des matières premières et concurrence qualitative de meilleurs produits). La priorité nécessairement accordée aux industries d'extraction et de transformation pour l'exportation (5) ne peut mation pour l'exportation (5) ne peut toutefois l'être aux dépens d'un sérieux développement des blens de consom-

En 1980, l'Albanie voudrait satisfaire 90 % de ses besoins en biens de consommation courants. L'importance consommation courants. L'importance de cet objectif est évidente: pour éviter, dans ce dernier secteur, « l'importation de l'inflation », Tirana a assuré, les années passées, la stabilité des prix intérteurs à la consommation en mettant à la charge de l'Etat la forte hausse des prix à l'importation. Une telle politique serait aujourd'hui en contradiction avec la priorité accordée aux investissements dans l'industrie lourde et de transformation. Et Tirana entend bien limiter les conséquences de la cessation de l'alde chinoise sur le niveau de vie.

Dès l'annonce de la décision chinoise.

le niveau de vie.

Dès l'annonce de la décision chinoise, de nombreux collectifs ouvriers ont annoncé leur intention de réaliser avant terme le plan quinquennal. Mais il ne a'agit là que de gains de productivité, et le défi lance par la direction chinoise à l'économie albanaise est plus global: Tirana devrait aujour-d'hul développer à la fois les industries des biens de production et celles des biens de consommation, alors que jusqu'à maintenant le dogme de la «révolution technico » scieutifique » avait été « le renforcement systématique et prioritaire de l'industrie de transformation et des moyens de production » (6).

Une évolution idéologique?

L'es difficultés économiques condui-rant-elles l'Albanie à modifier radicalement sa politique étrangère? Rien, dans l'immédiat, ne l'indique. L'etimpérialisme américain» et ses alliés, le «social-impérialisme» sovié-tique et le «révisionnisme moderne», demeurent les cibles priviégiées du

tion étrangère». Tout en soulignant que Hanol « a ses propres points de vue politiques », le P.T.A. saluait « la construction du socialisme au Viet-

ces chaleureux propos à l'égard d'un pays membre du Comecon dénoncé comme «dominé par l'Union écolétique» autorisent-ils les supputations sur un éventuel rapprochement soviéto-albanais? Si un tel revirement de la politique albanaise devait se produire, il y a fort à parier qu'il aurait déjà été esquissé. La décision chinoise de rompre toute aide à l'Albanie était prévue, et Tirana a déjà fait, en 1980, l'expérience des difficultés qu'il y a à devoir busquement substituer une aide étrangère à une autre. Si-l'intention de Tirana est blen de g'ouvrir à tion de Tirana est blen de s'ouvrir à Moscou, le P.T.A. n'aurait pas repoussé ces derniers mois les avances de la Bulgarie et des autres pays de l'Est.

Plus que dans la politique étrangère, c'est dans l'évolution idéologique que pourraient apparaître les nouveautés. Le rupture avec l'U.R.S.S. avait amené le P.T.A. à entreprendre la «révolutionnarisation uttérieure» du pays, afin d'éviter qu'à son tour l'Albanie ne «dégénère en pays révisionniste». L'analyse économique et sociale des

(1) Voir «L'Albanis précise ses désac-cords avec la politique de Pétins, le Monde diplomatique, mars 1978. (2) Trans maintient « sa hauts appré-ciation passée de l'aids chinoles et de son rôle, entre autres l'acteurs extricurs, dans le développement du pays», mais contente le chiffre de 10 miliards de yuans de crédits versés par la Chine à l'Albanie ; calculés en yuans « commerciaux» cons-tente, les crédits ne seraient que de 25 miliards, dont 75 % seulement su-raient été utilisés

raient été utilisés

(3) Tirana confirms les «ingérences chinoises» dans le P.T.A.: Chou En-lai soutenait l'ex-ministre de la défense Bequi Balluku dans sa volonté de conclure uns alliance militaire avec Belgrade et Bucarest. Mais rien ne Ionde l'hypothèse de François Pejtő (Défense nationale, 2001-20 prisolate.)

pisolsta.

(4) Lugence Chine nouvelle affirmalt, le 7 juillet, que la Chine avait du se procurer à l'étranger les équipements nécessaires à l'usine d'engrais acotés de Fieri. « avec des devises dont elle avait grand basoin ».

(5) Seion Business Eustern Europe, l'Albanie produirait, en 1880 : 32 millions de tomnes de pétrole, 24 de charbon, 22 de ferro-nickel, 13 de chrome et 1,3 de cuivre.

forces politiques soutenant Khrouchtchev avait dicté quelques grandes mesures intérieures : contrôle ouvrier,
rotation des cadres, réduction de
l'échelle des salaires (7). Tout en
reconnaissant que le parti communiste
soviétique était, à la mort de Staline,
prongé comme une pomme, en apparence saine, mais pourrie à l'intérieurs, le P.T.A. est demeuré dans la
sphère théorique stalinienne (8). Or
la Chine connaît à son tour une remise
en cause, rapide et généralisée, de
toute sa politique socialiste antérieure.
Comment le P.T.A. commendacomment le P.T.A. commenda-

Comment le P.T.A. comprendra-t-il cette évolution et quels enseignements à usage interne en tirera-t-il? «Les principes théoriques élaborés par le président Mao qui ont guidé la révolution culturelle constituent une éminente contribution créatrice au développement du marxisme lénimisme », déclarait hier Enver Hodja (9). L'analyse du P.T.A. n'est déjà plus la même aujourd'hui: «Généralement la révolution culturelle ne fut pas une lutte conforme aux principes, conduite par un véritable parti de la classe ouvrière, luttant pour l'instauration de la dictature du protétariat. Les affrontements entre groupes fractionnistes se terminèrent en Chine par l'instauration d'un pouvoir aux mains d'éléments bourgeois et révisionnistes. » (10). On retrouve iei la critique formulée en mars 1968 à l'égard de Staline: ni lui ni Mao n'auraient donc su consolider le pouvoir du parti communiste eu l'assurant d'une relève révolutionnaire, « la question politique et idéologique n'ayant pas été souleoés à toutes les étapes avec persévérance et profondeur, comme l'exigeait la situation du moment ».

du moment». Cette question est jugée régiée en Albanie. Aussi le P.T.A. appelle-t-il aujourd'hui à resserrer les rangs, et le soixante-dixième anniversaire du le soirante-dixième anniversaire du premier secrétaire du parti, en octobre prochain, sera certainement l'occasion d'exalter a la juste direction du comande Enver » au risque de voir se développer le formalisme dans la vie politique et le manque de direction collégiale justement dénoncés au VII congrès du P.T.A. Reste que la stabilité de l'équipe dirigeante albanaise a eu pour conséquence la pérennité des choix politiques fondamentaux : l'affirmation, quel qu'en soit le prix, d'une politique spécifique « indépendante de tous les impéria-lismes ».

(6) Les biens de production représentateut à eux seuls, en 1975, 58,5 % de la production industrielle globale. (Agence Télégraphique Albanaise. 2-7-1978.) Voir P. Cami, «Revolucioni telmito-debiencor pieté pérbére » revolucionit socialist », Bruga e Purité n° 5, 1978.

(7) Nous en avons donné un rapide tableau dans le Monde diplomatique de décembre 1976.

(8) « Stallibe s lutté avec détermination pour l'extension continue de la démocrate socialiste », estrait de « l'œuvre de Staline vivra dans les siècles », Alberte Aufourfhut, mars-avril 1978. Sur ce point, en consultara avec prafit l'ouvrage, à paraitre sux éditions P. Maspero, de S. Fabrèques, P.-Lefort et J. Rogoniusi Sur le « marxisme » stalimien.

(8) « 25 viet lurié efficre në rrugën » socialismit », Reports e Ifalime 1965-1970, Tirana, 1970, p. 231.

(10) Déjà Tirana qualifie de « révisionnités » la thèse maoiste qui fut au cantre de la révolution culturelle, de la traduction obligée de la lutte de ciasses dans le parti en une lutte de deux lignes politiques opposées : «La lutte mende pour la préservation de la révolution », par le P.T.A. a été « la lutte d'une seule ligne marziste-létaniste, et jameis une lutte entre deux lignes », affirme Néreci Pissari (Lujta e Missare në Parti), qui conciut que le P.T.A. ne s'est l'amais irompé.



Ceme splendide pièce grecque, à l'effigie d'Alexandre le Grand, fait partie d'une collection de monnaies liers de l'ADMINISTRATION DE LA MONNAIE à Paris. Ces éthouvants et précieux documents du passé étaient jusqu'ici réservés à quelques Musées ou riches collectionacus. Désormais, les plus superbes mounales grecques sont à votre portée dans une somp-tuense collection à tirage limité, refrappée et garantie par l'Etat. Chaque piece est frappée à l'unité, an balancier, dans les 3 métaux nobles et précieux (or, argent, brouze poinçonnés) à partir de coins regravés à la main, en 42 mm. Réalisces artisanalement dans le respect des traditions de l'Antiquité, ces pieces sont tellement fideles aux originaux que leur poids de métal a dü être augmente pour éviter toute confusion, sans pour autant les defigurer. La beauté, l'originalité des pièces antiques, voire leur usure, sont si bien respectees, que cette collection constituera avec le temos un ensemble de haute valem artistique et historique.

Chaque pièce, dont nous avons l'exclusivité mondiale, est accompagnée d'un Certificat de garantie officiel établi par la MONNAIE DE PARIS et d'une nouce historique.

Pour recevoir, sans obligation
d'achat, une documentation sur cette prestigieuse collection limitée à un petit nombre de souscripteurs, renvoyez le bon ci-dessous aux Editions J.M. LALETA, Revendeur agrééde la Monnaie de Paris. 9, FgSt-Honore-75008 Paris.

BON GRATUIT 28

sans obligation a achat. M., Mme, Mile:

Adresse complete : ___

Code postal: _ Ville:

Editions J.M. LALETA 9, Fg.St-Honorê - 75008 PARIS Revendeur agréé de la Monnaie de Paris

MARNE-LA-VALLEE
77 CHAMPS-SUR-MARNE
CADRE EXCEPTIONNEL PPTE de 2 F. 5 - 170m2 × 2 sous-sol, garage, tout confort, jardin paysage, terrain 2 000 m2 : 1 500 000 F curper unité 800 000 · F Téléphone : 005-06-82 (matin)

Une «modeste contribution» de Régis Debray

MAI 68 COMME RÉVOLUTION CULTURELLE

O son titre (1) : le dernier livre de Régis Debray ne se situe pas precisément dans la lignée des ouvrages, articles, essais ou débats suscités par la commémoration de mai 68 et qui ont rassemblé « dans la jerveur et l'émotion tout ce qui, dans ce pays, o un nom, une outorité, une décoration ».

Ce n'est pas un témoignage (l'auteur était à l'époque emprisonné en Bolivie), pas davan-tage un arbitrage de la polémique classique entre le P.C. (« nous avons évité la provocation ») et les gauchistes (« lc P.C. o trahi la Révolution »), moins encore un hymne d'espoir (« Comme une grenade qui n'en finit pas d'éclater de toutes ses promesses (2) »). Non, avec le même courage qu'il avait déployé dans la Critique des armes, Régis Debray n'hésite pas à s'en prendre à toute la mythologie de mai pour argumenter sa thèse centrale : « Mai exauce génialement les vœux du capital, quitte à violer ses tabous et à encourir ses joudres. »

Non pas que soit nié ce qui a appartenu à l'instant, au vécu des acteurs de mai, « la joudre au creux des reins, le vacillement des certitudes, l'étincelle de l'amour, le passage de l'OVNI », mais l'important, c'est ce que l'histoire a fait du Mouvement et non pas ce qu'il a cru y faire. Et à cet égard, pour l'auteur, il faut regarder les choses en face : « Mai 68 est le berceau de la nouvelle société bourgeoise. » En quelque sorte le laboratoire d'idées du libéralisme avancé et de Démocratie trancaise... On va crier au scandale, au crime de lese-mai. Et pourtant_

Régis Debray montre que pendant les « événements » les frontières entre les deux camps opposés sont des plus floues. De part et d'autre, on ne distingue pas d'ennemis, pas de cibles, pas d'objectifs : « On haïssait Franco, on haïssait Laval, on haïssoit Ridgway, on ne hait pas de Gaulle. » D'ailleurs pouvait-li y avoir concordance de vues entre ceux qui voulaient « être » mieux (les étudiants) et ceux qui voulaient « . avoir » plus (les onvriers), alors que dans les révolutions il s'agit d'abord de

Il y a certes un vainqueur — la majorité, qui augmente sa majorité aux élections de juin — mais pas de vaincus ; les syndicats ont eu Grenelle et les étudiants, un nouveau ministre, M. Edgar Faure, qui met lui-même « Pimagination au poucoir ». Un an après,

DU CAPITALISME

on voit déjà plus clair : avec le départ de de Gaulle, chassé par « la voix combinés des agents de change de la Bourse et des agents du changement de la Sorbonne... » et l'arrivée de la « nouvelle société » de M. Chaban-Delmas qui préfigure « l'ère nouvelle » de M. Giscard d'Estaing, on mesure symboliquement la nature de la gigantesque mutation en cours. Il ne s'agit ni plus ni moins que de mettre la France des mentalités, des mœurs et des com-portements — « branchée sur 110 volts » à l'heure des besoins du capitalisme français

an grand dam des ligues de vertu mais avec le soutien enthousiaste de Madison Avenue et la bienveillance amusée de Wall Street. Alors, soyons américains jusqu'au bout avec un président angiophone. A la trappe la question du pouvoir et de l'Etat, les concepts de nation et de classe ouvrière : « Ce qui reste de 68 en 78, au fond des cornues de l'expérimentation sociale (_), c'est ce plus petit dénominateur commun : on peut changer la vie sans changer l'Etat. » Le voie est libre pour la grande réconciliation entre la jouis-

Par BERNARD CASSEN

et international qui « tourne sur 220 » : « la bourgeoiste se trouvait politiquement et idéo-logiquement en retard sur la logique de son propre développement économique ». Est-ce à dire que la bourgeoisle en était consciente ? Non. Il aura même fallu se battre contre elle pour qu'elle accepte de satisfaire ses propres intérêts, ceux de la S.A. France.

C'est le passage de ce que Régis Debray appelle « l'idéologie française » du travail, de la famille et de la patrie, des contraintes et des interdits, à l'idéologie capitaliste : « La culotte de peau, le célibat des prêtres, la virginité des demoiselles, les mitards vetustes, la prohibition des drogues et la discrimination des homosexuels, l'écrasement des identités régionales (ou « jédérales ») sous le poids d'un Etat central abstrait, représentent plus des obstacles que des adjuvants pour le maintien du taux de profit à l'échelle mondiale. »

Brandissant bien haut le « petit livre rouge », les enfants de mai croyaient découvrir la Chine. Comme Christophe Colomb | Et ils abordaient en Californie : « Fallait-il se rêver maoiste pour devenir Américain ? » Grâce à eux la France va enfin accéder, avec dix ou vingt ans de retard, aux délices de l'innovation sociale de la contre-culture, qui « marchent très fort » depuis longtemps aux Etats-Unis

sance sans entraves et un capitalisme multinational tout aussi libertaire, sauvage et même anarchiste (c'est le dernier concept à la mode aux Etats-Unis) dont MM. Giscard d'Estaing, Barre et Monory sont aujourd'hui les chantres. Les occupants de la Sorbonne ont ainsi bien mérité de l'Ecole de Chicago... Telle est l'ironie d'une histoire qui se joue de ses

TL faudrait presque citer chacune des lignes de ce petit ouvrage de quatre-vingt-dix pages, étincelant d'idées, foisonnant d'analyses, d'intuitions, de formules, et dont chaque chapitre pourrait fournir la matière d'un livre complet. Cela bien sur si on lisait encore... Car l'un des thèmes les plus brillamment articules de cette « modeste contribution », c'est celui de la dictature des grands médias andiovisuels d'où tout critère de vérité, de réalité est évacue. C'est l'apparition de la « langue de vent » : « parole flottante sans ancrage dans la matérialité sensible ou historique » où sont passés maîtres les Clavel, Gluksmann, Lardreau et autres « projessionnels du repentir », ou saltimbanques du « Goulag-circus » à qui Régis Debray réserve — suprême quelques citations... d'eux-mêmes.

C'est désormais le règne du n'importe quoi, du pourquoi pas, où a la valeur spectacle

devore la valeur d'usage », des bouffons de cour, que le souverain convie à sa table entre un petit déjeuner pour éboueurs et un safari africain. Le plus grave, c'est que, cette dépo-litisation massive, « cette inculture grosse de catastrophes, les onciens de mai l'ont déjà enveloppée dans le drapeau du combat « anti-rationaliste » et « ontitotalitaire », développée et légitimée sous l'étiquette d' « anti-marviste ». Le nouveau culte de l'individu, de la sphère privée, qui correspond si bien aux intérets du capital (« autogérez-vous, nous gérons pour vous »), vise à déconsidérer par avance tout projet politique construit, tout grand dessein collectif qui donne une raison de vivre. La question du pouvoir n'était pas à l'ordre du jour en 1968. Pas davantage en mars 1978. Les mécanismes d'autorégulation du capita-lisme, qui « fabrique de l'ordre avec du désordre », font baisser les bras à ses aûver-

Et, puisqu'il ne faut pas sombrer dans le désespoir, Régis Debray rappelle à l'Européen qu'il lui reste toujours « la faculté d'enlever son grain de sable oux murailles de la for-teresse Occident en prétant main-forte aux « barbares » en lutte, hors les murs, contre notre barbarie sophistiques ». S'Il veut bien prendre conscience, au risque d'y perdre son confort intellectuel, que tont ce que le capital concède dans les métropoles pour maintenir la paix sociale, il le recupère en se « payant sur la bête » de la périphérie, Jaguar et légionnaires à l'appul si nécessaire. Régis Debray n'est pas suffisamment explicite sur l'articulation des luttes, qu'il faudrait convergentes, en Occident et dans le tiers-monde. On attend maintenant de lui qu'il indique comment, ici et mointenant, bors des chemins faciles des révolutions vécues par procuration,

on peut prendre sa place dans ce combat. Mais déjà ces pages magistrales, où l'excep-tionnelle « patte » du polémiste est au service d'une rigoureuse clarté dans l'analyse, sont autant d'antidotes — si « modestes » soient-ils — au décervelage et au bourrage de crâne

(1) Modeste contribution aux discours et cérémonies officielles du dirième anniversaire, Maspero, 1978, 96 pages, 14 F.
(2) Article d'Anne Tristan dans le numéro spécial e 63-73 > de Politique aujourd'hui (numéro 5-8, 1982 9 D P).

CRANDEBRETAGNE

Après la «grande peur» de 1974-1976

Les conservateurs devant la crainte d'une troisième victoire électorale des travaillistes

U cours de cet été, une petite phrase circule curieusement dans certains milieux politico-intellectuels britanniques; elle en dit long sur les contradictions qui s'inscrivent dans la situation politique actuelle et sur la confusion des idées. « L'esprit de 59 », voilà la petite phrase, mais pour la comprendre li fant savoir qu'elle se fonde sur une prétendue analogie entre cet été de 1978 et celui de 1959. 1978 et celui de 1959. Cette année-là, il y a dix-neur ans.

le parti conservateur, sous la direc-tion du premier ministre Harold Macmillan, remportait son troisième triomphe électoral consécutif. Et cela à moins de trois ans de la défaite de Suez et de la démission humiliante d'Anthony Eden, à quol li faut ajou-ter une crise de la livre sterling (élément constant, comme on le voit, de la politique anglaise de l'après-guerre) et des guerres coloniales à n'en pas finir (Mau-Mau au Kenya, E.O.K.A.

à Chypre, etc.). Cette année, le parti travailliste, dirigé par M. Callaghan, se prépare à demander au peuple britannique de lui accorder pour la troisième fois une victoire électorale. Et cela à deux ans de la grande crise des années 1974-1976. Cette crise est déjà comme dans la littérature politique britannique comme « la grande peur », parce que l'Establishment et les secteurs importants des classes moyennes ont pris peur de tout : des syndicats, de l'infla-tion, de la banqueroute nationale, du chômage, des gens de couleur, de la

chemage, des gens de couleur, de la gauche subversive, du fascisme, de la violence de rue, etc.

L'origine de ce qu'on ne peut qu'appeler une panique généralisée se trouvait dans la chute peu glorieuse du gouvernement Heath en février-mans 1974, après qu'il se fut embarqué dans une confrontation avec les mineurs en grève sans se donner les moyens de vaincre. La dissolution de la Chambre des communes par M. Heath au milieu du conflit ne fit qu'accenturer l'impuissance du gouvernement. an milieu du conflit ne fit qu'accen-tuer l'impuissance du gouvernement. Il n'est pas étonnant alors qu'on l'ait appelée la plus grande défaite de l'Establishment de l'époque actuelle. Un terme fut mis à ces deux années de panique par la stabilisation (toute relative) de la livre à l'autonne 1976, grâce aux crédits du F.M.I. Mais, comme une série d'articles dans le comme une série d'articles dans le Sunday Times sur les négociations de ces crédits spéciaux l'a récemment révéle, M. Callaghan a été réduit à plaider avec la trésorerie américaine que ce qui était en jeu n'était antre que la survie de la démocratie bri-

Etablir un parallèle entre 1959 et 1978 implique que, si M. Callaghan gagne les élections en octobre, ce sera grâce à cet esprit de 1959 qui, selon

ces observateurs, serait en train de se répandre dans le peuple britan-nique. Une telle suggestion soulève diverses observations. La première : qu'est-ce que ce mystérieux esprit de 1959? Il semble que ce soit une vague d'indifférence politique fondée sur la supposition que rien de très grave ne s'est produit en 1976, comme en 1956. L'affaire de Suez n'était qu'un mau-vais rêve, et la « grande peur » de

vais reve, et la grande peur » de 1976 seulement un cauchemar. Une telle vague a pu se répandre en 1959 parce que l'affaire de Suez et les guerres coloniales étaient des aventures étrangères. Malgré leur

Par PERCY ALLUM *

importance pour révéler la véritable place de la Grande-Eretagne dans le monde, on a pu les oublier plus faci-lement à court terme, d'autant que l'été de 1959 fut extrêmement enso-leillé et chaud; seul celui de 1976 a

l'été de 1959 fut extrêmement ensoleillé et chaud ; seul celui de 1976 a
été meilleur dans l'après-guerre. En
outre, il faut se rappeler que les crises
de la livre dans les années 50 furent
moins sévères qu'aujourd'hui, grâce à
l'expansion économique mondiale de
l'époque. La preuve en est que Macmillan a pu tranquillement se présenter aux élections d'octobre 1959 et
les gagner avec le slogan : « On n'o
jomais été oussi bien ».

Il est fort douteux qu'une telle
vague puisse avoir lieu aujourd'hui,
même si M. Callaghan le souhaitait.
La « grande peur » était une crise
intérieure et elle a pris place dans
un contexte international incertain
où les crises économiques ne faisaient
qu'empirer. Les améliorations récentes
de l'économie britannique (telles
qu'elles sont) sont encore trop
modestes et trop fragiles pour qu'on
puisse oublier la crise aussi facilement
que l'affaire de Sues et les guerres
coloniales il y a dix-neuf ans, Aujourd'hui, on compte encore un million
et demi de chômeurs et le nivean de
vie ne s'améliorera pas de si tôt.
Enfit. sur un plan heaucour plus vie ne s'améliarera pas de si tôt. Enfin, sur un plan beaucoup plus superficiel, cet été semble devoir être l'un des plus pourris de ces dernières années, ce qui n'arrange pas les choses de M. Callaghan, qu'on appelle « Sunny Jim.»

de M. Callaghan, qu'on appelle sunny Jim ».

La deuxième observation touche à la signification des deux crises : l'affaire de Suez et la « grande peur ». Suez a signifié un tournant de fond dans l'histoire britannique : il a montré au monde (et aux Britanniques qui voulaient bien le voir) que la Grande-Brétagne n'était plus une grande puissance. En fait, les bases économiques et matérielles de l'impérialisme britannique avaient été détruites cinquante ans plus tôt nar la première quante ans plus tôt par la première guerre mondiale, mais des circons-tances historiques particulières ont masqué cette vérité entre les deux

· Charcheur à l'université de Resding.

guerres, puis le rôle de la Grande-Bretagne dans la deuxième guerre mondiale a permis le retour des illusions, de sorte qu'une hégémonie culturelle impérialiste a sur y é cu presque intacte jusqu'en 1956. La défaite de Suez a démoli cette hégémonie et révèlé que les Britanniques étaient nus, comme le rol dans le conte de Hans Christian Andersen. Les effets de cette découverte sur l'Establishment britannique sont incalcueffets de cette découverte sur l'Esta-blishment britannique sont incalcu-lables. Il ne s'est pas encore remis du choc aujourd'hui, comme le démontre clairement tout le sentimen-talisme introspectif qui s'exprime quotidiennement dans la presse bri-tannique.

quotidiennement dans la presse britannique.

La grande peur de 1976 fut-elle
un événement comparable? Certains
l'affirment. Ils soutiennent, sur la
base de l'interprétation libérale de
l'histoire anglaise (c'est-à-dire de la
tradition qui va de Lord Macaniay à
son petit neveu G. M. Trevelyan, et
qui comprend le philosophe J. S. Mill),
que la Grande-Eretagne représente le
modèle de la démocratie parlementaire, dont les vertus ont été durablement acquises grâce à l'évolution
constitutionnelle constante vers cette
fin au cours des siècles. Or le fait
nouveau, disent-ils, des années 19741976, c'est qu'une partile de l'Establishment à commencé à examiner sérieusement des systèmes que l'on pourrait
substituer à la forme actuelle du gousement des systèmes que l'on pourrait substituer à la forme actuelle du gouvernement parlementaire. C'est dans cette optique qu'il faut comprendre les variantes britanniques du célèbre rapport de la Commission trilatérale, la Crise de la démocratie. On pense à des livres tels que The Collapse of Democracy de Robert Moss (1) et The Death of British Democracy de Stephen Haseler, ou des études universitaires comme Adversary Politics and Electoral Reform de S.E. Finer (professeur de sciences politiques à Oxford) et In Search of the Constitution de Nevil Johnson (aussi fellow à Oxford), etc. On racontait même en 1976 que des hauts fonctionnaires parlaient ouvertement de la possibilité de voir des chars déferier sur Whitehall.

parialent ouvertement de la possibilité de voir des chars déferier sur Whitehall.

La vérité en ce qui concerne la démocratie britannique, comme toujours en pareil cas, est à la fois plus ambiguë et plus complexe. On peut dire schématiquement que l'Establishment a plus ou moins réussi à gonverner jusqu'à présent sans être obligé de définir la nature et les limites du pouvoir politique dans une charte constitutionnelle. Entre 1974 et 1976, il s'est trouvé pour la première fois, au moins dans cetta genération, devant la possibilité que ce pouvoir soit utilisé directement contre lui et es derniers privilèges dans une stratégie anti-crise à l'intérieur même du système. Ainsi le problème posé par la e grande peur > (et sa disparition récente) n'est pas, comme on veut le faire croire, que l'Establishment ait momentauément perdu confiance dans la méthode démocratique (avant

d'être réconcilié avec elle parce que le pire ne s'était pas produit), mais qu'il ait jugé les rapports de forces tels qu'ils lul permettraient de mettre à exécution les intentions antidémo-cratiques qu'il a toujours plus ou

moins nourries.

Une troisième victoire électorale pour les travaillistes en octobre pour-rait fournir l'occasion de le vérifier, non tellement parce que le partitravailliste défendra un programme socialiste — en fait, le calme politique actuel travaille de la calme politique actuel travaille de la calme politique de la calme de la calme politique de actuel trouve son origine dans le fait que le gouvernement Callaghan jouit de la confiance de la City parce qu'il se comporte comme un bon gouverse tempere comme un oon gover-nement conservateur — mais plus simplement parce qu'une victoire tra-vailliste sera pour les forces anti-démocratiques la preuve que tout est pourri dans le royaume d'Angleterre. En outre, plus les difficultés écono-miques qu'aura à affronter un nouveau gouvernement travailliste seront sérieuses et plus réformistes ses ten-tatives pour les résondre, plus menaçantes deviendront ces forces antidémersiques

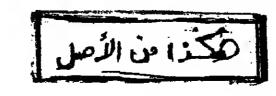
menaçantes deviendront ces forces antidémocratiques.

En conclusion, si le parti travailliste remporte sa troisième victoire électorale consecutive en octobre, il ne devra rien à l' « esprit de 1959 ». Cela n'est qu'une fantaisie intellectuelle, que quelques hommes politiques mai avisés essayeront, sans doute, d'exploiter à leur propre avantage. De toute façon, ce qu'il y avait de vrai dans l'analogie entre ces deux étès (1959 et 1978) vient d'être brisé une fois pour toute par le rebondissement spectaculaire de l'affaire Thorpe.

l'affaire Thorpe. L'inculpation, pour complicité dans une tentative de meurtre, de l'ancien chef du parti libéral risque de redistribuer sérieusement les cartes de la vie politique britannique. Le parti libéral perdra certainement un grand nambre de voir al les élections out libéral perdra certainement un grand nombre de voix al les élections ont lieu en octobre. En outre, étant donné que les voix perdues par les libéraux seront sûrement récupérées par les conservateurs (car ce sont des voix d'anciens électeurs conservateurs des classes moyennes décus jadis par le gouvernement Heath) et pourront, à elles seules, assurer une victoire conservatrice, le premier ministre Callaghan se trouve aujourd'hul dans une situation délicate. Il pourra encore décider de renvoyer les élections à une situation délicate. Il pourra encore décider de renvoyer les élections à l'année prochaine comme il en a le droit puisque le terme constitutionnel de la législature tombe seulement en octobre 1979. Le parti libéral, pour sa part, pourrait même décider tout simplement de reconduire le Lib-Lab Part pour éviter une débâcle électorale. Mais ces dernières suppositions ne relèvent que de la spéculation politique...

(1) Temple Smith, Londres, 1975. Voir à ce propos l'article de Claude Bourdet : « Défense et illustration de l'Occident » dans le Monde déplomatique de mars 1976 qui comprenait également une analyse du rapport de la Commission trilatérale The Crisis of Democracy.

Etudes en SUISSE littéraires. scientifiques et commerciales Baccalauréat (séries A, C, D) Baccalaureats suisses. Admission dès 10 ans. Internat et externat. 29 recus sur 36 candidats au baccalaureat à la session de juin 1975 lémania 3, chemin de Préville, Tel. 19-4121/2015 01



Ľ'IN

Trois vag Professional Communication of the Communication of

The second secon

75 G (6)

. .

Car 24 6 T + 1 - 1 18%

See discu See Custo Custo Custo Lire pages 6 à 9. PAGES 6 ct To To

Genealo Arroyo. — Oma, Mustlem Lopes. Gomes de limerde Silvio PAGES B or o de Silvio Gomes de Almeido.

S. Ricarda Sidicaro . — Signal Ricarda Sidicare

ceis de Ravignan

L'agro-business en Amérique latine

L'INDUSTRIALISATION DE LA TERRE

L'inquiétude règne à nouveau dans les milieux spécialisés. Selon le directeur général de la F.A.O., les pays du tiers-monde, qui importent actuellement 66 millions de tonnes de céréales par an, devront en acheter plus de 90 millions de tonnes à l'étranger dès 1985 si la dégradation de leur agriculture se poursuit. Il est vrai que l'Amérique du Nord a l'ambition de devenir le « panier à pain » (North American Breadbasket) de l'uni-

Selon une autre instance de l'ONU, le Conseil mondial de l'alimentation, la productivité de l'agriculture ne cesse de décliner depuis plusieurs années dans le tiers-monde et la production de nourriture par tête d'habitant y a baisse en 1977, malgré les mérites tant vantés de la

Celle-ci aura pourtant eu un grand avantage Celle-ci aura pourtant eu un grand avantage pour les sociétés agro-alimentaires multinationales : faciliter leur pénétration dans les pays en voie de développement, où elles sont en train de mettre en place, de concert avec les capitaux nationaux, de nouvelles méthodes et de nouveaux types de culture ouvrant la voie à une véritable industrialisation du secteur primaire. C'est ce phénomène que décrivent ci-dessous Gonzalo Arroyo et son équipe de chercheurs de l'université de Paris-X-Nanterre, au terme d'un tranaîl de recherche collectif au terme d'un travail de recherche collecti dont nous présentons les principales conclusions. D'un pays à l'autre, le résultat de ces recherches illustre très concrètement les diverses modalités de cette nouvelle pénétration capitaliste dans



974-1976

Vers la disparition des activités rurales autonomes

ASTLE AND COOK est une société agro-alimentaire américaine foudée en 1894 et dont les plantations d'ananas et de fruits tropicaux dans le Pacifique et l'Amé-rique centrale sont bien connues. Aujourd'hui, cette multinationale, dont le chiffre d'affaires approche le roilliard de dollars, se reconvertit dans la production et la distribution de produits alimentaires sous une forme plus rentable : fruits et légumes frais et congelés, produits de la mer de fable teneur calorique, mais très untritifs, que l'on trouve à prir élevé sur les marchés de luxe. Castle and Cook intensifie l'intégra-tion verticale de ses opérations en acquérant des cargos, des bateaux de pêche, des usines d'emballage et

Trois vagues successives

L A pénétration des firmes étran-mène nouveau dans l'agriculture du tiers-monde, en Amérique latine en particulier, où leur implantation a tiers-monde, en Amérique latine en particulier, où leur implantation a connu plusieurs vagues successives. La première, datant de la fin du dix-neuvième siècle, devait durer à peu près jusqu'à la seconde guerre mondiale. Leurs activités consistaient alors dans l'approvisionnement des pays de l'hémisphère uord en matières premières agricoles exportées : céréales, viande, sucre, fruits tropicaux, coton, cacso, caoutchouc, épices, etc. En Amérique latine, Switt (fondée en 18351 s'était spécialisée dans la production de vlande; United Fruit C' (1889) dans la culture des bananes; Bunge y Born (1904) dans celle des céréales, entre autres. Parfois, la production de denrées alimentaires de base pour la population locale constituait un second type d'activité : ainsi. Anderson Clayton (1904) et Nestlé (19051 fournissalent aussi le marché interne.

La seconde vague d'implantation durera jusqu'à la fin des années 60. C'est l'époque de l'industrialisation et de l'urbanisation de plusieurs pays d'Amérique du Sud et du Mexique, amorcée après la crise des années 30, et qui s'accèlérera surtout après la

Lire pages 6 à 9 : PAGES 6 et 7: Suite de l'orticle de Gonzalo Arroyo. -Mexique: Une forme typique de « multinationalisation » (Omor Musalem Lopezi. — Pérou : La subordination d'une ogriculture régionale (Silvio Gomes de Almeida). — Un gigantisme coûteux pour la nation américaine (Michael Perelmon).

PAGES 8 et 9 : Suite de l'orticle de Silvio Gomes de Almeido. - Argentine: Le rôle prépondérant des investissements étrangers (Ricardo Sidicaro). — Quand les mai-pensants dépannent la pensée : le mythe de cois de Ravignani.

dinai, and cond, en menor temps, as s'installer dans des pays où le climat et les sols conviennent à la produc-tion des produits frais pendant toute l'année pour l'immense marché nord-

Ainsi procèdent également la plupart des grandes sociétés agro-ali-mentaires qui voient leurs perspec-tives de profit s'amoindrir sur les marchés saturés du monde industrialisé, Etats-Unis et Europe occidentale uotamment. Ce qui n'exclut pas, d'alleurs, une autre possibilité, qui consiste à diversifier leurs activités dans des branches industrielles plus rentables.

seconde guerre mondiale. Les Etats, intervenant davantage dans l'économie, favorisent alors la substitution des importations pour échapper à la dépendance externe : pour stimulez le développement d'une industrie avise à caritaux nationaix. muler le développement d'une indus-trie privée à capitaux nationaux, ils entament des projets d'infrastruc-ture (irrigation, routes, ports). Dans l'agriculture, ils mettent en œuvre des politiques de prix, de crédits, de recherche, afin d'accélèrer la moder-nisation des cultures et fournir ainsi à la population qui afflue dans les villes des aliments au plus bas prix possible afin de maintenir les ba-salaires et favoriser ainsi l'accumusalaires et favoriser ainsi l'accumu-lation du capital dans l'industrie. Les grandes firmes trouvent alors l'occasion d'étendre leurs activités : commercialisation des fournitures importées, tracteurs et machines, engrais, etc., et, dans le cadre de la révolution verte », semences hybrides, aliments composés pour le bétail, produits chimiques et

le bétail, produits chimiques et pharmaceutiques.

Vers les années 60, une partie de ces fournitures, surtout dans les pays à grand espace économique et plus industrialisés — Argentine, Brésil, Mexique, — sont fabriques sur place par des filiales de sociétés multinationales, tels International Harvester et John Deere pour les tracteurs et l'équipement agricole.

L'année 1955 marque un tournant en ce qui concerne les flux d'investissements directs nord-américains:

n ce qui concerne les flux d'investissements directs nord-américains :
jusqu'alors centrés sur l'Europe, ils
s'orientent davantage vers l'Amérique
latine. C'est l'époque où s'opère la
multinationalisation du capital productif : les projets nationalistes
cèdent la place au développement
associé au capital transnational.
Nombre de sociétés agro-alimentaires
lancent sur le marché, à grands frais
de publicité, de uouveaux aliments
très diversifiés, à forte valeur
ajoutée, réservés aux marchés
urbains à hauts revenus, rapidement
contrôlés per les firmes. Un mouvement d'expansion se déclenche du
uord vers le sud du continent latinoaméricain et sélectionne les pays
relativement plus grands et urbanisés. C'est ainsi que les Etats
d'Amérique centrale mais aussi le
Mexique, le Venezuela et la Colom-

(1) Castle & Cook : « Growth in Food through Aggressive Acquisition », Bu-siness Week, 24 avril 1978, page 92.

Par GONZALO ARROYO *

ble sont plus touches one cenx du Sud, comme le Pérou et le Chill. La dernière vague de pénétration, à partir des années 70; ne voit pas, apparemment, les investissements directs augmenter considérablement, mais, plutôt, le réinvestissement d'une partie des profits après instal-lation des filiales. De plus, les socié-tes étrangères ont recours au crédit local pour développer leurs opéra-tions. La montée des prix agricoles dans les années 1972-1973 et la récession mondiale à l'occasion de la hausse des prix du pétrole pou-valent laisser supposer que de nou-valent laisser supposer que de nou-veaux investissements directs allaient affluer vers l'Amérique latine, où la rentabilité et. les tanx de profits sont plus élevés que dans les pays d'origine des sociétés multinatio-nales, Cependant, les domées statis-tiques ne semblent pas confirmer tout à fait cette hypothèse. Il y a cependant des exceptions.

Il y a cependant des exceptions.
Celles, d'abord, des pays disposant
d'un vaste marché, du moins en
puissance, et possédant d'abondantes
ressources naturelles où s'implantent
de nouvelles filiales. Sans doute de
tels marchés sont-ils trop importants
dans l'intélans des firmes paire des dans l'optique des firmes pour être désertés par elles, quelle que soit la conjoucture économique. Cela suppose, de la part des Etales qui les accueillent et des bourgeoisles locales, des dispositions favorables au contra des mandres de la contra de la capital étranger. En Amérique latine, c'est le cas du Brésl, du Mexique et, jasqu'à un certain point, du

* Du groupe de recherches acciolo-giques, univarsité de Paris-X-Nanterre, coordonnateur du projet international « Multinationales et agricultures ».

Venezuela : l'Argentine gestant, ces derniers, temps, pour des raisons d'instabilité politique, un peu en debors du courant des nouvelles

implantations. tuée par les pays les plus proches des Etats-Unis, même très petits comme ceux d'amérique centrale, où de nounreuses mulanationnes sont pre-sentes malgré l'exignité du marché. Les chaînes de restaurants (ham-burgers, poulets préparés, etc.) et de fast-jood, propres au style de vie nord-américain, font aussi leur appartition

De nouveaux investissements sont destinés à assurer l'approvisionnement en matières premières agricoles qu'on pourrait qualifier de « stratégiques » : par exemple, les cieagineux comme le soja (huile et, surtout, tourteaux pour le bétaill, la viande, les fruits et légumes dans les pays limitrophes, les produits de

EXPANSION des firmes multina-L'EXPANSION des firmes multinationales agro-alimentaires s'inscrit dans une évolution capitaliste
plus générale. En effet, l'agriculture
(avec l'élevage et les activités forestières) est de plus en plus liée à une
chaîne agro-industrielle dont elle ne
constitue plus qu'un maillon d'une
importance déclinante du point de
vue de la valeur ajoutée et de
l'emploi.

Cette chaine agro-industrielle comprend différents stades d'acti-vités : 1° la production, en amont de la ferme, des fournitures agro-industrielles (machines, engrals, semences, produits chimiques et

la mer, les fleurs, etc., tous destinés à l'exportation sur les marchés du Nord. Enfin, de nouveaux capitaux sont investis dans l'exploitation directe des terres dans des pays comme le Brésil, où le gouvernement stimule par la fiscalité l'acquisition et la mise en culture des terres en friche par des multinationales. La tendance inverse eviste mi consiste. friche par des multinationales. La tendance inverse existe, qui consiste à abandonner l'exploitation directe des terres. C'est le cas, notamment, de la Standard Fruit C*, qui a cédé une partie de ses plantations de bananiers en Amérique centrale, et de la British American Tobacco au Brésil, en partie probablement pour éviter des conflits sociaux avec des ouvriers urganisés en syndicats. King's Ranch (élevage), Guif and Western (canne à sucre en République Dominicainel et d'autres surtout au Brésil (en Amazonie, au tout au Brésil (en Amazonie, su-Goias et su Matto Grosso) fournis-sent des exemples plus ou moins récents d'exploitation directe.

Un cours irréversible

vétérinaires!; 2° la production agropastorale et forestière proprement
dite, qu'on appelle agriculture; 3° le
traitement et la transformation en
avai de la farme des produits agricoles; 4° la distribution de ces produits au consommateur fiu a l
(stockage, transports, commerce de
gros et de détail, restauration collective qui va en se générablisant, etc.).
La présence des firmes agro-industrielles dans les stades 1°, 3° et 4°
s'accroît, tandis qu'elles développent
leurs liens avec d'autres sociétés
dans le secteur des finances, des
transports, etc.

(Lire la sutte page 6.)

(Lire la sutte page 6.)



Les statistiques témoignent du

Les statistiques témoignent du déclin de l'agriculture par rapport à l'industrie dans l'ensemble des pays sous-développés : la contribution de l'agriculture au produit national brut de ces pays baisse entre 1980 et 1970 de 34 % à 28,8 %, tandis que la part de l'industrie passe de 15,5 % à 18,1 %. Dans le cas de l'Amérique latine, les chiffres pour l'agriculture sont de 18,5 % en 1960 et 15,2 % en 1970. En ce qui concerne le rythme de croissance de la production l'attino-a méric a in e, il augmente dans le même laps de

augmente dans le même laps de temps de 3,3 % dans l'agriculture et de 6,8 % dans l'industrie.

de 6,8 % dans l'industrie.

La conclusion est que l'agriculture perd son caractère d'activité autonome dans la mesure où elle s'intègre à la chaîne agro-industrielle, selon un cours qui semble irréversible dans le monde entier, sussi blen dans les peus socialités que carites.

sible dans le monde entier, aussi oien dans les pays socialistes que capita-listes. Ce serait même une évolution nécessaire pour les pays sous-déve-loppés s'ils venlent atteindre un certain développement agricole et rural assurant la sécurité alimentaire

rural assurant la sécurité alimentaire et la satisfaction des autres besoins essentiels de leur population. Le développement rural, parfois oublié au bénéfice du développement industriel, semble être un élément-clé pour nombre de pays d'Amérique latine, où le blocage de la croissance économique provient, précisément, de structures agraires déséquilibrées et de la pénurie de denrées alimentaires.

Cependant, même si l'industrialisa

tion de l'agriculture semble être un phénomène irréversible, ce qui n'est pas déterminé, c'est le modèle d'agro-industrialisation qui s'impo-

que. En réalité, tout se passe comme si un système agro-alimentaire mondisl était en train de se mettre en place depuis quelques années, de plus en plus étroitement contrôls par une en pus errottement controle par une bonne centaine de sociétés agro-ailmentaires multinationales dont le nombre a d'ailleurs tendance à diminuer. Ce t te impression est confirmée par la concentration pro-gressive du capital entre les mains de

L'epius grave dans tout cela est qu'on impose aux pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie un modèle spécifique de développement agricole et agro-industriei. Modèle étroitement lié, en fait, au processus de modernisation de l'agriculture engagé à la faveur des innovations techniques de la «révolution verte»: on pourrait dire que celle-ci a préparé le chemin à l'agro-business qui, à son tour, imposait la «révolution verte». Sur le plan des structures agraires, il en résulte une

Intion verte ». Sur le plan des struc-tures agraires, il en résulte une transformation en sens inverse de celle qu'avaient produite les réfor-mes agraires redistributives des années 60 en Amérique latine. En effet, au lieu de réduire les inéga-lités traditionnelles du régime fon-cier, le processus spécifique d'agro-industrialisation tend à les accentuer en concentrant dans les unités pro-ductives grandes et moyennes les

de la production mondiale en ce domaine; par leur capacité technologique polyvalente, la domination qu'elles exercent sur les marchés des denrées stratégiques, leur alliance avec des consortiums bancaires, leur infiltration dans les organisations internationales et leur e lobbying a auprès da gouvernements puissants comme celui des États-Unis mais aussi auprès de ceux du tiers-monde... Comment ne pas en conclure que les activités agro-alimentaires sont quasiment devenues la chasse gardée des grandes sociétés multinationales de l'agro-business.

De nouvelles inégalités meilleures terres, les investissements, la technologie et les ressources financières d'origine publique.

quelques firmes; par le fait que leur chiffre d'affaires, selon certaines estimations, représente près de 40 % de la production mondiale en ce

C'est un fait que ce modèle peut C'est un fait que ce modele peut produire une augmentation da la productivité et de la production totale du pays — d'une manière parfois spectaculaire, comme c'est le cas avec le soja au Brésil. Mais il engendre des déséquilibres à l'échelon régional et dans les types de produits, les exploitations étant orientées essentiellement vers le production de matières premières pour tion de matières premières pour l'agro-industrie et/ou pour l'exportation. Tandis que l'augmentation de la production sera nulle pour certains autres produits agricoles, en particu-lier les denrées de base dont se nourrit la population locale (2).

Les effets sociaux ne sont pas moins inquiétants : dégradation accélèrée de l'agriculture de subsis-

tance; paupérisation des minifondistes et des paysans sans terre, dont
le nombre e'accroît; émigration
massive vers la périphérie des grandes
villes; introduction de modèles de
consommation de moindre valeur
énergétique et nutritive; parfois,
aussi, hausse des prix des produits
alimentaires transformés destinés
aux masses urbaines et même paysannes: ce sont là quelques conséquences de ce modèle qui met
l'accent sur la croissance agricole
et agro-industrielle à court terme au
détriment du dèveloppement rural à

L'AGRO-BUSINESS EN AMÉRIQUE LATINE

détriment du développement rural à plus long terme.

plus long terme.

Quant aux conséquences sur l'économie globale des pays latino-américains, elles varient sans doute selon
les situations spécifiques de chacun,
les dimensions de leurs marchés, le
degré d'industrialisation et d'urbanisation. la distance et la capacité
d'accès aux marchés internationaux,
la situation da la balance des paiements, etc. Mais le hilan, en général,
reste difficile à établir. D'un côte,
on observe une unification du marché alimentaire national et son élargissement qualitatif : de nouvelles
technologies alimentaires sont introduites, dont certaines présentent un technologies alimentaires sont intro-duites, dont certaines présentent un intérêt du point de vue de la nutri-tion et de l'hygiène. Mais ces hien-faits restent réservés aux couches nanties de la population urbaine. De l'autre côté, de nouveaux besoins d'importations sont créés : fourni-tures agro-industrielles d'importa-tion, machines et équipements pour l'agriculture et l'agro-industrie. Par-fets même le regre tron de terres ont fois même, lorsque trop de terres ont été détournées des cultures vivrières pour les consacrer exclusivement aux productions agro-industrielles, ce sont des produits comme le blé, le

mais ou le lait qu'il faut faire venir de l'étranger à grands frais. Généralement, cette situation accroît la dépendance externe du pays et aggrave les déséquilibres internes. L'apparition de régimes autoritaires au cours de la dernière décennie coincida d'ailleurs dans le temps avec le choix d'un modèle de croissance associé au capital transpational.

national.

Dans la mesure où l'endettement Dans la mesure où l'endettement externe pèse sur la balance des paiements, alourdi par les importations de hiens d'équipement, le rapainiement des profits et le paiement des services technologiques aux sociétés étrangères, l'agriculture se voit assigner la fonction spécifique de combler le déficit commercial. Progressivement, il lui faut abandonner les cultures vivrières pour crienter nationaux. Mais cela ne rompt pas pour autant le cercle vicieux d'une croissance économique tributaire des importations de biens et services importés et, par conséquent, des emprunts extérieurs pesant sur la balance des paiements. En revanche, cela peut, à conp sûr, contribuer à réduire dangereusement la sécurité alimentaire de certains pays qui, désormais, dèpendront davantage des importations alimentaires pour satisfaire les besoins essentiels de leurs populations.

المعتاد وا

TAFLEAU

TE DRITE AU DES

et

aux -

GONZALO ARROYO.

(2) Ce type d'agriculture intensive — surtout en ce qui concerne la mécanisation et les produits chimiques — orientée vers le profit à court terme peut produire un épuisement des sols et même la rupture de l'équilibre écologique, comme en témaigneut de nombreux exemples, principalement dans des régions de frontière.

Sélection des cultures et des zones productives, baisse des disponibilités alimentaires

MEXIQUE : une forme typique de « multinationalisation »

A première industria agro-alimentaire d'Amériqua latine fut inatallée eu Mexique, en 1877, par un investisseur trançais, Michel Clément-Jacques (1), peu da temps eprès que McCormick, de la dynastia des fabricants da mechines egricoles, eut per-fectionné l'équipement mécanique qui ellait permettre da convertir en corde (bindar twina) l'egave brut du Yuca-tan (2). La société Nestlé ellait attendre ancore trente-cinq ans evant da e'y établir elle aussi, sulvia par Carnation, Anderson, Cleyton, etc.

La réforme agreire entreprise après la révolution da 1917 ve transformar les structures sociales du Mexique el celles de le production agricole. Elle atteint son apogée sous le président Cardena (1934-1940); de nouvelles terres sont investissements sont consacrés aux tra-

vaux d'irrigation, è la mécanisation el è l'emploi de nouvelles semences. Una egriculture moderna prend naissance et aa développe, mais de manière très Inégalament répartia selon les régions : le secteur dynamique et moderna e'ins-taile au Nord-Ouest (départements da Sonora, Sinalpe et Baja California) et au Nord-Est (département de Tamaulipas), tandis que la sud du pays resta arriéré, les méthodes de culture traditionnelles s'y maintenant prasque

La forte concentration des ressources explique cette différenciation ou, plus précisément, cette inégalité de développement ; concentration des moyens mie en œuvre (mechines, système hydraulique et investissements publics) mais, eussi, concentration des terres, surtout dans les zones bénéficient de l'Irrigetion, Ainsi, dans les quatre dépar-

Par OMAR MUSALEM LOPEZ *

tements mentionnés, 5 % des propriétaires possédaient 40 % des terres en 1961. En 1967, ces taux étalent passés, respectivement, à 3 % et 30 % : en 1973, lis n'avalent pas changé (3). Dans chacum da ces départements, la taux da mécanisation agricole est le plus fort du pays soit, respectivement : 97 %, 98 %, 89,6 % et 99 % (4). A eux quetre, ils totalisent 25 % des superficies fertilisées du pays (5) et concentrent 53,8 % des espaces équipés d'ouvrages d'Irrigation (6).

Enfin, dans ces mêmes régions, la Ancien professeur à l'école natio-nale d'agriculture, à Chapingo (Mexi-que).

recherche agricole est particulièrement développée : elle bénéficie de plus du quart des crédits totaux affectés à la recherche et accapare 38 % des chercheurs ayant un dipiôme da doctorat, 36 % de ceux qui ont un diplôma de maîtrise et 27 % de licenciés (7).

Ce sont de tels atouts qui vont permettre l'essor de la production de matières premières agro-industrielles, principal objectif da la - multinationalisation - de l'agriculture au Mexique.

(1) CL. Expansion, Mexico, janvier 1978. 1978.

(2) Les principales industries américaines de la corde, McCormick, Glessner, Deering, Jones, fusionnèrent en 1900 pour d'anner naissance au trust giantesque d'international Harvester C° (cf. Benites Fermando : e El. el drama de un pueblo y de una planta s. Fondo de Cultura Economica, Mexico, 1962).

Avec la chute du prix du coton sur le marché international, d'importantes modifications sont, en effet, introduites dans le type des cultures en zones irriguées. Trois produits Inconnus avant 1960 y font laur apparition at voient leur production e'accroître à un rythme sans précédent dans l'histoire da l'agriculture mexicaine : le sorgho, le sola et le carthame.

Le tableau I (page sulvante) donne la mesure du déséquilibre introduit dans

(3) Secretaria de Recursos hidrau-licos, Informes de Labores, 1962, 1968 et 1974. et 1974.

(4) Ibid. (le taux de mécanisation indique la part de travail désormais effectué à l'aide de machines, avec réduction correspondante de la main-(5) et (6) Ibid. (7) Instituto Nacional da Investira-

agricolss.









Un gigantisme coûteux

pour la nation américaine

LE MODÈLE **EST-IL VRAIMENT** SI EFFICACE?

Par MICHAEL PERELMAN *

N ngriculture nussi, le modèle américoin tend à folta tache d'haila — nou seulement en Amériqua lottus mais dans le mande entier, y compris les pays sociolistes. La raison invoquée le plus souvent pour expliquer co phénomène serait son efficacité. Or l'afficacité n'est pay me potice desiries. l'efficacité n'est pas une notion technique; nlle permet seulement de juger de l'adaptation d'au système aux conditions abservées.

* Professeur à l'université de Californie à

Une même technologie peut prendre des formes différentes dans des conditions diverses Par exemple, le système agricole américain est Par exemple, le système agricole nméricain est gros consummateur d'énergie: la production d'une colorie alimentaire y requiert la consommation de dix colories d'énergie, compte tenu des fournitures aécessaires et de la distribution des produits alimentaires. Si taus les pays doivent adopter co système, 80 % de l'énergie totale actuellement consommée dans le monde suffireient tout juste à la production et à la commercialisation des denroies alimentaires. Encore ce ponrcentage sous-estime-t-il le coût qui tend de plus en plus à remplacer le travail à la forme par des procédés industrials (prodaction d'engrals, trecteurs). Tandis que 15 % des travailleurs non ngricoles sont employés dans le complexe agro-nlimentaire, ane proportion croissante des coûts de l'urbanisation, y compris celoi da treasport vers les lleux

de travail, est impatable à la couvelle division du travail dans l'agriculture, Il foudrait nussi tenir compte des coûts énormes des effets sur l'environnement. Chaque unuée, on répand plus d'na milliard de livres de perticides sur le sol des Etats-Unis, Pour une livre d'oliments servis sur les

tables américaines, 30 livres de terre agricole en moyenne sont perdaes par l'érosion.

Des performances inégales

M ALGRE lenr incomporable richesse en terres, les Etets-Unic ne sont pas les remiers panr co qui concerne les rendements l'hectare. Par exemple, la Suisse et l'Autrichu net des rendements doubles pour le biz; la Grèce dépasse las États-Unis ponr le riz; l'Autriche produit 20 % de mais en plus à l'hectare. Et encore les rendements américains

ents américains apporn itra lent-ils moins élevés si l'on ne mettait pas seu-lement les meilleurs ce pays,

On constate d'agtre port que le ren-dement des grandes exploitations forte-ment capitalisées tombe nu-dessous de la moyenna améri-coine. Le phéno-mèna se trauve illus-

entre le revenu oet et la surfaco des exp tations (voir le tableac I) : si tautes les exploitations parvenajent uux mêmes rendements, les chiffres des colonnes nne et cinq de co tableau scraient identiques. De fait, les potites exploi-tations ont un reveno plus élevé à l'hecture-Cependant les doonées disponibles sous-estiment nettement les performances de ces petites ment nertement les performances de ces permentales persons de cele pour plusieurs miseus. D'abord, beancoup de petits producteurs efficaces sont comptabilisés parmi les membres des catégories supérieures. Deuxièmement, les gros naplaitants abtiennent des prix plus fevorables com la les persons de persons de la les pe rables pour leurs récoltes et pervent acheter leurs fon*mitures à des prix plus bas. En troi-*sièmn lieu, les grandes exploitatines pervent anssi porticiper à la trensformation anssi porticiper à la trensformation ces matières premières agricoles et dons ce cas laur revenu inclut le produit de ces activités da treusformation. Enfin, le petit producters obtient difficilement du crédit pour des cultures plus incratives mais plus risquées (telles les laitues par exemple); en même temps, il peut destiner nue partin de sa production à la consommation fomiliale.

Salon le département oméricain de l'agri-culture, « l'entreprisu ogricole type (i) en 1970 dégageait un revenu commerciol de 150 000 dollars environ, nt se révélait légère ment difficitaire après poiement des solaires à ses employes ». De plus, les grandes sociates sont davantage sujettes à la bauqueroute.

TABLEAU I. — LES EXPLOITATIONS LES PLUS GRANDES NE FOURNISSENT PAS LES MEILLEURS RENDEMENTS

| | Pourcentage d | lu total pour les | Etats-Unis) | |
|--------------------------------|-------------------------------------|---|--------------------------------|---|
| Surface culti- vée en acres | 2 Recettes liquides | Dépenses de pro- duction | Dépenses en pas- ticides | Revenu Get |
| 6 5 7 14 22 46 | 2,7 3 5,9 11 20 57,3 | 3,7 3,2 5,6 19,1 18,4 59 | 2 2 5 11 22 57 | 7 4,6 7,9 14,5 24,0 41,4 |

DE LAIT EXPORTATI ᅴ CONGELE

lest vrai, copendant, que les f Phi petites procurent un revenu in d'un tartier qualific de Mais les etudes realisees par le de de l'agriculture revelent que les ferr for en partie sinan totalement, d hoez qui ourpicht peu de chance d'antie. desties employ. Sons parler d'equi strait guere justifie du paint de v prodoctivité de les dépossades de au nouse. profit d'explonations plus import Un outre choix consisterait à am perites explorations, mais cette sol subjections de l'aide officielle Mésent l'aide officielle

Wesent Les flavour effectues per detti independent. John Jeasons, pour independent. John Jea-consponding que sur des terres rel pouvres que sur des terres rel lunie, ou la terre est utilisee pour la a la place de la terre est utilisee pour la a la place des cultures — des indivi raient Pladuire suffisemment de d de fourage pour essurer un régime e céréales, fruits le gumes et lait de finvestissant le gumes et lait de investissant moins d'une houre (

Elimination des petits fermier

M EME largu: les perites explaitat très productives, elles rencont comment sur le marche. Le tablean coits, Autre hendicap : tandis que l'industrie privac cansacrent d'ene pour la develappement d'une te on developpement d'une te grandes exploitations, les

TABLEAU I. - PRIORITE AU DEVELOPPEMENT DES CULTURES « VEDETTES »

Source : Secretaria de agricultura, direccion general de Roonomia, COCOSA.

l'agricultura mexicaine par l'egro-industrialisation da certaines réglens nu les meillaures terres, irriguées, sont déaermais réservées aux productions - vedettes • : pour 82,7 % et 74,9 %, les auperficles affectées respectivement à la culture du soje at du carthame sont ainel eituées dans des zones irriguées.

UE LATINE

TO LAUS SAFET

. .

...

19 11 1

23 Mg 16"

14 318

.÷ (€ 9.3 °)

en general

8600

- ** -- *

g - 1 - 24 *

Fa - ----

4.0

, -

.. - •

. . . .

44" 4 .

, . - 2 - -

_---

3-1

5.0

Le déleissement des cultures vivrières pour les basoins da l'intégration de l'agriculture à l'industria entreîne une diminution des dispenibilités elimentaires de base (cf. tableau II). Cependant, l'élevage bovin et porcin, outre l'aviculture, continue da progresser : en douze ans, le cheptel mexicaln a presque doublé, da même que la nombra des poros (cf. tableau III). Pour nourrir les animaux d'élevage, pâtés et autres aliments équilibrés sont tabriqués essen-tiallement à partir du soja, du carthame, de la luxeme et du sorgho, préciement. Les investissements consacrés à l'élevage dépassent en importance ceux qui

Malk

Blé Haricots neirs

Carthame

Soja Snrghn

Luzerne

vont à l'agriculture (cf. tablaeu IV). Du coup, l'industrie de la viande et de ses dérivés emballés ainsi que celle dee produlte laitiers connaissent une expan-

Ce berceae de la = révolutien verte = qu'est le Mexique est einsi devenn importateur de graine et de matières premières agricoles. La recherche agricole y a, certes, accompli des progrès notables pour amélierer les semences. Maia l'accroissement de la productivité n'exige pas que des seules semences. Il damende eussi, en complément, des ferillisants, des insecticides, des pesticides, des tracteurs, des mechines, etc. Or, ces composantes technologiques de le « révolution verte » doivent être importées : c'est ainsi que prend naissance une pouveile forme de décensance une nouvelle forme de dépandance. Paradoxe, effectivement, pour un paya que le « révolution verte » devait libérer de la nécessité d'Importer des grains...

giques pour servir les objectife de le « révolution verie » : einsi le veut le stratégie de la « mnitinationalisation » de l'agriculture. Da fait, Ford Motor C°, International Harvester, Massey Fergus eon et John Deere ont produit et importé eu Mexique coixante-dix mille tracteurs de 1988 é 1977. Les semences pour la cultum du sorgho, du soja et du car-thama, ainsi qua les fertitisants, ent été lournis par NorKrup King, Dekalb, Asgrow et Dow Chemical. Au cours de le période allant de 1960 à 1977, Andereon Cleyton et Raiston Purina ont tabriqué des allments pour le bétail. Cargiti

Appeuvrissament des récoltes de produits allmentaires de base; eccrolese-ment des livraisons de biene technelo-

Inc., Bunge Corp., Cook Inc. et Mitsubishi int. Corp. ont fourni 17,8 millions de tonnes de produits agricoles de base. Nestlé u tett passer ea production de leit et dérivés de 23 800 tonnes en 1960 à 70 483 tonnes en 1974. Cametion, pour citer encore un exemple, a célébré le trentième anniversaira de son Implantation au Mexique en traugurant l'ueine de lait condensé la plus grande du monds. Là sont les véritables bénéfi-cialres de le « multinationalisation » de l'egriculture.

Mais, du seul point de vue écologique, les effets sont elarmants. La zone d'trrigation du Nerd-Est (Tameulipes), qui est le principale région productrice de sorgho, è une capacité d'irrigation de 280 000 hectares. Actuellement, 80 000 hectares v sont devenus stériles par suite de la salinisation de le terre et 64 000 hectares supplémentaires sont sur le point de conneître le même sort. Quant à la zone irriguée du NordTAGLEAU II. - DECLIN DES DISPONIBILITES ALIMENTAIRES PAR HABITANT

| | 1960 | 1970 | 1975 |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Produits de base ^a (en millions de tonnes) | 11,4 34,9 e,326 | 11,8 48,3 0,244 | 12,5 60,2 0,214 |

Mais, haricots noirs et blé (sans exclure le type de consommation : indu

TABLEAU III. - AUGMENTATION DU CHEPTEL DE 1960 A 1972

| Espèces | 1960 | 2965 | 1970 | 1972 |
|---------|--------------------|--------|--------|--------|
| Bovine | 17 67 0 | 21 675 | 24 876 | 30 559 |
| | 5 988 | 0 779 | 10 298 | 11 725 |

Source : SAG, Fish pacional agricols, Ganadero y forestal, 1873. TABLEAU IV. — INVESTISSEMENTS DU FONDS AGRO-ANIMAL RYTHME DE CROISSANCE ANNÜEL (en pourcentages)

29,7 50,0 Agriculture 20,0 39,8

Source : Secretaria de la presidencia.

Ouest (Sinalce, Sonora et Beje Cali-fornia), principale productrice da soja et de carthama, le situation y est identique : 172 000 hectaras ont été rendus Inaptes à la culture per suite d'une mauvaise utilisation da l'eau et de meuvaises méthodes de drainage. Au lotel, l'agricultura Intensive pratiquée dans les zones irriguées du nord-est, du nord-ouest et du centre du peys e ceusé la perte da 600 000 hectares de terres rendues improductives par la

ealinisation et de surcroît 700 000 hec-tares devront blantôt être abendonnés pour le même raison (8). Bilen tragique Pourtant, le Banque mondiale e déjà prêté 195,5 millions de dollars jusqu'en 1974 (9) pour restaurer des sols qui aaront aussitôt rendus eux mêmes pratiques de l'agriculture « multinationa-

OMAR MUSALEM LOPEZ.

(8) Ct. Excelsior, Mexico, 22 mars 1978. (9) El Mercado de Valores, octobre 1974.

tional sation

Extension des cultures fourragères et intégration des entreprises artisanales aux activités d'un (grand) de l'agro-business

4 309,6 1 313,7

143,3 234,7 169,2 168,8

857.5

11 536,7 1 503,9 280,5

ANS le sud du Pérou, le reflet vert-bleu des champs de luzerne égale de vastes étendues depuis la Campina et les vallée e d'Ocona, au nord, jusqu'à l'Yrada, à quelques kilomètres de la frontière chilienne. Rien dans ce spectacle ne laisse soupconner qu'on se frouve là devant l'une des manifestations les plus visibles des bouleversements surdevant l'une des manifestations les plus visibles des bouleversements sur-venus dans l'agriculture de la région depuis l'installation voilà près de quarante ans de la société Leche Gloria S.A., filiale péruvienne de Carnation, l'une des plus grandes multinationales agro-alimentaires.

Utilisant le lait comme matière Utilisant le lait comme matière première de ses activités industrielles, sans investir directement dans sa production, la société a, en effet, établi sa base d'approvisionnement dans le Sud péruvien. Les prodondes transformations de structures qui en

ont résulté pour l'économie régionale ont resulte pour l'economie regionale se trouvent consignées dans les résul-tats préliminaires d'une enquête menée par une équipe du départe-ment d'économie de l'université catholique de Lima, sous la direction du professeur Manuel Lajo. Sans doute les évolutions mises en évidence dans ce travail de recherche (dont nous reprenons ici les grandes lignes)

La onzième entreprise du pays

TONDEE en 1920 à Los Angeles, Carnation se rangeait en 1974 au dix-neuvième rang parmi les cent premières industries alimentaires du monde par son chiffre d'affaires, et au quatorzième rang par son bené-fice net. Plus de deux cents unités de transformation et de distribution opèrent sous son égide dans plus de vingt pays, répartis sur tous les conti-nents. Les activités de la firme sont multiples, mais toujours orientées

Par SILVIO GOMES

DE ALMEIDA *

ne s'expliquent-elles pas par la seule action de la filiale de Carnation; mais elles doivent être envisagées comme la «conséquence d'un déve-loppement conditionné» par sa pré-

· Economiste bresilien.

PEROU: la subordination d'une agriculture régionale

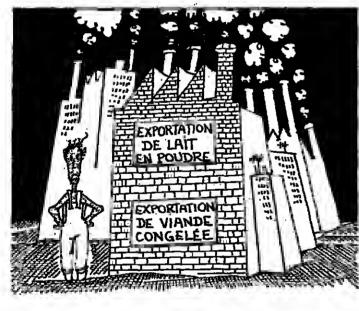
vers le secteur agricole : élevage de volailles, production d'aliments pour le bétail et les animaux domestiques, de produits chimiques, de machines destinées au secteur agro-alimentaire. Son principal domaine reste la transformation de biens agricoles destinés à la consommation humaine. L'industrie laitière y occupe une place prépondérante, Carnation tenant la première place pour la fabrication de lait condensé.

En 1939, le gouvernement péruvien accéda à la demande de Carnation qui souhaitait installer une usine de dérivés de lait. La conjoncture était alors marquée par la croissance rapide des investissements industriels orientés vers le marché interne, tendance qu'encourageait le gouvernement et que favorisait l'accaparement

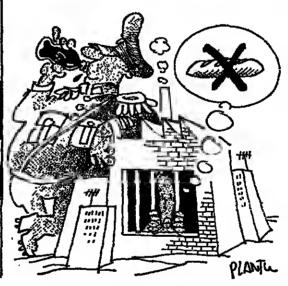
de l'industrie américaine par l'effort de guerre.

Installée en 1942, en même temps que Perulac S.A., filiale de Nestié, Leche Gloria S.A. est devenue en chiffre d'affaires, la première industrie péruvienne de transformation de produits laitiers, la quatrième parmi les industries alimentaires et la onzième entreprise du pays. En 1974, elle concentrait 41 % du chiffre d'affaires des cinquante-deux unités de transformation de lait recensées, alors que Perulac, qui arrivait en second, n'en représentait que 16 %. Cette place prépoudérante se traduit pour Leche Gioria S.A. par un contrôle oligopolistique de la matière première, de la production et de la distribution des produits lactés.

(Lire la suite page 8.)







Il est vroi, cependant, que les farmes les plus petites procurent on revenu leférieer na salaire d'aa ouvrier qualifié du l'industrie. Meis les études réalisées par le déportement de l'egriculture révêlent qua les fermiers sont nints en partie, sinon totalement, des mergi-neux qei curaient peu de chance de treuver d'eutres emplois. Sans parler d'équité, il ee serait guère justifié du paint de vue de la prodectivité de les déposséder de leur terre az profit d'explaitations plus importantes.

Un nutre cheix consisterait à amélierer les petites exploitations, mais cette solution n'n guère bénéficié de l'eide efficielle jusqe'à prosect. Les travaux effectués por ne chercheur indépendant, John Jezvons, suggérent pourtant que sur des terres relotivement paevres — les collines de Palo Alto nn Californie, où la terre est utilisée paer les pâtures a la place des cultures — des individus pontraient produira suffisamment de denrées et dn foerroge pour assurer nn régime à base de ciréales, fruits, légames et luit de chèvre en y investissant moins d'une beore de travail par jour (2).

Elimination des petits fermiers

M EME lorsque les petites expleitations sont très productives, niles raecontrent des difficultes sur le marché. Le tableau Il montre comment elles sont pénalisées en termes de coûts. Autre hondicop : tandis que l'eniversité et l'industrie privée consacrent d'énormes res-sources en développement d'unn technologie paer les grandes exploitations, les bacques

refusent souvent de prêter de l'ergent oux fermiers qui n'edoptent pas leurs critères d'« efficacité ». On voit ainsi des petits farmiers obaedonner volontairement des techniques traditionnelles, jugées moins « efficoces », pour ne pas donner l'impression d'être returdatoires.

Ue exemple illustre les résultats de cette nouvelle technelogie : le cueillette mécanisée des tomates (où l'introduction des muchines ne viscit pos tant à accroître les rendements ge'à faire abstacle à la syndicalisation des ouvriers agricoles, commu souvent dans ce cas). Noe seulement les ouvriers, mais oussi besucoup de fermiers ont eu è pâtir de ces « locomotives des champs ». En 1962, près dn 4000 fermiers de Californie cultivaient 177 000 ocres en tomates. Seni le ples gros exploitant fut en mesure de payer les 45 000 deliars que coûtait cette machine. Depois lors, la serface plantée en tomates a été portée à 250 000 acres, meis 3 400 exploitations ont été éliminées.

Daux questions importantes se posent clors : 1) Même si des agriculteurs so trouvent éliminés, l'effet global de cette technologie e'est-il pas bénéfique pour le société? Libérès du travail egricole, des covriers seraient affectés à d'outres tâches qui leur permettraiset d'élever leur niveau de vie. En fait, la rédnction de l'emploi dens le sucteur egro-alimen-taire entre 1958 et 1970 o áté do 3 %, compte tene des emplois créés hars de la ferme dens le secteur alimentaire.

2) Si les suppressions d'emplois ont été relativement limitées, peut-oc conclura que l'agro-industrie deit être lavée de l'accusation d'engendrer la chômage? La réponse semble négative. En affet, les nauveaux emplois sont localisés dans lo société arbaice, où la vin est beancoup plus chère : la

TABLEAU II. — POUR EMPRUNTER DES CAPITAUX OU ACHETER DES FOURNITURES, LES PETITES EXPLOITATIONS SONT NETTEMENT DESAYANTAGEES

| Taille de l'exploitation (scres) | Intérêt sur le capital emprunté (6 % en moyen.) | Taux de ristourne sur les engrais % | Taux de ristourne sur les insecticides · % | Taux de ristourns sur les semences, traitements et pulvérisations sérisones |
|--|---|--|---|---|
| \$0 160 320 640 1 230 3 200 | 6,88 6,52 6,47 6,47 5,15 5,90 | 4 4 10 16 | 0 0 5 5 8,5 14 | 0 0 0 12,5 17,5 25 |

Source : J.E. et D.L. Amstrong : Economics Associated with Farm Size, Kern Country California Cash Crop Farms, Paris.

mojorité des familles ayant elors besoin de daux solaires pour survivre, l'affre da travoil augmente considérablement et nombre d'ou-vriers restent dens l'impossibilité de trouver des emplois. De plus, la structure des invesbesoins de ces familles urbeines, comme le montre en particulier l'essor du l'industrie des produits cuisinės (fast food) censés résoudre les problèmes de temps des adultes oa traveil. Dans ce cas, la création de réseaux de restaurants nu sont distribées les prodnits fast food n entrainé un détournement des inves-tissements hors des industries de base et l'emploi s'en est trouvé réduit d'outant eu dehers du sectent egro-alimentaire.

Aux Etats-Unis mêmes, aù le force du travail est relativement peu nbondnete, le modèle egra - nlimentaire nerd - eméricain comparte déjà suffisamment d'effets négetifs ; mels il serait entestrophique de l'eppliquer totalement en Amérique Intine et deus le reste du tiers-monda où le châmege est chronique. Peu de sociétés y servient en messire de supporter les contraintes simultanées imposées por la housse des prix des faoraitures ogricoles et par le coût des infrastructures arbaines, nccompognées d'unn croissance du chômage. Une solution plus rationnelle consisterait à dévelapper l'explaitation à petite échelle qui homaine, sulutinn qui permettrait de libérer des ressources pont développer une bose industrielle solide.

MICHAEL PERELMAN.

(2) Les travaux de John Jeavons sont fondés sur l'expérience des parcelles marafchères pari-siennes du dix-neuviéme glècie, qui produisaient plus de 100 000 livres par acre.

(Suite de la page 7)

De même, 47 % du lait en poudre et 50 % de la graisse anhydre importés sont dirigés vers ses usines. En 1978, la firme a participé pour 87 % à la production nationale de lait condensé. Ecoulant 70 % de sa production à Lima, elle contrôle plus de 50 % de la distribution de toutes les catéguries de lait dans la capitale. Ce rôle dominant au niveau industriel a'accompant du dun contrôle paracons ses dun contrôle.

guries de lait dans la capitale.

Ce rôle dominant au niveau industriel s'accompagne d'un coutrôle strict de la production laitière dans les zones d'approvisionnement. Le département d'Arequipa, d'où proviennent plus de 90 % du lait collecté par Leche Gloris S.A., a été la base de départ d'un puissant réseau qui s'étend maintanant à deux départements situés plus au nord, ceux de Moquegua et de Tacna, Les quantités collectées représentent 87 % de la production de lait frais commercialisé dans ces trois départements. Alors qu'ils ne se comptaient que par quelques dizaines au moment de l'installation de la société, les fournisseurs sont passés à plus de sept mille en 1976. Chaque jour, ils livrent plus de 100 000 litres de lait aux agents collecteurs de l'entreprise.

Dans certaines zones, devenues de véritables enclaves laitières, la tota-ité des exploitations agricoles sont intègrées à ce réseau d'approvisionnement, ce qui donne une idée du rôle prinordial de Leche Gloria S.A. et du développement de la production laitière dans l'azriculture du sud du

rôle primordial de Leche Gloria S.A. et du développement de la production laitière dans l'agriculture du sud du Pérou. Cependant, l'accroissement du nombre des fournisseurs de la firme ne rend que partiellement compte de son influence : nombreuses sont en effet les exploitations dépouvues de bétail qui se sont spécialisées dans la culture fourragère afin d'approvi-

sionner les éleveurs dont la production de ration verte est insuffisante.
Grâce à sa supériorité technologique et financière, la filiale de
Carnation a pu mettre sous son
contrôle la production latitière
régionale. Elle offre en effet une
garantie d'achat et uns rémunération plus élevés que celle pratiqués
dans la région, ce qui a attiré à
elle aussi hien les producteurs traditionnels que de nouveaux venus.
Avec ses camions-uiternes réfrigérés, elle se charge de la collecte
du produit à la ferme, épargnant
ainsi aux producteurs les frais de
transport jusqu'sux centres urbains
et les risques de détérioration du
produit pendant les déplacements.
La société a aussi favorisé, quoique
très relativement, l'accès des producteurs an matériel et à certaines
connaissances techniques. Tout cels,
assorti de primes à la qualité, a
entrainé l'augmentation de la productivité et du rendement industriel.
Il en est résulté évidemment un
bouleversement des méthodes traditionnelles de commercialisation et
de transformation du lait dans la tionnelles de commercialisation et de transformation du lait dans la de transformation du lait dans la région. D'abord, on a vu disparaitre des manufactures artisanales de fromage et de beurre que le monopole d'achat du lait frais de la firme multinationale privait de matière première. Cette dernière a toujours recours aux mêmes pratiques, tendant à éliminer de la compétition tout concurrent, chaque fois qu'une unité de transformation tente de a'établir à l'intérieur de sa zone d'influence. De telle sorte qu'il ne rea te plus aujourd'hui qu'une seule entreprise de fabrication de fromages, proprement péruvienne, dans le bassin laitier du Sud, alors que le département d'Arequipa était, dans les an-

nées 40, le principal producteur national de dérivés du lait.

Mais c'est dans la réorientation de l'ensemble des activités rurales que se manifeste le plus nettement la subordination de l'économie agricole de toute une région à la dynamique du capital agro-alimentaire. Depuis l'installation de la société, les cultures sont devenues de plus en plus spécialisées; les c ha m pe de luzeme occupent la plus grande place, sur des terres qui produisaient autrefois des biens alimentaires de base. Tel est particulièrement le sort du déparest particulièrement le sort du dépar-tement d'Arequipa, une fois encore, où les cultures fourragères, qui occupaient, en 1940, 18 % des terres cultivées, en couvrent maintenant 50 %. Les cultures vivrières disposent encore de l'autre moitié des superficies,

Des partenaires inégaux

L ES fournisseurs de Leche Gloria S.A. sont, pour l'essentiel de
petits et moyens propriétaires, conformément à la physionomie de la propriété foncière dans les trois départements : 85% des exploitations y
ont moins de 5 hectares, et 3% seulement dépassent les 50 hectares.
La firme multinationale est parvenue
à imposer ses intérêts à de larges
secteurs de l'agriculture régionale
sans pour autant en train er une
homogénélation des pratiques productives. Les exploitations qui sont
devenues parties intégrantes de son
réseau d'approvisionnement présenréseau d'approvisionnement présen-tent encore des structures et des conditions de production très di-verses. Le répartition des quantités de lait livrées selon leur origine

contre 81 % en 1940 (dont 55 % en

Les écaris de revenus bruts entre

contre 31 % en 1940 (dont 55 % en céréales).

Cependant cette diminution relative des surfaces consacrées aux cultures vivrières ne donne qu'une idée incomplète de l'importance prise par l'élevage laitier. Les cultures fourragères conquièrent a neal les nouvelles terres incorporées à la production. Même les périmètres irriqués, gagnés sur le désert et dont l'aménagement a été finance par des emprunts extérieurs, se transforment délà en champs de luzerne. Le Péron a um déficit alimentaire considérable : 36 % du blé, 47 % du mais et do sorgho, 40 % des huiles comestibles consommés sont importés, par exemple. Qui d'autre que Leche Gloria S.A. evait intérêt à modifier ainsi le cours de l'agriculture dans le Sud?

est révélatrice à cet égard : alors que 15 % des fournisseurs livrant à eux seuls 61 % du total, le reste, soit 39 % provient de 85 % des producteurs. A l'intérieur de cette tranche de 39 %, une part de 14 % est livrée par 57 % des fournisseurs. Mais cette répartition recouvre des différenciations importantes dont le classement des exploitations par taille ne rend que partiellement compte. En effet, l'enquête menée dans le bassin laitier do Sud en septembre/octobre 1977 révèle l'existence d'une grande hétérogénétite de situations, même parmi les exploitations disposant de superficies égales. Deux grands groupes d'exploitations sont identifiés : d'une part, celles qui emploient exclusivement la force de

travail familiale, sur des surfaces généralement réduites, et en utilisant des techniques de production traditionnelles. D'autre part, les unités de production faisant très souvent appel à des travailleurs salariés et pratiquant une production plus intensive sur des étendues plus importantes. Les premières sont passanne a les secondes à celui des « entreprises agricoles ».

Les écaris de revenus bruts entre les deux groupes d'exploitations reflètent la diversité des situations. Alors que dans le secteur de l'économie paysanne » 70 % des exploitations ayant fait l'objet de l'enquête ont un revenu brut inférieur à 133 dollars par quinsaine (1 dollar = 60 soles). 31 % des autres, classées e entreprises agricoles ». disposent d'un revenu variant de 267 à 533 dollars, et 49 % entre 533 et plus de 1 067 dollars. Différences d'eutant plus significatives que l'origine des revenus n'est pas la même la vente de lait constitue pour toutee les exploitations un poste de recettes. Mais la production de lait fournit à elle seule tout le revenu monétaire de 43 % des exploitations en « économie paysanne » tands que dans le groupe des « entreprises agricoles » 3 % seulement des exploitants sont dans le même cas. Ce sont évidemment les petites entreprises vivant en « économie paysanne », disposant de meters de en « économie paysame », disposant de moins de ressources, employant plus de main-d'œuvre et percevant les revenus les plus bas qui se trou-vent dans la plus grande dépendance à l'égard de la filiale péruvienne de Cernation.

SILVIO GOMES DE ALMEIDA.

Une implantation ancienne, encore encouragée par le choix délibéré des militaires au pouvoir

N Argentine, à le différence de ce qui est arrivé dans d'eutres pays atino-américaine, le capital étranger a joué un rôle important dens le secteur egro-alimentaire dès les demières décenles du dix-neuvième siècle. Les investissemente étalent alors consacrés aussi blen à l'exportation de céréales qu'à l'industrielleation et à le commercialisaau marché intérieur.

L'expension de le production de céréales su cours des premières décennies de ce siècle conféra à l'Argentine une position avantageuse per rapport à le demande mondiale. Les conditione locales favorables sux cultures, grâce auxquelles Il était possible d'obtenir one production à des prix moins élevés que dans les eutres pays producteurs de céréeles, allaient permettre le rap l de développement des exportations de mele

La plus grande partie de la production céréailère était le fruit des efforts des petits propriétaires ou de cultivateurs qui usient des terres sux grands propriétaires terriens. La faiblesse du pouvoir économique de ces petits producteurs fut l'un des éléments essentiele qui faciitèrent l'implantation, à partir des ennées 1880, des egences des grandes firmes multinationales de commercialisation de céréales; et c'est einsi que ces firmes s'approprièrent une partie substantielle de l'excédent économique acquis sur le merché mondial per les exportatione argentines de céréa

Du début du elècie jusqu'à le seconde guerre mondiale, les grandes firmes exportatrices développèrent une activité onomique Intense et se llèrent étroitement avec les fractions dominantes de la applèté argentine. Mais entre 1946 et 1955, avec l'avenement du régime péroniste et l'Instauration du monopole d'Etat sur l'exportation des céréales, cos intérêts multinationaux virent leur champ d'action considérablement 11 m l té. Le modèle économique adopté par le gouvernament péroniste mettait les excédents provenant du commerce extérieur au service d'une politique de promotion de l'Industrie, ce qui entraînait la baisse

des profits des exportateurs privés. Après le renversement du régime péroniste par le coup d'Etat de 1955, l'Etat renonça au monopole de l'exportation des céréales, grâce à quoi des firmes telles que Bunge, Continental Grain, Cargill et Dreylue retrouvérent leurs posi-

tions dominantes dans le commerce extérieur des grains, poeitions qu'elles ont gardées jusqu'à ce jour. On notars, è ce propos, que parmi les entreprises multinetionales opérant eur le marché mondial des matières premières, celles qui sa consacrent su commerce des céréales constituent l'un des groupes où le concentration est le plus forte et qui disposent du piue grand pouvoir économique. On estime que les cinq grandes firmes qui mono-polisent cette ectivité (Bunge, Cargili, Cook Industries, Continental Grain et Dreyfus) contrôlent 80 % environ du commerce mondial des céréales (1).

L'une de ces entreprises occupe une place importante dans l'économie ergentine : la firme Bunge, qui fait partie de Bunge Corporation, dont le slège est à New-York, Selon une brochure publicitaire éditée par ses soine, cette firme opère « dens plus de cinquante-cinq pays, où des spécialistes de quelque cant bureaux consecrent tout leur temps à le tâche capitale de la commercialisation. Des gans du pays, qui conneissent le langue, lee méthodee et les marchés locaux, sont recrutés et tormés. Ils sont tréquemment envoyés aux Etats-Unis

De la viande aux boissons

COMME pour les céréales, la pro-duction et l'exportation de viande ce developperent dans le cadre d'une nette prédominance des grandes firmes étrangères. Entre 1907 et 1913 c'installèrent en Argentine les filiales de Armour, Swift, Anglo et Wilson, qui s'assurèrent le contrôle des exportatione de viande et de produits dérivés. Cette eltuation persista jusqu'à une époque relativement récente, lorsque les restrictione imposées aux exportations argentines de viande et les transformetions technologiques intervenues dens ce escleur industriei entraînèrent une réduction de la présence des iniérêts multinationaux, apparemment découra-gés par la diminution de le rentabilité. Au début des années 70, un procès Instruit contre la société Swift da La Plata, S.A., qui evalt appartenu à tional Packers, révéla que son capital, sous forme d'actions, était entiérement contrôlé par le groupe muitinational Deltec Internatio dont le siège se trouve à Nassau (Bahemas). En Argentine, ce même groupe possédait un ensemble d'établisse

Industriels dans le secteur agro-ailmen-

au marché intérieur.

Pour ne citer que les cas les plus Coca-Coia et Pepsi-Coia dominent

ARGENTINE : le rôle prépondérant des investissements étrangers

Par RICARDO SIDICARO*

pour les besoins de le formation et des échanges d'informations » (2).

En Argentine, Bunge Corporation, sous le raison sociale de Bunge y Born S.A., est à la tête du conglomérat économique le plus puissant du pays. Elle contrôle quelque quarante entreprises, dont la plupart se consacrent à des activités lièes à l'agriculture.

Ces entreprises contrôlent à elles eaules entre 30 et 40 % de l'Industrialisation et de le commercialisation de produits tels que le farine, l'huile, le riz et la margarine. Elles occupant également une place importante dans la production et l'importation de fertilisants. D'autre part, le groupe jouit d'une position de quasi-monopole dans le fabri-cation de récipients et-emballeges utilisés per l'industrie de l'alimentation. Enfin, si l'on additionne la superficia de tous les établissements ruraux contrôlés par la groupe Bunge y Born en Argentine, on constate que cetie firme esi proprietaire - de 653 609 hecsituées en différentes provinces du tarritoire national » (3).

taire (élevage, volailles, sucre) et un vaste réseau d'institutione financières. Les fillales de sociétés multinationaies occupent ausal une place importante dans le secteur des produits elimentaires et des bolssons destinés

patents, en matière de produits lactés, la production est, à raison de 70 % environ sous le contrôle des fillales de Nestià. Foremost McKesson et Adela investments Pour sa part. Com Products Corporation est devenu, par le truchement de l'une de ses filleles, le plus important producteur de denrées dérivées du mais. Par ailleurs, les firmes Cargill, Provits et Purina infernacional contrôlent pratiquement toute is production d'allments destinés à l'élevage des volailles. Dans l'industrie des bolseons, les firmes Bleckert, Schneider et Quilmes produisent à elles seules 90 % environ de la blara consommée en Argentina.

* Sociologus argentin.

quasi exclusivement le marché des limonades et autres boissons gazauses. Finalement, pour l'ensemble des indus-tries agro-alimentaires — dont nous n'avons mentionnè que quelques exemples - les tiliales des sociétés multinationales cont, en Argentine, en position de totale prédominance par rapport à leurs rivales à capital national. D'aitleurs,

L A politique suivie par le gouverne-ment lasu du coup d'Etat de mars 1976 tend apparemment à consolider les positions des entreprises multinationales dans le secteur agro-alimentaire. Dans la mesure où les orientations du gouvernement militaire favorisent le développement de la production et de l'exportation des produits egricoles et réduisent en même temps l'intervention de l'Etat, les bénéfices des fillales des firmes multinationales epécielisées dans le commerce des céréales vont s'accroî-

D'autre part, la diminution de la consommation intérieure à le suite de la réduction des revenus des estarlés seralt à l'origine de la disparition de petites entreprises, avec pour conséguence une concentration accrue au bénéfice des filiales des firmes multinationales dans le secteur agro-industriel. La politique restrictive en matière de crédits comble agir dans le même sons.

l'actuel gouvernement militaire envisage de faire eppel à de nouveaux investissements étrangers dans le secteur agroallmentaire efin, seton les responsables de le politique économique, da développer les exportatione agro-alimentair Pourtant, on voit mal comment le coût èlevè du fret — qui, traditionnellement, rend plus chares les exportations argentines, - ainsi que le teit que la capacité des entreprises déjà installées reste pour une bonne part inemployée pourraient encourager de nouvelles implantations de capital dans ce eecteur. L'instabilité politique chronique et le force que l'on e'accorde à reconneître eu mouvement syndical péroniste ne sont pas non plue de nature à ettirer les capitaux colli-

Devant les encouragements prodigués tissements déjà existants, il est probable

grâce à une plue grande cepacité financière, à la possibilité qu'elles ont de se taulr constamment à jour en matière d'innovation technologique et à l'im-portance da leurs budgets publicitaires, ces sociétés se trouvent en excellente position pour renforcer leur contrôle eur les marchés da leurs produits

Les choix du gouvernement

Le projet économique adopté par

à l'intention du capital étranger, et comple tenu de l'importance des inves-

qua les firmes multinationales agroalimentaires déjà installées dans le pays eeront les bénéficiaires de le politique

euivie dens ce secteur par l'actual

régime militaire. Il existe cependant quelques facteurs de nature à contrarier cette progression du capital multinational. D'abord le pouvoir économique et politique dont disposent les grands et moyens pro-ducteurs agricoles en Argentine place ce pays dans une position différente per repport à d'autres nations latinoaméricaines où l'action du capital multieux Intérêts ruraux. Ce sont surtout les grands propriétaires terriens qui e'opposent non sculement à tout ce qui peut apperaître comme des revendic couches ealariées urbaines ou rurales, mais aussi à toute initiative visant à Introduire des « réformes modernisatrices - qui, comme c'est souvent le cas, entrainergient un contrôle accru du secteur agricole par les sociétés

La capacité d'organisation des propriétaires terriens moyens, par l'entremise de la Federacion Agrarie Argentina, et la développement d'associati coopératives jouent aussi un certain rôte contre l'accrolssement de l'emprise des firmes multinationales.

Enfin, les deux forces politiques les plus importantes des demières décennies — le péronisme et le radicalisme ont clairement manifesté leur opposition à le mainmise du capital multinational sur l'économie du pays. C'est un fait qui doit être pris en compte pour juger du rôle futur du capital multica-tional dans le secteur agro-allmentaire argentin.

(1) Nucla's. Vol. IX, nº 7, octo-(2) Bunge Corporation, New-York (non daté). (3) Minsburg N. : Multinacionales en le Argentina, éd. Quipo, Buenos-Aires, 1976.

LE MONDE diplomatique. Abonnez-yous

Pour ceux d'entre vous qui souhaitent recevoir régulièrement le Monde diplomatique, il suffit de nous renvoyer le bulletin ci-dessous et une somme correspondant au prix de votre abonnement annuel. Vous recevrez en supplément l'un de nos récents numéros.

Adresse Je vous règle la somme de 65 F pour mon abonnement de un an (douze numéros) au Monde diplomatique, et je reçois en supplément l'un des numéros cochés ci-contre. OPTION: Je désire, en outre, recevoir les autres numéros que foi

cochés; je vous les règle sur la base de 6 F l'exemplaire.

Choisissez l'un des numéros suivants :

283. Peut-on se fler aux prévisions?
292. Le regain d'agitation en Iran.

232. Peut-on se fier aux prévisions?
 232. Le regain d'agitation en Iran.
 231. Le Chili des contradictions.
 232. One droite triemphante aux Etabe-Unis, mai 1972.
 233. L'Attaile de la vioisnee, avril 1978.
 234. Le droit à l'information 2 l'épreuve des progrès scientifiques, mars 1978
 235. Le destinatiques, mars 1978.
 236. Le droit à l'information 2 l'épreuve des progrès scientifiques, mars 1978.
 236. Le descine traile par les manipulations électorales, février 1978.
 235. Le justice en question, janvier 1978.
 236. Le justice en question, janvier 1978.
 236. Le Grèce entre le sespicisme et l'inquiétude, novembre 1977.

Envoyez votre bulletin et votre règlement (chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde), ou Monde diplomatique, service abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09 - (Tél.: 246-72-23) - MD 678.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY Directeur de la publication : Jacques PAUVET Rédacteur en chef : Claude JULIEN Rédactures en chef adjoints : Micheline PAUNET

PRIX DE L'ABONNEMENT ANNUEL (en francs) VOIE NORMALE

France, DOM, TOM, Centrarrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Mauritanie, République maigache, Mail, Niger, Sénégal, Tchad, Eaute-Voita, Camerouo, Togo, Guinée, Tunisia, Poste militaire, Poste navale, Andorre, Monaco

PAR AVION (abonnement et texes) : iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie Birmanie, Brunei, Chine, Corés, Hongkong, Indonésie, Japon, Macso, Malnisie, Mongolie, Phi-Compo, Controller, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Gtinde, Maii, Mauritenie, Niger, Bénégal, Tohad, Togo, Esute-Volta, Territoires français des Afairs et des Issas TOM (sauf T.F.A.L.). République malgache, Etat comorien 126 Libra, Egypte, Arabie Saoudite,

(Chèque postai : Paris n° 4207-23]
Rédaction et administration, 5, rue des Italiens, 73427 PARIS CEDEX 09
Tél. Abonnements : 828-63-03
Tél. Rédaction : 244-72-23
Adr. télégraphique : Jourmonde Paris
Télex : Le Monde 650-572 Ps

Tél. Rédaction : 246-72-23 Télex : Le Monde 650-572 Paris

QUAND L

L'AGRO-BU

t Satis George

EX VIO

. NA Ement mand N. A. J. emine LIST A LABOR MEN TO A DE MONTO 227.2 Table 1 ... Tiboli di re Tiboli di Natali yant elleria

de A CART CONTROL OF THE CART 00 j.-. LF / 2 M =

and coming exact Control example of the control of th

Service of a residence of the control of the contro M. Wale

F AISANT kques demot Out P.C.) Det. (C.) The P.C. The second secon

syndisk to the syndis bynding lions affairme

QUAND LES MAL-PENSANTS DÉPANNENT LA PENSÉE

— Le mythe de la pénurie alimentaire —

A terro no produit pas assez d'aliments, is population e'accroît trop vits, en particulier dans les pays sous-dévelopés, les terres agricoles s'épuisent, le climat se détériore... Vollà les ldées quo véhiculent épisodiquement les mass-media sur lo grave problèmo que pose l'artuelle extension des disettes. Or, la faim u'est pes inévitable; nullo part dans le mondo ello u'est une fatalité; partout où elle sévit, elle est, dit Suran George (1), « provoqués par des forces identifiables qu'il est possible de majtriser. Frances Moore-Lappé et Joseph Collins (2) renchérissent, partant eux aussi en guerre contre les idées reçues; la cause de la faim u'est pas le trop grand nombre d'hommes sur lo Terre, non plus que nombre d'hommes sur lo Terre, non plus que le manquo de terres euitivables, ni l'absence on l'insuffisance de techniques agricoles; ce n'est pas non plus la surconsommation de trop d'Américains gourmands. En somme, et comme l'indique le titre de leur onvrage : comme l'indique le titre do leur onvrage :
la pénurie est un mythe. Cenx qui propagent
ce mythe entretiennent parmi les populations
des pays riebes un elimat de culpabilité qui
provoquo la résignation et l'impnissance.

Qui doue 2 intérêt à entretenir le mythe
de la pénurie? Où sont les e forces ideutifiables > dont parle Suxan George. Pour
elle, la pénurie est littéralement organisée,
la faim constitue c lo marché du siècle >.
En o aidant » par leurs experts, leur techuologie, leurs capitaux au développement des
exportations agricoles des pays à faibles coût uologie, leurs capitaux au développement des exportations agricoles des pays à faibles coût de main-d'œuvre, alors que ces pays no satisfont pas leurs besoins alimentaires, les Occidentaux font c'accroître dangereusement les importations céréalières do ces mêmes pays. Celles-ci donnent aux pays producteurs le moyen de pressiou idéal dont ils nsent pour perpétuer la dépendance : « l'homme est une louve pour l'homme s, écrivait François Bruno (3), résumant subtilement l'alde an tiers-monde. L'armo alimentaire n'a jamais cessé, en fait

UE LATINE

 \vec{j}

re '

PLOMASSE

(* 14 N N)

Silvin Dies, Di alvita

d'être utilisée par les Etats-Unis; contre lo Chill de l'unité populaire; coutre les Soviétiques oux-mêmes qui, en septembre 1975, avaient grand besoin du blé américain et renonavaient grand besoin du blé américain et renon-cèrent, semble-t-il pour cette raison, à coutester l'accord do dégagement israélo-égyptien. Outro cette importante fonction do politique exté-rieure, les exportations de céréales viennent à point nommé pour équilibrer, en cas de besoin, la balance commerciale des Etats-Unis, comme lo moutre Suxan George : c l'an-née 1972 avait été un désastre ; un déficit commercial de 68 milliories de délicit étuit commercial de 6,8 milliards de dollars était inscrit sur le registre national, et les prévisions pour 1973 n'étaient guère plus encourageantes. Mals, en 1973, les exportations agricoles arrivèrent triomphalement à la rescousse en ettelguent 17,6 milliards de dollars, et donnérent aux Etats-Unis un surplus commercial de 10 milliards de dellars. » Le « grand brigandage américain sur le grain » de l'été 1972, jouant sur les besoins soviétiques pour faire mouter les prix, avait sauvé la situation.

TI y z. dit Suzau George, e antre le gouver-L nement américain et les sociétés multi-nationales du blé. des liens étroits, ai étroits

quo d'aucuns pourraient les considérer comme incompatibles avec la moralité des affaires publiques e. Euphémisme... Il y a en fait un incessant ballet entre le personnel du gouvernement et les compagnies : M. Bniz, secrétaire amérieal u à Pagriculture an tamps du « grand brigandage e, vénait de Raiston-Purina. Son prédécesseur l'ut engagé par cette compagnie. Le vice-président de Cargill deviut eu 1872 délégué spécial des négociations commerciales de la Maison Blanche.

Mais lo big-buainess no s'intéresse pas qu'au commerce alimentaire. De plus en plus, il intervient dans lo production elle-même. Il en résuite des situations particulièrement scandaleuses dans les pays sous-développés : exportation vers l'Occident de beurs des pays du Sahel, introduction de la culture da soja an Brésil en concurrence avec les cultures vivrières, do la canno à sucre en Républiquo Dominicaine où, en 1974. l'armée détroit les Dominicaine où, en 1974, l'armée détruit les cultures vivrières des paysans pour faire place

tionales avec les firmes multinationales va espendant plas loin que la simplo récoption do cadeaux d'affaires; nos auteurs montrent comment, par l'intermédiaire de son Programme pour la coopération et l'industrie, la F.A.O. servait d'intermédiaire entre les sociétés et les Etats (5).

Par allieurs, les solutions aux difficultés ali-mentaires no sont pas d'ordre technocratique, quol qu'on en puisse penser à la Banque mondiaie on à la F.A.O. : e Ce sont les millions de petits paysans qui tiennent entre lours mains la solution de la crise alimentaire des pays pauvres » dit Suxan George. En d'autres termes, il n'y a pas do solution en debors des révolutions paysances (6). dehors des révolutions paysannes (6).

A U systèmo multinational qui, en dépit de A ses prétentions, est incapable non seniement de nouzrir le monde, mais arée la faim, les notions doivent opposer le choix prioritaire do l'indépendance alimentaire, lo

Par FRANÇOIS DE RAVIGNAN

à la monoculture encrière; production d'allments pour chiens et chats en... Ethiopio 1
Parmi les membres du complexe ogro-alimentaire, ce serait Nestlé, selon Suzan George,
qui mériterait le titre de c champiou toutes
catégories » ès nuisances. Ou connaît lo procès
intenté par la firme an « Gronpe de travail
du tiers-mondo » de Berne, en 1976, qui avait
diffusé uno brochure intitulée : Nestlé tue
les bébés. Ou connaît moins les actions publicitaires do Nestlé qui avaient provoqué cette
réaction. Un exemplo rapporté par Frances
Moore-Lapé et Joseph Collins : an Siarra-Leone,
la radio diffusait quinza fois par jour une
annonce publicitaire pour un aliment destiné
aux bébés Nestlé, Le « flash e se terminait à la monoculture encrière; production d'aliannouse politiciaire pour un anment destine aux bébés Nestlé. Le « flash e se tarminait par ces mots : « Lactogen and Love ! ». Or les médecins ont pris l'habitudo de nommer « syndromo Lactogen » la carence nutrition-nelle provoquée par l'emploi de cet aliment, trop cher pour être utilisé en quantités suf-fisantes et qui, de plus, pact difficillement. trop cher pour être utilisé en quantités suf-fisantes et qui, de plus, pect difficilement être préparé dans des conditious hygiéniques satisfaisantes par les mères. Mais e les affaires sont les affaires e : Nestlé obtint des colonels grees en 1972 un contrat pour une usine de transformation du lait, stipulant, entre autres clauses léonines, que la Grèce ne ponvait autoriser la construction d'une semblable usine pendant vingt-cinq ans. Le fait est rapporté aussi blen par Suran George quo Gérard Gar-reau (4), qui y voit commo un symbole de la nette « préférence pour la dictature » des sociétés multinationales. A ces, accusations, Nestlé réagit en diffusant urbi et orbi, en particulier à tous les experts de la F.A.O., uno luxueuse brochure illustrée vantant son œuvre humanitaire.

La compromission des organisations interna-

contrôle des penples enr leur alimentation et leur agriculture. Il u'existe pas de situation désexpérée : au Niger, Hervé Derriennic montre clairement qu'il n'y a pas de relatiou obli-gatoire entre sécheresse et famine (7); au Bangladesh, en 1974, annès de famine, 4 mil-lions de tonnes de riz restèreot en stock par manque d'acheteurs, la grande majorité étant trop pauvre pour l'acquérir. Le potentiel de production alimentaire du Bangiadesh est en ventte très élevé. Et s'il de so révêlo pas, co n'est pas « parce quo la population est trop nombreuze, mais parce qu'uno petite élite prive le majorité de l'accès aux ressources du pays » (2). Si Messrovic et Pestel (8) consi-dèrent commo probablo l'hypothèse do cinq cent milious de morts par famine en Asio du Sud-Est jusqu'en 2025, à moins d'une poli-tique démographique très contraignante et d'une alde financière massive, Gilbert Etienne montre quant à lui que ces hypothèses ne soot d'ane aide financiere massive, Gilbert Etienne montre quant à lui que ces hypothèses ue sout pas oussi fondées qu'il y paraît et surtout quo leur réalisation seruit liéo à de très graves carences des filtes dirigeantes locales (9). Ce faisant, il pose le problème là ch' il doit être posé, c'est-à-dire sur lo plan politique. Il est blen certain que si Mesarovic et Pestel avaient mis en cartes parforcie la Chin de 1948. He mis en cartes perforées la Chine de 1945, ils auraient pu prédire pour elle un obonnement éternel à l'aido interpetionale et un avenir encore moins radieux que celui qu'ils eqvi-sagent aujourd'hui pour l'Asie du Sud-Est. L'ordinateur no saurait imaginer les révolutions politiques qui parfeis changent le cours

Suran George, comme les apteurs de « Food First », termine son onvrage par cette inter-rogation : que faire ? Tont d'abord comprendre que le problème de le faim est le problème

politique majour do notre temps: un monde affamé u'est pes un mondo possible; un mondo où se développe la marginalisation ne saurait être un monde paisible. Il neus faut comprendre aussi que c'est le même système qui exploito les paysans du tiers-monde, qui élimino les paysans pauvres en Europe ot qui empoisonno les consommateurs en leur faisant payer en plus le prix du poison. L'agro-business tend en fait oujourd'hui a conquérir l'ansemblo du sacteur agro-alimentaire, remarquo Gérard en fait oujourd'hul a conquérir l'ansemblo du secteur agro-alimentaire, remarquo Gérard Garrean (4) : « L'agriculture est devenue, semblo-t-ll, un secteur trop sensible pour qu'il soit laissé entre les mains des paysans... Les investissements des firmes industrisies dans co secteur sont de plus en plus fréquents. e En France seulement, ce sont 45 % des paysans qui sont coudamnés à disparaître dans les quinze ans qui viennent (10) an nom de la rentabilité, en fait pour servir les intérêts des firmes auxquelles, de plus en plus, les coopératives emboltent le pas.

Ayons deue pour premier souel de comprendre ce système : e Etudies les riches et les puissants, ot uon les pauvres et les défavorisés. Tout travail bien fait effectué sur les résistances des poits eultivateurs à l'oppression peut invariablement se retourner contre eux. En revanche les informations manquant sur ceux qui détlennent le pouvoir et tirent les ficelles. » Cotte phrase de Susan George, sans donte une des ciés do sou livre, incite, pour ponvoir combatire efficacement, à reconnaître ses ennemis, à connaître leurs pratiques. Or ces forces qui créent la faim dans le tiers-monde sont les mêmes qui, an Nord, s'opposent à tout changement politique profond : contre l'aspiration autogestionnaire, coutre toute limitation d'une eroissance devenue folle, contre le souci écologique, contre les libertés locales et souel écologique, contre les libertés locales et les libertés tont court.

(1) Sugan George, Comment meurt Pautro motité du monde, Robert Laffont, coll. e Réponses-écologie », Paris, 1978.

(2) Frances Moore-Lappé et Joseph Collins, Food First, Beyond the Myth of Scarcity, Hougton Mirfiln Company, Boston, 1977.

(3) François Brune, Mémoires d'un futur président, Olivier Orban, Faris, 1975.

(4) Gérard Garreau, l'Agrobusiness, Calmann-Lévy, Paris, 1977.

(5) Voir à ce sujet l'articlo d'Erich H. Jacoby, page 1 et ci-dessous.

(6) Cette expression farait-elle peur ? Dénigrée dans les colonnes de Oroisance des jeunes nations, en mai 1977, elle vient d'être censurée par la Dépêche de Saint-Etienne dans un article consacré par Jules Pichon à notre livre ; le Nouvel Ordro de la jain - Révolution paysanne (Albert Provent et F. de Ravignan, Le Seuli, Paris, 1977). Albert Provent et F. de Havignan, Le Seuli, Paris, 1977).

(7) Hervé Derriennic, Famines et dominations en Afrique noire - Paysans et éleveurs du Sahel sous le joug, L'Harmattan, Paris, 1971.

(8) M. Mesarovic et E. Pestel, Stratégie pour demain, Le Seuli, Paris, 1974.

(9) Anno Bergerett, Vers une plus large autonomie alimentaire du tiers-monde, thése de doctorat de trosième cycle de sciences économiques, université de Paris-I, Panthéon-Sorbonne.

(10) Michel Blanc, les Paysonneries françaises, J.-P. Delarge, coll. e Citoyens », Paris, 1977.

Entreprises privées et programmes de développement

(Suite de la première page.)

Le P.C.I. na fut nullement paralysé par cette défaite, et il enireprit sans tarder de trouver d'autres moyens pour pé nétrar dans le système de l'ONU, et même, si possible, pour y renforcer ses positions. Il serait vain da tenir rigueur de leurs efforts aux sociétés multinationales qui constituent le P.C.I. Leur principal et légitime objectif n'est-il pas, en affet, de servir les intérêts de leurs actionnaires, qui demandent très naturellement une progression continue du chiffre d'affaires? Rien de surprenant donc à ce que M. George Bisbop, président du comité exécutif du P.C.I., se soit adressé à M. Kurt Waldheim, le secrétaire général de l'ONU, par une lettra écrite sur le papier à en-tête de sa propre société, la Booker McConnell Limited.

Au nom de son comité exécutif, M. Bishop souligne la nécessité de prendre sans tarder des initiatives en vue de maintenir les activités dn P.C.I. au sein du système de l'ONU, dans la mesure où le P.C.I. constitue un lien unique entre les dirigeants gouvernementaux, l'ONU et l'industrie, le tout au service du développement. Il affirme plus loin qu'à la lumière de la décision négative de la F.A.O. le P.C.I. tire le conclusion one s le programme. tire la conclusion que e le programme pourrait être plus efficace s'il était situé dans une position centrale à l'in-térieur du système de l'ONU. Il pourrait ainsi être à la disposition d'une gamme plus larga d'activités de l'ONU. au service des priorités de développement des Etais membres 2. M. Bishop t d'm' in e sa lettre en demandant à M. Waldheim « de prendre toutes dispositions qu'il jugera utiles pour reinsèrer le programme ou sein de l'ONU 2. En d'autres termes, après son échec à la FA.O., le P.C.I. entendait s'installer dans une position encore plus « centrale 3. c'est-à-dire s'intégrer au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). La proposition était habila puisqua le PNUD est chargé des programmes d'assistance technique à tous les secteurs de l'économie, et pas senlement à l'agriculture. De surcroît, il joue le rôle de bureau de l'ONU dans tous les pays sous-développés, où ses représentants bénéficient d'un statut diplomatique et politique élevé et ont préséance sur le personnel des agences spécialisées de l'organisation internationale. En étant intégré au PNUD, le P.C.I. aurait vu rejaillir sur lui le prestige et l'influence réelle de la plus haute instance internationale dans les pays sous-développés. Ses activités et ses propositions aux Et a ts m d m b r d sauraient bénéficié de la considérable autorité du PNUD et, bien sûr, de celle de la Banque mondiale, à laquelle la PNUD est étroitement associé. En vérité, le PNUD a u r a 1 t été un cagent » autrement plus efficace et puissant que la F.A.O.

M. Waldheim en echec

F AISANT fi des critiques généralidu P.C.I. à la F.A.O., ignorant les
justifications pourtant fort claires
que la F.A.O. avait données de sa
rupture avec le P.C.I. et négligeant
les sévères attaques du mouvement
syndical international contre les relations trop intimes entre les grandes
affaires et l'ONU. M. Waldheim décida
de faire droit à la requête de M. Bishop, c'est-à-dire à celle des sociétés
multinationales. Il ne fallait pourtant
pas beaucoup d'imagination pour multinationales. Il ne fallait pourtant pas beaucoup d'imagination pour prévoir les conséquences désastreuses que l'intégration du P.C.I. au PNUD surait eues sur les pays sous-développés et sur le système de l'ONU tout entier. Quel gouvernement du monde sous-développé aurait osé exiger une stratégie da développement opposée à la planification capitalistique de l'ensemble P.C.I.-PNUD? opposée à la planification capitalis-tique de l'ensemble P.C.L.-PNUD? Le secrétaire général de l'ONU ne semblait pas non plus se rendre compte que la corruption feutrée, déjà détectable pendant la décen-nie de collaboration entre la F.A.O. et le P.C.I., n'aurait fait que s'aggraver

n en echec

jusqu'à s'infiliter dans de larges secteurs des pays sous-développés.

Il semble que M. Waldheim n'ose pas abattre ses cartes trop franchement. Il utilisa une voie discrète pour mettre sa « décision » à l'ordre du jour de le 25° session annuelle du conseil de dirdction du PNUD, siégeant à Genève du 12 au 30 juin 1978: la problème serait a bordé à la rubrique « divers ». Faisant usage de ses prérogatives de secrétaire général de l'ONU, il ¡avait décidé de prendre la responsabilité d'une nouvelle activité, intitulée « Programme de coopération in dustrielle des Nations unies: P.C.I.N.U. », administrée par le PNUD et financée par une fondation constituée à partir de contributions volontaires des Étais membres du P.C.I.N.U. ainsi que des entreprises publiques et privées (2). En agissant einsi, il semblait souhaiter éviter une discussion de fond sur le fait même d'avoir placé le P.C.I. en plein cœur de l'ONU. Ses espoirs allaient être décus.

La tactique de M. Waldheim apparut comme beaucoup trop habile au conseil de direction. La Suède, qui depuis des années critiquait vigoureu-

sement le P.C.L., s'opposa immédiate-ment à la procédure retenue par le secrétaire général et à la nature de sa « décision ». Elle fut soutenue par un bon nombre de pays industrialisés et sous-développés. Après plusieurs jours de discussions publiques et pri-vées, l'administrateur du PNUD M. Morse, battit en retraite et déclara u'il ne pouvait assumer la responsaqu'il ne pouvait assumer la responsa-bilité de l'administration du P.C.I. C'est ainsi qu'échoua piteusement l'ini-tiative de M. Bishop, relayée par M. Waldheim.

La seconde bataille pour une amé-

La seconde batalile pour une amé-lioration du système des Nations unies a donc été gagnée, mais la combai contre les sociétés multinationales n'est pas pour autant terminé. La décennie qui vient de s'écouler a montré de manière spectaculaire que les hiérar-chies des divers organismes de l'ONU ont de coupables faiblesses pour les attraits des grandes sociétés. On en a en confirmation par la publication récente de la déclaration de Berne, sous le titre : « L'infiliration du système de l'ONU par les sociétés multinatio-

nales. Extraits de dossiers internes ». Si la crise institutionnelle provoquée à l'ONU par l'existence et les activités du P.C.I. a été règlée par l'expulsion de ce programme, une atmosphère subsiste, qui favorise automatiquement les grandes sociétés aux dépens des pays sous - dévaloppés. C'est là un sérieux obstacle, qui ne pourra être surmonté que par un changement de politique, garantissant l'intégrité des agents de l'ONU. Deux décisions s'imposent. En premier lieu, il devrait être interdit premier lieu, il devrait être interdit de recruter comme spécialistes ou experts de l'ONU des cadras «en congé» des sociétés multinationales. Un emploi antérieur dans l'une d'elles Un emploi antérieur dans l'une d'elles ne devrait pas plaider en faveur d'un candidat, bien au contraire. En second lieu, un mécanisme de contrôle devrait être institué, éventuellement à l'intérieur du PNUD, de manière à garantir les prérogatives de décision des experts indépendants en matière de planification et d'exécution des projets d'aide. Placer l'intégrité au-dessus de l'e efficacité » préconisée par les multinationales est une des conditions préa-

lables à la mise en place d'un nouvel ordre économique international. Les transferts de technologie doivent être orientés de façon à ne pas mettre en péril la développement socio-économique des pays sous-développes. C'est là une tâche dont la responsabilité ultima incombe non pas aux sociétés multinationales mais à l'ONU.

Dans le monde d'aujourd'hui, les victoires mo r a l d's ne comptent pas beancoup. La défaite du P.C.I. à la P.A.O. et davant le conseil de direction dn PNUD n'est peut-être qu'un épisode dans une batallle de longue baleind contre un adversaire puissant. Elle a cependant renforcé le poids de l'opinion publique, ainsi que les positions du mouvement syndical international. Elle a prouvé qu'il est encore possible de perfectionner les institutions de l'ONU, ce qui constitue, après tout, un pas en avant non négligeable.

ERICH H. JACOBY.

(2) Document DP/347 dn PNUD 26 juin 1978.

| Receve | z un | CAD | EAU |
|--------|------|-----|-----|
| | | | |

Le Monde **DE L'EDUCATION**

Le Monde de l'éducation, une publication essentielle. Chaque mois, l'analyse d'un problème important de l'éducation, scolaire et universitaire et un ensemble de consells protiques et de réponses aux questions que vous vous posez.

Abonnez-vous: vous ne paierez que 60 F pour anze numéros, au lieu de 66 F (78 F à l'âtronger) et vous recevrez, EN CADEAU, l'un des numéros que nous avons déjà publiés.

| BULLETIN | D'ABONNEMENT |
|----------|--------------|

Profession (facultatif)

Je vous règle la somme de 60 F pour mon abonnement d'un an lanze numéros) au Monde de l'éducation, et je reçois en cadeau l'un des numéros cochés ci-contre.

OPTION: Je désire, en outre, recevoir les autres numéros que j'ai cochés; jo vous les règle sur la base do 6 F l'exemplaire.

RECEVEZ EN CADEAU l'un des numéros suivants :

□ < Mai 08 - Mai 78 >, n° 39, mai 1978.

C Les débouchés du bac », juin 1978.
 C Le Palmarés des universités 1978 », juillet-août 1978.

Vous pouvea, si vous le souhaitez, commander, en plus de votre cuméro cadeau, d'autres utunéros. Il suffit que vous rajoutlez à votre réglement la sommo de 8 F par exemplaire demandé.

Envoyez votre bulletin et votre réglement (chèque bancoire ou postoi à l'ordre du Monde), au Monde de l'éducation service Abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cadex 09. (l'él.: 246-72-23.) MO 678

Quinze septembre

On considérait M. Richard Nixon commo un politicien tenace et retors, M. Henry Kissinger comme un brillent stratège, M. Richard Helms, directour de la C.I.A., comme en expert en octions clandestiess. En fait, tous trois staient des poètes exception nellement habiles dons l'art do manier la métachere imprévue et la formele audaciouse. Ces perles longtemps dans les comptes ren-dus officiels, rapports secrets ou gnages devant le Sénat. M. Armanda Uribe qui, par les mêmes critures, ne saurait être considéré comme un poète, les a extraites de leur torpeur et regroupées selon un film bistorique d'une rigoureuse exactitude. C'est doec de foços tout à foit abusiva qu'il signs ce texte en forme da poème ébément. Mais, poussá par un scrupale qui l'honore, il nous a demanda da révêler l'identité des véritables auteurs — en ex-président, un ex-socrétoire d'Etat, un ex-directaur de la C.I.A. - dont il o pilla les œuvres. L'ection se déroule un joar de septembre 1970. Trois ans plus tord, la glos des libertés sonnoit à Santiagodo-Chili. Et, aujoord'hui encore...

tirer l'épèe. Coup militaire contre le fameux gétat de droit » du Chili et contre, aussi, sa société. C'est très simple. Ja ne veux pas exagérer. Le Chili n'est pas un problème Stratégique. Su'Allende soit rouge, rose ou vlolet ne change rien à rien seion notre « National Intelligence ne change rien à rien seion notre « National Intelligence Estimate p. Si le Chili, Etat mendiant, veut être une démocratie et avec cela

socialiste, nous verrons dans le monde una ridicule montée des prétentions dans tous les pays qui se disent ou qui sont démocra-tiques. Je ne parle pas de l'Amérique latine. Je parle

tiques. Je ne parle pas de l'Amerique tatine. Je parle de l'Europe.

C'est là le risque, et il est grand. Il ne s'agit pas d'Allende ni même du Chill,

Je pense à l'Italie et à la France.

Jamais la ligne de la National Security n'a passé, ne passe et na passera par le Chill.

Mais elle passe par Rome et Parls, Le Chill, aujourd'hui, par un regrettable accident de son histoire.

un hasard, un malentendu,

pèse comme une tache oblongue et indistincte au sud de notre Europe et

Europe et cache le Forum, les Invalides. Cela, il fant le stopper net.

Heims lève sa fourchette avec une languette de jambon et il l'engouffre oh ! délicatement, dans sa bouche aux lèvres pâles, sinueuses et minces. Entre deux phrases il avait avalê son café et un verre

de jus de pamplemousse. Don Kendall, le teint encore plus fleuri et plus apoplectique, lève

un doigt et dit:

Très hien. Je suls d'accord.
Edwards, lui, a la peau gris cendre.

Kendall, après avoir demandé si la fumée
ne gêne pas, aliume un cigare. Les autres
ne fument pas, sauf Reims, qui un moment plus tôt a laissé la braise inutile de sa cigarette dans le cendrier de porcelaine laiteuse qui exhibe un biason avec non loin de son assiette. Il y a un silence.

Le Dr. Kissinger le brise de sa voix basse, de cette voix d'enfant qui a grandi trop vite, voix de poète conspirateur du dix-neuvième (I only knew one poet, a dit Browning, in my life. Ce poète était un espion. Voix et corps d'espion d'Europe centrale. Un enfant de quatorze ans qui a fui Hitler avec ses parents, en 1938, après cette nuit des cristaux, des carreaux casses.) Mr. Edwards.

des carreaux casses.) Mr. Edwards,
quel temps fait-il en septembre chez vous?
Y a-t-il encore de la neige dans les Andes?
Peut-on y skier? Etes-vous skieur?
Je ne skie pas mais on m'a dit à l'ambassade de votre pays
qu'à une demi-heure de Saint-Iago on trouve de la neige
et que, si le skieur n'est pas très expert et se laisse glisser tout
u long de l'Aconcagus. au long de l'Aconcagua,
il pent arriver d'un sant jusqu'au Pacifique.
Curieux, ces gens de l'ambassade
du Chili à Washington. Ils ont ajouté quelque chose
à propos de la mer, des deux cents milles marins, et des baleines de l'Antarctique
qui pourraient avaler le skieur d'une bouchée. Il paraît que
Moby Dick, la baleine blanche,
flotte morte sur les eaux du Chili, à l'intérieur de ces deux
cents milles marins qui appartiennent, dit-on, au Chili.
Qui a inventé cette baliverne des deux cents milles, Mr. Edwards?

de baleinières dans les années 40; nous avions alors demandé au gouvernement du Chili, le président Gabriel Gonzalez Videla, un radical, un homme de toute confiance...

— Je sais, interrompt Kissinger.

lequel nous accorda ces deux cents milles, mais les vieilles baleines ont déserté

baleines ont déserté
et nous renoncerons bien volontiers à ces territoires marins, la
mer, nous n'en avons que faire,
si vous le désirez, cher Dr. Kissinger.

— Ce n'est pas nécessaire, dit Kissinger. Nous sommes maintenant d'accord au sujet de la « mer patrimoniale », nom
inventé par mol et qui me plait. « Patrimoniale. »
Aucun problème. Passons, Mr. Edwards, à anire chose.
Je l'avoue sans inconvénient, c'est bien connu, j'ignore tout du
Chili. En réalité,
J'ignore tout du monde au sud des Pyrénées.

Jignore tout du monde au sud des Pyrénées. Je suis responsable, par contre, du monde libre. Que je sache n'y change rien. Le Chili est mon problème

meme si jo ne suis pas au courant Enfin, Mr. Edwards, vous avez termine votra café et nous avons, nous autres, rendez-vous avec Mr. Nixon, avec le Good bye, Mr. Agustin Edwards. It has been a delightful I'll eee you later, surely. So long (Oh!) you are welcome.

Agustín Edwards a'en va. Les mains qu'il serre (il ne les serre pas, il les caresse doucement et mollement de ses mains troubles et nébuleuses, les ongles propres mais plais, larges et rongés, ongles d'Edwards), ces mains froides et légèrement moites

mais non de sueur charnelle, d'une sueur légère due à la clima-Neuf heures dn matin.

Dans le corridor s'avancent Kissinger, Helms, et un peu à la

Kendall, essoufflé :

« l'il go with you and say good day to Mr. Nixon. »

Ni Kissinger ni Helms ne mettent en doute que le président de Pepsi-Cola ait le droit de saluer Nixon. Après tont, il a été son président

avant que Nixon ne soit président.

« Come along, Mr. Kendall. The President will be delighted

et vous pourrez commencer à parier de cette affaire
du Chill. Vous êtes, ajoute Kissinger, en le regardant l'œil en coin
tandis qu'ils s'âlèvent dans l'ascenseur,
le point géométrique entre Pepsi-Cola et la Maison Blanche et le

Chill. Simple question de hasard, dit Kendall, satisfait.

Ils arrivent au salon Ovale, et ils arrivent à la tanière ovale da Nixon, qui les attend, maquillé et guindé, comme s'il affrontait les projecteurs aveuglants de la télévision, il les attend assis derrière son burean luisant, il a l'air de penser à quelqua chose de précis mais il ne pense à rien, tant le pouvoir est toujours creux.

Nixon, debout, les mains appuyées
sur la table,
petit, fragile
et versatile, l'œil brillant, incisif, le nez épais
comme une langue de chat.
regarde ses trois visiteurs : Good morning, gentlemen ; and please

sit down.

Et. comme s'il l'apercevait soudain : Don! (à Kendall) How

Wonderful to have you

here in Washington in such a gorgeous day.

Come, have a look at our White House lawn.

Il glisse autour de son bureau et, s'approchant de Kendall, sans
regarder les autres,

il le prend par le coude et le conduit à la fenètre,

Il y a un instant de silence

un silence de chauves-souris — tandis

vous connaissez bien, n'est-ce pas ? Agustin Edwards, mon ami ici présent ? Yes, yes, go ahead Mr. Edwards. C'est une catastrophe. Mon pauvre pays, le Chill, tombe an

C'est une catastrophe, Mon pauvre pays, le Chill, tombe an pouvoir des communistes.

Ne nous faisons pas d'illusions. Si le Chili est communiste ce sera pire qu'à Cuba. Oul, ce sera pire.

Les communistes du Chili sont à la solde de Moscou.

Fidel Castro était un enfant comparé
à Allende, qui joue au démocrate et qui prépare sous la direction du P.C. une pénétration pacifique d'abord au Chili, puis dans les pays voisins.

L'exemple sera désastreux.

Sans parler du danger pour les investissements étrangers et pour le capital en général.

Mais tout cela vous le savez. Bref, les Etais-Unis doivent, peuvent — mals le veulent-ils? — s'y opposer.

Dès maintenant. Le Mercurio, en temps normal, est efficace.

Il ne l'est phis.

Il ne l'est plus. Il s'agit de créer rapidement une corrida financière, un état de panique économique, accompagnés d'un coup d'Etat des militaires pour que tout rentre dans le rang.

rentre dans le rang.

Les gens sérieux au Chili sont prèts à appuyer les deux tentatives. Mais nous sommes le petit nombre.

La LT.T. (j'en ai longuement parlé à Mr. Geneen)

volt les choses plus clairement qu'Anaconda et Kennecott,

Elle les volt comme moi et Mr. Kendall, ici présent.

Mais le gouvernement des U.S.A.? Ce danger imminent guette

tout l'hémisphère.

La démocratie est vulnérable aux élections. Si un marxiste est élu par la voie légale, eiu par la voie legale, adieu, démocratie, capitalisme, liberté, Chill, Etats-Unis, Cette terrible vulnérabilité, c'est ce qui met en cause le crédit

des Etats-Unis. Et non seulement au Chili, non seulement en Amerique latine.

Permettez-mol, bien entendu, d'excepter la famille Edwards, qui remetica-moi, bien entendit, d'excepter la famille Edwards, qui vous connaît et a en vous pleine confiance.

Mais aux yeux des masses de ces pays du globe soumis aux intérêts américains. Et plus grave, aux yeux des partis communistes, loups à peau da brebis d'Occident.

et plus grave, et beaucoup plus grave, à l'œil de Moscou, qui est à l'affût. J'ai fini, Dr. Kissinger. Je vous en prie : intervenez au Chili par tous les moyens, marines aidant si nécessaire.

Kissinger mange un œuf et pianote sur la nappe. Have a toast, Mr. Edwards. Yes, Richard?

Helms parle:

If y a plus dans tout cela qu'on ne peut le dire pour l'instant.

Mr. Edwards (Allow me to call you Dunny, will you?)

— après tout, vous et moi sommes déjà

de vicilles connaissances, depuis la Yougoslavie, n'est-ce pas ?

Dunny, donc, he has a point, doesn't he? Le Chili est dangereux. Non, non; ja ne veux pas dire seulement que le Chili est en danger.

I mean that Chile is dangerous. Trop de politiciens et beaucoup trop de syndicalisme, un certain sens de l'Histoire, la prétention d'être différent.

d'être différent,
des intellectuels arrogants, et puis ce parti communiste plus
moscovite que celui de Mongolle
et pourtant bien ancré aussi sur ses racines historiques.

Le Chili est par trop chargé d'histoire.

Il lui faut prendre du repos. C'est un pays très agité.
(Oui) Dunny a raison. C'est un exemple déplorable.
Un pays qui n'a pas les moyens de a'offrir le luxe
d'une démocratie
et uni pou content d'être démocratique peut être cesiellet.

d'une démocratle
et qui, non content d'être démocratique, veut être socialiste.
Que signifie cela ? Notre problème n'est pas uniquement Allende,
ni l'Unité populaire, ni même le parti communiste.
Cela se réglerait sans encombre à Moscou.

Notre problème c'est le Chili :
c'est une société qui permet qu'Allende, l'Unité populaire,
les communistes

certains chrétiens exaltés et un peuple, excuse me, Dunny, Appalachians they are, ces gens aux pieds nus, cabochards et un peu primitifs...

Edwards lève un bras et l'agite de haut en bas, comme pour chasser une mouche. Des mouches, il n'en existe pas dans l'air conditionne, aride, indifférent du dining room de la Maison Blanche. Un silence. Helms

...C'est le pays qui permet qu'Allende, l'Unité populaire, les communistes et tous ces irresponsables arrivent au pouvoir. Alors ça, non.

Alors (a, non.

Le Chili est notre problème.

L'Unité populaire, Allenda? Des monches ; les communistes sont encore des mouches de Moscou. Pour eux le monde dispose d'attrape-mouches.

Pour le Chili, son histoire et son avenir, il ne reste qu'un coup d'Etat.

Il ne s'agit pas d'en finir avec Allende mais avec le Chili qui crée les Allendes,
il faut avoir un bon Chili, conscient de son rôle de long fourreau vide au sud de l'Amérique, tranquille au flanc austral de l'Amérique. C'est pourquoi

« The tone is shrill » (Foreign Affairs, 1976.)

Le 15 septembre 1970, tôt le matin, a l'hôtel Sharaton, Connecticut Avenue, Washington D.C., propriété du consortium International Telephone and Telegraph, Agustin Edwards se lève. Il est sept heures, On l'appelle Dunny. Il est heureux et couard. Seul, sans sa femme, Lourd, ventru et velu. Mais parlant un anglais parfait. C'est son jour de gloire. Il se rase de près, se baigne et s'habille. A huit heures moins le quart il descend au lobby. Une anto point l'ethend. On démarre. noire l'attend. On démarre. Il ne parle pas an chauffeur ; simplement dans Pennsylvania Avenue, un peu avant l'entrée latérale de la Maison Blanche, il lui demande l'heure Ils s'arrêtent devant la grille. Un garde s'approche et demande le laissez-passer qui autorise M. Agustin Edwards

qmi autorise M. Agnshin Edwards a entrer dans l'enceinte de la Malson Blanche interdite au public, souterraine, secrète, du National Security Council. Il entre. De garde en garde, on le conduit a travers des couloirs : lumière artificielle, murs neutres et moquette.

Huit heures. On lui onvre la porte d'un dining room privé qui reçoit à l'oblique un peu du jour naturel du jardin, an ras du sol. Mais hermétiquement protégé des bruits et des orellies et des yeux étrangers (sauf les miens qui te voient, Agustín Edwards, et qui verront sous terre le lent travail des vers

qui se saliront
quand, dans le pourrissoir,
en luttant, ta vieille carcasse
parviendra à te ressembler.)
Le Docteur Kissinger, Richard Helms et Mr. Kendall le saluent.
Hullo. How do you do? Glad to meet you.
Thank you, sir. It's a pleasure.
Messieurs, à table, prenons le petit déjeuner.
Qui ne connaît Kissinger? Helms est l' e honorable man »,
Directeur de la C.I.A. qui se saliront

Directeur de la C.J.A.

Kendali est un e considerable man »,

Président de Pepsi-Cola.

Edwards, « Chilien », propriétaire du Mercurio et d'autres entreprises coloniales, et l'un des vice-présidents de Pepsi-Cola Inc.

comme Nixon l'était comme Mixon l'était lorsqu'il est devenu président des États-Unis. Il est le fils du fils du fils du fils d'un barbier chirurgien de batean marchand, qui déserta à Coquimbo, dit-on,

pour l'amour d'une certaine Ossandon; Mais moi je crois (car l'amour des femmes ne brille pas dans Mais moi le crois (car l'amour les lemmes ne contre d'autres cette branche des Edwards — ils ont par contre d'autres « amours », l'amour de l'ergent, du pouvoir, de la beanté matérielle, qui sont leur patrimoine, et sinon, que le disent madame Cosandon et madame Ross, madame Mac Clure et madame Budge et madame Eastman et aussi madame et aussi madame Eastman et aussi madame del Río), oui, moi je crois qu'il déserta pour quelque voi, une querelle, par concupiscence. Edwards le chirurgien, donc, engendra Edwards l'usurier (reportez-vous à l'Allemand Paui Treutier dans

son livre de Voyages au nord du Chill), lequel à son tour engendra le politicien mercantile antibalmacédiste Edwards (reportez-vous à ce qui dit de lui Fanor Velasco dans ses

Mémoires),
lequel à son tour engendra
le soi-disant homme d'Etat précoce, timide et bêta
(lisez la Tyrannie au Chili, de Vicuña)
Edwards, lequel ent un fils parasite, faux musicien,
mais plutôt doue pour les affaires, qui fut le père du cinquième
Agustin Edwards

Tut l'expenses me internant

Agustin Edwards
qui nous occupe maintenant.
Tous furent agents et coassociés des Anglo-saxons depuis 1820
et quelques jusqu'à ce fatidique 15 septembre dont nous parlons.
Una race de batraciens
an ventre blanc et au dos noir, squameux,
et, pourquoi le taire, velus, malodorants.
Le premier Edwards — comme le dernier —
fut un renégat de la Méditerranée, sans doute un ressortissant
octoman

ottoman,
qui, naturalise anglais, christlanise coucl-couça, déserteur de
plusieurs races, empires, religions,
vint échouer an Chili. Mais ses descendants, plus lâches et plus
laids chaque jour, ont gardé comme règle d'or leur
fidélité aux Ângio-saxons, excluant d'autres métropoles : l'Angleterre d'abord, puis les Etats-Unis.
Ils se sont maintenus durant un siècle et demi infidèles à la
République du Chili.
(Mes lecteurs curieux se sonviennent-ils de cet Edwards, propriétaire du Matin de Paris au début du siècle, la même qui
assassinait

ses femmes sur le Rhin? Ses remines sur le Rain?

Celui-là an moins fut homme de sang et de passions.

Son visage, sur les photos

de l'époque, la Belle Epoque, est le vivant portrait d'Agustin

Edwards. Bien sur, il ne s'appelait pas non plus

Edwards, comme ceux qui se baptisalent aussi

Edwards, mais qui se dénommaient

comment ? Ja n'en sais rien. Ils n'ont pas de nom.)

Le business breakfast a commencé sans plus tarder. Le teint fleuri, Kendall déclare : Dr. Kissinger,

rariavi ti ti bus

17 mar 7 12 1 mar 7 12 1 mar 1 1 m

 $\mathcal{T}_{i} = \{\gamma_i\} \otimes \gamma_i = \gamma_i$

The Aber which are the first and the first are the first a

Transition of

Thermough

A winderstone

The Tolkestone

William

Termough

Termough

House

' '''. Zadaje

7 4 7 74 75 7

10 HAVE 20 30

in the treated the 101.71. (21.31.9 1.6 2:50, a 555

of the impre

TO ATTO CHEST TO

M.48.7.26

Div Helma

dispresenta a mers obs

MA Malemon No Percent May Service To Victoria

· italians

Finames New Golden Fore one of No police

President

TT 2000 S

ATTORNEY AND ACCORDING TO A CONTROL OF A CON

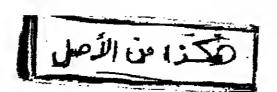
First de de la serie de la ser

ing power, dan

47

0.00

Tall the San Tallet



tembre

mille neuf cent soixante-dix

qu'ils contemplent béats le gazon ras, crew cut, d'un vert délavé, qui se grille au soleil comme un barbecue plastifié, incandescent, le don du dieu Apollon (un mage d'Oz photographe, prédicateur qui vend des post cards avec des fesses intouchées de choir girls) au président de God bless America.

C'est seulement après e'être recneillis devant les fastes naturels que l'Amérique offre à qui croit en Dieu (Glory, glory, alleluis 1) qu'ils reviennent, membranes et cartilages, glandes et adipositée à contre-jour, et qu'ils s'enfoncent dans quatre easy chairs.

commence l'avant-dernier acte.

Henry, now. about this Chilean question... Mais je sais que Don Kendali... Pepsi-Cola a-t-elle des intérêts au Chili?

— Quelques-uns. Mr. President, mais nous y avons surtout de bons amis. Vous en connaissez un c'est l'ex-président de la Société interaméricaine de presse.

— Oui, l'hiver dernier, j'ai pris le petit déjeuner avec le président de la SIP.

— C'est cela, M. Agustin Edwards, l'un de mes vice-présidents (et Kendall cligne de l'œil, est-ce un tic ? ou un appel à Nixon ? Nixon ne remue pas un muscle sous la couche de son make-up couleur de brique opaque) est le plus pro-Américain de tous les Latino-américains que je connaisse.

que je connaisse.

On peut le croire sur parole
quand il parle de ses intérêts, qui sont les nôtres.

Bon, Dick. Mr. President, excuse me. I take my leave,
I thank you very much. It's wonderful to see you in
such a good form. My best wishes to Patty, dear Patty,
and to the girls.

Il salue et sort.

Maintenent Kirchner Mr. President

Maintenant, Kissinger, Mr. President: Nous pouvons maintenant parier. Nous sommes entre nous. Tout est prèt. Depuis la semaine dernière, exactement depuis le 4, jour de

communiste, le docteur Salvador Allende Gossens, dans ce pays douteux et lointain, le Chili (le National Security Council a réalisé un Global Policy Asses-sement), l'élection de ce petit

le Chill est entre nos mains et Gossens ne nous échappera pas. Primo ; (On flaire le pourri dans este souricière funèbre américaine)

à court terme et pendant les quarante jours à venir, nous

a) économique et financière : La Chili est déclaré en banque-route et mis effectivement en situation de banque-

Un discours
dont je possède le brouillon ici dans ma serviette,
celui du ministre chillen des finances, dira que le
monde et le Chili n'ont plus confiance dans l'économie de ce pays, depuis les dernières élections, et
que par conséquent les réserves de sa Federal Reserve
sont maintenant inexistantes. Ce qui provoquera la
plus grande partique financière du siècle, un trach de
la Bourse, de la banque et de l'éparene. Le discours
sera prononcé à Santiago deux jours plus tard.
(Bob McNamara est d'accord pour placer le Chili-dans
la catégorie du Maximum Risk à la Banque mondale.
Ni au-dedans ni au-dehors, personne n'accordera de
crédit à l'Etat chillen.

crédit à l'Etat chillen. Autres mesures concernant le commerce (plus d'exportations ni d'importations), les navires et les trans-ports (nos bateaux éviteront les ports chiliens, ceux qui s'y trouvent refuseront d'embarquer ou de débarquer quoi que ce soit), la technologie (aucune pièce neuve ou de rechange pour le parc industriel chilien), etc. Vous trouverez tout le détail dans mon rapport.

b) politique : Nos amis conservateurs du Chili assurent qu'il est ue: Nos amis conservateurs du Chili assurent qu'il est très facile et légitime que notre candidat, Mr. Jorge Alessandri, qui a obtenu la accond plurality, soit cependant élu en octobre par le Congrès. Nous avons pris contact avec nos amis démocrates-chrè-tiens, qui émettent certains doutes, mais enfin nous verrons. Une fois élu, Alessandri renoncera et de nouvelles élections directes permettront de placer au pouvoir notre ami Mr. Montalva.

— Yes, I know him, interrompt Nixon. And I don't like him. He lacks courage. Our ambassador Korry dit que très souvent il perd son pantalon et qu'avec les jambes ainsi prises comme dans des fers de prisonnier il va et vient et se demande : « Will I ? Will I not ? » comme l'Hamlet

de Huckleberry Hinn. .

— Aha, Mr. President, dit Heims (ses yeur ressemblent à des lames de couteaux),
you know him very well. Eduardo Frei a été ainsi
depuis son adolescence, dans les années 30, quand il a fondé la
Phalange conservatrice (le nom recèle déjà une

d'époque et la nostalgie de ses études classiques chez les jesuites. en même temps qu'un regard tourné vers l'Espagne de Primo de Rivera). Il est ainsi et le restera, j'ai ici son psychological profile. Quand il n'avait, rue Joiré, à Santiago, qu'une paire de culottes

ce fils ainé, élevé par sa mère veuve d'un cenologue suisse, était déjà un enfant ambitieux, modeste et craintif.

— I will continue, dit Kissinger.
c) action clandestine. Dick Helms me pardonnera si je résume pour le président l'arsenal de moyens clandestins dont nous disposons à l'encontre du Chili. You see, Dick.

Dick,
j'al reçu des plans non seulement de la C.I.A. mais aussi de
tous les services secrets du système fédéral, et surtout
des agents clandestins du Pentagone. Bon, maintenant, reconnaissons-le, on a doublé, triplé, quadruplé la bureaucratie dans les factions subversives concernant le Chili.
Il s'agit, je crois, Mr. President, de rationaliser ces actions.
Depuis plusieurs années la responsabilité majeure de nos activités en Amérique du Snd repose sur le Pentagone. C'est
logique : nous nous appuyons
sur les militaires, ils sont dans ces pays les véritables politiciens,
les hommes du pouvoir.

les hommes du pouvoir. Depuis 1969, nous nous sommes infilirés au Chili dans l'étatmajor des forces de terre, de mer et de l'air, et — let me see, how does one call them — des « Carabiniers » chillens — the police, you know, but a militarized

police.

Well, nous avons des généraux et des amiraux et des généraux et encore des généraux et des colonels, des capitaines, des sous-officiers, and what not! Une armée de nos agents dans l'armée du Chill. Un coup d'Etat militaire est non seulement possible et indispensable, il est inévitable. Mais ces gens sont stupides.

Les officiers les plus intelligents du Chill n'ont pas voulu être des agents

agents

Etats-Unis. Notamment les deux chefs suprêmes, le « général » Schneider et le « général » Prats. Deux généraux artistes. Ce sont de bons officiers, that's grauted, mais Schneider peint des aquarelles, non sans talent, et Prats écrit des contes assez hien tournés. Deux hommes trop « intellectuels ». On ne peut rien faire avec eux. Sauf les faire disparaître, les éliminer, les annuels. Comment ? annuler. Comment? (On flaire le pourri dans cette souricière

funèbre américaine hérissés de mausolées). Tout le problème est là. Un problème pour Richard Helms. Précisons bien : la situation est due au fait que les officiers du Pentagone veulent agir seuls et returent

est due au fait que les officiers du Pentagone veulent agir seuls et refusent la direction supérieure de Richard Helms.

Henry is right, Mr. President.

You are right to the point, Henry.

Et je propose, puisque le Président dit que la chose est sûre, ce que je crois, que Dick Helms prenne dès maintenant le Chilean-case comme test-case, il assumera la direction de toutes les opérations clandestines de toutes les agences fédérales.

Henry l Thank you! — If Mr. Nixon does agree...

I want to hear something more from Henry about this Chilean case.

case.

— Well, Chile is pinpointedly adequate to test une coordination globale de nos hommes sur le terrain

ume coordination globale de nos hommes
sur le terrain
en deep deep cover à l'abri
dans les pays, tous les pays occidentaux.
Ce que nous réussirons au Chili
servira pour la France et l'Italia,
peut-être pour le Portugal et même pour l'Espagne
s'ils changent de genvernement,
c'est, en un mot, le test-case de subversion
de toutes ces démocraties qui nous fatiguent
ou qui pourraient nous fatiguer à l'avenir.
Le Chili
est bien peu de chose et un coup d'Etat militaire
ne retiendra pas l'attention de la planète.
Let us make a try
au Chili pour agir plus sirement en France ou en Italie.
— I agree, dit Nixon. Dick Helms
you take that job alone, you are the boss from now on,
on the field and at Washington. Meure Allende et
que le Chili nous earve de test-case, d'éprouvette ou
de clearing-house, de laboratoire.
(On flaire le pourri dans cette souricière)
que les Chillens soient nos guinea-pigs !

Helms, rayonnant, un rictus sur les lèvres, renverse la tête en
arrière, respire avec force et acquissee.
— Carry on, Henry i s'ècrie Nixon.

- I've almost finished. La première étape
des quarante jours sera un essai de l'essai.
Qu'il échous n'a pas d'importance. L'important e'est le futur,
les trois années qui viennent,
Au Chili la C.I.A. a pénètré
beaucomp mieux que la D.I.A. et les autres agences du
Pentagone les milieux sociaux et politiques les plus
hauts. Nous avons des adeptes dans tous les partis,
à l'Université, dans le clergé, le monde des affaires — inutile
d'insister, — même chez les poètes...
You know, Chileans, as Letins, are almost always poets...

Par Armando Uribe

Heims prend la parole :

Nous avens aussi des femmes

— Deleted for Security Reasons —

et le Mercurio. This fellow Edwards met à notre disposition
tous ses journaux — le Mercurio et les autres — contre quelques

petits millions - Deleted - et la Droite qui, comme les cabris et les chevreaux

chevrettes, tête inlassablement en se meuririssant la politine;

tête injassablement en se meuririssant la poltrine;
cela nous coûtera quelques centimes
car elle croît défendre des biens « spirituels »
mais son espait est notre affaire.

Les politiciens, oui
— Deleted —

Les militaires sont plus chers : ils veulent des galons d'or (ils les
teinterent avec du sang) et des autos, des réfrigérateurs, des
machines à laver pour leurs éponses
qui ont de grands besoins de se laver
— Deleted —
et de nombreux voyages à l'étranger

et de nombreux voyages à l'étranger — Deleted — des blondes plantureuses (ça ne coûte pas cher)

et des soirées privées à Paris, an Crazy Horse, ou au Mandarin de Hongkong et au — Deleted — de New-York, ou pour le moins dans quelque Copacabana Hilton de la planète;

ou pour le moins dans quelque Copacanana Hilton de la planète;
ca ne coûte pas cher non phis. Mais ils demandent :
aussi le pouvoir et ca c'est phis cher.
Ils croient que nous devons les payer pour chaque cadavre.
Ils affirment que nous devons les payer pour chaque cadavre.
Ils affirment que nous devons les nammis
car ce sont les nôtres qu'ils tuent.
Et s'ils ne trichent pas dans le body-count,
ils nous trompent par contre car souvent et même
le plus souvent ils assassinent des innocents.

(On flaire le pourri dans cette souricière funètre américaine hérissée de mansolées — basiliscum et aspidem, leonem et draconem).

— "You know, Chile being Latin is filled with poets, a pity that Neruda, their greatest, is a Communist (that proves how Chile is dangerous) but some others are our friends and cost us little. Excuse me, Mr. President.
I seem to jest but it is true.

cur friends and cost us little. Excuse me, Mr. President.
I seem to jest but it is true.
Isn't it, Richard?

Yes, so it is, we do have some good poets
in our ranks, one — Deleted — and a certain...
but he's no good as poet
even if he was a good C.I.A. asset in
— Deleted —
a certain... — Deleted.

Well, well, go on, I do not like these poets.
even if they are good C.I.A. assets.

Durant ces trois ans nos opérations
économiques, sociales et politiques continueront à
s'accentuer —
nous les appellerors « Track I ».

s'accentuer —
nous les appellerors « Track I »,
et tout s'étalers, bien connu, an grand jour
— il peut nous convenir que chacun sache hors du
C'hill comme au C'hill que nous n'admettous pas
officiellement l'indiscipline dans le système.
Dès maintenant, par contre, et durant trois ans, les actions
clandestines, la mort des ennemis, la liquidation des officiers supérieurs récalcitrants et la préparation du puisch, et puis le putsch lui-même, sangiant dans la mesure du possible

(Ah l docteur, ne glousse pas :
il y a plus de morts que de vivants
sur la planète, et nous, tes morts, nous t'appelons
avec des aimants d'os de poulets tels des étriers vides : Viens, nous avons besoin de tol. Nous sommes de ta et il y a des morts vietnamiens à qui nous servons de valets et de domestiques. Grande est notre faligue et il y a bien du travail, viens nous prêter un coup de main

de main avec tes gros dolgts lisses de brodeuse, nous, tes parents assassinés par les nazis, nous avons un réel besoin de tes services, plus que les vivants :

voila que tu crées sur la terre des armées de martyrs que nous devons servir sous terre en leur lavant les pieds
— souvent, quand ils arrivent ils n'en ont pius, que faire? en hien i nous devons quand même les leur laver pour sauver ton âme...
Autre chose : tu manges trop et te déponiller de ta chair sera douloureux. Viens vite, car les gaz méphitiques qui te sont destinés veulent à tout prix nous échapper.
Tu as tellement étudié : in dois savoir que la mort est irascible.
Ne hui donne pas tant de mal. Epargne-nous aussi. Nous allons t'envoyer un coq — celui-là que Socrate devait à Criton — et en catimini, la nuit, en plein désert désert
(Georgetown a un cimetière,
Le Caire est un ossuaire,
la Palestine est un os gigantesque
et l'Indochine et quelques autres de tes domaines sont des fosses avec des essaims de larves éphémères qui sauront t'aider à mourir) tu trouveras le coq, vieux, déplumé, sans crête, dur sous la dent, triste et savant, décrépit mais coq malgré tout; alors grimpe sur son croupion, enfourche-le et trotte, trotte, ancien enfant, viens nous rejoindre avant de devenir trop adulte, beaucoup trop adulte ou trop responsable de tant de morts qui nous mal-traitent nons, tes pauvres vieux parents qui payons pour toi au purgatoire, viens, mon cher petit tout bouclé, non, ne glousse pas avec ce rire

qui transperce nos gorges d'àmes en peine comme un petit os d'enfant

qui nous picote et nous démange, viens, ne te damne pas irrémédialilement) mais, attention, dans trois ans seulement:
trois ans pour que múrisse
la stratégie globale du président Nixon
que nous, sous son unique direction, appliquerous, galement,
fichlement et sans tricher.
Le Chili sera cette poire mure
prouvant que l'arbre reconnaît
son possesseur lorsqu'il sait le secouer.
Le monde le saura et le Chili nous aura
servi autant qu'un Chili peut servir une Amérique
universelle universelle —
nous appellerons cela « Track II ».

Le hant commandement sera le suivant :
Le président des Etats-Unis, moi et Dick Helms.

Sons les ordres de Dick, tous les agents
de toutes les agences clandestines
et les assets militaires et civils
sur le terrain enfin ré-activés.

Le Chili sera tout antre après l'opération
et le monde aura apprès, dans sa chair vile,
in corpore vile in corpore vile (mieux qu'au Guatemala, en République Dominicaine ou à Djakarta, car le Chili

hermaphrodite

ou à Diskarta, car le Chili
est une démocratie
et avec cela plus ou moins blanche)
quel destin attend ceux qui veulent
plus de démocratie qu'il ne convient
— bien entendn, c'est nous qui savons, n'est-ce pas ?
ce qui convient à chaque pays.
— Très clair i s'errie Nixon. Ce sera fait
pour le plus grand bien du peuple chilien et
naturellement
de celvi des Etats-Unis
et du monde, en général.
N'oublions pas de notifier notre décision
à l'ami Breiney et Compagnie.

A l'ami Breiney et Compagnie.

— Entendu, acquiesce Kissinger.

— Entendu, reprend Helms qui exulte.

Je sens qu'aujourd'hui pour la première fols dans l'histoire de l'agence, toire de l'agence, the Company, our Company, c'est Votre Compagnie, Mr. President, le directeur de la Compagnie reçoit du Commander in Chief (Hall the Chief,

ce bâton de maréchal secret du monde, que nous cherchions depuis l'époque de Mr. Truman et qu'Allen Dulles francophile et fanatique irancophile et l'analique
de Napoléon n'avait pu
trouver à la fin de la guerre
dans le tombeau
de Napoléon, derrière
les Invalides, et que je crois
recevoir maintenant de vos mains,
Mister President!

Nixon, ému devant l'exaltation de Richard Helms, homme très froid, si froid que de penser à lui vous donne le frisson, Nixon, attendri, baisse la voix : «I give you Dick that Marshal's baton.» Helms, rasséréné, murmure:

Et je le range dans ma musette nans ma misseue
pour que nul ne puisse le voir.

Nixon se lève, priant ses collaborateurs
de ne pas bouger, il se promène en silence
dans le salon Ovale, puis brusquement,
les yeux rouges de sang, il se tourne vers Heims et crie :
One in ten chances perhaps, but save Chile
worth spending worth spending not concerned risks involved

not concerned risks involved
no involvement of (US) Embassy
10 000 000 dollars available, more if necessary
full-time job — best men we have
game-plan
make the economy scream
48 hours for a plan of action i >
Is ne prennent pas congé, le dos contre la porte,
Halms recule, Kissinger glisse

— ils disparaissent. (Il est onze heures du matin, ce 15 septembre.)

Dernière partie.

Conclusions — Deleted for National Security Reasons —
Conclusions concernant les faits et statistiques de
cette partie finale du rapport sur le 15 septembre 1970,
et le bilan (positif) de la situation, bien entendu, trois
ans plus tard.

A l'heure ou Edwards, Kendall, Heims, Kissinger et Nixon
(Mitchell, Attorney General, n'a pas été mentionné
car il n'a rien dit) conversaient, Salvador Allende se
trouvait seul à Santiago-du-Chili.

Trois ans plus tard, Salvador Allende — président du Chili —
était mort.

A l'heure où Edwards, Kendall, etc., conversaient, plus de trente
mille Chiliens qui, trois ans plus tard, allaient être
enterrés, étaient vivants.

Cent mille personnes qui, trois ans plus tard, retiendraient l'air dans leurs poumons (sous la torture), respiraient.
Un millon de futurs expatriés.
Et combien d'enfants dans l'esprit de Dieu, dont la faim a été décrétée aujourd'hui à la Maison Blanche par les princes, faim qui est née trois ans plus tard?
A l'heure où Edwards, Kendall, etc., conversalent, un homme dans Massachusetts Avenue, le chargé d'affaires ad interim de la République du Chili, a commencé un memorandum sur l'intervention américaine au Chili.

Réfugié, trois ans plus tard. (Sept ans, trois mois, vingt-neuf jours plus tard, il continue d'écrire dans son exil.)

(Traduit de l'espagnol par CLAUDE COUFFON.)

Pendant que l'épreuve de force se poursuit au Nicaragua

RÉPRESSION ET LUTTES POPULAIRES EN AMÉRIQUE CENTRALE

MPLIFICATION du mouvement de protestation contre le clan Somoza eu Nicarague ; montée des tensions au Selvador ; nouveeu coup d'Etat militaire au Honduras; violence endémique au Guetamele : à l'exception reletive du Costa-Rica, un vent de révolte soulfle sur l'Amérique centrale. Alors que, dens ce qui reste encore é maints égards une chasse gardée des Etats-Unis, la situation avait longtemps paru bloquée, les contradictions se sont soudainement Faute de véritable réforme agraire, un peu partout les incidents se sont multipliés antre paysans démunie et propriétaires lonclers. Pour contanir le mécontentement populaire, les réglmes militaires en plece n'ont une fois de plue trouvé d'autre réponse que l'intensification de la répression, Impliquant de constantes violetione des droits de l'homma. Au Nicaragua, l'épreuve de force est

désormeis engagée entre le général Somoza et une opposition eoutenue par la grande mejorité de la population. A la fir du moie d'août, le spectaculaire coup de mein d'un commando de guérilleros. qui ont pris plus de quatre cents personnes en otage au palais nationel de Mensgua, est venu rappeler l'ampleur croissante du mouvement da révolta contre le dictature de la familia Somoza (1). Acculé é la délensive, le général Somoza e dû céder eux guérilleros, qui ont obtenu le libération d'une soixentaine de délenue poli-

Depuis l'assassinat, au début de l'ennee, du journaliste Pedro Joaquin Chamorro, l'une des principales figures de l'opposition, les incidents se sont multipliés et les affrontements evec les lorces de l'ordre sont devenue presque quotidiens. La révolte e tait tache d'tiulle gagnant les secteurs les plus divers de la population. Lâché successivement par une grande partie de la bourgeoisie industrielle el commerçante, puls par l'Eglise, le général Somoza se trouve de plus en plus isolé. Pour tenter de prolonger son régime, Il ne lui reste plus que la force des armes

Depuis le début des troubles, les morts se comptent par dizaines et les blesses par centaines ; plus de mille arrestetions ont été opérées. Nombre de personnes détenues ont élé assassinées ou ont disparu. De source religieuse, on sffirme que plus de eix cents paysans soupconnés de collaborer evec les guérilleros ont disparu dans le nord du pays au cours des trois demléres années. Mals, malgré les risques encourus, les Nicareguayens n'héslient plus à défier ouvertemeni la dictature. Frappant jusqu'au cœur de le capitale, le Front sandiniete de libéretion nalionale antraprand des actions de pagnes, les paysans tentent de récupérar ce qu'on a appelé le « benenegate ».

les terres dont ils ont été dépossédés par les propriétaires fonciers et periols par la gerde nationale elle-même pour le compte de la lamille Somoza. Des personnalités exilées, comme le - groupe des Douze », tormé d'intellectuels, de rellgieux el d'hommes d'affaires, sont ostensiblemant rentrées eu pays pour se joindre

Pour la plupart, les Nicaraguayens en ont assez de l'insatiable voracité des maîtres qui les gouvernent depuis plus de quarante ens. En développant Impitoyablement son empire pour e'assurer le contrôle d'à peu près le moitié de l'économie netionale, le familia Somoza s'est eliéné une bonne partie des milleux d'attelres, qui se trouvent en concurrence directa evac alle. L'Eglise, qui s'en étalt longtemps eccommodée, a égelement commencé é prendre ses distances envers le régime. Dens une lettre pastorala, les évêques ont estimé que » le gouvernement actuel ne méritalt plus d'avoir plus longtemps la contiance du peuple nicaraquaven >.

L'opposition, qui a trouvé une nouvelle unité dans les luttes des derniers moie, e'est regroupée eu sein d'un .- Front ellant des conservateurs aux communistes, Comprenant également des syndicats, des associations d'étudiants at l'eutres organisations populeires, le Front élergi d'opposition jouit de l'appul du Front sandinista de libération nabonale. Aussi bien l'Eglise que tes syndicats pstronaux s'eccordent aujourd'hui avec le Front élargi pour réclemer la démission du général Somoza afin de sortir de l'impasse. Ile demendent eussi la constitution d'un gouvernement provisoire plureliste et l'orgenisation d'élections libres. Plue radical

Révolution de palais

A U Hondures, le nouveeu putsch du 7 soût, qui a entraîne l'éviction du général Melgar Castro, e tout les traits d'une révolution de palais, des militaires rempleçant un eutre militaire. Selon un scénario désormeis coutumier, le générei Meigar a été déposé avec guère plus de ménagements que son prédecesseur, le générsi Lopez Arellano, qu'il evait luimême évincé en svril 1975. Homme fort du Honduras pendant une dizaine d'années, le générel Lopez Arellano evalt tenté, peu avant sa chute, d'amorcer un léger virage à gauche et de mener une politique plus netioneliste. Mais ses timides velléités de changement dans un pays marqué par l'Immobilisme déplurent eutant à l'oligarchie nationale qu'sux pulssantes compegnies bananlères étrangères.

Soupconné d'evoir touché des pots-devin de le United Brand, le général Lopez Par JEAN-CLAUDE BUHRER

dans ses revendications, le Front sandi niste réclame pour sa part le formation d'un « gouvernement démocretique et populaire - qui devrait accomplir une dire la » rupture de tout lien de dépendance à l'égard de toute puissance capitaliste ». Evidemment, de notables divergences opposent les guérilleres, qui ne ménagent pas leurs critiques à la boursouhaite opérer une transition sans le concours des sandinistes.

L'avenir de le dictaturs dépendra cependant pour une bonne part de l'attitude que les Etats-Unis adopteront à son égerd. Jusqu'ici, tout en condamnent les violations des droits de l'homme, les Etats-Unis n'ont jamais totalement retiré leur soutien é la famille Somoza, cralgnant sans doute les répercussions que es chute ne manqueralt pes d'avoir sur l'évolution des pays voleins. Ayant longtemps exercé une influence depassant les frontières de son pays, le général Somoza avait jusqu'ici représenté pour Washington un élè-ment de stabilité dans le région. Le général Somoza e toujours entretenu d'étroits rapports evec les militaires eu pouvoir eu Salvador et au Guetemala. Dans le cadra du consell de délense centre-américain, des manœuvres conjointes ont notamment été organisées dans le nord du Nicaragua, où opérent les guérilleros du F.S.L.N., avec la participation de troupes des Etats-Unis, d'El Selvador et du Guatemale. Ces derniers temps, les lorces nicaraguayennes ont également organisé des opérations communes avec l'armée hondurienne pour pourchasser les guéril-leros à la frontière des deux pays.

Maintenant, le général Melgar vient à son tour d'être victime de divers scandales qui ont derniérement éclaboussé le régime. L'opposition, du centre et de gauche, e tréquemment eccusé le gouvernement de caspillage et de corruption. Pour sa part la presse avalt mis en cause, dans des affaires de drogue, de hauts responsables militaires. L'arrestation d'un journaliste, qui evait fait des révélations sur le complicité existant entre certains officiers supérieurs et la Mafie, einsi que des disparibons et des assassinals en rapport avec le contrebande de cocaine, evalent déchaîne l'opinion. Au début de juillet, des troubles éclaterent à San-Pedro-Sule, centre économique du psys, et se soldérent par plus de deux cents blesses et des centaines

d'arrestations. A la vailla du coup d'Etat, trois offidés pour evoir commis des Irrégularités

dans leurs investigations sur le trafic de drogue. Depuis plusieurs mois dėja, des rumeurs de coup d'Etal circulaient é Tegucigalpa et le renversement du géné-rel Melgar n'aura tinalement guère surpris. En plus de l'indécision qui caractérisait sa politique et des accusations portée contre son entourage, les efforts qu'il déployait déjà pour présenter es candi-dature é l'élection présidentielle, prévue pour 1980, ont sans doute aussi contribué à accélérer sa chute. Maie, une lois de plus, il ne faut guère e'attendre à de véritables changements politiques à Tegucigalpa. Confirmant dans leurs fonctions la majorité des ministres de l'ancien gouvernement, les nouvelles autorités semblent avol; opté pour le continuité. Le nouveau chef de l'Etat, le général Poli-cerpo Paz Garcia, s'est engagé é poureulvre le programme de rélormes procteme par les torces armées en 1975 et e promis des elections - honnêtes et Ilbres - pour 1980.

En fait, avec ses trois millions d'habitants et un revenu par tête de 390 dollars par an, le Honduras reste le pays le moins développé d'Amériqua centrale et a encore un sériaux retard à combler. Dépendent

de bansnes, il est particulle rement sennord-américaines. Chaque fois que ses dirigeants lentent de remettre en cause un tant solt peu le statu quo, ils se heurlent aussi à de fories résistances intérieures.

Jusqu'ici, les grande propriétaires terriens onl multipliè les entraves pour freiner l'application d'un début de réforme agraire, pourient indispensable si l'on doit eméllorer les conditions da vie extrêmement précaires d'une population essentiellement agricole. Alore que l'Impatience grandit dans la psys, des paysans sont chassés de leurs terres, les droits syndicaux soni loulés eux pieds et des arresles milieux de l'opposition. En politique étrengère, malgré diverses tentatives de médiation de l'O.E.A., le Honduras n'a toujours pas réglé son différend avec El Salvador, Pourtant, Il est de l'Intérêt des deux pays de trouver un modus vivendi, afin de rétablir des relations normales et effacer les séquelles du brei mals sanglent conflit qui les avail oppo-

Paysans et terreur

A U Salvador, les mêmes causes pro-duisant les mêmes effets, le tension actuelle n'est pas sans rappeler celle du Nicaragua. Depuis le renversement du demler président civil en 1931, les militaires président aux destinées du pays. En février 1977, c'était une tois de plus l'un des leurs, le général Carlos Humberto Romero, candidat du parti officiel de conciliation nationale, qui était porté é le tête de l'Etat. Conduite par la démocretie chrétienna, l'opposition avait accusé le gouvernement de fraude généralisée, et l'intervention de l'armée pour mettre fin aux désordres dans la capitale avait provoqué au moins cent morts et des centaines de blessès. En mars demier, l'opposition avait boycotté les élections législatives et municipales, si bien que le Parlement ne compte plus que des repré-

Avec la sciérose des structures politiques et la dégradation des conditions d'existence, les luttes sociales ont pris une tournure de plus en plus aigué, surtout dans les campagnes, où vivent plus de 60 % des habitants. Alors que le chômage et le sous-emploi affectent déjà près de la moitie des travailleurs, 57 % des lerres cultivables appartiennent à 1,9 % seulement de le population. Devant les lenteurs de l'application de la réforme egrairs de 1976, qui e été en grande partie vidée de son contenu sous le pression des grands propriétaires, les paysans ne réclamant l'amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail, ils n'hésitent plus à occuper des terres. En même temps, ils cherchent é s'organiser en dépit de la loi qui leur refuse le droit d'association. En plus des formetions d'opposition traditionnelles, une nouvelle organisation particullérement dynamique e fait son apparition, le Bloc populaire revolutionnaire, qui regroupe six syndicats et orgenisations étudiantes. De temps à entre, des mouvements de guérille font également parier d'eux et se eignalent par divers coups de main, comme l'enlè-vernent le mois demier du représentant d"une société suedolse multinationele, qui

a ensuite été rslâché. En vertu d'une nouvelle loi eur l'ordre public, les autorités ont considérable renlorce les mesures répressives, portani de nouvelles etteintes eux libertés élémentaires. L'armée collabore étroitement avec les organisations paramilitaires et les milices privées pour tenter d'enraver l'agitabon paysanne. En mars dernier, quelque soixante-quinze paysans en conflit avec des propriétaires ont été assassinés dans le province de Cuscatian et toute la région

evalt été bouclée par l'ermée. Pour jus-

tifier de nouvelles mesures de sécurité, le gouvernement ennonçait fin juillet avoir déjoué un vaste plan subversif. L'Eglise a egalement de plus en plus maille à pertir evec les eutorités et prend ouvertement la défense des droits de l'homme. A la fin du mois d'août. l'archeveque de San-Satvador, Mgr Romero, e profesté contre la disparition de quetre-vingt-dix-neuf personnes errêtées par le police. Pour se part, dans une récente étude, la Commission internetionale des juristes, dont le siège est é Genève, note que « les violations des droits de l'opposition politique et syndicale su Salvador ne sont pas des de le part des forces de sécurité, mais font partie d'une campagne délibérée pour préserver les privilèges de la minorité eu pouvoir »,

Au Guatemela enfin, les véritables responsables du massacre de Panzos, où une centaine de paysans indiens avaient été tués le 29 mai, n'ont toujours pas été poursuivis. Ce jour-là, des centaines de paysans s'étalent réunis dans cette localité de l'Alta-Verapaz, située à 200 kilomètres au nord-est de la capitale, pour protester contre l'accaparement de leus terres par da grands propriétaires lonciers. Pour disperser la toule, le troupe a ouvert le feu, feisant plus de cent morts. Les événement de Panzos ont été condamnés par la Conférence épiscopale, qui a qualifié d'injuste le système da répartition des terres et, dens la capitale, plus de cinquente mille personnes ont défilé en signe de protestation.

Ce drame vient s'sjouter à la lista déjà longue des felts de violence au Guatemala. Seion Amnesty International at d'autres organisations humaniteires, les réglements de comptes politiques ont feit plus de vingt mille morts depuis 1966, solt autent que le tremblement de terre qui a ravagé le paye il y e deux ens. - La plupart de ces victimes, précise A.I., ont péri aux mains de groupes paramilitaires, formés à l'origine pour combettre le guérille de gauche et dont les egissements jouissent d'une totale impunité au regard de le loi.

L'arrivée eu pouvoir, le 1e juillet, du général Romeo Luces Gercie, dont l'élection avsit été vivement contestée, n's apparemment guérs modifié le altuation. Presque cheque jour, le presse continue de repporter des disparitions inexpliquées, des assassinets politiques et la découverte de cadevres portant d'évidentes traces de toriura. C'est dire que les droits de t'homme sont difficile conciliables evec les structures finées oul persistent en Amérique centrale.

(1| Cf. le Monde diplomatique de mars 1970. Jean-Claude Buhrer: « Révoltes contre une dictature en sussis ».

Correspondance_

L'organisation du marché mondial du coton

M. F. Benzakein, président de Newcot Ltd. dont le siège est à Genève, proteste contre l'article dans lequel Frederic Clairmonte et John Cavanugh expliquent comment quelques grandes firmes multinationales dominent le marché mondial du coton (le Monde diplomatique, août 1978) :

« Je suis franchement surpris qu'un journal aussi sérieux que le vôtre ait pu publier un article aussi sberrant que celui-ci. En effet, outre les nombreuses erreurs grossières qu'ils ont commises, les auteurs ont voulu donner une image fort méprisable de ce commerce, qui est présenté comme une manipulation monstrueuse, et par conséquent maihonnête, entreprise par un petit groupe de « spécula-

par un peut groupe de spectua-teurs » sans vergogne.

» Cela est d'autant plus fâcheux que les maisons cotonnières out ton-jours joui et jouissent encore d'une moralité à toute éprenve qui, vous pouvez le croire, ne se trouve que dans bien peu de commerces internationaux. » Je pense qu'il est de votre devoir d'entreprendre une contre-enquête,

tant auprès des producteurs, des industries (les filatures) que des négo-ciants eux-mêmes, afin de faire le point sur la question. » Ma société se tient évidemment à votre disposition afin de vous donner le maximum de renseignements dont

[M. Benzakein ne cite ancune des « nombreuses arreurs grossières » qu'il dit avoir relevées dans l'article incriminé, article entièrement fendé sur un rapport officiel de la Conférence des Nations unles pour la commèrce et le développe-ment?

vous pourriez avoir besoin. »

Les profits du "désarmement"

A la suite de l'article d'Andrée Jallon sur le désarmement (le Monde diplomatique, août 1978), M. Ricardo Fraile, d'Orocult (Loire-Atlantique), nous adresse

« (...) Contrairement à ce qui est affirme, la convention de 1972 vise la production des armes biologiques. Aux termes de l'article premier, chaque Aux termes de l'article premier, chaque Etat partie « sengage à ne jamais, et en aucune circonstance, mettre au point, jabriquer, stocker...»: cette interdiction de fabriquer a toujours figuré dans les projets soumis au comité de Genève. La phase omise est celle de la recherche. Bien que proscrites dès les premières propositions du Royaume-Uni, en 1988 et 1969, les activités de recherche n'étaient plus mentionnées dans le projet de convention présenté le 30 mars 1971 par les pays socialistes. (...)

listes. (...)

a Poursnivant son raisonnement, l'euteur voit dans le manque de fiabilité du contrôle des armes biologiques l'origine du refus de la France d'étre liée par la convention de 1972. (...)

Le président de la République promulguait, ta 9 juin 1972, une loi interdisant la mise au point, la fabrication, la détention, le stockage, l'acquisition et la cession d'armes biologiques ou à base de toxines. Cette loi, qui, dans son contenu, ne transcende pas les a base de toxines. Cette ioi, din. datas son contenu, ne transcende pas les dispositions de la convention de 1972, présente, par contre, l'inconvenient majeur de n'être finalement qu'une renoncietion unilatérale venant s'ajourenoncietion immalerale venant s'ajou-ter à celles d'autres Etats. Lors du débat en Sénat, M. Michel Debré, alois ministre d'Etat chargé de la défense nationale, se référant à la convention. décisrait : « Dans cette affaire très particulière..., la position française a été permanents. Ella a consisté à dire

qu'en matière d'armes bactériologiques il était indispensable et possible de prévoir un contrôle international ». À la première commission de l'Assem-blée générale des Nations unies, lors du vote sur cette même convention, le représentant français réaffirmait le principe incontesté selon levrel le représentant français réaffirmait le principe incontesté seion lequel il ne peut y avoir, sur le plan international, d'authentique désarmement sans contrôle et ajoutait : « Le projet... aurait du comporter, pour être la mesure de désarmement véritable qu'il aurait pu être et dont nous nous ecrions réjouis, si modeste fût-elle, un minimum de référence à ce principe jondamental ». Donc, selon la France, le contrôle est possible, mais il est jugé absent de la convention : c'est la principale raison officielle avancée pour ne pas signer. En réalité, les mottis sont liés davantage à la volonté constante de refuser toute œuvre émanant du comité de Genève.

constante de refuser toute œuvre émanant du comité de Genève.

» Enfin, abordant la question de la bombe à neutrons, l'anteur pense que cette nouvelle arme devrait pouvoir être incluse dans la portée du protocole de 1925 et de la convention de 1972. Si, par leur effet de ne détraire que la matière vivante, les armes biologiques et les armes à neutrons es ressemblent fort, il n'en demeure pas moins que les agents ou armes concernés par les deux accords internationaux précités répondent à des critères prêcis. A l'origine, il s'agissait d'interdire le poison et les armes empoisonnées : ensuite, le protocole à élargi le champ de cette interdiction en probibant les gaz et les moyens de guerre bactériologiques; plus tard, face à la capacité d'utiliser également comme er mes des organismes vivants comme les virus, rickettsies, mycètes, l'appellation « biologique » a prévalu. Si cette nouvelle dénomination respecte l'esprit du pro-

tocole, il est, par contre, totalement impossible d'interpréter cet instrument, que ce soit d'après le texte ou les travaux préparatoires, c om me s'appliquant aux bombes à neutrons. En ce qui concerne la convention de 1972, celle-ci ne contient aucune définition de l'arme biologique. Cependant, il est évident que la définition domnée par l'annexe II du protocole III du 24 octobre 1954 portant modification du traité de Bruxelles de 1948 ainsi que la définition figurant an paragraphe 17 du rapport du secrétaire général des Nations unies de 1969, servent de base en la matière. Aux termes de cette dernière, les agents biologiques de guerre sont considérés a comme étant des organismes vivants, quelle que soit leur nature, ou des substances injectieuses derivées de ces organismes, destinés à provoquer la mort ou la maladie chez l'homme, les animaux ou les plantes et dont les effets cont fomption de leur aptitude à organismes, destines à provoquer la mort ou la maladie chez l'homme, les animaux ou les plantes et dont les effets sont fonction de leur aptitude à se multiplier chez l'homme, l'animal ou la plante attaqués ». La convention de 1972 ne peut donc s'appliquer aux bombes à neutrons, pas plus qu'elle ne vise les nouveaux types d'armes de destruction massive qui, ne détruisant que la vie, possèdent les mêmes effets que les armes biologiques on à neutrons : armes infrasonores qui ntilisent tes rayonnements acoustiques pour endommager les organes intérieurs de l'homme (système cardiovasculaire) et provoquer la mort, armes visant à endommager le système génital de l'homme, créant une extinction progressive issue d'une étérilisation, etc.

» Le fait que la convention de 1972 ne saurait interdire la fabrication ou ta possession de la bombe à neutrons ne signifie pas que l'on souhaite légi-timer son existence. (...)

BIBLIOGRAPHIE

• LA QUINTA FRONTERA, par Omar Torrijos: cette «cinquième frontière » telle que la définit l'auteur Omar Torrijos., chef du gouvernement panaméen. C'est, on s'en doute, celle du canal, les quatre antres étant le Costa-Rica, la Colomble, l'Atlantique et le Pacifique. Ce recueil illustré reproduit plusieurs discours du dirigeant panaméeu et des uotes de voyage à l'étranger. Sa personnalité est ensuite anejusée par deux grands écrivains, Gabriel darcia Marquez et Graham Greene, devenus ses amis (Editorial Universitaria Centro-americans, San-José (Costa-Rica), 102 pages).

PANAMA: ACERCA DE LA ESTRUCTURA, LA COYUNTURA Y LAS PERS-FECTIVAS, par Julio Manduley: un epposant de gauche au régime du général Torrijos fait le point sur la situation économique de la petite République et analyse avec beaucoup de précision tes divers appects de ce qu'il désigne comme une «plate-forme de services multinationaux». L'anteur considère que le nouveau traité peut en faire à l'avenir une «plate-forme de contre-insurrection » pour les Etats-Unis (Cahier ne 4 de la aérie « Progrès de la recherche », Centro de Estudios latino-americanos Justo Arosemena, apartado 6-3093, El Norade, Panama, 30 pages).

GUATEMALA - UNNATURAL DISAS-TER, par Roger Plant : voici la seconde publication du Latin Ame-rican Bureau de Londres, après Vio-lence and Frauz in El Salvador : A Report en Current Political Events in El Salvador (juillet 1977). Ce désastre, qui aceable le Guatemala après le tremblament de tarre de

février 1976, c'est te régime militaire qui a accumulé les violations des droits de l'homme et pérennisé les structures inégalitaires du pays. Ou voit mai comment la récente élection présideutielle pourrait changer on système qui montre tes limites de la politique des droits de l'homme du présideut Carter. (Latin American Bureau, P.O. Box 134, Londres NW 1 4 JY, 1,50 livre).

AMAZONIES NOUVELLES est la treatième livraison des « Travaux et mémeires » de l'Institut des hautes études d'Amérique latine. Elis comprend ptusieurs études sur l'Amazonie péruvienne (deut celles de Jean Piet et Claude Collin-Delavaud) et sur l'Amazonie bréailteane (notamment une analyse de le mise en valeur de l'espace périphérique amazonieu de Betem à la Bolivie par Hélène Rivière d'Arc et Christine Apesteguy). L'ansemble est le résultat de recherches sur le terrain et apporte une informatien à jour sur des zones encore peu commes. (Institut des hantes études d'Amérique latine, 25, rue Saint-Guillaume, 7507 Paris).

ES. THE SAINT-GUIJIAUME, 75007 PARS).

LES ACTIONS DE LA CIMADE. The Deux dessiers présentent les initiatives de le CIMADE. Service occuménique d'entradée, au titre du développement et de la solidarité internationale. Du Chill aux Philippines ou à la Namible, t'organisation soutient eu 1978, de concert evec d'autres organismes (en particulier le Comité catholique contre la falm et pour le développement itente-quatre projets représentant un engagement financiere sont à euroyer à : CIMADE, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris. C.C.P. 4088-57 Paris.

CHEMA PELITIQU

The second strate

ar 14 14 71 K

General and Chart

......

3.5

**: 2: . ..

2 77

strong Ayrggi. Tiltining

1100146 128

2.1

7 2:11 () 7 7 7 7 7

THE REPORT OF THE

orte la timb

1000 4 1. 2

i Ne mo e Pictoria me Ne AR AR 15 No AR 1648 m

2212 227

1 Var aara-2 Var aara-

5 - -----

gesterne a service and a service as service as service as service as services as services

um saur dan di di anna di paste di anna di ann

te autre de la lactif de la P

Menten.

kmint 40 m in the number of de grants of the second on fonde

24

. . * : : · 19E 1915 Section 1 1 2.7 (2 4 . . A ... T:-: :.·

Average ... $P_{ij}^{\alpha} = P_{ij} = \frac{1}{2} \, .$ to y ac. 1. 550 C en 1441 Me-m- - 23 - 1 3ea: -: A Section of 3.4-ad. in the Pose .

Acceptance Science Sci

La company de la

Accept

A

42.00

35 : -

412 ~



Ecrans d'Afrique

dramatique situa-tion infrastructurelle da cinéma en bre de solles y est

désespérément rédeit ; un ne compte à paine trois cent cinquente (1). Ces solles sont contrôlées (directement ou ladirectement) por une société française, la Sopocia (filloie da graupe U.G.C. S.A., qui o recbeté récemment les solles et les ovoirs des nuciens graopes monspolistes Comecico et Secms). Les quelques agra qui ent untionalisé l'exploitation cinématographique demearent dépendants, en grade partie, pour laur approvisionnement en films, des sociétés étrangères (Sopocia, et nussi Afram Films Jac., consortiem américain etrangeres Copecia, et nussi Atram Films Jac., consortiem américam pane la commerciolisation en Afrique des films de Hellywood). De récentes décisions (cf. ci-dessous les prepos de M. Joenny None) vont peut-être mettre ue torme à cette dépendance ninsi qu'eux corences technologiques. Celles-ci demeurent pour l'instant très graves, cer en seel poys — la Geinée — possède des laboratoires lui permettent d'effectuer des tirages en 16 millimètres et en 35 millimètres; tous les nutres doivent avoir recons à Paris. Il nrrive fréquemment qu'en renttes dovent d'oir recons à l'ans. Il arrivé tréquémment qu'en rentteer en scène africain na puisse visionner les « rushes » de son film que plusieurs urois après la prise de vues (an sait qu'en Europe co visionnement a lien généralement dans les jours qui snivent la prise de vues!.

Dans de telles conditions, étant donnés l'étroitesse et le morcel-lement du marché, la rentobilité des films nfricains ne semble peint garantia; cette présomption fondé l'attitude qu'adapte en général

A titre de comparaison, signalons que la Belgique, par exemple, en possède plus de six cent cinquante.

lo Sopacio pour refuser du diffuser les films africains dans le réseau de salles qu'elle contrôlo. Ces salles diffusent surtont des films commerciaux du piètre qualité (priplums du toutes sortes, westens ituliens, films karaté, policiers américains, films chantonts nrabes de hindous...), foods du tiroir achetés à vil prix, usés por des prajections multiples (certains cinémas proposent jusqu'à cinq films par séance). On exploite dens cette partin de l'Afrique, annuollement, un trop grand nombre de (mouveis) films: plus du mille en moyenna (alors qu'en n'en présente que sept cents environ en France pour un parc de selles plus du dix fois supérieur), cela signifie que la corrièra du chaque film en porticulier est bâclée, qu'accue effort du pressotion n'est réalisé, qu'aucue poilitque d'éducation culturelle per le filre n'est entreprise. Alors que lo qu'nocue effort de pressotion n'est reause, qu'nocue pontage.
d'éducation culturelle por la filre n'est entreprise. Alors que lo
distribution est en très grande partie contrôléo por une société
française, il est significatif que très pen de films français, réputés
and diffusée en 1975, trante-six films souletrop « intellectuels », sont diffusés : en 1975, trente-six films soule-ment (sur nue production de près du daux cents) avaient été vendus

élevé (23 500 F, soit sept fois le prix consenti, par exemple, à la Grande-Bretagnn — 3 250 F). Entreprendre de réaliser un lang métrage dans de telles condi-tions relève souvent de lo témérité; peu d'arganismes d'aidn de vertigineures pirouettes fineucières pour moner à terme, toet bien que mal, son film. Le ministère français de la coopération porticipe à la production de nombreux films, mais son alde sa borne en général à assumer les frais de loboratoire en échange de drait d'explaitation non commerciale no Afrique. Malgré ces diffi-

en Afrique noire francophone pour un prix meyen por nilleurs assez

de manièra assez surprenente, comme por exemple ne Niger, poys qui ne possède que cinq solles de cinéma mais qui compte ene bonne dizainn du réalisateurs). Depois les indépendences, une trentoire de longs métrages de fiction ent été tournés. La nombre de thèmes abardés est blan mains

important ; les plus fréquemesent troités sont les sulvants : l'influence

coltès, la nombre de cinéastes ofricaies ne cesse de croître (porfois

néfaste de la religion iCoddo, de S. Ossmene; Saîtane, de O. Gande; Njongane, de M. Trenré; Tryabu-Biru, de M. Bathify); la grande ville comme lieu de perdition (Lettre paysanen, de S. Faye; Wollondo, d'A. Kaba; le Bracelet de bronze, de T. Aw); la condition féminine et la problème de la dot (Muno Moto, de J.-P. Dikongué-Pipa; Den Mousso, de S. Cissé; la Destin, de S. Coulibaly); l'alideation mentain (la Femme au couteau, de T. Bassori; Kodou, de Ababacor Samb); les nubitions de réussite des nouveaux fonctionnaires (E. V.A. de M. Abassone; la Nouveaux Venue, de R. tionnaires (F.V.V.A., de M. Alassann; in Nouveau Venu, de R. de Médeiros); les conflits liés ne modernisme (Baks, dn M. Thlam; Sur la chemin de la réconciliation, de R.B. Yaely; Barobgo, de M. Taoko); les drames de la sécheresse (Cactus, de M. Traore; Toulo ou le Génie des eaux, da M. Alassano)...

La plupart des cinéastes travaillent dans no climat d'intimidation politique. Des censeres pointilisases ou brutales empêchent pour l'instact les cinéastes néricaies d'aborder dans leurs fictions les problèmes de politique intérieure. Aussi certains enjets ant-ils été traités par des réalisateurs étrangers attentifs oux drames da l'Afrique, notamment de barequisme de quelques tyrens (cf. : Amin Dada, dn B. Schroeter), à l'facurie et à la répression généralisée Amin Dada, de S. Schroeteri, a l'acture et e la repression generalisse qui règnent dans certains États (cf. : l'État sauvage, de F. Gired), à la repacité des passeurs africains d'émigrants clondestins (cf. : Bako, l'outre rive, de J. Champreux), au à la complicité de certains dirigeants avec les sociétés moltinationales (cf. : l'Ordre et la sécurité du monde, de Claude d'Anno).

Si la création d'une sorte de marché commun de film africain peraît nécessaire pour garantir la viabilité économique et la renta-bilité des cioématographies ofricaines, il semble non moins nécessaire qu'nno certalon toléranco palitique permette aux cinéastes de travoiller dens un environnement plus bienveillant; à défact de colo, in cinéma nfricain risque de demourer prisonnier du l'éternelle thémotique binnire -- moderaité-tradition - ruminée jusqu'à

IGNACIO RAMONET.

MALI: refléter la trame du quotidien

DEPUIS son Indépendance, notre Etat e'est préoccupé de retirer aux monopoles étrangera le contrôle de la dietribution et de l'exploitation cinémetographiques. En 1970, après un différend qui opposa le direction de le société Comecico eux eutorités mellennes, à propos de le rénovation des salles, le gouverna-ment décide le création de l'Office cinémetographique du Mail (Ocinam) at nationelles loutes les salles appartenant à le Comacico. salles fut entreprise, et, il y a un mois, le demier cinéma eppar-tenent é le Sopacia e été racheté per un choyen mellen. Aujourd'hul donc, les quelques quarante salles . du pays sont maliennes, et la plupert appartiennent à l'Etet. Per non dépourvu, ja crois, de ailleurs, notre pays est le premier réflexion sociele. à avoir constitué un « Groupement d'achet de films » eyec le Bénin et

la Haute-Volte. En juijlet 1977 e été créé le la Sinfome (Service des Informations mallennes) dene le but de produire des films de fiction, et actuellement 80 millions de francs mallens viennent d'être débloqués -pour mettre, très prochainement, en chantier un long métrage que réelisére probablement Alkaly Kaba, et dont le scénerio, intitulé les Crie des orphelins, est en

coure de finition. Maigré ces mesures, il faut reconneitre que les filme africeins sont encore très peu diffusés au Mail : les films maliena eux-mémes ne trouvent pas de distributeur. Pourtant, le cinéme mellen existe, et des films remerquables ont été réalisés par trois cinéastes au moins, dont j'évoqueral rapide-Kouyaté réalisa, en 1971, le Retour de Tiemen, où il exposalt les confilts d'un jeune techniclen de l'agricultura qui, eprèa avoir étudié à Bamako, revient dans son village pour mettre en epplication les Idéea modernes. En 1974, ce même réalisateur tournait le Drapeau noir eu eud du berceeu, où il dénonçait, evec seneibilité et talent, le régime d'epartheld en Afrique du Sud. Un eutre cinéaste. Alkaly Kaba, e raconté, dene Wallanda (1973), l'histoira d'une leune fille contrainte de quitter

son village et ees habitudes traditionnelles pour aller se pardre dans le grande ville: Dans Wands (1975), il abordeit le problème des castes, celul des rapports entre les nobles et les griots, ainsi que les tensione liées aux raietions de parenté. Enfin, plus récemment, Sege Coulibaly a évoqué, dane le Destin (1976), le situetion d'une jeune paysanne sédulte par un instituteur, chassée en consé-quenca de chez ella par son pèra et conduite, pour survivre, é se prostituer. Ce film, le seul qui e connu une diffusion normale su Mell, a remporté un extraordinaire succès publio; bien supérieur à celul de n'Importe quel film étranger. Coullbaly tourne actuellement Kasso Den, un film d'aventures

E N ce qui me concerne, é mon retour de Moscou où j'ai étudié le cinéma durant sept ens, j'el film de fiction : Cinq jours d'une vie. où le dénonçai les mille misères qu'infligent les marabouts musulmens et leurs familles eux patits garçone envoyés dans les écoles coraniques. En 1974, j'ai tourné Den Mousso (le Jeune Fille), histoire d'une jeune muette, fille d'un industriel, et enceinie d'un ouvrier, qui est confrontée brutelement à le morale traditionnelle rétrograde de ses perents. J'evals voulu exposer dans ce film le cas des très nombreuses fillesmères que l'on rencontre aujourd'hul dens le plupart des pays africains, trainant dene les rues, rejetées de partout, constituent une sorte de nouvelle caste d'intouchables à cause de principes socieux surannés; les tamfiles demeurent attachées à d'anciennes convictions morales sans vouloir aborder lucidement le problème de leurs enfants. J'al voulu mon héroine muette pour symboliser, en plus, très commelrement, une évidence : que chez nous les femmes n'ont pas le droit à la parole. J'estime que certaines traditions, qui ont pu avoir une importance historique, doivent eujourd'hui être abandonnées : notamment tous les préjugés atta-chés à l'origine famillele, aux

repports dans le mariage, etc.

Den Mousso, une foie terminé a été pour moi une source de déboires cans nombre ; une cabale, conduite par une puissante association culturelle de Bamako, qui prétandait avoir des droits eur le film, e entraîné le mise sous séquestre des copies depuis trois ans. La presse étrangère e parlé à ce propos de censure ; je peux assurar que le contenu du film n'est pas en cause et que seules des considérations d'intérêts ont empáché le diffusion du film. J'al pu, récemment, exposer le réelle version des faits eu chef de l'Etet et l'ai bon espoir de voir le eltua-

tion se débloquer.

Actuellement, je viens de terminer Bears (le Travail), que l'ai tourné evec le collaboration technique d'un opérateur français, Etienna C. de Grammont, at una petite participation de l'INA (institut netional de l'audiovisuel, Paris). C'est l'histoire du trajet à travers Bamako d'un porteur qui arrive de le campagne pour gagner sa vie et se voit confronté à le vie moderne; il rencontre un ingéle même âge ; l'ingénieur le prend aous sa protection, le feit rentrer à l'usine qu'il dirige, où le porteur see contraintes, ses conflits. Le film est constitué par un ensemble de scènes qui voudraient être eutant de facettes de le société

mallenne actuelle. Mes films, comme la plupart de aspirent à refléter le trame du quotidien, ils souhaitent être un miroir, lucide et distrayant, de notre paya qui se transforme.

Le cinéme africain est en période de naissance. Cela ne constitue demande aucune indulgence pour nos films : c'est un constat. A mon evis, aucun film n'e présanté, jusqu'é présent, le culiure africaine dans toute se complexité. Je penso qu'il y e en Afrique, pour l'instant, un problème de maîtrise de création ; le maîtrise technique ne suffit pas, Lorsque tora enfin un cinéme elricain : et

Il deviendra alors universal. SOULEYMANE CISSE,

CAMEROUN: dénoncer les abus de pouvoir

A Cameroun, après l'in-dépendance, la nécessité s'est très vite fait sentir d'avoir un cinéma camerounais. De jeunes étudiants ont alors bénéficié de bourses pour aller étudier en Europe ; malheureu-sement, la plupart d'entre eux, à leur retour, sont devenus des bureaucrates et out constitué un tel système d'autoprotection que tous ceux venus après eux se voyaient empêchés de faire du chema. Il a failu ettendre 1975 pour qua le premier long métrage camerounais se réa-

L'Etat s'est efforcé de favo-riser l'épanouissement du sep-tième art en créant une Direction de la cinématographie et en produisant Cameroun Actua-Miss, magazine d'informations filmées. Il vient récemment de créer, sur le modèle du Centre national du cinéma français, le Fodic (Fonds de développement des industries cinémato-graphiques), qui devrait aider aussi bien le secteur de production que celui de l'exploitation. Ce dernier secteur est encore modeste puisque le Cameroun ne compte qu'une quarantaine de salles, et la piupart d'entre elles eppartiement à la Sopa-cla, qui, depuis Paris, décide de leur programmation. Il fant savoir que la plupart des films vendus au Cameroun sont déjà vendus au Cameroum sont déjà amortis sur le marché européen, ils sont donc vendus à bas prix — et les exploitants ue font aucun effort pour la promotion culturelle : il est très rare de voir des films de qualité. Pourtant, un marché existe, le pays compte quelque sept millions d'habitants et un film bien exploité pourrait être vu, en cinq ans, par plus de deux millions de spectateurs. Les films camerounais, notamment sont victimes d'une programsont victimes d'une program-mation absurde qui les rend uon rentables et justifie, a pos-teriori, les réserves qu'émet le Sopacia pour les programmer.

DANS de telles conditions, très peu de films camerounais ont pu être réalisés; je citerai u ot a m m e n t Pousse-Pousse (1976), comédie légère de Daniel Kamwa sur le problème, bien grave, de la dot; et Ces jemmes-là d'Adolphe-Claude Bmala, demeuré inachevé.

Personnellement, après avoir étudié au Conservatoire du cinéma français, à Paris, j'ai métrage en 1965, il s'intitulait Un simple; c'était en quelque sorte le récit autohiographique de la découverte du monde occidental par un jeune Camerounaia. En 1966, j'al fait Rendez-moi mon père, eur le pèlerinage d'un Africain qui ne parvient pas à retrouver en France la tombe de son père mont au cours de la Grande Guerre, et qui se retrouve devant le tombeau du Soldat inconnu. C'était un film antimilitariste tourné à une époque où la guerre du Vietnam soulevait tant de protestations. Ensuite, j'al réalisé les Cornes, sorte d'essai ethnographique à sorte d'essai ethnographique à rebours, où j'al essayé de mon-trer comment un Africain voyait le problème de l'infidélité conjugale dans la société européeune; ce film était entièrement interprété par des

comediens blancs. Je n'al pu réaliser mon pre-mier long métrage. Muna Moto, qu'en 1975 ; j'y évoquais la question épineuse de la dot, si importante dans les rapports homme-femme au Cameroun. Mais, en partant de ce pro-blème, j'ai tenté de montrer comment les dirigeants se servant tour à tour de la tradition ou du modernisme selon que cela leur profite davantage; comment ils dévient les coutumes et comment, curleusement, ils commettent de nombreux abus « au nom de la démo-eratie et de la tradition ».

Dans le Prix de la liberté, que

je viens à peine d'achever, je poursule ma réflexion sur ces abus de pouvoir qui sont la gangrène de la vie publique en Afrique. J'ai réalisé un film très simple, très linéaire, mais qui permet tout de même deux lectures : d'une part, je pré-sente l'histoire d'une femme camerounaise et de ses rapporte à la sexualité dans une société fortement phallocratique; et d'autre part je montre, encore une fois, l'individu face au pouvoir, car, dès que quelqu'un détient une parcelle de puissance, il l'utilise d'emblée contre les plus faibles. Le Priz de la liberté apparaîtra probablement au public européen (mais il u'e pas été réalisé pour lui) un peu naif, ingénu,

voire simpliste; cela est voulu

de ma part, parce que j'ai constaté, avec Muna Moto, que la sophistication rhétorique et le baroquisme stylistique desservaient mon propos, mes inten-tions et déroutaient le public africain.

Les personnages de mes films parient en français parce que le français est la langue de communication la plus repandue au Cameroun, où coexistent quatre cent vingt-sept langues locales. Moi, par exemple, j'ap-partiens à l'ethnie douals, qui compte à peine trente mille mambres; si je faisais un film parlant douala, je devrais le sous-titrer en français, ce out rendrait sa compréhension encore plus difficile.

JESTIME que le cinéma est, par excellence, un arta/ricain, car, mieux que tout autre, il permet l'allégorie, la parabole, l'antiphrase, ces figures rhé-toriques fondamentales qui se et des récits traditionnels des griots. Mais le cinéma africain dolt avoir son propre rythme, sa propre gestuelle. Les cinésstes africains ne peuvent pas se borner à être les copistes des metteurs en scene européens ou américains. Néan-moins, pour l'instant nous faisons des ceuvres hybrides, mais cela est à l'image de notre eltuation, car ce qui caractérise aujourd'hui l'Afrique, c'est bien cette rencontre difficile entre deux civilisations : traditionnelle et industrielle. Cette réa-lité se reflète très justement dans deux des meilleurs films africains : le Mandat de Sembene Ousmane et Baara de

Souleymane Classé. Dans ces films, ainsi que, je l'espère, dans les miens, l'homme africain, surtout a'il appartient aux masses populaires, appa-raît perdu, égaré devant deux mondes qui s'imbriquent sous ses yeux, et devant l'utilisation perfide que les dirigeants africains font des lois modernes et de la tradition pour l'asser-vir d'une manière nouvelle.

> DIKONGUÉ-PIPA, réalisateur,

HAUTE-VOLTA: condenser les interrogations

A Haute-Volta a été un des premiers pays d'Afrique noire à nationaliser, en janvier 1970, ses salles (une dizaine) en créant la Société nationale voltaique de cinématographie (Sonavoci). Cette nationalisation provocus une riolente maiographie (Sonavon). Cette instatunalisation provoqua une violente réaction des eociétée Secma et Comacio qui rétorquèrent en refusant de vendre des films, puis en acceptant de le faire à des conditions acceptant de le faire à des conditions proprement dracomiennes. Depuis, le Sonavoci a essayé de développer le nombre de salles de province pour diversifier la demande et augmenter des bénéfices qui permettiont de multiplier l'activité des « cinémobiles », ces camions équipés qui vont de village en village, projetant des films. Elle tente aussi de réduire la pratique du double programme des films. Elle tente aussi de reduire la pratique du double programme (deux films projetés par séance) en vue de diminuer les problèmes d'approvisionnement. A ce propos, la Haute-Volta a cherché à établir des accords avec d'antres pays africains et, dans cette perspective, e'est tenu, du 23 au 26 janvier 1978, dans notre capitale, Ouagadougou, l'Assemblée constitutive du Centre interafricain de production de films (Ciprofilms) et du Consortium interafricain de distribution cinématographique (C.I.D.C.). Outre la Fédération panafricaine des cinéastes (Fepaci), dix Etats ont participé aux travaux : Bénin, Côte d'Ivoire, Congo, Centre-Afrique, Haute-Volta, Mall, Niger, Sénégal, Togo et Zaire. L'assemblée a décidé la mise en place immédiate du C.I.D.C. dont elle a fixé le capital à 300 millions de francs C.F.A. et le budget de fonctionnement pour l'exercice 1978 à 50 millions de francs C.F.A. Il y a donc désormais des structures pour prendre en charge notre propre réseau de distribution et pour mettre à la disposition de nos cinéastes le matériel voulu pour le traitement et la finition des films. Bien sûr, il reste à rendre opérationnelles ces structures, mais le sens de nelles ces structures, mais le sens de la collaboration et la volonté de réussir qui ont marqué le long itinéraire aboutissant à la création du Ciprofilms et du C.I.D.C. laissent bien augurer de l'avenir.

Depuis toujours, la Haute-Volta a fait un effort particulier pour diffuser les films africains; presque tous ont été distribués dans notre pays, ont été distribués dans notre pays, at certains, le pense notamment au Mandat de Sembene Ousmane. Cinq jours d'une vie de Souleymane Cissé et à Muna Moto de J.-P. Dikongué-Pipa, ont connu un succès considérable. Un tel succès e'explique par les similitudes culturelles qui lient la plupart des peuples africains; en voyant un film étranger, notre public ne saisit que 60 % de sa signification dans le meilleur des cas; le sens de certains gestes, de certaines mimiques, de certains aics, sans parler des expressions argotiques de nombreux dialogues, lui échappe entièrement; au contraire, un film africain est au contraire, un film africain est compris dans sa trame la plus intime, et l'effet de reconnaissance culturelle

La Haute-Volta possède un certain nombre de techniciens du film qui travaillent notamment à notre modeste télévision (elle u'émet que

quatre fois par semaine trois heures durant et son audience ne dépasse guère la capitale où l'on compte, malgré tout, plus de cinq mille récepteurs T.V.). Il y a par contre très peu de metteurs en soène de films de fiction; je citeral Djim Mamsdou Kola auteur, chemin de la réconciliation, où il dénonçait l'existence dans certaines chemin de la réconciliation, où il dénonçait l'existence dans certaines régions du pays de castes dites impures, comme celle des forgerons, que l'on ne veut même pas approcher. Il montrait combien il est difficile, même pour des cadres instruits et modernistes, de se débarrasser des anciens préjugés coutumiers. En 1975, René-Bernard Yonly réalisa Sur la chemin de la réconciliation où il montrait comment u ne campagne. chemin de la réconciliation où il montrait comment u u e campagne électorale conduite avec trop d'acharnement divisait un paisible village qui jusque-là evait vécu dans l'harmonie. Mais notre cinéaste le plus doué est sans doute M. Taoko, qui a réalisé en 1975 Barobgo, où il montre avec une délicatesse et un goût réellement picturaux la vie quotidieme d'un village où arrivent soudain certaines institutions modernes; et les villageois se

demandent s'ils doivent abandonner leur manière de vivre traditionnelle ou refuser des innovations. C'est un film en forme d'interrogation qui répond bien à ce que je demande à un film africain : qu'il traduise sur le plan de l'image la culture du pays, que ses images sentent la force de

Les cinéastes africains doivent écou-ter comment les masses populaires de nos campagnes posent les problèmes ; comment se pratique la critique sociale dans nos villages ; ils doivent s'en inspirer, car le cinéma africain plus que tout autre doit être un miroir de la société; il se doit de condenser les interrogations que la situation actuelle fait naître dans nos peuples, et illustrer les acquis de notre civilisation.

> POT JOANNY NANA, prêtre voltaïque, ronmbre du bureau permanent du festival cinémotographique panafricoln de Ouagadougou.

Un terrain privilégié de coopération avec l'Occident

COMMENT L'AFRIQUE DU SUD A PU METTRE AU POINT «SA» BOMBE NUCLÉAIRE

P N août 1977, l'agence soviétique Tass publieit une dépêche selon laquelle l'Afrique du Sud e'epprétait à procérimental eu cœur du désert de Kalaheri. Cette nouvelle - rapidement confirmée par les services spéciaux en Occident suscita aussilôt un vaste brenie-bas diplomatique à Washington, Bonn, Paris et Londres. Dans les capitales occidentales, les déclarations se auccédérent pour mettre en garde le régime raciste du premier ministre Vorster quant aux conséquences néfestes qui pourraient découler d'une telle initiative eur le plan de le politique internationale. Des pressions plus ou moins fortes furent exercées afin d'y faire obstacle. Temporairement, eu moins, les eutorités sud-africaines furent ainsi obligées de faire marche arrière en ajournant leurs préparatifs.

Après plus de vingt ens de coopération entre le République Sud-Africaine (R.S.A.) et les grandes puissances occidental ans le domaine nucléaire, que le régime de l'apartheid puisse devenir le premier pays d'Afrique à posséder un engin etomique ne devrait plus atonner personne. Pour Zdenek Cervenka et Barbara Rogers, euteurs de l'étude le plus complète sur le progremme nucléaira sud-africain depuie ses origines (1), les responsabilités de l'Occident dans cette évolution qui menace d'ailleurs tout le continant efricain - ne sont plus à démontrer. Er effet, ile prétendent que « les Etats-Unle, Israēl, l'Allemagne da l'Ouest, le France et le Grande-Bretegne ont tous aidé pemants divers, de matière tissile, de technologie de pointe et d'aides financières qui lui oot permis de fabriquer une

En se fondant sur des documents secrets derobés à l'ambassade sud-africaine à Bonn (2), les deux auteurs s'ettachent à mettre en lumière le rôle particulier de chaque pays dens ce véritable = axe nucléaire » dont l'àpicentre serait l'Allemagne de l'Ouest, Troisième producteur mondial d'uranium et détenteur de réserves considérables de ce mineral stratégloue (3). l'Alrique du Sud se trouvail en position de force à l'égard des pays occi-Pretorie ont au lergement utiliser cet etout pour acquérir le technologie qui

devait leur permettrs de brûler les étapes sur le chemin conduisant é l'erme

Au début des années 50, en pleine - guerre Irolde -, lorsque les Américains commencèrent de fabriquer un immense ersenel nucléaire. Ils eureni besoln de s'approvisionner en uranium En contrepartle, Pratorie devint l'un des premiers bénéficiaires du programme de coopération nucléalra Atoms for Peace =, qui lui permit, entre eutres, de se doter d'un premier résoteur oe recherche, Saleri-I, entré en service

Espoirs allemands

TINE fois le technologie de base eur place et l'équipe scientifique en cours de perfectionnement, l'étape sulvante, dans le mise au point d'une bombe etomique. consiste en l'ecquiattion des connaissances (iées è l'enrichissement de l'uranium. C'est I? que l'Allemagne de l'Ouest e joué un rôle de tout premier plan. En dépit des effirmations fréquentes du Dr Roux, chef de l'Atomic Energy Board sud-africain, selon lesquelles le procédé aud-africain d'enrichiesement de l'uranium est à le foie « révolutionnaire » et « euthentiquement sud-africain », les experts occidentaux ont estimé qu'il présentait des similitudes pour le moins trappantes avec le procédé dit - jet-nozzie -, un procédà de céparabon Isotopique per luyères, développé par le eur allemand Erwin Becker.

C'est un escret de polichinalle que des chercheurs aud-africaine travaillaient eu centre de Karlaruhe où le procédé e été mie eu point. Oe là à voir une possible colleboration entre les deux pays - checun y Irouversil eon compte - il n'y e qu'un pes que besucoup n'ont pas hésité é tranchir. Cependant, c'est seulement avec le publication des documents provenent de l'ambassade sud-africaine et l'affaire Roll qui e'est ensulvie qu'on a pu mesurer loute l'étendue de cette « conspiration nucléaire ».

Depuis as défaite, l'Allemagns n'e le droit ni de construire ni de posséder des ermes nuclèaires. Mais, dès 1980, des généraux ellemende onl écrit su gouve nement pour souligner la nécessité de doter l'ermée des moyens nucléaires pour assurer la « défense - du Jerritoire, Un

Par HOWARD SCHISSEL

dès 1965. Un deuxième modèle, Safari-II, lul fut livré trois ans plus tard. De plus, Washington a fourni environ 120 kilos d'uranium très enrichi et a ouvert son centre de recherche d'Oak-Ridge aux scientifiques sud-africains. Mais les Amételles facilités eux physiciens de le R.S.A., qui ont également pu eulvra des stages en Allemagne de l'Ouest, en Angleterre et

eutre élément antrant en ligne de comple était le souci de rendre le pays clus esin de l'OTAN; efin d'y parvenir, il failait contourner les Interdictions qui pessient sur lui. En perticuller, il était essentiel de nouer des liens sur le plan nucléairs avec un pays n'ayant pas signé le traité de non-prolifération, car, de cette manière, l'Allemagne pouvait éventuellement evolr accès à l'uranium enrichi sans qu'un contrôle extérieur puisse s'exercer. C'est exactement là que réside lout l'intérêt de la colleboration nucléairs evec Pretoria. Un exemple parmi d'eutres de ce rapport prîvilégié cité par Zdenek Cervenka et Barbara Rogers ; la coopé-STEAG et UCOR (le société sud-africaine d'enrichissement de l'uranium) pour la

commercialisation du procédé Becker. Si la França est devenue au cours des années 60 et 70, selon le mot d'un ministra sud-atricain, = to meilleura amie de Is R.S.A. -, c'est notamment grâce é la vente massive d'armes ultra-modernes et de technologie, qui e permis à Pretoria de mettre sur pied un puissant complexe militaro-industrial, Qui plus est, Paris n'e nullement boudé les possibilités de coopération nucléaire (4) qui eliaient, par la sulte, aboutir à le signaturs « contrat du siècle » portant eur la livraison de deux centrales nucléaires é la R.S.A. Comms le soulignent les deux auteurs, ca contrat a été conclu avec le France, contre toute ettente, pour des rsisons hautement politiques. On croit savoir que le consortium français, avec Frama-

tome comme chef de file, avait déjà été éliminé par les techniciens de l'Escom (l'équivalent sud-africain d'E.D.F.) à cause des garanties techniques nettement insuflisantes qu'il offrait. Alors que les représentents de Framatome pliaient dejà bagages, l'Escom a dù céder eux pressions venant des plus hautes ephéres du gouvernement sud-africain et choisir des centrales mads in France.

Ce choix découlait de la préoccupation des dirigeants sud-africains qui craignaient les effets de l'opposition grandissante à l'apartheid aux Etats-Unis, en Hollande et en Allemagne. Ultérieurement, le mobilisation de larges secteurs de l'opinion publique dane ces pays contre la cooperation de leurs gouverner la R.S.A. euraient pu déboucher sur un embargo empêchant le livraison des centrales commandées. En outre, le décision sud-africaine a aussi été favorablement influencée par les conditions financières assortissant l'offre française et par l'espoir que le gouvernement français serait peutétre moins regardant quant é l'éventuel retraitement des matières fissiles.

Depuis 1970, on a pu voir se former un axe Pretoria-Paris-Téhéran-Tel-Aviv dans le domaine nucléaire. Dans ce rapport quadrangulaire, la France et Israel fournissent le technologie, l'iran le petrole (5), et la R.S.A. l'uranium. Le chah seralt màme tenià d'aider à financer une coûteuse usine d'enrichtssement de l'uranium eur le Jerritoire sud-africain an échange de quoi ses centrales nucléaires eeraient approvisionnées en oxyde d'uranium et, plus terd, en uranium enrichi sans se soumettre eux clauses de sauvegarde internationales actuellement en vigueur. De même, an ca qui concerne Israel, ses besoins en uranium sont complémentaires de ceux de la R.S.A. en lechnologie week rapportait l'année demière que les services spéciaux américains soupconnaient fort que la bombe que les Sud-Africains étaient sur le point de faira exploser aurait pu être de labrication

A le fin du mois de juin, les gouvernements eméricain et sud-africain ont echevé une première serie de pourparlers sur la coopération nucléaire entre les deux pays. Oans la phase actuelle des négo-

ciatione, la R.S.A. se cerait engagée à eigner enfin le traité de non-prolifération, ce qui l'obligerail en principe à accepter le contrôle de son programme nucléaire par l'Agence internationale de l'énergie atomique. De son côtà, Washington va reprendre ses livraisone d'uranium enrichi. Présenté per le président Carter comme pieuve de le sagesse de se nouvelle poli-tique en Afrique australe (6), cet eccord a età en revanche considéré par la presse sud-africaine comme une grande s pour la pays. Car il permettrait à la R.S.A. d'àpargner des dizaines de millions de dollars sur son programme de recherche nucléaire, et, de surcroît, il porte un coup d'arrêt à l'isolement inquiétant de Pretoria sur la scène internationale.

En tout cas, il paraît pour le moins douteux que l'objet de l'accord soit un droit de regard plus grand ou un contrôle plue étroit eur les capacités nucleaires sud-africaines. Ne faudrait-il pas y voir plutôl un aigne du resserrement des liens entre e » gardien » de l'Occident et le » pouvoir pale » eu moment où les lutles ee radicalisent en Afrique australe?

(1) Zdenek Cervenka et Barbara Rogeza, The Nuclear Aris. Julian Freedmann Books, Londres, 1978, 488 pages.
(2) Voir le uuméro spécial de Sechaba (journal du Congrès national africain publié à Londres), e The Nuclear Compiracy s. novembre-décembre 1975. Ces documents sont reprodutts en annex dans fouvrage cité ci-dessus.
(3) A ce sujet, voir l'intéressante étude: Uranium: reasources, production et demande, publiée par l'O.C.D.E. à la fin de l'année passée. D'autre part, l'Arrique du Sud est le premier producteur mondial d'or. de piatine. d'antimoine; elle se taille la deurséme position dans la production de diamants, de chrome et de vanadium. En ce qui concerne l'uranium, la manganèse et le lithium, elle se classe parmi les producteurs les plus importants.
(4) Voir l'excellant dossier prépara par une commission d'enquête sur l'apartheid, par les éditions L'Harmettan, ainsi que l'article de Claude Bourdet: r Oh serait aujourd'hui l'Afrique du Sud sans la France », dams le Bronde diplomatique d'avril 1978.
(5) Malgré l'embargo des Nations unles sur la pétrole à l'eucoète de la R.S.A., l'Iran continue de fournir 90 % des besoins sud-africains.

(6) Voir B. Cohen et H. Behissel:

firm continue de fournir su ; des besoins sud-africains.

(6) Voir B. Cohen et H. Behissel : Afrique Australe, de Etsainger à Carter, éditions L'Harmattan, Paris, 1977, nont le Monde diplomatique a rendu compte dans son ouméro de janvier 1978.

DANS UN VILLAGE DE HAUTE-VOLTA

Les jeunes transforment l'agriculture vivrière

Les problèmes du sous-développement dans le tiers-monde ne seront pas résolus par d'ambiticux projets conçus par les gouvernements ou par les organismes internationaux. Pour ne prendre qu'un exemple parmi coup d'autres, le désastreux bilan de dix ans d'efforts de la Banque asiatique de développement est, à cet égard, tout à fait probant (veir l'article de P. de Beer, le Monde diplomatique, janvier 1978). Car les projets élaborés par des experts occidentaux ont en commun de négliger les possibilités locales de développer les cultures vivrières, qui doivent pourtant être la base de toute politique cohérente : François de Ravignan en faisait ici (le Monde diplomatique, novembre 1977) la démonstration à partir du cas d'un village da Niger. Alors que, comme le disait Bené Dumont dans notre numero de mars, tout laisse prévoir une nouvelle famine dans le Sahel, il faut savoir qu'une telle catastrophe n'est pas

N jour, quelques jeunes du village de Yorowitin, dans l'O.R.D. (1) de le Volta-Noire, décident de lancer le jardinage dans leur village. En effet, its ont constaté que les légumes frais se vendent cher au marché de la ville volsine. Ils pensent des qu'ils pentres en divers profit sent donc qu'ils peuvent en tirer profit et empêcher l'émiettement de leur association de culture 12) qui, chaque année pendant la saison sèche, voit quelques-uns de ses membres quitter

le village pour la Côte-d'Ivoire, le Ghana... ou la ville. Ils décident donc de convoquer leurs camerades à une réunion où ils proposent leur idée de

jardinage.

Après l'adoption du projet, il faut en préparer la réalisation, et ils s'aperçoivent alors qu'elle soulève beaucoup de questions. L'un des garçons fait en effet remarquer que les habitants du village verront d'un très mauvais œil que l'on prenne l'eau du jardinage.

Un antre modèle de développement, qui suppose bien entendu un autre projet politique, est possible. A cet égard, les démonstrations globales resteront malheureusement assex peu convaincantes. C'est pourquoi il nous parait utile de citer ici une expérience, parmi beaucoup d'autres. qui s'est déroulée en Haute-Volta. Ce petit pays (einq millions d'habitants en 1967, mais cept millions prevus pour 1985) peut, comme ses veisins, accorder la priorité au développement de l'agriculture vivrière et des activités artisanales qui lui sont reliées. Mais comment traduire en actes les intentions du gouvernement? Dans la thèse qu'il a consacrée à ce problème, Pascal Thianhoun insiste, à juste titre, sur l'importance d'une « promotion collective » qui suppose une transformation des structures villageoises, pour que chaque village puisse prendre en main son développement. Et, à l'appui de sa démonstration, il cite le cas enivant.

puits (déjà à peine suffisante pour les besoins domestiques en saison sèche) pour arroser des légumes. On décide alors de creuser un puits. Mais, à Yorowibin, toute terre située dans le périmètre du village relève de l'autorité du chef de terre qui, seul, peut autoriser le percement d'un puits. Deux membres du groupe vont donc se concerter avec lui et obtien-nent son accord de principe pour le creusement d'un puits. Mais lui-même doit en référer aux anciens et au chef religieux. Finalement, autorisation est donnée aux jeunes d'« éven-trer » la terre, pendant que les vieux

Par PASCAL THIANHOUN

du village et le chef religieux se chargent du sacrifica rituel indispen-sable en pareille situation. Pour choisir l'amplacement du jar-din, il faut discuter avec les anciens du village et les chefs des grandes familles, propriétaires des terres. Les jeunes expliquent leur projet, les buts poursuivis et ce qu'ils en attendant. Les vieux prennent le temps de la Les vieux prennent le temps de la réflexion et, finalement, on leur alloue une parcelle de terrain non sans quelque scepticisme quant aux résultats.

sans quelque scepticisme quant aux résultats.

Reste alors à creuser le puits, très profondément pour que les eutres puits ne tarissent pas pendant la saison sèche. Les jeunes eux-mêmes n'eu sont pas capables. Les forgerons, qui habituellement percent les puits, e'arrêtent des que l'eau jaillit, ce qui explique que nombre d'entre eux tarissent en saison sèche. C'est à ce moment que l'instituteur du village qui, grâce à un organisme européen, avait bénéficié d'un puits pour l'école, s'intéresse au projet des jeunes. Il entreprend des démarches euprès des responsables de l'ORD, usection jeunesse rurales qui viennent de lancer pour les associations de jeunes un programme comportant un champ collectif, un jardin potager, un poulailler, une saile de réunion et un terrain de sport à réaliser par les jeunes eux-mêmes. Il se met aussi en contact avec des organismes extèrieurs. Au bout du compte, le puits est financé et réalisé.

A ce moment-là un des joures pense que les chèvres et les moutons qui vagabondent librement en saison sèche dévasteront les jardins malgré les faibles palissades qu'on dressera. On demande donc une entrevue avèc les vieux pour savoir s'il n'est pas possible de faire garder les bêtes, comme cela se fait chaque année pendant l'hivernage pour protèger les cultures de mais eutour des maisons ; ne peut-on maintenir ce décret durant la saison sèche? Les vieux, poussès par les propriétaires d'animaux, ne l'entendent pas ainsi. Mals, devant le travail fourni par les jeunes et la multiplication des jardins, les anciens finissent par accepter le proposition, qui e d'ailleurs l'avantage de fertiliser les sols autour du village grâce eux déjections des animaux. Les premiers résultats dépassent les espérances : les habitants du village qui vagabondent librement en saison espérances : les habitants du village trouvent des légumes frais en pleine saison sèche et on peut même en

saison sèche et on peut même en vendre en ville.

Le temps a passé, le jardinage a pris de l'ampleur dans le village et les jardins se sont multipliés. De nouveaux problèmes sont apparus : problèmes d'approvisionnement et de production (matériel et outils, însecticles et engrais...), problèmes de distribution et de vente. Mais, surtout, il v a eu une prise de conscience

ticides et engrais...), problèmes de distribution et de vente. Mais, surtout, il y a eu une prise de conscience par les jeunes des problèmes d'ordre familial, social, culturel, économique et politique dans le village.

Aujourd'hui, un des jeunes raconte : a Nous avons pris l'habitude de nous réunir et de discuter des problèmes qui se posent dans le village, mais, au débul, ce n'était pas ainsi. Par exemple, chaque groupe déléguait certains de ses membres pour porter les légumes au marché ou pour s'occuper des problèmes d'approvisionnement. Nous, on se colisait chaque année pour acheter nos engrais, nos insecticides et le matériel de jurdinage (râteaux, arrosoirs...), un autre groupe faisait un champ de coton, et le prix de la vente servait à l'achai du matériel de jardinage. Nous avons créé une caisse des jeunes du village, gérés par une équipe comprenant deux membres de chaque association de jeunes. Grâce à l'instituteur du village, nous avons su qu'il existait des gens copables de nous apprendre à gérer nous-mêmes nos caisses. Nous

avons envoyê l'équipe de gestion à Bobo-Dioulasso au CESAO. (3). Maintenant, nous nous demandons comment faire pour que nos réflexions et notre action s'étendent aux adutes. Nous avons invité l'autre jour tous les chefs coutumiers lorsque nous avons discuté de nos relations avec les filles, du mariage et de la doi. Nous avons discuté aussi avec le ché de terre de l'obligation qu'il y a de construire sa maison dans un périmètre délimité, faute de quoi on est considéré compara étanome. Nous considéré comme « étranger ». Nous organisons aussi des soirées de danse, des jêtes et du théâtre. Tiens, tout des fêtes et du théâtre. Tiens, tout dernièrement, nous avons monté une pièce de théâtre qui abordait le problème des jeunes qui quittent le pays. La récolte a été mauvaise, le jeune n'a rien à faire et ne peut payer la dot de sa fiancée, alors il va en Côte-d'Ivoire pour travailler. Quand il revient, sa fiancée est devenus la troisième femme d'un riche commercant. Avrès cette nièce, toute le monde cant. Après cette pièce, toute le monde dans le village en parlait. Nous avons ainst amorcé une réflexion sur un problème important dans le village. » Aujourd'hui, nous, les jeunes, nous sommes contents, car nous sentes. contons un peu plus unis : il n'y a plus
de disputes ni de bagarres entre
feunes de quartiers différents. Nous
voulons nous organiser aussi pour les
travoux des champs en hivernège et pour beaucoup d'autres choses dans le village, comme nous avons fait pour le jardinage, mais nous savons que la chose est dure.»

(1) O.R.D. : Organisation régionale de (1) O.R.D.: Organisation regionate to developpement.

(2) Association de culture: dans les villages, les jeunes ont l'habitude de se réunir en association ou groupement de classe d'âge pour les travaux des champs et diverses activités. Ils s'entraident pour le culture de leurs champs et louent leurs services à ceux qui les demandent. Ces associations servent auxid de cadre de formation pour les jeunes et de moyen d'intégration dans la vie sociale du village.

13) C.E.S.A.O.: Centre d'études sociales de l'Afrique de l'Ouest, B.P. 305, 3039 Bobo-Dioulasso, Raute-Vojta,

LE CARNET DES AMBASSADES

A l'occasion du cinquante et unième anniversaire de la fondation de l'armée populaire de libération de Chine, M. Wu Chen, ettaché militaire naval et de l'air, a donné une récep-tion le 1° eoût.

Nécrologie Nous epprenons le décès de M. Marc Pofilet, ancien ambassadeur, ministre plénipoteotiaire, survenu le 25 juillet à Nice.

M. Gasperd Fillies, ancien consul général de France est décédé le 3 août.

Trois dames de compagnie.



Objectif prioritaire pour Citroën: satisfaire vos exigences en yous proposant une gamme complete allant de la LN 3 CV aux plus luxueuses CX, sans oublier la grande variété de GS... Des voitures racées qui savent se tenir dans le monde. Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars est à votre disposition pour vous fournir tout

CITROEN CHAMP OF MARS

FILIALE DE S.A. CITROËN 6-10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris. Télex TT Citro 204.833 F. Tél. 567.55.62

renseignement qu'il vous plairait d'obtenir.

CITROËN®

LE PREMIER

74129-1-4

1 2 1 ----2 L A , -e- ;

- - - <u>-</u> -

A work portage a

er e triz

inti - ay -p-g 7-14 = 71/ = 21/2 in the saudions an de Males Au Marie Dans dan Marie Cherl

11000

7-9-4-1

201 7/21 201 7/21 201/201 201 20

And the State of

(x,y,y,y,z) = -(x,y,z,z)

The state of the s

7 7 7 25 TEST

2.00

 $C^{-1} \in \Delta$

-

Charles About

LE PREMIER TÉMOIGNAGE SUR LES ACTIVITÉS DE LA C.I.A. EN AFRIQUE

LUSIEURS jeunes a déserteurs » de la CLA avaient déjà mis leur ancilen employeur au défi en publiant des témoignages sur leurs expériences au sein de l'Agence. Le livre de l'ancien agent Philip Agee, Inside the Company: a CIA Diary (1), reste sans doute, par ses a spect s concrets et ses précisions politiques, la relation la plus percutante des activités de la CLA. Philip Agee y exposait les machinations de la CLA en Amérique latine: plus récemment, Decent Interval, de l'ex-agent Frank Shepp (2), révélait les conditions peu reluisantes et hâtives du retrait américain durant la chute de Saigon. Et voilà que, tandis que l'Afrique prend une importance croissante dans la politique étrangère américaine, un premier compte rendu des activités de la CLA. sur ce continent, vues de l'intérieur, nous est dou n'e par John Stockwell (3). Naturellement, l'auteur u'a va ît pas reçu de son ancien employeur l'autorisation d'écrire un tel livre; aussi sou éditeur, craignant une obstruction à sa diffusion, fit en sorte d'approvisionner les libraires avant que l'on ait eu vent de son existence obstruction à sa diffusion, fit en sorte d'approvisionner les libraires avant que l'on ait eu vent de son existence.
Comme Philip Agee, John Stockwell appartient à cette catégorie d'Américains qui se veulent de la sciasse moyennes, fondèrement patriotes et, par là, definitivement anticommunistes. Quand il entra à la CJA, en 1964, rien ne troublait le consensus en Amérique, et l'Agence elle-même y jouissait encore de toute sa réputation de respectabilité. Stockwell l'écrit : « Nous allions souver le monde du communisme, la CJA, et mol...» « Nous allions souver le monde du com-munisme, la CIA, et moi...»

John Stockwell avait passé toute sa jeunesse dans la province congolaise du Kasal, dont il parlait les dialectes locaux. Il fut done affecté à la divi-sion africaine de l'Agence. Pendant douze ans, il allait servir en Côte-d'Ivoire, diriger la base de Lubum-bashi au Zaire et la station de Bujum-bura au Burundi. Avant d'être nomme

chef de la s Task Force » en Angola en 1975, il effectua un temps de service au Vietnam, en qualité d'agent chargé de la province de Tay Ninh. Il put alors s'adonner à ces « hauts faits » qui relèvent généralement de la compétence des agents secrets de carrière : espionnage des ambassades étrangères, recrutement d'agents, et même location de prostituées qu'on lançait sur des personnalités officielles soviétiques et chinoises. C'est à la suite de ce séjour au Vietnam qu'il éprouva de ce séjour au Vietnam qu'il éprouva ses premiers doutes sur l'efficacité et l'éthique de la C.I.A. Mais on lui offrait de diriger la principale opéra-tion en Afrique depuis l'affaire du Congo: le prestige que cela représen-tait et l'intérêt de l'affaire l'incitèrent à accenter la rocta en Aprels.

tait et l'intérêt de l'affaire l'incitérent à accepter le poste en Angols.

In Search of Enemies est à la fois une relation des aspects secrets de la guerre d'Angola et une tentative de s donner au public américain un aperçu sincère de la mentalité de l'action clandestine, en levant les dernièrs voiles du secret ». Au début, l'auteur explique pourquoi il refuse de se considérer lie par le serment du secret prêté à la C.I.A. D'abord, parce que ce serment aurait été e obtenu frauduleusement », ceux qui l'avaleot engagé lui ayant assuré que la C.I.A. n'avait d'autre fonction que de recueillir des rentre fonction que de recueillir des ren-seignements. En réalité, elle faisait seignements. En réalite, elle faisait liquider des opposants librement, elle utilisait la drogue et le sexe pour manipuler des gens et mentait au peuple américain et à ses représentants en dissimulant la véritable uature de ses activités. En second lieu Stockwell avait décidé que son obligation de loyauté e nvers la Constitution des Etats-Unis devait l'emporter sur tout autre serment ou code d'honneur : car suite serment du code à nombeur; car e c'est un droit sons équipoque du peuple oméricain de savoir ee que jont leurs dirigeants au nom de l'Amé-rique »... Enfin, l'auteur entend affir-mer son « droit constitutionnel à la liberté de parole ».

Le rôle de M. Kissinger

En mettant ainsi la C.I.A. au défi, John Stockwell croit qu'il sert les meilleures tra ditlons américaines : meilleures tra ditions américaines: honnéteté du gouvernement et liberté de l'individu. Jamais il ne met en question la nature même du système global dont la C.I.A. a été chargée d'assurer la protection. Sa réflexion ne franchit pas le seull idéologique au-delà duquel il devrait concinre à la nécessité de changer le système qui, eu Amérique, a engendré la C.I.A. Il souhaite plutôt une réforme des services de renseignements américains. souhaite plutôt une réforme des ser-vices de renseignements américaina. Et pourtant, John Stockwell apporte des détails fascinants sur le fonction-nement interne de la CLA. et sur sa division africaine, dont les activités ctalent jusque-là peu connues. Appa-renment, cette dernière emploie un effectif de trois cents personnes, avec quarante «stations» et «bases» répar-ties sur l'ensemble du continent. Vu le coll mat. Alitiste et conservateur qui règne au sein de l'Agence, il existe une subtile discrimination à l'égard des minorités. Ainsi les comités de gestion du personnel sont composes exclusivement de Blancs. Lorsque John Stock-well voulut affecter à son équipe angolaise un certain agent américain

uoir, le chef de la division africaine s'y opposa, estimant que sa présence pourrait compliquer les liaisons avec l'allié blanc sud-africain.

pourrait compliquer les liaisons avec l'allié blanc sud-atricain.

Les détracteurs de la politique américaine en Angola trouverout dans ce livre un grand nombre de preuves à l'appui de leurs opinions sur l'évolution de la guerre. En décrivant explicitement le dispositif mis en place par la C.I.A. pour aider les organisations du F.N.I.A. et de l'UNITA, John Stockwell indique sans équivoque que les Etats-Unis portent la responsabilité de l'escalade du conflit. « C'était Kissinger qui poussait la C.I.A. à intervenir secrètement en Angola. Kissinger ne voyait le conflit angolais qu'en termes de politique globale, et û était déterminé à c on tre r militairement toute initiative soviétique en un quelconque point éloigné du monde... Frustré par notre humiliation ou Vietnom, Hissinger eles contiques. Manifestement, il n'avait pas tenu compte de l'avis de ses conseillers et se refusait à rechercher des solutions diplomatiques en Angola.»

Il n'e avait aucune chance, immématiques en Angola » Il n'y avait aucune chance, immé-diatement après la débacle vietna-

Par BARRY COHEN *

mienne, que le Congrès autorise une intervention à grande échelle en Angola; aussi l'opération devait-elle être tenue eccréte. Mais quand IURSS et Cuba décidérent de prêter un soutien encore plus massif à leurs alliés, Kissinger et la CLA se virent pris au plège. Comme de mauvais joueurs, ils avaient misé gros sans détenir suffisamment d'atouts pour gagner.

détenir suffisamment d'atouts pour gagner.

John Stockwell écarte l'opinion vou-lant que les Cubains se soient simple-ment prêtés au rôle de subrogés, ou de mercenaires, de la politique sovié-tique: «Après la guerre, nous appri-mes que Cuba n'anait pas reçu de l'Union sociétique l'ordre d'entrer en action. Au contraire, les dérigeants runion societique l'ordre d'entrer en action. Au contraire, les dirigeants cubains se sentaient obligés d'interpenir pour des raisons idéologiques qui leur étaient propres. De son côté, le département d'Etat s'était opposé à la C.I.A. en faisant valoir que nou seu-lement le M.P.I.A. était le mouvement de libération le plus qualifié pour gouverner l'Angola, mais encore qu'il souhaitait entretenir d'importantes relations d'affaires avec les Etats-Unis. On notera avec intérêt que le chef de la station de la C.I.A. à Luanda partageait ce point de vue et pressait les Etats-Unis de s'entendre avec le M.P.I.A.

Stockwell croyait que le programme politique du M.P.I.A. ne différait guère de celui du F.N.I.A. ou de l'UNITA — et c'est là qu'il laisse per-

guere de ceiui du FNIA ou de l'UNITA — et c'est là qu'il laisse percer sa nalveté en mahière idéologique. En réalité, le M.P.I.A. avait opté pour une société socialiste et s'était engagé à promouvoir la lutte de libération dans toute l'Afrique australe; c'est bien pourquoi des États tels que l'Afrique du Sud, la Zambie et le Zalre produitaient son accession au pourque redoutaient son accessiou au pouvoir.
Selon John Stockwell, les opinions
de la C.I.A. étaient généralement fondées sur de mauvais renseignements,
comme plusieurs autres de ses analyses comme plusieurs autres de ses analyses des affaires africaines. Il cite à ce propos son incapacité à prévoir le coup d'Etat de 1974 au Portugal, le développement de la capacité mucléaire sud-africaine et l'invasion du Shaba par les « gendarmes katsugais » en 1977. Dans une large mesure, de telles erreurs se produisent parce que les agents de la C.I.A. dépendent presque entièrement du matériel collecté par l'Agence et p'examinent que rarement. entièrement du matériel collecté par l'Agence et n'examinent que rarement celui qui pourrait provenir de sources extérieures. Stockwell critique aussi la manière dont les informations circulaient, peu dant la guerre d'Angola, entre la C.I.A. et ses alliés: e Les stations de Pretoria et de Paris étaient en pleins euphorie, n'oyant jamais eu si largement accès au BOSS et au SDECE (4) dans toute l'histoire de l'Agence... Les Sud-Africains et les Français acceptaient de volumineux rapports d'espionnage et des comptes rendus détaillés de ces stations de la C.I.A., mais ils ne leur donnaient jamais beaucoup d'informations, en contrepartie, sur ce qu'est-mêmes faisaient en Angola.» Blen que William Colby, ancien directeur de la C.I.A., ait affirmé, dans son livre Honourable Men, que

· Journaliste canadian.

les Américains gardalent leurs distances à l'égard des Sud-Africains, Stockwell se réfère à l'étroite collaboration entre la C.I.A. et le BOSS au Zaire: «La C.I.A. o toujours sympathisé avec les Sud-Africains et elle appréciait ses relations étroites avec le BOSS. Les deux organisations pariagent une violente antipathis à l'encontre du communisme, et, au début des années 60, les Sud-Africains avaient facilité les efforts de l'Agence pour mettre sur ped une armée de mercenaires en vue de supprimer la rébellion en Congo. » Pendant la guerre d'Angola, le directeur du BOSS rendit visite, à deux reprises, au directeur de la division africaine à Washington comme su chef de la station de la C.I.A. à Paris.

Certains des aspects les plus intrigants de la relation de Stockwell concernent l'extraordinaire coalition de forces qu'l s'était formée pour abettre le M.P.I.A. Le Brésil, par exemple, avait une politique étrangère favorable au M.P.I.A. mais des consellers militaires brésiliens travaillaient aux côtés du F.N.I.A. D'autre part, une allusiou à la fourniture d'un avion à réaction au chef de l'UNITA, Jonas Sahimhi, par une « société d'investissement londono - rhodésiennne », laisse elairement entendre qu'il s'agit de la Lourho, le conglomérat africain aux

elairement entendre qu'il s'agit de la Lonrho, le conglomérat africain aux activités ambigués et légendaires. Quand l'issue de la guerre parut de

plus en plus désespèrée pour la coali-tion du F.N.L.A. et de l'UNITA, la C.I.A. s'efforça d'organiser le recrute-ment d'une importante force de mer-cenaires. Le SDECE la mit en rapport cenaires Le SDECE la mit en rapport avec Rob Denard, qui s'illustrait récemment encore en organisant un coup d'Etat aux Comores. Denard avait déjà foumi des mercenaires français au président Mobutu pour l'aider à réaliser ses projets d'invasion de l'enclave de Cabinda, riche en pétrole. Pour 500 000 dollars, il accepta de fournir vingt mercenaires pour e conseiller > l'UNITA; le SDECE prêta son concours en donnant les passeports et les visas nécessaires. Tout comme d'autres coûteuses opérations de mercenaires mises sur Tout comme d'autres coûteuses opérations de mercenaires mises sur pied par la C.L.A. avec la participation de commandos portugais d'Angola aussi bien que de mercenaires britanniques et américains, l'entreprise de Bob Denard se révéla désespérément vaine. Détournements de fonds et indiscipline générale caractérisaient d'ailleurs tout le programme d'opérations reposant sur l'utilisation de mercenaires.

L'utilisation d'« orgues de Staline » par le M.P.L.A. e joua un rôle déterminant pour l'issue de la guerre civils en Angola ». Même les bataillons de commandos d'élite zalrois engagés sur le front nord s'enfuyaient devant leur extraordinaire puissance de feu.

Un réseau de propagande

TOUT au long de ces dix dernières années, des groupes de chercheurs progressistes et des journalistes soucieux d'aller au fond des choses sont parvenus peu à peu à mettre au jour le complexe réseau d'organisations, de fondations et de sociétés d'affaires créées par la C.L.A., ou bénéficiant de son aide, pour diffuser la propagande américaine dans l'opiniou internationale. Une série de révelations avaient déjà été publiées à ce sujet à la fin des années 60, mais l'Agence continua à utiliser les mêmes factiques inavonées. Stockwell reconnaît que, « dans la guerre civile ongolaise, la propagonde devait être un élément aussi important que les combats ». Des écrivains étaient payés pour publier des articles dans la presse locale de Kinshasa et de Lusaka. Après quoi, ces reportages, qui souveut faisaient Kinshasa et de Lusaka. Après quoi, ces reportages, qui souveut faisalent état de prétendues atrocités commises par le MPLLA, étalent repris par les grands groupes d'informatiou internationaux pour être distribués dans la presse mondiale. Pour la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Organisation de l'unité africainé, en janvier 1976, « la G.I.d. convoqua tous les agents qu'elle juit rassembler et les envoya à Addis-Abeba ». Es eurent leur part, certes, dans le vote conditionnel qui fut émis dans le vote conditionnel qui fut émis à propos de la reconnaissance du MPILA; mais à peine six mois s'étaient-ils écoulés que l'O.U.A. se proponçait massivement en faveur de la reconnaissance du gouvernement de Luanda. Les défaites de la C.L.A. sur le champ de hatelle trouvaient. sur le champ de bataille trouvaient vite leurs pendants dans les salles de conférence. Malgré les conclusions auxquelles

et Pike du Congrès à propos des activités de la C.I.A., Stockwell estine,
quant à hi, que le Congrès u'a pas de
réel pouvoir d'investigation. Avant son
départ de l'Agence, une pratique courante était en train de s'installer,
consistant à traiter les informations
s sensibles » en soft plutôt que de
les classer dans les fichiers officiels.
Une manière de s'assurer que les rapports embarrassants ne seraieut
jamais divulgués au titre de la loi
sur la liberté de l'information :
« Techniquement, ils n'existaient pas ;
légalement, ils pouvaient être détruits

« Techniquement, ils u'existatent pas; légalement, ils pouvaient être détruits à tout moment. »

A la fin de 1976, John Stockwell démissionna de la C.I.A., qui fut pour lui le « seul monde que je connaissais. Il vous donnait de solides amis, la sécurité financière et la protection ». Aujourd'hui, il préconise l'élimination des services clandestins de l'Agence. « Les opérations secrêtes sont incompatibles avec notre système de goupernement et nous nous en de gouvernement et nous nous en acquittons mal. » Aussi longtemps qu'existe un personnel clandestin. « un agent qui ne suscite pas de nouvelles opérations n'o pas de promotion » voilà pourquol la C.L.A. doit teujours être en quete d'ennemis...

(1) Penguin Books. Londres 1975.
Paru 80 Français aux éditions du
Seuil : Journal d'un agent secret : diz
gas dans le C.J.A., Paris, 1976, 598 pages,
49 P.
(2) Random House, New-York, 1978,
(3) John Stockwell, In Search of
Enemies : A O.J.A. Story, W.W. Norton
& Company, Inc., New-York, 1978, 285 pares, 12.95 dollars.

(4) BOS3: Bureau (sud-africain) de la sécurité d'Etat; BDECE; Service (français) de documentation et de contre-

Recherches universitaires

LE « FARDEAU DE L'HOMME ROUGE »

LLUSTRATIONS inépulsables pour les tenants de la fixité des grands desseins nationaux par-deià la vernis idéologique des régimes qui pessent i Le Sainte Russie, de Cetherine é Nicolas II, rêveit é la terre promise de Constantinople. L'éphémère gouvernement Kerenski, par la volx de eon ministre des affaires étrangéres Milloukov, proclameit, devant le Douma, la nécessité d'un libre eccès é la mer par l'annexion des Détreits. Trotski, nissaire eux affaires étrangéres, affirmeit - à l'encontre, il est vral, de Lénine - que la politique taariete des Détroits et de Constantinople avait été pieine de bon sens. Au milleu des années 50, les héritlers da Staline, par leurs premières ouvertures eu monde arabe, reviennent au très encian intérét de la Russie pour cette « Asie occidentale » qui — pour les Soviétiques comme pour leurs prédécesseurs — recouvre le Méditerranée, le mer Noire, la Caspienne et le Golle.

De lait, l'Orient, qui faccine les dirigeants soviétiques, et qui leur apparait décisif, lorsque leur action s'ouvre eur le monde extérieur en 1955 — de même que l'Orient qui tescinait les gouvernants de l'ancienne Russie, celui qu'évoqueit Nesserod, le chanceller de Nicolas I**, lors du soulèvement de Méhémet Ali — c'est l'Orient proche, celui qui se trouve aux portes de l'ampire d'hier ou de l'union d'eujourd'hui. Dene eon excellent ouvrage sur le Politique soviétique eu Moyen-Orient (1), Hélène Carrère d'Encausse rappelle que l'Union soviétique eut trois rendez-vous manqués evec cette

- 1919 : le dénoncietion des treités inégaux, l'eppai à l'émancipetion des peuples dominés érigent le nouvel Etat en puissance non dominalrice — ee domination sur les pauples allogénes da l'ancien ampire, alors mal connue à l'extérieur, important peu. Le reve expansionniste des taers ve l-il laire piece à une expans révolutionneire et libéretrice ? Non, car le révolution s'errête pertout eur les trontières eoviétiques : l'Etal soviétique, choisissant de eur les inditieres coviençues : l'air les interétaires privilégier les rapports interétatiques, normalise ees rélations avec la Turquie kémaliete, qui combat les petite groupes communisies, evec l'Iran, qui jugule ses rébellions locales, et elle tente valnement, è le conlèrence de Leusenne, en 1923, de leire reconnaître ses intérêts

- 1940 : le second confilt mondiel semble donner de nouvelles chances eux Soviétiques. Allié à l'Allemegne, Staline revendique une zone d'intiuence qui comprendrait l'irak, l'tran, une partie de la Syrie, le Turquie, le Liban, l'Arabie, et des bases dans les Détroits. Alliée à le Grande-Bretegne, l'Union eoviétique récieme à la Turquie des vileyets perdus eprès le première guerre mondiale ; elle damande le révieion des accords de Montreux; elle entend participer au pertege des colonies italiennes; elle favories, par sa présence militaire, le constilution de deux républiques populaires dene le nord de l'Iran, Mais, ayant choisi les voies classiques de la puissance d'Etet, l'U.R.S.S. Inquiète ses voleins par ees visées expansionnistes effichées, les rejeite vere les Occidenteux, et perd le capital de conflence que lui evait valu son image de puissance non dominatrice.

- 1947 : la création de l'Elst d'Israèl appareit aux Soviétiques comme un moyen de « déstabiliser », de l'intérieur, le région méditerranéanne. Israél sere un liot de modernité, voire un modèle révolutionnaire, dans un Proche-Orient aux structures ligées. Le calcul se révélere doublemant faux : loin d'être le chef de file d'un Proche-Orient progressists, israél ralle le camp occidental : l'Union soviétique, en soutenant l'Etel juil, e'aliène l'ensemble des pauples arabes et affaiblit le position des partie communistes locaux. Après cet utilme désestre, Moscou choisit le repli - ce repli auquel, dans un premier

Par CHARLES ZORGBIBE

temps, les euccesseurs de Sialine préfèrent se tenir, même loraque one nouvelle chance s'offre à eux, avec la tantation révolutionnaire de firan du Dr Mossadagh, en 1953.

A rentrée de l'Union soviétique en Méditerranée orientale - que proclame la déclaration de politique étrangère soviélique du 16 avril 1955, et que concréties, cinq mois plus tard, le révélation par Nasser de le conclusion d'un contrat égypto-tchécoslovaque de tourniture d'armements — est due, d'abord, à le conjonction de deux desseins nationeux : la recherche de nouvelles alliances par une Egypte qui se cent isolée par le formation du pacte de Bagded ; le refus des dirigeants soviétiques d'eccepier plus longtemps le monopole occidental en Méditerranée. Mais alle reflète, eussi, d'importantes modificatione sur la scène internationale : en avril 1955, la conlérence de Bandoung e ouvart le voie à un repprochement de l'Egypte evec le camp socialiste ; Nasser a découvert, dans ses entretiens evec Chou En-lai, que le monde socialiste peut lui permettre d'asseoir son neutralisme. Une liaison est ainsi établie entre les axes nord-sud et ext-ouest de le politique mondiale. Dans un iniéressent mémoire de doctoret sur le Stratégie en

Mèditerranée (2), un jeune chercheur tunisien eu talent prometteur, M. Jamel Eddine Meazoun, retrace, lui eusel, le moniée de l'Union soviétique au Proche-Orient, mais son étude mêle le discoure - radical - du tiers-monde aux thèses strelégiques nucléaires chéres à

eon direcieur d'étude, le général Gallois. A l'époque des tusées intercontinentales, le bassin méditarranéen a-t-il encore une importance stratégique ? Le question est posée escortie d'une réponse négative. De fait, dans l'hypothèse d'une guerra générale, qui durarell en maximum quelques jours, nulle position géographique n'apparaît vitale — de même que deviennent sans tritérêt les considérations relatives à une guerre d'usure entre marines de commerce et eque-marins. Subsistent, cependant, les hypothèses de conflit conventionnel limité, de lutte d'influence entre grandes pulsaances, de préparation et de prévention d'un contilt

nuclétire générel, qui rendent leur intérêt eux enjeux méditerrenéens — st sont peut-être négligées par certains « porte-lanions » de le stratégie nucléaire (3).

R ESTE que le pénétration eoviétique en Méditerranée ne s'accomplit pas sans prudence, ni hésitatione, et qu'elle n'exclut pas les

ambiguïtés et les « à-coups » délevorables.

Prudance : le pragmetisme des dirigeants soviétiques les conduit, le plus souvent, à ne pas prendre l'initiative du déclanchement des

orises, mais à maximisur leurs evantages en utilisent les événements qui modifient le repport des forces. Hésitations : l'Union soviétique doit-elle se comporter en Etat

soutenant, de l'extérieur, les Etats de la région controntée aux grandes puissances? ou s'insérer dans le club des grands pour parleger des responsabilités? La première option prédomine, car le seconde peut déboucher sur le rejet généralisé des inituences extérieures par les

Etata de la région - dont l'influence soviétique. Ambiguitée : l'Etal equiétique reste une idéocratie, c'est-à-dire un régime dont l'Idéologie dominante façonne le champ de vision des gouvernants, un régime qui ne peut renoncer eu messianisme idéologique sans elleindre son essence même (4). La contradiction écleta périodiquement. L'Union soviètique choisit de soutenir les . bourgeofales nationales - dans (eur lutte contre l'Occident ; meis elle est insensiblement conduite à s'intéresser à févolution interne des régimes politiques : l'indépandence consolidée, le lutte ne doit-elle pas se poursuivre sur le scène inierne, d'eutant plus que le bourgsoisie nationale, attrayée par dee exigences populaires croissan peut chercher des appuis à l'âtranger et menecer ainai l'indépendance nationale ? Du même coup, Moscou inquiéte les gouvernements locaux, et se pénétration se fait incertaine — c'est le cas dans les années 1958-1963. Nouvelle concession idéologique, eu milieu des ennées 60 : maigré l'embarras de leurs théoricians, les dirigeants soviétiques tandent à reconneître le éarectère » progressiste » des nouvesux » socialismes nationeux » du Proche-Orient. Nouvelle ambiguïté : l'Union soviétique n'incite-t-elle pas les militants communistes locsux é s'introduire eu cœur des divers partis uniques?

La dimension idéologique de le diplometle soviétique explique, an partie, cartaines réections de rejal - et de subits retourne position, comme celui de le Syrie, dans l'affaire du Liben, en 1976. Nouvelle puissance impériale, l'Union soviétique connaît é son tour l'enlisement dans les eventures extérieures — ou, pour pasticher le romentisme colonial du XIX elècie, le « fardeeu de l'homme rouge . (5).

Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1975.
 Département de science politique, Paris-1, 176 pages ronéo-

typées.

(3) Sur ce thème : J.-P. Derriennic, Israél en guerre, Colin, 1974.

(4) Cf. : notre rapport roméotypé su colloque d'Essair sur la « Sécurité en Méditerranée orientale », 20-21 mai 1977.

(5) Pour reprendre l'expression de Michel Salomon, in Méditerranée rouge, Laffont, 1970.

1- 2:

DES MBASSAM

M. Hoang Tung, membre du comité central du parti communiste et rédacteur en chef de l'organe du parti Nhon Dan, précise qu'en 1965, pendant la révolution culturelle, les dirigeants actuels du Cambodge firent un voyage à Pétin et se mirent d'accord avec révolution culturelle, les dirigeants actuels du Cambodge firent un voyage à Pékin et se mirent d'accord avec leurs hôtes chinois « sur une politique à long terme et notamment sur une commune hostilité au Vietnam ». Selon d'autres sources, les Vietnamlens étaient loin d'être enthousisstes à l'égard de la révolution culturelle et ils montrèrent leur mécontentement face à la tournure que prenaient les événements en accuelliant des réfugiés victimes de purges. Dès 1963, les Vietnamiens avaient déjà des difficultés avec les « agents de Pékin », membres de l'ambassade de Chine et autres, qui tentaient d'a incêter » les Hoas à s'opposer aux dirigeants vietnamiens et affirmaient qu'il était obligatoire pour les Hoas d'étudier les ceuvres de Mao Tse-toung. On fait aujourd'hui valoir que les Chinois disposent depuis longtemps an Vietnam d'un réseau de propagande et de renseignements, principalement concentré dans les 20 n es limitrophes de la Chine mais aussi à Cholon, dans le Sud. En fait, selon une source vietnamienne, un certain nombre d'« agents chinois » auraient récemment été arrêtés à Cholon. Les Vietnamiens mettent l'accent sur le fait que la question hoa n'est que la pointe de l'iceberg partie émergée en fait que la question hoa n'est que la pointe de l'iceberg partie émergée en ce qui touche leurs problèmes avec la Chine.

Quant au Cambodge, les relations entre les deux organisations révolutionnaires sont généralement décrites comme ayant comm une dégradation brutale après la signature des accords de Paris. C'est ainsi que M. Pham Van Ba, ancien ambassadeur à Phnom-Penh, après avoir représenté le G.R.P. à Paris, fait état d'une série d'incidents locaux entre éléments des deux armées révolutionnaires après février 1973 : « Dès que nous en autons règlé un, il s'en produisait un autre. » Selon lui, ces incidents étalent de toute évidence fomentés par les dirigeants seion in, ces minients exact de oute évidence fomentés par les dirigeants cambodgiens « pour créer l'impression qu'eux, et eux seuls, avaient mené à bien leur lutte de libération ».

D'autres sources fout remonter l'origine du conflit à une date hien plus lointaine. Ainsi, les autorités révolutionnaires de Kien Giang évoquent des difficultés assez fréquentes avec les Khmens rouges, les premières datant de 1968, c'est-à-dire deux ans avant le renversement du prince Sihanouk, à un moment où les mouvemeuts de guérilla au Cambodge étalent encore embryonnaires. A cette époque, les maquisards vietnamiens opéralent à partir de bases situées au Cambodge et, à l'occasion, les révolutionnaires cambodgiens « coupsient les routes et nous empêchaient de passer, déromois empêchaient de passer, déromois entre de passer, deromois entre de passer, de passer, de passer, de passer, de passer de pass cambodgiens a coupaient les routes et nous empêchaient de passer, dérobaient nos armes, détruisaient nos
magasins et arrêtaient nos cadres.
Toutefois, ajoutent-ils, et cela
danne à réliéchir, en comparaison
avec d'autres provinces, nous avons
eu relativement peu de problèmes ».

D'un bout à l'autre du Vieinam, les anciens maquisards, tout comme les responsables officiels, évoquent avec amertume l'aide autrefois accordée au Cambodge et l' « ingratitude » de Phnom-Penh. Seion M. Pham Van Ba, plusieurs des zones actuellement menacées par le Cambodge, en particulier celles de Kien Giang et de Tay Ninh, avaient, il n'y a pas si longtemps, servi de bases arrière aux actuels dirigeants du Cambodge. « Nous leur avons prêté des terres, et ils montrant leur gratitude en tuant nos compatriotes », dil-il avec ressentiment. Les Vietnamiens ne croient pourtant pas que les Cambodgiens les attaqueralent si on ne les y avait pas poussés. « La position chénoise est claire, dit M. Phan Hien, vice-ministre des affaires étrangères. A la tibération, les Cambodgiens ne disposaient que de trois divisions entièrement équipées. Ils en ont maintenant vingt. Qui leur a journi tout cet équipement, en particulier les canons de 120 et de 150 mm? Nous le savons. Nous avons capturé des armes et nous détenons des culter les canons de 120 et de 150 mm? Nous le sauons. Nous avons capturé des armes et nous détenons des preuves. On peut clairement voir que la direction chinoise inspire le Kampuchea. Pon ne nous révèle pas quelles sont exactement les preuves que les Vletnamiens ont en leur possession. On nous a cependant laissé entendre, à quelques reprises, que des conseillers chinois avaient été faits prisonniers et qu'ils seraient présentés en public le moment venu.

On ne sera nullement surpris que les milieux officiels de Hanol rejettent toute hypothèse visant à expliquer les réactions chinoises par les relations trop intimes entre le Vietnam et l'Union soviétique. « La vérité, c'est que les Chinois veulent étendre leur influence dans le Sud-Est asiatique, dit M. Phan Hien. Un Vietnam indépendant et souverain constitue un obstacle pour leurs objectifs. » Les combats sur la frontière sud et la tension existant chez les Hoas sont ainsi perçus comme des éléments d'une stratégie giobale visant à affaiblir le Vietnam. On ne sera nullement curpris que

Quand ils parient de leurs voisins du Nord, les Vietnamiens font de moins en moins de distinctiou entre la Chine communiste d'aujourd'mui et la Chine communiste d'aujourd'uni et l'ancienne Chine impériale. On laisse même clairement entendre qu'en ce qui concerne le Vietnam les différences sont minimes entre l'ancienne et la nouvelle Chine. « Truditionnellement, la politique chinoise a consisté à nous aider d'une main et à nous literate de l'autre machi et la lous lectre de l'autre machi et l'autre machi et l'autre l'autre machi et l'autre l'autre machi et l'autre l'autre machi et l'autre l'autre l'autre l'autre l'autre l'autre l'autre le l'autre l rapper de l'autre, nous dit un Viet-namien; cette politique est restée la même après 1949, a Cette politique hossie n'est pas le fait d'une fraction ou d'une autre des dirigeants chinois, nous fait-on remarquer, c'est l'attitude générale du gouvernement chinois.

Le signe le plus frappant de la détérioration des relations entre les deux pays est peut-être l'idée, que l'on fait largement circuler à Hanol, selon laquelle la Chine communiste n'est pas réellement communiste. Les officiels vietnamiens ne manquent pas une occasion de tourner en dérision cer-

tains des principes de hase de la pensée de Mao, ainsi celui intitulé « La juste solution des contradictions de La juste solution des contradictions au sein du peuple », relevant tout an plus, selon eux, d'une logique de paysan et d'une mauvaise interprétation du marxisme. Un diplomate conclut : « Peut-être peut-on qualifier la Chine de collectiviste, mais certainement pas de socialiste. » Les critiques des Albanais à l'égard de leur ancien aillé sont arrivées à point nommé et elles ont figure en bonne place dans plusieurs numéros successifs de Nhan Dan.

Il existe cependant des nuances quant à l'attitude des Vietnamiens envers leurs deux belliqueux voisins. Ils disent ouvertement qu'ils sont en guerre avec le Cambodge — une petite guerre de frontière qui peut durer longtemps. Avec la Chine, par contre, « ils se préparent » simplement « cu pire ». Le gouvernement cambodgien est qualifié, sans autre forme de pro-

Diversifier les appuis

Les problèmes frontaliers que L'aconnaît le Victnam l'ont incité à améliorer ses relations avec les pays de l'Asie du Sud-Est et avec d'autres, au-delà de cette aire géographique. De toute évidence, le Victnam est très soucieux de ne pas tomber dans la dépendance exclusive de l'Union soviétique et il est préoccupé par les points que les diplomaties chingise et cambodgienne ont marqués à sea dépens en Asie du Sud-Est. Deux virages de politique extérieure mettent c es craintes en lumière. En premier lieu, la déclaration de M. Phan Hen selon laquelle le Victnam est prêt à négocier avec les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) (2), soit séparément, soit en bloc. Auparavaut, Hanof refusait de traiter avec l'ANASE, soupconné de constituer une réincarnation de l'ASIE, soupconnée de constituer une réincarnation de l'OTASE (3) Le second geste, hier plus important, est le désir — exprimé devant nous à de nombreuses reprises en termes dénués de toute ambiguité — de normaliser les relations avec les États-Unis sans conditions préalables.

Quand on les interroge sur ces changements de ligne, les Vietnamiens tentent — sans apparemment y croire tout à fait — de montrer que leur politique a toujours été cohérente mais qu'ils seraient « sinpides » de ne pas s'adapter aux situations concrètes. Ils mettent également l'accent sur la nouvelle souplesse de leur politique extérieure et sur leur désir de se faire des amis. Comme le dit M. Phan Hien, a noir un ami dit M. Phan Hien, a avoir un ami c'est, bien, mais en avoir deux c'est mieux. En avoir beaucoup, c'est encore mieux, Vollà l'essence même de notre politique étrangère ».

Lorsqu'il s'agit des Etats-Unis, cependant, cette politique se teinte d'incertitudes. Des incertitudes tou-chant à la personne de M. Zhigniew Brzezinski, que les Vietnamiens soup-

cès, de a clique réactionnaire Pol Pot-leng Sary », alors que des termes plus neutres sont utilisés pour désigner les

neutres sont utilisés pour designer les Chinois.

Aux yeux des Vietnamiens, la solution ultime du problème cambodgien se trouve entre les mains des Cambodgiens eux-mèmes : lis se soulèreront sous la direction de a communistes authentiques » pour détruire les dirigeants actuels. On nous dit que c'est d'ailleurs ce qui commence à se passer : des insurgés cambodgiens, comus sous le nom de « Forces patriotiques khmères », se sont rebellés et ont créé des zones libérées dans cartains endroits ; des troubles éctatent dans l'armée et les désertions vers le Vietnam sont fréquentes. Nos interlocuteurs nous affirment que beaucoup de réfugiés qui arrivent au Vietnam sont « très en colère » et qu'ils veulent repartir pour comhattre. On leur dit que ce n'est pas possible car « les conditions ne sont pas encore réunies ».

connent de diriger une ligne dure au sein de l'administration américaine. « Le poyage de Brzezinski en Chine a eu des ejjets negatifs », remarque M. Hoang Tung sans préciser davan-tage sa pensée. D'autres officiels viettage sa pensée. D'autres officiels vietnamiens attachent cependant une
importance considérable au fait que
leurs problèmes avec les Hoas ont
coincidé dans le temps avec le
voyage à Pékin du conseller du président Carter pour la sécurité nationale. Nos interlocuteurs se disent
perplexes devant ce changement de
la politique américaine. « Dans le
passé, explique M. Hoang Tung, les
Américains nous combattaient pour
« contenir » la Chine. Aujourd'hui,
alors que nous constituons un obstacle

alors que nous constituons un obstacle direct à l'expansion chinoise vers le Sud, les Etais-Unis tenient de nous

empécher de jouer ce rôle. »

La subversion interne, à la fois celle des Chinois et celle des restes de l'armée de Salgon — avec ou sais l'aide des Etats-Unis — est une autre préoccupation de Hanol. Les officiels, pour une raison ou une autre, ont tendance à s'exprimer sur ce sujet en tendance à s'exprimer sur ce sujet en termes plutôt vagues. « Nous savons que les Etats-Unis ont encore des agents à Ho-Chi-Minh-Ville... C'est tout à fait compréhensible... Il ne serait cependant pas sage de donner des détails là-dessus... » : c'est tout ce que veut nous dire M. Hoang Tung. D'a u t res interiocuteurs apportent malgré tout quelques lumières supplémentaires. Un Viennamien très iden informé précise : « A Cholon, lors de la fermeture des entreprises capitalistes, les cadres procédant à l'établissement des inventaires ont trouvé non seulement des murchandises de contrebande mais des armes automatiques, des émetteurs radio el des presses pour fabriquer de la fausse monnaie, » Et il ajoué : « La sécurité est encore un gros problème pour est ensore un gros problème pour nous : des cadres sont assassinés, des grenades à main explosent dans les

cinémas, des stocks de nourriture sont brûlés. » De la même source, nons apprenons que des éléments subversifs recrutés parmi les réfugiés continuent à s'infiltrer au Vietnam par le Lacs : « En fait, nous avons de la chance qu'une guerre civile n'ait pas éclaté, »

a En fait, nous avont de la chance qu'une querre civile n'ait pas éclaté, a Des officiels du Front de la patrie à Ho-Chi-Minh-Ville nous décrivent une tentative supposée de renversement du régime. Un prêtre rédemptoniste, le père Nguyen van Vang, avait organisé, eu avril 1977, un « Front de libération nationaliste ». Il avait reen l'aide de son frère, ancien officier de renseignements de l'armée de Saigon, qui disposait de contacts étendra parmi les soidats ayant échappé à la rééducation. Le Front avait organisé son propre « gouvernement révolutionnaire provisoire » et attribué des portefeuilles ministériels et des sceaux officiels aux membres de la conspiration. Ce complet d'opérette avait aussi son côté sérieux, selou le Front de la patrie. L'organisation avait publié ses propres journaux clandestins et ses proclamations au peuple de Saigon, annonçant que le Front renverserait le gouvernement en décembre 1977. Lors d'une perquisition au quartier général du Front, un monastère catholique de Thu Duc, juste à l'extérieur de la ville, les autorités découvrirent une grande quantité de munitions, d'explosifs et de mitrali-

Dans d'autres régions du pays, on uote que des problèmes de sécurité se posent. A l'aéroport de Danang, des mesures extrêmement strictes sont appliquées à la suite d'une tentative de détournement d'aviou au mois de juin dernier. Cinq anciens soldats du régime de Saigon avaient échangé des coups de feu avec le pilote d'un avion civil; une hôtesse avait été blessée et deux des « pirates » très en sancivil; une hôtesse avait été blessée et deux des « pirates » tués en sautant de l'avion lors de son atterrisage à Danang, les trois autres étant arrêtés. A Rach Gla, dans l'extrême sud du pays, l'hôtel où nous étiens logés était protégé militairement et on nous demanda de ne pas circuler dans la ville « pour des misons de sécurité ». La guerre aux frontières nous fut-il affirmé, a provoqué « la ré a pp a ritio n d'éléments réactionmures ». D'autres mesures de sécurité naires ». D'autres mesures de sécurité sont également en vigueur par ailleurs ; c'est ainsi, par exemple, que nous avons parfois eu quelques difficultés pour rencontrer de vieilles connais-sances. Nos hôtes les imputaient à la situation générale. Comme nous le disait l'un d'eux, « personne n'aime cela mais on n'y échappera pas : las mesures de sécurité se reldchent avec la détente et se renforcent avec la

PAUL QUINN-JUDGE. ..

(2) L'ANASE comprend l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thallande. (3) L'Organisation du traité de l'Asie lu Sud-Est, pacte militaire régional ouch eu 1954 à Manille à l'initiative des Etats-Unis et dissous en 1975.



VALLOIRE (Galibier) station hiver-été,

Proprietaire vend joil petit immeuble (1974) en coproprieté 5 studios et 2 pièces -

3 trois piéces - 1 cinq pièces

Garage Simca-Chrysler, 5, bd Emile-Zola, 06130 GRASSE - (93) 36,04,83

Vivez sur une ile,

en méditerrannée...

Dans l'anciente Villa Dubonnet, clarine et tranquilité incomparables A 200 m de l'octan, contre la forte de Chiberta - Recursions - Culaine soignée Confort 5 ételles - La semaine tout compuis : du 16/9 au 51/10; 663 F, du 1/11 au 51/5; 325 F - 2 semaines Noël - Nouvel au ; 1 200 F. VILLA CLARA - 149, bd des Piages, 64600 ANGLET - Tél.: (59) 03,73.00 Nos stages TENNIS et EQUITATION 6 joses, tout compris ; 880 F

INVESTISSEZ DANS L'EMERALIDE ET LE GRANIT ROSE. Investir sur la côte d'Emerande et sur la côte d'Emeraut et sur la côte de granit rose d'est investir sur les sites les plus pittoresques de Bretagne. Le Groupe Ouest Habitation vous propose i rois résidences de greffié de presidences

LES GALERIES ST GURREC Deux petits immembles de rois étages situés dans un parc LES MIELLES ST CAST

Un petit immeuble de trois
etages à proximité de la grande

LE BEIVEDERE DINARD

[] Jolie résidence de deux
immeubles (deux étages) dans un
un cadre de verdure déjà bolsé. Four recevoir une documentation gratuite, enchez le programme intéressé et renvoyez-nous ce bon découpé, joint à votre carte de visite.

COLLIOURE

C'est à Collioure

qu' a il fait bon vivre » toute l'aimée.

Visitez LES RÉSIDENCES DU PORT R'AYALL

groupe ouest habitation 10, bd des Tabards St Malo Tel. (99) 56.07.92

A quelques minutes de Marseille. aux Jardins du Quai d'Honneur CASTRIA

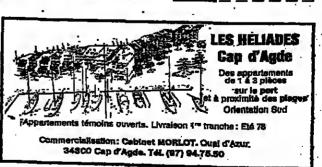




Le spécialiste de la belle villa - Côte d'Azur Yous propose à SAINT-PAUL-DE-VENCE superbe mas provençal récent, traîté ancien grand lone, poutres, cheminée, 330 m² habitables, dépendances Parc 2.600 ms, piscine, calme, voe - Prix 2.300.000 franca Aurantional Supec - 13, houldward Konnedy, 06000 Cognes-cur-Mer - Tél. (93) 20,36.91

A 45 minutes de NICE, à 45 minutes de VALBERG LA BLANQUERIE A PUGET-THENIERS Villes individuelles de 3 et 4 pièces, garage, jardin de 240,000 à 285,000 transs Cabinet Rémy MAURIN (FNAIM) rue du 4-Septembre 08280 Puget-Theniers 41. (63) 05.02.54





Cette rubrique paraît dans Le Monde, Le Monde Diplomatique, la Sélection Hebdomadaire, le Monde de l'Education. Prochaine paration le 6 octobre 1978. Renseignements MULTIMEDIA, 271-32-55.

Pour recevoir graciscosment phosisons documentations, cochez et retournez ce coupen réponse à : in order to receive further free information, check and return the attached coupen to : Un welters Unterlagen kostantes zu bekommen, schneiden Sie biltradiesen. Antworstschein ab und schicken ibn an :

1 - 2 - 3 - 4 - 5 - 8 - 7 - 8 - 9 - 10 -

Princes - First name - Vomame : Adresse-Address-Adresse Pays-Country-Land: Ville-City-Stadt: Code postal - Zin code - Postieltzahi :-

msez à vos vacances et à votre retraite. Empiacement privilégié, piscines, tennis poartements lucusux de T1 au T3 - confect total électrique - isolation phonique De 150.000 francs à 400.000 francs -- Queiques appartements fivrables fia 73 "Appartement témoin ouvert tons les jours dimanche et lêtes inclus

S.C.J. - Héaldances du Pert d'Avail - B.P. 20 - 65190 Colloure - T.E. [68] 38.27.87

MULTIMEDIA

أذا اردتم الحمول مجانا على عدة مراجع ، اشطبوا هذهالقسيمة وارسلوها الى ; 1. 4 4 4 7 0 5 7 7 1

الاسم :

العنوان

الروز البريدي :

13, rue des Minimes, 75003 PARIS اللف :

اليلد: (France)

COMMUNIST

The second

*** 10 ** 21 10

1004-000-00-00-2

e de deuteux deses

disensity of the second THE THIRTH THE THE

eva Stita e i nin

i daguni i angremas Tanguni ing salah me

The second second second second

fore on the care of

20, 20, 611,000

A 71 75

100

 $p_{\mathcal{C}^{\bullet}}(\mathcal{H}^{\bullet})$ = 4147 ± 1

r-21 -- 11

29 2 3

4.24

70 7 7 2 1 7 9 1 2 7

200

21

1.11

. 23.76 (1)

45

9 41 275 -

20 9 2 1

A. . . . 7.1

1.14.00

\$27 E. 1 1

A 111 # 4 1 . . .

45 to 1. A = 4 . . 4

707 1.7.5

** :: * * *

3 781-111

19842 1 1 mm ...

N + 3 T : 4

Verse o

....

E 22.00

59 7 - 4 · ·

**

Post of the second

and we remark to in any a most area to elektrick en at en Mie jes Tala istantina see man a North and after desired a le. · · · · · · · · · ---- --- ---

De l'an

Contract of the man

1577-151

Les mul de la gr

P Wall ies hyres rec Cancale pour expliq place a part Jesnite et a sui chi fois etre proch det de la distance, ce det de la distance, ce de det de peser, a christologique, les motivals de la distance de parties en presence. Son li-pretention de fournir un unique et clobal, constitu-pretenties de constitupreste la plus complete lugra indique miero pages la complete la plus complete indique Diety Confessions
Diety Confes

La dimarche prudente d her de marche prudente a n'est lai pas les jugements que la company de production de production de la company de l demeur au discretes. Il réu demeur au discretes. Il réu de les teur dans le ded contrada tours et des lau contrada toute es des lat-chacia de ramps. Ainsi rapportes le jeu des puiss, des parts progressistes, les options et des pays ar des groupes de la droite des progressistes, les options et les aucrages des groupes de la droite fique est tecnide, parce qui teritables, lignes de force

C ton developped themes themes

4

3.25

Same Committee

TRANGER

LES HILIADES

villa - Sote a Azur

GET. THEM I THE

L'AFFRONTEMENT DE DEUX NATIONALISMES

U début de l'année, ce n'était encore qu'un échange da critiquas teutrées entre le Vietnam et la Chine, les Vietnamiens dénoncant discrètement le soutien que la China accordait aux Cambodgians dans laur conflit avec Hanoi, les Chinois e'en prenant plus ou moins ouvertement é l' « hégémonisme » vietnamien. Aujourd'hui, par un effet de boule de neige, une querelle acerbe et sans retenue oppose les deux principales puissances communistes de l'Asie. Les pourpariers entre les deux vice-ministres des affaires étrangères restent dens l'Impasse ; la-tenelon parsiete le long de la frontière sinovietnamienne, où sont tombées les premières victimes, tandis que l'intense guerre de propagande et les manœuvres diplometiques auxquelles se livrent les deux parties ont plante la décor pour un conflit prolongà et une période d'instabilité en Asia du Sud-Est.

Les divergences croissantes entre Hanol et Pékin ont aubitement dégénéré en une polémique au grand jour é propos de l'exode massif des Chinoie du Vietnam. Pékin eccusa le Vietnam de « laire preuve d'ostrecisme, de persecuter et d'expulser » les Chinois résidant eu Vietnam en violation de l'accord et de l'entente entre les deux pays. En représailles, les Chinois coupèrent toute elde eu Vietnam et fermèrent les consulats vietnamiens en Chino. Le Vietnam contre-attique en eccusant la Chine d'avoir fomenté l'exode des Chinois pour ternir l'imaga du Vietnam et .fui causer des difficultés économiques.

A en juger d'après les faits, aucune des deux parties ne eamble avoir gagné à l'exode. L'afflux da cent soixante mille rélugiés du Vietnam e provoqué de graves distorsions dans le Chice du Sud, tandie que le départ du Nord-Vietnam de miffiers da travailleurs, techniciens, professeurs et autres « professionnels » d'origine, chinoise portait un coup eérieux à l'économie vietnamienne. Plus grave, le phénomène a entraîné l'annulation de quatrevingts projets bénéficiant de l'aide chinoise au Vietnam et une aggravation de la tension qui e abouti à de coûteux préparatifs militaires. Qui donc est le responsable de le crise ?

La plupart des observateurs en conviennent, eucune réponse tranchée n'est possible, car l'exode des Chinois n'est que la menifestation visible d'une jutte longue et complexe qui, depuis longtemps, se deroulait dans l'ombre. Les deux parties onl contribué de différentes manières à la défélioration du climat, mais aucune n'evait prévu que le tension prendrait une lelle empleur à le suite de l'exoda.

D'une part, dapuls la-libéretion du Sud-Vietnam, la Chine avait vainement tenté de rouvrir le dossier de la nationalité du million de Chinois, environ, établis eu Vietnam el 11 se peut qu'elle alt encouragé, ces derniere mola, certains technicians chinois é quitter la Nord.

D'autre pert, Henoi a muté certains cadres chinois au loyalisme douteux pour leur confier des emploie moine délicats, et, d'une mentère générale, les mesures de surveillance é l'égard des Chinois ont éte renforcées. Dans la communauté chinoise du Vietnam, le sentiment de tension

et d'insécurité allait s'aggraver avec la rupture entre Hanoi at Phnom-Penn et la guerre sanglante eux frontières, dont Pékin était tenu pour responsable. Finslement, la nationalisation du commerce capitaliste en mars et, en mal, la démonstisation — deux mesures qui affectaient particulièrement les commerçants chinols — mirent le feu aux poudres et déclenchèrent l'exode vers le nord, Blantôt, le syndrome blen connu de la tuite allait se répandre et gagner les milleux chinols les plus divers, du médecin au simple pêcheur.

L'explication officialla de Hanoi, selon inquelle des milliers de Chinois sont partis parce qu'ils y evalant été incités par les exhoristions, les menaces ou les tromperies des agents de Pékin, n'est pas plus satisfaisante qua celle de Pékin accusant les Viatnamiens d'avoir persécuté et axpuisé les Chinoie qui, dans leur grande majorité, jottalent un rôle vital dans l'économie du Vietnam. Le chargé d'affaires chinois à Hanoi a récemment confirmé par inadvertance qu'un grand nombre da Chinoie aveient pris le chemin de l'exode é ceuse des difficultés économiques affectant le Vietnam de l'après-guerre. A l'un de ees collègues non communiste qui

Nous leur avons prêté nos chevaux >

'AUTRE explication communément admise attribuant l'escalade du confilt au feit qua les Vietnamiens se sont rangés eux côtés de l'Union acviétique, ennemi principal de le Chine, n'est pas plus valable. Car co conflit e ses recines dans un entagonisme historique plus protond, mettant en ieu les Intérêts nationaux et les etratégies des deux pays. Une cartaine convergence d'intéréts dans les premières phases da le lutte anticoloniale et les nécessités de le coopération face à l'aventure américaine an Indochine syzient, certes, contribué é masquer les divergences entre les deux régimes. Mais le solidarité a commencé à disparaître quand un Vietnam victorioux et unifié s'est posé face à la Chine at à l'Asie du Sud-Est.

Bjen que, dans sea déclarations officielles, Hanol casse de dénoncer le chauvinisme han « et les visées expansionnistes de Pétin dans l'Asie du Sud-Est, en privé, les officiels se réfèrent aux traditionnels desseins impériaux de la China é l'égard du Vietnam et volent dans l'affrontement actuel une continuation de la lutie que manèrent contra lés « envahis-seurs du Nord » les célèbres aœurs Trung et le héros Nguyen Hue, dont le souvenir est toujours autivé. Selon le mot d'un officiel vietnamien de haut rang : « Souvenir dans le passé nous avons défait les Chinois, et puis nous avons défait les Chinois, et puis nous avons prêté nos chevaux à leurs généraux battus pour qu'ils rentrent chez eux ; ils ne nous ont jamais ni rendu nos chevaux al pardonné d'avoir combattu pour notre indépendence. »

Les Victnamiens admettent que le Chine leur e apporté une aide précisuse dans leur lutte d'abord contre la France, puis contre les Etats-Unis, mais lla sjoutant que cette aide n'était pas totalement désintérassée puisou'elle contribualt à assurer

Par NAYAN CHANDA

lui damandalt si le terme d' « expulsion » algnifiait que les Chinols avalant été déportés de force eu-delà de la trontière vietnamianne. Il répondit que les Chinols étaient « pitrés de leurs conditions de vie normaise et laissée sans autre choix que de quitter le pays ». Selon lui, le fait d'envoyer, la péuple chinols dans les « nouvelles zones économiques » (zones vierges de réinstalletion) revenait à les expulser. Pourtant, les « nouvelles zones économiques » — maigré les difficultés rencontrées — sont una clé de voûte de la politique vistnamienna de restauretion de l'agriculture (1) et les Vietnamiens y sont envoyés tout eutent que les membres de l'athole chinoise. Il en est de même pour les mesures anticapitalistes prises par Hanol, à le suite desquelles des milliars de petits commerçants sont partie pour les « nouvelles zones économiques ».

Quelle que soit en fin de compte l'explication de cet exode, un teit est certain; le problème de le minorité obinoise a fait écister au grand jour le conflit sinc-vietnamien dont il n'est manifestement qu'un symptôme, et non le cause.

la sécurité de le China. Mais ce type de relation commença pourtant à se détériorer à partir de 1964 lorsque la Chine, tout en poursuivant son alde au Vietnam, refusa de s'engager dans une action commune avec l'Union soviétique. Le révolution culturelle lancée en 1968 n'a pas seulement créé des désordres et géné les envois d'armes eu Vietnam, mais elle a sussi suscilé, comme dans beaucoup d'autres pays asiatiques, une agitation parmi les Chinots de l'étranger qui soutenaient la pensée du président Mao et qui dénoncèrent les dirigeants vietnemiens comme « révisionnistes ».

Aux yeux des Vietnamiens, la principale preuve que Pékin utiliseit la guerre du Vietnam comme un élément de marchandege avec Washington fut le visite da M. Richard Nixon en Chine en 1972. Selon M. Hosing Tung, directour du Nhan Dan, organe du parti vistnamian, le communiqué de Changhal signé par Chou En-lai et M. Nixon formalisait d'une certaine maniéra le plan sino-eméricain destiné à contenir le Vietnam et à perpétuer se division. Il n'est pas surprenent, dit-il, que Weshington n'ait même pas levé le petit doigt quand la Chine occupa les fles Paracels en les soustrayant eu contrôle de l'armée de Nguyen Van Thieu. D'après les Vietnamiens, la Chine fut stupéfaite par l'étonnante victoire militaire qu'ils remporterent en 1875 et par le repide réunification du pays; les falts ont toumé en dérialon la propos du vice-premier ministre, Teng Hsizo-ping, seion lequel le Chine prit une mesure (la suspension de l'alde) après que le Vietnam en eut pris onze: - Bien sur, dit-un cofficiel de Hanoi, nous avons pris onza mesures qui incluent le libération de notre pays, sa réunitication, la réunion du qualitème congrès de notre parti et l'abelition du commerce cepiBref, Hanoi volt dans le conflit actuel l'inévitable aboutissement d'une politique chinoise traditionnelle qui ne tolére pes à sa porte un Vietnam fort et Indépendant, capable de faire obstacle é ses desseins expansionnistes. Pour Hanoi, la China, en soutenant le Cambodga, en suscitant l'exode des Chinois du Vietnam, an supprimant son aide, etc., manifeste son désir de déstabiliser le Vietnam et de le maintent en condition de faiblesse.

Da leur côté, les Chinois, tout en rejetent les intantions qui leur sont ettribuées, admettent en privà que leur but est bien da « brisar la tentative du Vietnam d'établir son hégémonie » dans l'ancienne Indochine et en Asia du Sud-Est. Aux yeux des Chinois, cette tentative est d'autent plus inquiétante qu'alle se fait avec la bénédiction de le plus dangereuse pulssance hégémonique, l'Union soviétique. Bien qu'una façade de solidarité sit été maintenue jusqu'an 1975, les Chinole disent meintenant qu'ile détectèrent, et s'efforcèrent de contrer, dès les premiers jours du Vietminh, la tendance des Vietnamiens à dominer toute l'indochine française. A la conférence de Genève qui, en 1954, mit fin à la première guerre d'Indochine, Chou-En-lai, dit-on meintenant, fit de grande efforts pour sauvegarder l'Identité des trois Etats Indochinola, ce qui déplut fort aux Vietnamiens. D'après les Chinois, Hanoi, eussitôt après les accords de Paris an 1973, reprit l'idée d'une fédération indochinolse et rechercha à cette fin le soutien de Pékin. A co moment-là, comme an septembre 1975 lorsque M. Le Duan, secrétaire du parti vietnamien, se rendit é Pékin et sollicita la poursuite de l'assistance militaire, chinoise en vue d'entretenir una Importante armée, Pékin opposa une fin de non-recevoir. . Pourquoi, après la ilbération totale du Vietnam, auraientils eu besoin de maintenir une armée d'un million d'hommes ai ce n'était pour dominer les autres pays de l'Indochine? », demande un official chinois. Les combats que il mèrent les Vietnamiens en mai 1975 pour prendre possession de l'île cambodpour établir des relatione spéciales avec le Cambodge et la Laos, dit-on à Pékin, constituaient autant d'indications de cette intention hégémonique. De ajoute que, n'eyant pas réussi à obtenir l'approba-tion de Pékin et voyant que la Chine sou-, tenait l'indépendance du Cambodge contre les visées vietnemiennes, Hanoi bascula complètement dans le camp de Moscou. « Depuie le fin des années 50, les Viet-namiene ont sollicité Pékin d'accepter le ligne révisionniste saviétique au nom de l'unité du camp socialiste mais, dès le fin des années 60, ils ent même renoncé à cette prétention et ont carrément soutenu le social-impérialisme », affirma un Chinois. - Certains, ejoute-t-il, disent que, an suppriment notre aide, nous avons poussé les Vielnamiens dans les bres de f - ours polaire -, mais ils étaient déji al proches de lui qu'ils ne pouvaient par s'en rapprocher deventage. >

Lorsque, en mai dernier, Pékin décida de soulever la question des Chinois résidant eu Vietnam et de eupprimer son alde, les dirigeants chinois considéralent déjà que le pays evait basculé dans le camp soviétique. En dénonçant le Vietnam comme un « Cube asiatique » el an le contraignant à una totale dépendance à l'égerd de Moscou. les Chinole espèrent d'une part l'isoler politiquement et, d'autre part, en augmentant ses difficultés économiques, précipiter une désiliusion populaire à l'égard des Soviétiques, selon la schéma qui s'est déjà produit en Egypte et qui, estiment-lis, est inévitable au Vietnam. Les officiels chinols disent qu'ile eont convaincus que la tentative vietnamienne de dominer la Lacs est vouée à l'échec at que, même al dans l'avenir immédiat Henoï marque des points au Cambodge, à plus longue àchéance, la volonté d'indépendance du peupla cambodgien finira par prévaloir.

Hanoi considère que les Chinois, en s'érigeant en champione de l'indépendance de ces pays, sont hypocrites et ne cherchent qu'à masquer leure ambitione expansionnistes en jouent eur la vieux principe « diviser pour régner». Pour Hanoi, le maintien d'une étroite coopération politique, économique et militaire entre les elliés indochinois du temps de guerre est une condition indispensable à la construction du socialisme dans ces pays, et c'est bian cela que les Chinois e'efforcereient d'empêcher.

La Chine cherche maintenant é diseuadar les pays da l'Asia du Sud-Est da nouar des ilens étroits avec le Vietnam, « porteétendard de Moscou-, et demande é l'Decident de ne pas nourrir les visées hégémoniques du Vietnam en lui fournissant une aide. Hanoï, da son côté, a lancé une offensive diplomatique en revivant le vieille creinte que vingt millions de Chinois d'outre-mer ne solent que des pions de l'expansionnleme chinois en Asie du Sud-Est et affirme que, en dépit de ses difficultés avec la Chine, le Vietnam n'a pas vendu son indépendance pour un plat de lentilles é la table du Comecon. Afin da mieux souligner ce point, Hanoi, qui, recemment encore, s'opposait à la présence américaine en Asle, cherche ectivement à obtenir maintenant le retour des Américains eu Vietnam.

Chaque jour qui passe, les justificationa idéologiques avancées au asrvice d'abord de le solidarité puis de la querelle perdent de leur importance pour mieux révéler la vraie nature des choses. Ce dont il a'egit, c'est une épreuve de force entre deux Etets résolument nationalistes dans l'Asie posi-coloniale: le Vietnam, qui e'efforce d'édifier un pays pulssant éventuellement capable de jouer un rôle d'avant-garde dans l'Asie du Sud, et le Chine qu'i cherche é assurer la sécurité de son flanc aud en maintenant une Asie du Sud-Est balkanisée où le Vietnam ne serait qu'un peys parmil bien d'eutres.

(1) Voir le reportage de Nayan Chauda dans le Monde diplomatique d'avril 1978 : « Le communiame vietnamien so

● LES FEMMES DANS LES LUTTES SOCIALES. — Dans l'article de Geneviève et Thèrèse Brisac, publié sous ce titre le mois dernier, une note a sauté, précisant que les citations de travailleuses de l'usine Lip, de l'usine Scaplen, cic., sont tirées des ouv. ages suivants: Lip au féminin (éditions Syros), les Messagères, d'Evelyne Le Garree (éditions des Femmes) et Dix millions de bonnes à tout faire (ouvrage collectif, éditions Syros).

• a ARMEMENT ET DESARMEMENT A L'AGE NUCLEAIRE a : La
documentation française publie sous
ce titre de substantiels extraits d'un
cuvrage publié par l'Institut de recherches internationales sur la paix de
Stockholm (SIPRI) à l'occasion de
son dixième anniversaire en 1976. Cette
collection de textes donne un panorama complet et assez raécis des
connaissances actuelles sur l'ensemble
du problème : dépenses militaires,
course aux armements nucléaires,
satellites de reconnaissance, guerre
chimique et bactériologique, modifications de l'environnement à des fins
militaires, négociations sur le désarmement, etc.

(Documentation française, coll. « Notes et études documentaires », Paris, 1978, 252 pages, 26 F.)

REPERES LE MENSUEL DU C.E.R.E.S.

L'ENLÈVEMENT DE L'EUROPE

Connaître l'adversaire pour mieux le combattre por J.-P. Chevenament

De l'analyse politique au témoignage romancé

Les multiples facettes de la guerre civile libanaise

PARMI les livres récemment parus en français pour expliquer le Liban, celui de René Chamussy (1) mèrite une place à part. Jésuite et français, l'auteur a su à la fols être proche des chrétiens et s'en tenir à distance, ce qui lui permet de développer et de peser, au fil de son récit chronologique, les motivations de toutes les parties en présence. Son livre, qui n'a pas la prétentien de fournir un schéma explicatif misque et global, constitue une chronique prècise, la plus complète sans doute à ce jour. « Le conflit, indique-t-il dès les premières pages, n'est ni simplement politique, ni simplement confessionnel. Il nait de ce malentendu originel, de cette fatale hésitation du Liban sur hi-même et de cette incapacité à surmonter l'obstacle. »

La démarche prudente de René Chammay n'exchut pas les jugements de valeur (« le Liban de demain (...) ne pourra se retrouver que s'il accepte de se libérer de ses membres gangrénés, de se retrouver le Petit Liban à majorité chrétienne des temps passés »). Malgré ses prises de position, au demeurant discrètes, il réusait à faire entrer le lecteur dans le dédale des intérêts contradictoires et des luttes d'miluence de chacun des camps. Ainsi sont fidèlement rapportés le jeu des puissances, les chevauchements politico-confessionnels, l'attitude des options et les ancrages sociaux différents des groupes de la droite chrétienne. Cette approche à petits pas d'un événement historique est fécande, parce qu'il s'en dégage les véritables lignes de force du conflit.

C EST en développant successivement chacun des thèmes de la guerre (le confessionnalisme, les partis, tes luttes

sociales, la dimension palestinienne, etc.) qu'Albert Bourgi et Pierre Weiss, quant à eux, ont entrepris de démêler l'imbroglio libanais (2). La démarche de ces auteurs, dont les sympathies vont plutôt à la gauche et à la résistance palestinienne, permet une bonne compréhension des déséguillières qui ont précédé la guerre et condult à l'explosion. En particulier, elle illustre l'ambivalence des systèmes politiques libanais formellement parlementaires et démocratiques dans les institutions mais fondé, dans les faits, sur le clientélisme géoconfessionnel et les mandats héréditairés.

Par SELIM TURQUIE

Les revers palestiniens sur la scène arabe à partir de 1970, la montée des luttes sociales au Liban et le grippage de l'entente communautaire de la classe politique au pouvoir entre 1972 et 1975 fournissent le substrat à la crise. Les tensions syre-palestiennes de 1979-1973 permettent de mieux appréhender les retournements ultérieurs d'alliance. Tout se passe comme si chacun des éléments de la crise avait suivi son cours autonome avant de se conjuguer aux autres dans l'explosion finale.

Sons le couvert d'un pseudonyme — Benassar, — un homme de la classe politique traditionnelle dont les sympathies semblent avoir glissé de Kamal Joumblatt au président Hafes El-Assad livre ses confidences. Dans son livre (3), un rencontrera l' « élégant » Chamoun, le « visionnaire » Joumblatt, le « dissimulateur » Arafat, le « bonhomme » Gémayel et un « chat sauvage » dotes plus ou moins confuses pour un lecteur français. Bemassar développe une fhèse précise : selon lui, le « léchage » américain de la communanté marunite au profit de la droite musulmane pendant la première année de la guerre civile représente l'une des clés de voûte du conflit. La faihlesse et l'incurie du peuvoir libanais — qui aurait laissé le pays se transformer en « repaire du terrorisme international » — auraient poussé les Etats-Unis, sur l'instigation de leur ambassa-deur Godley, à santilier les chrétiens du Liban pour que Palestiniens et Israéliens puissent enfin vivre en paix au Proche-Orient. Le retournement américain, rendant possible l'intervention antipalestinienne de la Syrie en juin 1978, se réalisers lersqu'il apparaîtra que l'influence de la droite musulmane est battus en brêche par celle de la gauche libanaise dirigée par Ramal Joumhlatt. Tel est, à travers un texte souvent brousseilleux, le développement le plus intéressant du livre de Benassar.

L'AIRÉ une analyse de la guerre à partir I de ses faits marquants est une chose. Mais qu'est-ce qui va rendre la mentalité et les sentiments, qu'est-ce qui peut expliquer le cheminement intérieur de ces hommes convainens de la nécessité de tuer on animés du plaisir de tuer? Le petit livre de la poétesse lihanaise Etel Adnan (4) se situe d'emblée à ce niveau. L'histoire — l'enlèvement puis la mise à mort d'une institutriee chrétienne et pre-paisetinienne par d'anciens amis à elle devenus miliciens conservateurs — n'est qu'un prétexte. Par la homche de l'une et des antres, de la victime et de ceux qui seront ses bourreaux, ce sont les différentes subjectivités libanaiscs qui s'expriment.

(1) Bené Chamussy, Chronique d'une guerre (le L'Oca, 1975-1977), éditions Desclée, Paris, 1978, 284 pages, 59 P.
(2) Albert Bourgi et Pierre Weiss, les Comptots libunais (Guerre ou paix au Proche-Orient), éditions Berger-Levrault, Paris, 1978, 212 pages, 47 P.
(3) Anatomie d'une guerre et d'une occupation (Szénements du Liban de 1975 à 1978), par Benassar, éditions Galilée, Paris, 1978, 224 pages.

47 P.

(4) Etel Adnan, Sitt Marie Bose, Editions des Femmes, Paris, 1978, 11E pages, 25 F.

AGGRAVATION DES DISPARITÉS, DÉTOURNEMENT DE L'AIDE ALIMENTAIRE...

Dépendance et légitimité au Bangladesh

PRES sa victoire aux élections présidentielles du 3 juin dernier, le général Ziaur (« Zla ») Rahman invita les « pays omis » à « s'avancer la main tendue et (à) nous donner une grande impulsion — ovec beaucoup d'oide » (1). Le Bangladesh a déjà reçu depuis l'indépendance plus de 6 milliarts de dollars d'assistance étrangère, soit deux fois plus que durant les vingt-cinq années précédentes, quand il constituait la province orientale du Pakistan. Cette aide fournit à peu près la moitié des ressources financières du gouvernement et couvre les quatre cinquièmes de son budget de développement. En organisant des élections, le général Ziaur ne visait pas seulement à consolider son régime de l'intérieur : il vouleit aussi lui donner davantage de légitimité aux yeux des donateurs étrangers qui critiquaient le maintan de la loi martiale et sa politique des droits de l'homme.

Le général Ziaur avait pris le pou-voir en novembre 1975, trois mois après l'assassinat de C b e i k b Mujibur Rahman, le « père de la nation ». Aux dernières élections, il bénéficia du sou-tien d'un front politique où figuralent des dirigeants de la très consava-trice Ligue musulmane qui s'étaient opposés en 1971 à la lutte contre le Pakistan. Sou principal rival était le général en retraite M.A.G. Osmani, qui se prisentait au nom d'une coalition se prisentait au uom d'une coalition formée à la hâte autour de la ligue Awami du défunt Cheikh Mujibur. L'op position u'avait eu que six semaines pour organiser sa campagne.

naires > (3).

Le fait le plus important à propos de ces élections ne fut pas la victoire prévisible du général Ziaur, mais plutôt la reprise d'une activité politique an grand jour, en particulier avec la réapparition du J.R.D. (Jatiyo Samajtantrik Dal, parti socialiste nationalists), maintanu dans la clandestinité depuis 1974. Formation de ganche qui u'est inféodée ui à Moscou ni à Pêkin, le J.S.D. avait joué un rôle central dans la mutinerie qui porta le général Zianr an pouvoir. Mais, peu après, le général s'était retourné contre le parti, emprisonnant ses dirigeante et faisant exécuter le colonel Abu Taher, chef de son alle militaire. Un peu plus tôt cette année, le général avait relâché quelques-uns de ses chefs et avait autorisé le parti à tenir une réunion publique à Dacca, apparenment dans l'espoir de g'assurer de son soutien contre la ligue Awami. Mais tout eu dénonçant cette dernière, le J.S.D. demanda aussi l'abrogation de la loi martiale, la restauration des droits foudamentaux et la libération de tous les prisonniers politiques.

12 500 hommes chargée d' « expéditions spéciales, opérations de netioyage et outres activités exigeant une formation et l'emploi de techniques » (5).

Malgré la campagne du gonvernement Carter en faveur des droits de l'homme, les Etats-Unis fournissent

de l'homme, les Etats-Unis fournissent au régime du général Ziaur une assistance militaire modeste mais non négligeable en accueillant des officiers bengalais qui reçoivent une formation militaire. D'autre part, huit officiers britanniques participent, actuellement à la création d'un collège d'état-major militaire au nord de Dacca, et le gouvernement britannique est en train de livrer pour 1,3 milliou de dollars de matériel de télécommunications à la nolice du Bangladesh.

police du Bangladesh. Cependant, la manière forte du géné-

Fort de l'avantage qui lui valaient deux ans et demi de régime de loi martiale, le général « Zia » remporta 17 % des suffrages. Son rival accusa ses partisans de fraude électorale massive, et le New York Times rapporta des cas d'irrégularités (2). D'ailleurs la moitié seulement des électeurs e'étaient dérangés pour aller voter, ce qui incita le Times de Londres à constater un « manque d'enthousiasme [évident] de la part des gens ordinaires » (3).

La force des armes

COMME Cheikh Mujibur Rahman

avant hil, le général Ziaur a assis
son pouvoir sur la force des armes. En
février dernier, Amnesty International
estimait que la uombre des prisonniers
politiques au Bangladesh était de
l'ordre de 10 000 à 15 000, dont la moitié
appartiendraient au J.S.D. Détenus
sans jugement pour la plupart, lls sont
traités dans des conditions qui, aux
dires d'Amnesty International, confinent « aux limites de l'inlumnin » (4).
Dans la région des Chittagong Hill
Tracts, au sud-est du Bangladesh, où
l'armée s'efforce d'écraser un mouvement tribal luttant pour l'autonomie
régionale, on fait état d'une répression
à grande échelle comprenant notamment la mise en place de « villages
modèles » qui rappelient les fameux
hameaux stratégiques créés par les
Etats-Unis au Vietnam. Depuis son
accession au pouvoir, le général Ziaur
n'a pas cessé d'accroître la part prélevée sur les maigres ressources du
gouvernement pour renforcer son apparell de sécurité : les dépenses consacrées à la défense, à la justice et à
la police représentent désormais 30 %
des revenus budgétaires, contre 30 %
du temps de Cheikh Mujibur. Pour
faire contrepoids à l'armée, politiquement peu sûre, le général Ziaur a
militarisé la police, la dotant d'une
force d'intervention spéciale de d'intervention soéciale de

Cependant, la manière forte du général « Zis » n's toujours pas apporté la stabilité politique au pays. En octobre dernier, une nouvelle mntinerle se produisit, manifestation spontanée de la troupe, apparemment, qui entendait ainsi exprimer son mécontentement. Le général Ziaur y répliqua par des exécutions massives : deux cent dix-sept militaires auraient été liquidés, selon une dépêche du département d'Etat reprise dans le Washington Post, mais d'autres informations de presse ont estimé que le nombre des victimes serait bien plus élevé (6). élevé (6).

Persistance des difficultés économiques

CETTE turbulence de la vie politique ne peut être dissociée des diffi-cultés chroniques de l'économie. Les quatre-vingt trois millions de citoyens bengalais disposent d'un revenu annoel moyen qui ue dépasse pas 100 dollars, et plus de la moitié d'entre eux souf-trent de majoritrites. Neux des trent de mainutition. Neuf sur dix sont des ruraux qui, pour la plupart, vivent de la terre. La production agri-cole, qui represente 60 % du produit national brut, reste stagnante : depuis national brut, reste stagnance : depuis cinquante ans, le rendement de la culture du riz plafonne à 1,2 tonne métrique à l'hectare, l'un des plus bas qui soient au monde. Le jute, qui vient tout de suite après le riz comme culture, fournit à lui seul les quatre cinquièmes des devises étrangères du pare Meis la fecture des importations. pays. Mais la facture des importations annuelles est trois fois plus élevée que le montant des revenus d'exportation. La politique économique du géuéral Ziaur a peu d'effets sur ces énormes problèmes. Il a'est conformé aux prin-cipes directeurs énoncés par la Banque

national, qui préconisaient notamment la libéralisation des conditions offertes la libéralisation des conditions offertes aux investisseurs étrangers — mesure d'importance considérable, compte tenu de l'intérêt porté en Occident à l'exploitation des vastes réserves de gaz naturel du Bangladesh. On a certes réduit quelque peu la corruption et l'inertie de la bureaucratie, fléaux caractéristiques do régime de Cheikh Mujibur Raoman; mais un rapport de la Banque moudiale datant de mai 1977 fit remarquer que « les mesures prises en 1975 et 1976 étaient essenticliement à court terme et, quoique indispensables, elles ont eu peu d'effets sur les problèmes de structure sous-jacents qui entravent le développement économique du pays » (1).

Au nombre de ces « problèmes de

mondiale et le Fonds monétaire inter-

Au nombre de ces e problèmes de structure sous-jacents » figure le sys-tème de propriété foncière qui condamne des millions de gens à un sous-emploi chronique. Une étude récente effectuée pour le compte de

Par JAMES K. BOYCE et BETSY HARTMANN *

l'Agence américaine pour le développement international (USAID) fait état
d'une aggravation des disparités économiques dans les campagnes, où 48 %
des familles se trouvent désormais
a fonctionnellement privées de
terre 2 (6). Le nombre des propriétaires
ne cesse de diminuer — moins de
10 % des ménages ruraux possèdent
aujourd'hui plus de la moitié des
terres cultivables. Le sous-emploi des
pauvres dans les campagnes représente
évidenment un énorme gaspilage de
ce qui pourrait être la principale
richesse du Bangladesh : le travail
des hommes.
Bien que les conditions de vie des
pauvres continuent à se dégrader, les
élites rurales et urbaines bénéficient
d'un afflux d'aide étrangère sans précédent. Mais leur manque d'enthou-

cédent. Mais leur manque d'enthou-siasme pour investir ces nouvelles richesses dans des activités productives est aussi l'un des « problèmes de structures sous-jacents ». Pour ceux qui disposent de capitaux, le com-

CE village recut sa petite part d'aide étrangère sous la forme, principalement, d'un puits de grande profondeur destiné à l'irrigation. C'était l'un des trois mille puits installés dans le Nord-Est du Bangladesh au titre d'un projet de la Banque mondiale, d'un coût de plus de 12 000 dollars chacun. Officiellement, ce puits, qui doit fournir de l'eau pour irriguer 25 bectares, est la propriété d'une coopérative de petits paysans. Selon un communique de presse de la Banque mondiale, chaque puits a desservira de vingt-cinq à cinquante fermiers ou sein d'un groups d'irrigation a. En pratique, cependant, celui-là appartient personnellement à un seul nomme ; le propriétaire terrien le plus puissant du village. Le a groupe d'irrigation a n'était rien d'autre que quelques signatures réunies par ses soins sur un bout de papier.

Membre du parti de fen Chelkh

Membre du parti de seu Chelkh Mujibur Rahman, ce propriétaire ter-rien était une personnalité influente dans la politique locale. Son puits lui cotta moins de 200 dollars, principa-lement en pots-de-vin versés à des sonctionnaires locaux. Un fonction-naire étrapper out collaborati à le naire étranger qui collaborait à la réalisation du projet nous fit remarquer que cette affaire était typique : « Cent pour cent de ces puits vont aux gros. Priorité à ceux qui ont une influence politique ; juges, magistrats, députés, présidents des conseils muni-cipaux. S'il en reste, les outorités locales ouvrent des enchères. Les riches proprietaires terriens entrent en compétition, et celui qui offre le plus gros pot-de-vin se voit attribuer le puits. »

Les fonctionnaires de la Banque mondiale estiment toutelois que, malgré ces injustices dans la distribution
des pults, les pauvres tireront tout de
même quelques blenfalts pulsque les
possibilités d'emploi seront accrues
grâce à l'irrigation. Vollà cependant
que le propriétaire tout-puissant a
l'intention de prendre désormais les
deux-tiers de la récolte au métayer
qui travaille sa terre irriguée an lieu
de la moitié coutumière. « Après tout,
dit-il. j'ai acheté le puita. » Avant
d'apprécier les bienfaits sur l'emploi,
il faut aussi envisager les effets négatifs qui résulteront de l'installation du
puits : car, grâce à son revenu supplépuits : car, grâce à son revenu supplé-mentaire, le propriétaire pourra plus facilement racheter de la terre aux petits fermiers voisins en difficulté, les rejetant du même coup parmi la masse grossissante des paysans sans

Un projet d'irrigation de la Banque mondiale plus récent — dix mille puits peu profonds — prévoit diverses garanties d'accès pour les petits fermiers. Pourtant, là eucore, on peut être sur, étant données les réalités

Auteurs d'un rapport sur l'aide étrangère au Bangisdeah récemment publié par le Centre de politique inter-nationale à Washington.

merce et la spéculation procurent plus facilement des profits que les investissements dans la prodoction agricole ou industrielle. Quelques Bengalais riches préfèrent la sécurité que leur offrent les comptes dans les banques étrangères, et nombreux sont, maiutenant, ceux qui savent apprécier les produits de luxe importés. Mais les exportations de capitaux et les importations de produits de luxe aggravent les difficultés de la balance des paiements.

ments.

Comme le général Ziaur s'appute politiquement sur une élite restreinte, il est peu plausible qu'il se livre à des réformes économiques au bénéfice des pauvres. Ces mêmes réalités politiques contrarient d'ailleurs les objectifs humanitaires de l'aide étrangère. Car c'est la minorité riche qui la canalise et les pauvres en voieut rarement la couleur; souvent, leur situation s'en trouve même aggravée. Nous-mêmes l'avons constaté dans le village où nous avons séjourné pendant neuf mois en 1975 : les programmes d'assistance se présentent bien dans les dossiers, mais ils prement une tout autre figure sur le terrain.

Comment s'enrichir dans les campagnes

politique du Bangladesh, que ce seront les grands propriétaires qui en auront le monopole. Un fonctionnaire de la Banque explique: Si le gouvernement n'a pas la volonté d'older les petits paysans, nous ne pouvons pas l'y contraindre. Nous pouvons conseiller, présoir cerriaires dispositions dans nos propérs, mais sans engagement déterments de la contraindre de la consegue de la c projets, mais sans engagement déter-miné de la part du gouvernement, cela ne marchera pas. >

Cependant, les grands propriétaires ue furent pas les seuls à tirer profit du projet de puits profonds. Des fonctionnaires gouvernementaux corrompus ont aussi fouché leur part, sous forme de rétributions diverses. Mais celui qui semble s'être le plus enrichi à cette occasion est un homme d'affaires uommé Jahurul Islam, qui a la réputation d'être le citoyen le plus riche dn Bangladesh. Après avoir manœuvré en coulisses pendant des mois. I'une de ses entreprises, Dacca mois, l'une de ses entreprises, Dacca Fibres, emporta le contrat pour la

fourniture des pompes avec un devis de 12 millions de dollars, alors que la Banque mondiale avait estimé le coût de ce matériel à 9 millions. Gain: 3 millions de dollars. « Plus facile que de dévoltser une bonque », dit un responsable officiel... M. Jahurul Islam avait été l'un des protecteurs de fen Cheikh Mujibur Rahmen, dont la femme siégeait au conseil de direction de Dacca Fibres. Depuis lors, ses activités ont pris une envergure multinationale et le siège de ses affaires a été transféré à Londres, tandis que lui-même a conservé de solides attaches politiques an Bangladesh. L'un de ses plus proches associés dans les affaires à Londres, M. Zalaria Choudhury, est entré dans l'équipe des conseillers du général Ziaur en décembre dernier.

Les pauvres ne sont guère plus gâtés avec l'aide alimentaire qui représente un tiers de toute l'assistance étrangère destinée an Bangladesh. Une large part — 86 % — des aliments ainsi expédiés est affectée au système des rations que le gouvernement a mis en place principalement à l'intantion des villes. Il ne reste que 14 % pour les opérations de secours et les interventions en faveur de travailleurs affectés à des travaux spécifiques.

Dans le cadre du système des rations, les céréales alimentaires se vendent à des prix subventionnés dont bénéficient d'abord ceux qui auraient les moyens de payer au prix du marché : la classe moyenne urbaine. Un tiers environ des rations de céréales est alloué à des milltaires, à des policiers et à des fonctionnaires civits, ainsi qu'à des employés des grandes entreprises. Un autre tiers va à des détenteurs de cartes de rationnement qui, pour la plupart, appartiennent à la classe moyenne et vivent dans des zones urbaines politiquement sensibilisées. Il ne reste plus qu'un tiers pour la campagne, où vit 90 % de la population totale; et encore, ceux qui sont chargés de la distribution en préventis une portion considérable pour les vendre au marché noir. Durant les ueuf mois que nous avons passés dans le village, les habitants u'oot pin acheter

Précieux soutien pour le gouvernement

S I ceux qui en auraient vraiment besoin sont peu nombreux à en profifer, l'aide alimentaire est en revanche très précieuse pour le gou-vernement.

vernement.

Les ventes de rations ini fournissent en effet des ressources qui se montent à un cinquième environ des revenus budgétaires pour l'année fiscale 1977. Une dépéche du département d'Etat de janvier 1976 soulignait d'ailleurs la fonction politique de l'aide alimentaire, dont il importait de maintenir le flux au Bangladesh « pour alimenter le système des rations et, surtout, pour continuer à approvisionner en céréales à bas prix les habitants de Dacca prompts à s'activer » (9).

Les responsables de l'aide font parfois valoir que l'aide alimentaire et les projets de développement agricole ent des effets bénéfiques pour les pauvres, car its accroissent la quantité de nourriture disponible même si la plus grande part des céréales ou des fournitures destinées à l'agriculture échoient à la minorité aisée. Cependant, même quand la nourriture est abondante et les prix peu élevés, les pauvres restent affamés, car ils u'ont pas de pouvoir d'achat. Au Bangladesh, la faim est d'abord un phénomène lié aux disparités sociales; le problème des disponibilités alimentaires u'intervient qu'en second lleu.

Cette dépendance à l'égard de l'aide Les ventes de rations lui fournissent

vient qu'en second lieu. Cette dépendance à l'égard de l'aide étrangère a pour inconvénient de saper étrangère à pour inconvénient de saper les élans en faveur d'une antonomie alimentaire. Selon une étude préparée pour le Sénat des Etats-Unis, « l'aide sous forme de secours peut soulager certaines consciences, mais alle ne contribue guère à éviter des catastrophes plus graves pour l'avenir. Elle peut même avoir pour conséquence de permettre au gouvernement de différer une décision politique nécessaire

mais difficule à prendre, dans l'espoir qu'une assistance extérieure arrivera » (10).

Pourvu de terres fertiles, de ressources hydrauliques abondantes, d'importantes réserves de gaz naturel et d'une main-d'œuvre suffisante, le Bargladesh aurait de quoi offrir une vis décente à tous ses citoyens. Les principaux obstacles qui empêchent la mise en valeur de ce potentiel sont d'ordre social, et non techniques. Un facteur-clé est le régime foncier, car la terre est la ressource productive la plus essentielle dans ce pays. Mais comme la pression sur la terre est intense, même une réforme agraire radicale ne procurerait qu'un petit lopin à chaque procurerait qu'un petit lopin à chaque famille paysanne et, blentôt, on verrait apparaître une nouvelle catégorie de paysans sans terre. C'est pourquoi résoudre le problème de l'accession à la terre n'apporterait qu'une demisolution pour les pauvres. L'autre moi-tié de la réponse réside dans l'utilisa-tion de la terrs en coopérative. Car la formule coopérative permetirait aux paysans d'entreprendre des projets qui uécessitent beaucoup de main-d'œuvre, ce qui est impossible tant que l'agriculture demeure organisée sur une base individuelle et fragmentaire. Avant de passer au système coopératif en agriculture, encore faudrait-il prévoir des étapes intermédiaires où l'initiative des paysans pourrait se dévelopment.

Quand des gouvernements s'appulent sur l'élite aisée, ils ne sont pas blen placés pour entreprendre cette tâche de reconstruction sociale; pas plus de reconstruction sociale; pas plus qu'ils ne souhaitent iaisser à d'aotres dirigeauts la possibilité de l'assumer à leur place. A l'élection présidentielle de juin, le général Ziaur a prudemment desserré l'étao qui étouffait les contestataires, mais son aspiration à la légitimité est limitée par sou souel de conserver le pouvoir. Il a promis d'organiser des élections législatives en décembre : les prochains mois diront si, oui ou non, il a l'intention de tenir sa promesse.

(1) New York Times, 6 juin 1978.
(2) New York Times, 4 juin 1978.
(3) The Times, Londres, 5 juin 1978.
(4) Amnesty International, Report of an Amnesty International Mission to Bangladesh, tévrier 1978.
(5) Far Eastern Economic Review, 16 janvier 1978.
(6) Washington Post, 10 février 1978.
(7) Banque mondiale: Bangladesh: Current Economic Situation and Development Policy Issues, 19 mai 1977.
(8) F Tomeson Janussi et James T. Peach, Report on the Hierarchy of Interests in Land in Bangladesh, USAID.
septembra 1977.
(9) Cité par D. McHenry et K. Bird dans « Pood Bungle in Bangladesh » Foreign Policy, été 1977.
(10) World Hunger, Health and Rejuges Problems, report fort Subcommittee on Labor and Public Welfare and Subcommittee on Refugees and Escapes. Senata Committee on the Judiclary, Washington D.C., janvier 1978.

BIBLIOGRAPHIE

NORME 2 INTERNATIONALES DU TRAVAIL : UNIVERSALISME OU REGIONALISME? PAR Christian Philippi l'Organisation internationale du travail doit-elle établir des normes identiques pour le monde entier nu gorsanter vers une cartaine régionalisation? Après anaiyse des différentes régimentations existant aujourd'oul, l'auteur penche pour la seconde solution, et préconise une coordination actrus entre l'OLT, et les organisations région à le s. (Etablissements Roulle Bruylant, Bruxelles, 1978, 516 pages, 1888 F.B.)

Au festival cinématographique de Locarno

ENFANTS DE BAKOUNINE ET DE

UR les berges enchantées du lac Majeur, au sommet d'une colline qui surplombe Ascona et les îles de Brissago, une fort curieuse exposition (rassemblée par Harald Szeeman) retrace l'histoire du « Monte Verita», cet étonnant phalanstère fondé en ce lleu à la fin du XIX° siècle par où défilèrent tous les bétérodoxes européens, défricheurs de morales nouvelles (usturistes, végétariens, non-violents, anarchistes, etc.). Et parmi eux, Mikhall Bakoumine; il fut tellement séduit par le doux climat du Tessin qu'il demeura longtemps l'hôte de l'Albergo del Gallo, à Locarno, où il fit baptiser ses enfauts:

Depuis, comme on sait, la progéniture (baptisée ou uon) du père de l'anarchisme s'est considérablement élargie; mals aussi largement dématurée si l'on en croit un certain nombre de films vus an Festival cinématographique de Locarno (1) qui, directement ou indirectement, se référalent aux thèses de l'Etat et l'Anarchie (1873).

Ainsi, les jeunes gens en dérive douce de Ne comptez pas sur nous

aux thèses de TEtat et l'Anarchie (1873).

Ainsi, les jeunes gens en dérive douce de Ne comptez pas sur nous (de Sergio Nuti) revendiquent le droit à la liberté absolus et à la spontanétié, mais ue prétendent plus intervenir (le titre est éloquent) dans la vie politique italienne : ils se complaisent dans une marginalité maladive en se droguant avec une application toute médicale. Autres enfants de Bakounine et de cocaine, les héros suisses de Les petits gèlent même en été (de Peter von Gunten) pratiquent une délinquance légère pour se procurer la « pondre blanche », et pour retrouver au sein du groupe d'amis, à l'occasion de menus méfaits, le vertige d'une affection, d'une chaleur solidaire. Dans On efface tout l' (de Pasca! Vida!) certains « militants » continuent de croire au bon usage de la violence en politique, mais de manière tellement caricaturale que le protagoniste, un journaliste français d'extrême gauche, bésite à choisir entre ses ex-camarades qui ont abandonné tous les idéaux de mai 68 et ces partisans décidés du P. 38. A cette dernière catégorie appartient l'héroûne allemande du Deuxième éveil de Krista Klaqes (de Margareth von Trota) qui u'hésite pas à commettre une agression à main armée pour aider financièrement une expérience de crèche sauvage; tout au long de son trajet de fuite, elle mesurera cepen-

dant les conséquences (politiques, affectives) de son acte, et cherchera à retrouver le simple courage quotidien.

Ce courage, les Fainéants de la vallée jertile (2), de Nikos Panayotopoulos, l'ont définitivement perdu. Retirés dans une somptueuse maison de campagne, les personnages de cette parabole philosophique gracque refusent l'ensemble des lois du « comportement social »: hygiène, travail, politesse, morale, etc., et s'installent dans une sorte de vie végétative qui n'est rien d'antre qu'un très lent suicide.

Le suicide (plus hyste) entre l'ensemble de se présidé de la présidé.

Le suicide (plus brutal, puisqu'il s'agit de se précipiter du haut d'un gratte-ciel) apparaît aussi au jeune Polonais de Chambre avec vue sur la mer (de Janusz Zaorski) comme la seule manière de sortir d'un univers complètement plégé où les lois de l'hypocrisie ont gangrené l'ensemble du tissu social : parti, police, syndicats, famille, Eglise, amour, Université, etc., viennent, métaphoriquement, tour à tour supplier (en vain) le jeune homme de ne pas commettre l'irréparable ; ils ne font que mieux mettre à nu leur pauvreté morale, leur affligeante mesquimerie.

Le constat de « faillite institutionnelle » n'est point original (il s'en faut) au cinéma; que tant de films l'établissent simultanément semble déjà plus significatif, et d'autant que toutes ces œuvres exprimeut un point de vue profondément pessimiste à l'égard de la capacité rénovatrice des jeunes générations. Cela, sans aucun doute, est nouveau, et il conviendrait de méditer sur cette description de la jeunesse que donnent les films présentés à Locarno : portrait d'une génération de naufragés, survivant douloureusement à une interminable « fin des illusions », enfermés dans le seul horizon des plaisirs de leur corps, sans perspectives. Et sans vérités.

(1) XXXIº Pestival cinématographique international de Locaron (Suisse), du 3 au 13 août 1978. (2) Ce film a regu la Léopard d'or, grand prix du Festival.

Dans les re

 $\mathbf{F}_{\mathrm{L}_{\mathrm{B}}}$

VIAGERS PRIX INDEXATION Hur. Boeth Pak

> PLACE DE Prestige - Eleg

MARAIS pres p

Proprietava vendica 1004075 e imperior

Tél. 92 PARIS VILLAGE: - 7 Lit de la Co in a disperators et

UNVESTIMOB TO THE RESIDENCE TESS 1 a. 7

Control of the second of the s ** 4.5 m * **** LIVRABLE L'appartements a. 1 500 n i tare i ne San - PIERRE

•--A deux pas de la RENOVA TO Fame que LUXUEUX

IT RABLES IM

 $c_{\mathfrak{gn}_0 + \mathfrak{gn}_0}$

Andrews Tale of Andrews Expenses

5757 = ~ = 3152

A CONTROL OF THE CONT

7

Salare San S National Control

ATT IN 5 50000

. . . .

 $\frac{1}{2} \frac{|\mathcal{M}|^2}{2} \frac{1}{2}$

A 212 .

Gonrgud, Paris-17.)

El Dans FOREIGN POLICY, Ellot Cohen présente les canclusions d'unc átude réalisée à l'univarsité Harvard sur la standardisation des armaments an cein de l'OTAN. L'auteur expose les dangère d'une telle solution, pour laquelle le président Carter a opté. A mains qu'alle ne se réalise exclusivement avec du matériel américain...? Au même sommaire : des articles eur le rôle des Cubains en Angola, le « pragmatisme « chinois, les livraisons militaires au chan, etc. (N° 31, été 1978, trimestricl, 3 dellars. - 11, Dupont Circis, N.W., Washington, D.C. 25936.)

El FOREIGN AFFAIRS doune la parole

N.W., Washington, D.C. 28036.)

El FOREIGN AFFAIRS doune in parole & M. Michael Blumenthal, secrétaire américain au Trésor, qui expose ses vues personnelles eur la crise économique. D'autre part, le Proche-Orient figure on bonne place dans ce numéro avec des articles de M. Hassanein Helkal aur la politique étrangère de l'Esypte et de Walld Khalidi, nuiversitaire palestinion, qui analyse ce que devrait être, à son avis, un Etat palestinien. (Vel. Sc. nº d. juillet. trimestrici, 3 dollars. - 38 Esst 68th Street, New-Yerk, N.Y. 10021.)

El Un numéro epecial d'ALTRAFRICA, revus de recherche et de documentation eur l'Afrique, consacré à la « Déstabilisation internationale et procès révolution naire dans la Corne de l'Afrique « où l'Ethiopie et le Bomslie tlennent une boune place. (N° 6, juillet, trimestriel, 1500 lires. – Via Perrucio, 44, 00185 Rome.)

B Publiée à Londres, la revue en langua anglaise REPUEW OF AFRICAN POLITICAL ECONOMY a centré son dernier numéro sur les problémes de l'Afrique australe. En marge des négociations en cours en Namible en vue de l'indépendance, Duncan Innes analyse les effets de l'impérialisme dans ce territoire et la réponse des populations locales. Au sommaire également : des études sur « la Zambie et la détente », les e relations de production au Swaziland », etc. (N°.9, mai-août, trols numéros par an. 1,28 ilvre sterling. - C/O Onyx Presse, 27 Clerkenweil Close, Londres ECIR OAT.)

ELASPRIQUE LITTERAIRE ET ARTIS-TIQUE s'onvre par une intéressante étude de Guy Daninos sur la littérature orale en Afrique noire, partiquitérement au Congo : ses « œuvres », son caractère, sa part fendamentale dans la culture noire, (N° 48, trimestrial, 20 F. - 32, rue de l'Echiquier, Paris-10°.)

de règlement de paix au Proche-Orient de paix au Proche-Orient depuis l'initiative du président Sadate en novembre dernier, dans le revue DE-FENSE NATIONALE Pierre Rondot conciut à l'insuité de toute démarche en ce seus qui ne tienne pas compte d'ait palestinien. (Trente-quatrième année, noût-septembre, mensuel, 15 F. - I, place Jeffre, 75700 Paris.)

El La revue américaine MERIF REPORTE s'interroge sur les fondaments at
les perspectives de la réforme agraire en
Algérie. Pourantvant ass analyses des
luites dans le monde arabs, elle traite
aussi du soulévement ouvrier en Tunisie
et de la luite de libération su Dhofar.
On y tronvere également une étude
oritique du rapport sur les droits de
l'homme en Tunisie et au Marco préparé par le dénartement d'Elet américain.
(N° 67, 1.25 dellar. - Merip. POE 3122,
Columbie Heights Station, Washington,
D.C. 20010.)

D.C. 20019.)

El Dans les ETUDES, F. Haddad-Chomak, sneignants à la faculté de lattres et sciences humaines de Tunis, témoigne sur la tradition si essentielle pour l'isiam; même su sain de la culture moderne, elle demeurs vivante. O'st-àdira non pas maintenus en état de survis, male porteuse de vie. Mais à certaines conditions, Le témoignage est ana doute d'autant plus significatif qu'il émane d'une femme. Dans le même numére, Marianne Cornevin démonce e les importures de l'apartheld » : nen point séparation, partage, mais dépossession et sacervissement. (Aodt-septembre, mansuel, 13 F. - 15, rue Montieur, Paris-7.)

El Billa, revue de l'Institut des balles-

13 F. - 15, rue Monsieur, Paris-7a)

E IBLA, revue de l'Institut des belleslettres arabes, célèbre son quarantième
anniversaire : le petit fasciquie polycopié
de einquante-six nages est devenu une
importante revue de deux cents pares.
Vouée à le counsissance de le Tunisies
et de sa culture, Ibla, grâce aux Tunisiena
qui n'ent jameis manqué à ses sommaires, a pu demourer, à travers les événements, fidèle à ses débuts, et -- privilège rate -- cette fidélité a été incantée
par le même directeur, André Demoerseman. Caiui-el propose a réferion sur le
thème « Orient-Occident ». Entre autres
études, ceilee eur la musique arabe et
sur le langue arabe. (N° 145, trimestriel,
1,5 dinar, -- 12, rue James-El-Haoua,
Tunis.)

E Succèdant à COUNTERSPP, sontraint

THRIS.)

E Succidant à COUNTERSPY, sontraint de cesser as parution, COVERTACTION INFORMATION BULLETIN, animé par Philip Agee et d'autres e anciens a de Ceonierspy, lance son prauler numéro. Outre un extrait du nouveau livre de Pb. Ages, on raiéve au sommaire une description d'une opération mende par la C.I.A. à la Jamaique dans le cadre d'une entreprise visant à déstabiliser le régime du premier ministre Maniay. (N° 1, juillet, gratuit. - P.O. Bez 58272, F. Street Statien, Washington, D.C. 2004.)

tien, Washington, D.C. 20084.)

El Halti REPORT, journal militant des « Amis d'Halti », revient sur les émeutes de la faim qui es sont produites en décembre dernier à Halti pour en donner une explication aliant blen su-dalà des interprétations qui en furent proposées dans la presse de l'île en des États-Unis. (N° 5, été 1575, trimestriel, abennement : 5 dellars. - The Priends et Haiti, P.O. Box 348, New City, N.Y., 16954, Elá 425-qez, Etats-Unis.)

El 425-65, Etata-Unia.)

El la totalité de la dernière livraison de POLITIQUE AUNOURD'HUI est consacrée en « Québec de l'indépendance su socialisme » : le propos est de montrer le développement d'un mouvement socialiste lié à la libération nationals du Québec, mais l'ensemble constitue un dossier complet eur la politique intérieure, internationale, syndicale, etc., de la pro-

vince. (Nº4 7-3, six numeros par an. 25 F.

- 14-15, yan des Prits-Hôtels, 15015 Paria.)

El Dans Les Temps Modennes. José
Cil. Elnatu Coti. Lucia Desidert es
Charles Santoni parient de l'idenvité culturelle de la Corse, face, hien sur, à
l' c autre e culture qui tente da s'imposer
mais n'est, ià-bas, qu'un phénomène
e artificiol », e procédant d'un gyachrètisma étatique ». (Acut-septembre, meusuel, 55 F. - 25, rue da Condé, Paris-St.)

El Sour la titus a Barcaritoux de l'inter-

tima étalque ». (Acritarrembré, mensuel 25 F. - 26, rue de Cendé, Faris-5c.)

E Sous le titre « Perceptions de l'interdépendance mondiale », la REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES Offre un kaléidoscopa assez riche de la pensée actualle sur certains problèmes étaluninant les relations entre les unaigns. Robert Triffin, notamment, parle de l'enfere monétaire; Jan Tinberghen, des différentes formes de coopération internationals. Une étude se distingue de l'ensemble, cells de Bernadette Madeur et Charles-Alpert Michalet, qui tentent de certas une « nonvelle approche de l'économie internationals » où les firmes transationales jouent un rôle dominant, certes, mais non emiusif. (Vel. XXX., 1978, n° 2, trimestriel, 23 F. « UNESCO, T., place de Fontency, 75768 Faria.)

El DEVELOPMENT DIALOGUE poursuit ex réflexion et ses recherches pour une antre » développement. Cette fois, es sont les problèmes de santé qui centilita inconvéniente de santé qui centilita universitaire américain. John L. McEnight, universitaire américain. John L. McEnight, universitaire américain de sur l'abus des médigaments et une meuvise le produc. Over Siettspatan, 752 26 Uppsale, Snéde.)

El Dans la revue PROJET, Paul Laurent ansive in phépomène de l'industrialisa-

Snède.)

El Dans la revue PROJET, Paul Laurent analyse le phépomène de l'industrialisation de tiara-monde et de le concurrence qu'elle représente pour les pars occidentaux. Trois articles, d'autre part, traitent du Japon dans la crise : relations économiques, aménagement du territoire et dilammes énergétiques. (N° 121, fuillet-seût, mensuel, 11 F. - CERAS, 14, rue d'Assat, 7506 Paris.)

El Qu'est-ce que les entonomes?
TRIBUNE ANARCHISTE COMMUNISTE tente de cerner le phénomène. Mais répond, d'empliée, à la question : « A nons de faire que la révolte devienne révelution... Tent le reste n'est que palliatif. » (N° 25, juillet, 5 %, - 22 his, rue de la Réunion, Faris-20°.)

Ecunion, Paris-20-)

El « Jamais l'aspace de l'eutonomia n'e
été sussi grand », estime quant à lui le
périodique CAMARADE, qui annonce une
« sérieuse sutcertique » des sutcummes
et... la chesation de sa parution. Un
intéressant dossier à alguster dans le
dernier numéro sur la travail précaire,
(Nº 7-8, printemps-été, 19 F. - 3, rue du
Bnissou-Si-Louis, Paris-10-.)

E PROBLEMES ECONOMIQUES e consaré une livraism aux problèmes du travail. A signalar notamment : une étude de Pierre Dubois, reprise de la revue SOCIOLOGIE DU TRAVAIL, sur les rapports pouvant être établis entre le choix des techniques dans l'atelier et la division des travailleurs. (N° 1884, 2 août; hebdomadaire, 4 V. « La Documentation

française, 31, quai Voltaire, 75349 Paris Codex 97.)

Cedex 97.)

E LA REVUE FRANÇAISE DES AFFATRES SOCIALES, publiée sous l'égide
du ministère du travail et de le participation, traite dans son dennier numéro
des « migrations externes » : il e'agit
d'analyser différents aspects du fait miprablire qui, précise la revue, une se
limits pas sur mouvements de travailleurs
inputigrés. (Trente-deurième année, syrilpain, 22 F. - Mise en vente à la Doonmentation française, 31, quai Veltaire,
Paris-72.)

El apparer estreré revue italienne

Paris-7:)

5 AFFARI ESTERI, revue italienne trimestrielle, consacre une bonne partie de son darnier numéro au thème « Terrorisme et information », avec le collaboration de plusieurs personnalités officielles, ou proches des milieux officieles, d'Italie, de Grando-Bretagne, d'Allemagne de l'Ouest, d'Espagne, du Jepon, etc. (D'intème année, n° 39, trimestriel, 3 see lires. - 24, viz Monte Zable, edifficielles, d'Italienes, parties de l'Allemagne de l'Ouest, d'Espagne, du Jepon, etc. (D'intème année, n° 39, trimestriel, 3 see lires. - 24, viz Monte Zable, edifficielles, d'Italienes, parties de l'Allemagne de l'Ouest, d'Espagne, du Jepon, etc.

Sees lires. - 24, via Monte Zanio, saiss Roma.)

E L'ARCHE remet en mémoire une histoire oubliée : selle de l'interpol pendant is guarre. Les naxis s'adjugèrent une bonne piase dans l'organisation internationale de police, qui continua à fonctionner. Le chef du P.B.L garda le contact avec eux jusqu'à la veille de Passi-Rarbour. L'ARCHE ne manque pag l'occasion de rappeler que c'est dans les bureaux d'Interpol que fut décidée l'extarmination massive des juifs. Hâtoire plus actuelle : la revue évoqua l' codyssée des juifs soviétiques « (Actt. memsuel, 7 F, - 14. rue George-Berger, Paris-17».)

E Dans ERRATA, revue de la socialité

Paris-17-)

El Dans ERRATA, revue de la socialité nitiqua, Arnoid Dressler réfiéchit au déclin de l'individu autonome », et Toni Arno g'interroge eur le « terrorisme des mass media comme faire-part de tous les terrorismes », A propos de le a banalisation de l'érotisme », Emina Cevro-vulcove constate : « Aujourd'hui, il suffit d'une parversion pour que quelqu'un se sente autorisé à prétendre être le perte-voix de la vérité. « (N° 14-15, trimestriei, septembre. - Boîte pastale 480, 7838 Paris Cedex 17-)

78839 Paris Ceder 17.)

El faut signater une des plus anciennes revues féministes, Jeunes Femmes, organe du meuvement du même nem. Le derniar numéro traite du vioi; au cens cirict, mais aussi de toutes les formes de violance sexuelle, des coups à l'excision. Un intercalaire de pages rouges constitue un accellent petit précis médical et juridique, Les deux numéros précédents précies pays en vois de dévisippement; dans le monde occidental. (N° 181, mai ; 182, fulls; 183, juillet, quaire numéros par an, 15 F. J., vije du Pare Mentgouris, Paris-144.) 15 F. Paris-14-)

Paris-14.)

El Un numáro apácial de RAISON PRE-SENTE: « les matérialismes a, de Dámo-arite à Marx, en passant par Eloba. Pour celui-ci, un matérialisme dont J. Bern-hardt. hennátament, n'ignore pas les e limites e, ON° 47, 17 F. - 16, rne de l'Ecole-Polytechnique, Paris-5.)

El A L'ECOUTE DU MONDE - CERO-NIQUE BOCIÁLE: un numéro spécial eur l'énergie, Qualia énergie? Et pour qualie société? Pour quel avenir? (Numéro spécial, 1, 15 F. - 7, rue de Plat, 69238 Lyon Codex \$1.)

CINÉMA

E Aprés uns interruption de plusieurs années, cine CURANO reparait; on y lira entre autres un entrellen avec José Garcia, réalisateur portoriezin; un dossier sur les films « chicanos » et des pripos du cinéeste Pedro Rivera sur la cinéma panaméen, (N° 91-92, trimestriel, été 1975, é.25 peso. - Calle 23, n° 1155, La Havana.)

E Havane.)

El Le cinéma iranien est étudié par le critique américain Lyle Pearson, dans la dernière livraison de CINEMARABE, où l'on trouvers aussi un entretien avec Dariush Merhjul, chef de file des « nouveaux cinésates iranians ». (N° 8, août. himestriei, 16 F. – 44, rue Vieille-du-Temple, 75944 Farh.)

Temple, 75404 Farm.)

El La revue canadienne CINE-TRACTS
public un dosaler sur le documentariste
boilandais Johan Van Der Kankon, un
antretian avec Jean-Louis Comoili et
d'intérensanles réflexions théoriques de
Stephen Heath et Saul Landau, (Vel. I,
nº 4, ét 1978, 2,58 dollars canadiens 4227, Esplanade Avenne - Montréal, Québec, Canada Héw 171.)

bec, Canada HéW 17L.)

El Carlos Alvarez, cinéaste colombien, réfléoble, dans CUADRO, à la possibilité d'un cinéma « alternatif », tandis que l'écrivain Mario Vargas-Liosa évocus l'œpvis de José Luis Borau, réalisateur capagnet, anteur de Furtivos. (N° 5, été 1876, trimestriei (prix non indiqué). Apartade Asreo 4809, Médellin, Celombie.)

El Wassila Tamzali analyse, dans LES DEUE ECEANS, le film féministe algérien « Nouba des Femmes du Mont Chemous », d'Assia Diébar. On lira sussi avec intérêt des « réflexions sur le foculmantaire » de Jean-Pierre Liedo. (N° 5, sodt. mensuel, 3 dipara. - 7, Ed Ehémisti, Aiger.)

El Roland Barthes, Jean Baudrillard et seel. 5 dipart. - 7, Bd Khamisti, Alger.)

12 Roland Barihes, Jean Baudrillard et
Marc Perro s'expriment sur la « représentation de l'histoire » dans un numéro
spècial que LA MIRADA conserce à este
question. Un dossier sur le cinéaste Raul
Ruis complète le apmmaire, (N° 3, geôt,
mensuel. 175 pesetas. - Industria 218.
32, 22, Barcelone.)

E Poursulvant sa réflexion our s ciné-ma/propagande », LA RÉVUE DU CINEMA fait une analyse des films publicitaires et propose plusieurs tableaux de données chiffrées à leur sujet. (N° 230, jufflet-soût, § F. - 3, rue Résamier, 75341 Paris Cadex 67.)

E La geure « burlesqua » et le cinéma « fantastique » sont étudiés dans la dernière livraison de POSITIF qui commente, en ontre, tous les films du Positval de Cannes, (N° 208-208, juilletant 1975, 20 F. ~ 19, rue Turgot, 75809 Paris.)

2 TRENTE JOURS D'EUROPE a publié un dossier, élabors par Claude Degand, sur : la crise du cinéma européen «. (N° 38-34), iniliet-août, mensuel, 3,50 F. - 51, rue des Belles-Fauilles, 75016 Paris.) - Il, rue des Belles-Familles, 75016 Paris.)

D TELEQUAL, bulletip de réflexions sur les mass media, propose sons le titre « l'éclat des chandelles « une analyse du phénomène des racions libres et des télévisions privées. Les eas de l'Angleterre, de l'Italie et de la Yougoslavie y sont particulièrement traités. (N° 3, été 1978, mensuel (prix non indiqué). - 4, rue de Savoie, 75806 Paris.)

PANORAMA IMMOBILIER PARIS ILE-DE-FRANCE

ouverture de l'appartement décoré
(Nobilia et Knoll)
conditions spéciales jusqu'au 30 octobre

117, bd Bineau a Neuilly

LE CONSUL

139, avenue d'Italie

PARIS 13°

Dens un immeuble de 10 et 12 étages

habitable immédiatement

restant disponibles: 3, 4 at 5 pièces.

Visitez l'appartement modèle : 584.63.96

MALT EDGAR-QUINET

MONTPARNASSE

Propriétairs viest grants duplex rux-de-classate/1 ", sur jurits totériour, 3 classieres, 2 bales, tout contest. Visits sur plans les louds, surcureil, ventreil de 14 à 30 à 17 laieres.

4/8. Imposen de la Balté, 75014 PARE - Tél. 222,45,85

164,Boulevard Montparnasse

PROMEX : 85, rue Plannaquin, Paris 17" - Tel. 755.52.10

GRENELLE - CHAMP-DE-MARS

106-108, boulevard da Grenalla. Paris XV

IMMEUBLE NEUF - LIVRAISON IMMEDIATE

3 P + grand baloon + parking 4 P + grand baloon ou terrasse + parking

Un petit immeuble de prestige près des Jerdins de l'Observatoire E luxusex apportements de 2 et 4/5 pièces ever balenne laggies e encore disponibles - Visites s/pisce L, mar., v., s. après-midi ou sur A.V

Ly colons are count do

du studio an 8 pieres

livraison etc 1979

624.59.49

qq duplex avec terrasse on faid

"LES TERRASSES

DE NEUILLY" immemble de grand standing

VIAGERS - F. CRUZ

Appartements, immeubles entiers ou par lots, occupés ou fibres PRIX INDEXATION ET GARANTIES Paris et Banlieue jusqu'à 100 km

Rens.: 8, rue La Boetie, PARIS 75008 Tél. 266-19-00

MARAIS près place des Vosges 4, ruo de Birague, 75004 Paris Propriétaire vend dans immauble rénové

APPARTEMENTS entiérement réfaits, tout confort Visite sur Rendez-vous : 486.92.85 (le maile)

PLACE DES VOSGES Prestige - Elégance - Calme 3 - 4 - 5 et 6 plèces Hôtel 17ª avec le confort moderne Tél. 924-12-22

PARIS VILLAGE: Rue MOUFFETARD Près de la place de la CONTRESCARPE, Paris V° Le charme d'autrefois et le confort d'aujourd'hui Très belle rénovation. Immenble clair et ensoleillé. Habitable de suite. Studios - Cuisine - Selle de Beins - W.C. A pertir de 180.000 F.

INVESTIMOB 164 rue de Courcelles 227-15-37/38 RESIDENCE TESSON PARMENTIER L'immeuble est situé au 5 et 5, rue Tesson, Paris Xº

s une rue calme, quartier en plein centre de Paris, à 100 m du métro Goncourt, 10 m également de la ligne bus 46. Bonnes isolations thermique et phonique, ascenceur, vide-ordures à chaque étage, garage,

LIVRABLE DE SUITE 25 appartements du studio au 4 pièces Prix & partir de 6.500 F le mª - Crédit 80% Visite sur place : Mercredi de 11 h à 17 h. Samedi et dimanche de 14 h à 18 h.

ents et ventes : PIERRES et BRIQUES - 307.38.89 115, rue des Grands - Champs, 75020 PARIS

A deux pas de la place des Vosges RÉNOVATION de haute qualité dans le style MARAIS Ascenseur, vide-actures, poutres apparentes
LUXUEUX 2 PIÈCES
LIVRABLES IMMÉDIATEMENT

Code postal - Zip code - Postleitzahl :

261.21.72

our recevoir gracieusement plusieurs documentutions, cochez et retoumez ce coupon réponsé à : n order to receive further free informatico, check and return the attached ecopon to ; m weiters Unierlagen kostenios zu bekommen, achieveden Sie bitle clissen Antworstschein ab und achieven inc an :

1 - 2 - 3 - 4 - 5 - 8 - 7 - 8 - 9 - 10 - 11 - 12 - 13 - 14 - 15 - 16 - 17 - 18 _ Prénom-First name-Vormanne: Pays-Country-Lared:

Ville-City-Stadt:

Bureau de vente sur place tous les jours da 11 h à 13h et de 15h à 18h Tél. 578-14-27 MULTIMEDIA

13, rue des Minimes, 75003 PARIS

(France)

PARIS 15" - 80, RUE DE L'ABBE-GROULT Studio: 200.000 F - 2 pièces: 260.000 F 3 pièces, 71 m2: 430,000 F 4 pièces, 100 m2: 650,000 F

Sur place tous les jours sauf mercredi de 14 h à 19 h ou téléphoner à J.-L. PETIT: 878-31-71

RENOVATEUR vend:

• 35, rue Copernic (Paris 16°) Imm. P. de T., ascensenr. Bureau de vente sur place 704.99.76 F2 libres : 320.000 F - occupés : 200.000 F F3 libres: 370.000 F - occupés: 250.000 F

• 61, rue de Vaugirard (Paris 6) Kénovation complète studios : 255.000 F - 2 pièces : 450.000 F

• Grande sélection de 2 p. et 3 p.: 14°, 15°, 16° et 17° arrondis.

Pour tous renseignements écrire à : S.A. SAINT-BRICE 43, avenue de Suffren - 75007 PARIS - 567.66.77

NEULLY RESIDENTIEL

Très beau Doplex - Picin soloil

Magnifique jardin - Bolla récoption avec chominée - Salle è mangur, cuisine, effice diagerie, 4 chambres, 4 bains, 2 garages, service

Yeudu entièrement MEUBLE - Décoration exceptionnelle

MAZEL IMMOBILIER

843-76-42

Le Parc de Diane 24 maisons avec jardin au milieu d'un parc protégé de 519,000 à 600,000 F (nouveau PIC)

Der males us bien irançuises au confort anglais.



en bordure de Seino dans pare paymeer (i he), appentement privé, à 30 de Paris par A IS. 300 m2 au sol + dépendances, parages es payillou d'été. Nomb, pièces de récoption d'été. Nomb, pièces de récoption d'été. Nomb, pièces d'été s'd'hver, sauns, solierium, salle d'hydrothérapie, etc. Vendue directement par le propietaire, meublée on non, (meuth de striel prix justifié. Tél. \$27,82,63 on 101.

Parcs de la Madeleine 8 types de maisons individuelles de 363.800 à 464.000 F (nouveau PIC)

PROPRIÉTAIRES

Recherchons toches locations pour notre effective.

Roce vous garantissons par commat stateutement:

— Béfesse et recours justiciaires (étérioration des lieux, etc...) pendant 2 ans,

— Palement des loyers + charges impayés.

— Aboussement à un Cabinet jurisique et secol (sans invitation de consultations pendant 3 ans).

19, rue Pergolèse, 75118 Paris Tél. 501.80.81 LOGEMATIC

Cette rubrique paraît dans Le Monde, Le Monde Diplomatique, la Sélection Hebdomadaire. Prochaîne parution le 5 octobre 1978. Renseignements MULTIMEDIA, 271-32-55.

VERCORS ET LE SENS DE L'HISTOIRE

Par YVES FLORENNE

AlS d'abord, quel sens a, an juste, ce fameux sens de l'histoire? A entendre ceux qui en parient, il est clair qu'ils l'entendent cux, les uns au sens de signification, les autres au sens de direction. On dira que si l'histoire a vraiment une signification, c'est qu'elle va quelque part. Mals dù? Et par quelles voies? La foi dans le progrès, échaudée par le scientisme, est devenue une « soience » qui décrit l'inéluctable et infailible trajectoire, tous les autres sens étant des coutresens, en attendant d'être des sens interdits quand le « bon a sens, devenu obligatoire, est au pouvoir. gatoire, est au pouvoir.

paroire, est au pouvoir.

Pour des esprits plus critiques, moins degmatiques, le sens de l'histoire, à commencer par savoir si elle en a un, est une question embarrassante et incertaine. C'est paurquoi Vercors, au terme d'une longue interrogation, ne peut que répondre : « Oui et uou. a Réponse de Normand et de Gascon : celle — en un certainsens — d'Alain et de Montaigne. Elle tient simplement à ce que Bandelaire, lui, appelle la « double postulation simultanée » qui est dans l'homme : cette coexistence, un l'ement pacifique, que Vercors remet en scèlee, de unilement pacifique, que Vercors remet en scène, de l'ange et de la bête.

Fange et de la bete.

En nnire, si le sens de l'histoire est déjà ambigu, la natian d'histoire ne l'est pas moins. Malédiction divine (pour Bossnet), nn déterminisme, également extérieurs à l'homme. Alors qu'elle est, en réalité, l'aventure humaine, telle que — heur et malheur — les hommes la font. Elle est enfin — on serait tenté de dire : surtont — l'Histoire écrite de cette histoire vêcue. Vercars rappelle le mat de Valéry : « une foutaise a, Mals ce n'est pas l'histoire des hommes qu'il visait, e'est l'histoire des historiens.

CE que Vercors a tenté, c'est une synthèse de cette histoire, de ces histoires. Dessein à la Toynbee, mais beaucoup plus synthétique : façou, plutôt, de regarder de haut et d'ensemble dans le raccourci le plus court, afin d'y voir clair. Ce qui nous vant une grande vision des commencements de l'homme, de ses tâtonnements, de ce leut dégagement des bones et des brumes de la genèse, d'où va se dégager du même coup une histoire purement naturelle. Vercors est notre Lucrèce : sa philosophie de l'histoire nourrit un enthousiasme à la fois éplque et scientifique, du l'ou sent toujours une fascination pleine d'interrogation passionnée pour ees confins mystérieusement engloutis où l'homme est déjà l'homme, et ne l'est pas encore. De cette solitude à demi-animale émergeant à peine

De cette solitude à demi-animale émergeant à pelne De cette solitude à demi-animale emergeant à peine des ténèbres, jusqu'à Sumer et l'Egypte, le « sens a est déjà éclatant et va culminer sur l'Asropole. On regrette un peu que dans ce tableau, nécessairement très large, des eivilisations, à peine une allusion soit faite à la plus humaine et la plus libre de tout le monde ancien : la celtique. Ce qui lui vaiut sans doute, comme plus tard à l'occitane, son écrasement. Et cela ne précisepose guère à l'optimisme.

J'aime que Vercora parle de la « nuit romaine » pour désigner une entreprise de force, d'asservissement et de régression profunde de l'esprit, que l'histoire des histoirens n'a cessé d'idôlatrer depuis vingt siècles. Mais j'aime moins sa « nuit médiévale ». Le socialiste Pégny n'aurait pas manqué de furieusement renâcler. Drole de nuit, celle que transperce la flèche de Chartres.

Celle an des hommes (des Celtes, justement) produisent le « miracle » gothique qui n'a en et n'aura d'égal que le grec. Une « nuit » nh régnait si elle gouvernait peu, une certaine lei d'amour. Bien entendu, ces « nocturnes a ne la vidiaient pas meins que nens, encore qu'avec pius de conscience au de tremblement, mais du moins, eux. ils y croyaient. Vercors ne voit que ce que la raison scientifique ent à souffrit. Il est vrai qu'un esprit d'anjaurd'hui doit faire effort pour c'élai-gner assez de lul-même, afin de saisir cet étranger. la-bas : ee sout presque deux sortes d'homme, tant leur but et leur foi sont sans commune mesure, sinon en ce qu'ils mettent également tout en œuvre et y subordament tout, l'un, pour aller an ciel, l'autre pour aller dans la Lune.

P ASSONS les siècles, en les interrogeant. Et uous P ASSONS les siècles, en les interrogeant. Et nous l'arrivons au terme provisoire, qui répond par une belle, longue vibration de confiance et d'espérance, non certes dénuées d'inquiétude, à l'épopée des commencements : le pas de géant accompii en un seul siècle dans la marche en avant udus assure — sauf eatastrophe, si l' e auge » ne conjure pas la « bête a — de parvenir à la fin du savoir, qui nois livrera la clef d'un univers dont nous savons, depuis Einstein, qu'il est lui-même fini. Alors d'interrogation en réponse, passant outre à tous les comment (tenus jusqu'ici pour seuls scientifiques). l'homme déconvrira le pourquoi. seuls scientifiques). l'homme découvrira le pourquoi. —

e vers le centre invisible de l'immense labyrinthe où l'ultime secret se cache ». Et puis, après ?

Mais la questiou du sens a-t-elle elle-même un sens? Puisque la vie est un avatar hasardeux de la matière et l'homme le produit étonnant d'autres mutations, d'autres hasards; puisqu'il n'a été ni conçu, ni voulu, ni pensé, et que, du reste, il n'y a pas de finalité, son apparition et son histoire ne sauraient avoir aucun sens : aneune signification. Reste l'autre sens de « sens » : cette direction, cette longue marche, ce ressort indéfiniment tendu par l'homme lui-même et qui avec des hauts sublimes et de terribles bas, doit qui, avec des hauts sublimes et de terribles bas, doit le conduire — sauf accident de parcours, cette fais définitif — à la pleine possession et maitrise de sa nature et de son destin, de toute chose et de toute connaissance. Une connaissance totale et parfaite, an connaissance. Une connaissance totale et parfaite, an hout de laquelle il aura trouvé ce qu'il avait toujours su : que d'avoir été « jeté a sur terre n'a, et ne pent avoir, aucune espèce de sens. Cette histoire est devenue—enfin — le coutraire d'une histoire de fœu, « pieine de bruit et de fureur a (Macbeth vaineu ne pouvait être très optimiste), elle n'en « signifie e pas moins « rien a. A moins que...

Car cette pensée du secret inoul à découvrir, après que toutes les portes, une à une, auront été envertes.

que toutes les portes, une à une, auront été envertes, dans la dernière ebambre du labyrinthe on du château intérieur, est une très vieille pensée mystique. Il est

mereur, est une tres viente pensee mysique. Il est vrai que Vercors est un mysique: de la raison, et de son fruit, la science expérimentale.

Mais quoi! Peu importerait, après tont, que l'histoire u'ait pas d'autre sens, si elle savait avoir celui de la vie. Car la vie, elle, en a un, qu'elle porte en sol et qui se suffit : pour tout être vivant, ce prodige exaltant d'être vivant.

* Sens et non-sens de l'histoire. éditions Galilée, Paris, 1978, 198 pages, 49 F.

RELATIONS NORD-SUD

L'impérialisme français: un impérialisme à part entière?

OUAND on parle de l'impérialisme d'un pays, c'est le plus sourent pour décrire ses conséquences negatives sur les pays dominés. Il est beaucoup plus rare de toir étudié ce que rapporte l'impérialisme et le rôle a positif » qu'il joue pour le pays dominant. Pour la nt, seul ce type de réflerion permettrait de faire le hien entre les luttes du tiers-monde et les luttes des travailleurs à l'intérieur des pays impérialistes. En France, ce tien jait cruellement défaut à la pluyart des analyses de gauche et conduit à des représentations schématiques, soit des ret d'un bées de l'exploitation du tiers-monde dont profiteraient les travailleurs français, soit de la concurrence déloyale du tiers-monde aboutissant à priver les travailleurs français de leur emploi. Il faut donc souligner la parution du dossier réalisé sur le thème de l'impérialisme français par le Centre d'études anti-impérialistes (1).

L'abjet de ce litre est de montrer que, si la place de l'impérialisme fran-çais dans le système capitaliste mon-dial a considérablement évolué depuis la décolonisation et la fin de la guerre d'Algèrie, il n'en reste pas moins un impérialisme c à part entière », instru-ment indispensable à la bourgeoisie française pour perpétuer sa domination de classe, même si sa soumission croisde classe, même si sa soumission crois-sante à l'impérialisme américain l'a contraint à limiter ses prétentions. On y trouvera une injarmation pré-cise et de source récente sur un ensem-ble de manifestations concrètes de l'impérialisme français, trop souvent considérées isolément : investissement j'r on çat à à l'étranger, colonialisme direct dans les DOM-TOM, néo-colo-nialisme en Afri que, interventions militaires et ventes d'armes, mais aussi a cooréption a féconomique, culturelle miliaires et venies à armes, mais aussi « coopération » (économique, culturelle et militaire), dont les mécanismes complexes sont ét u à i és de manière détaillée. Le long chapitre introductif, intitulé « Histoire et caractéristiques de l'impérialisme français », est, en revanche, de nature plus théorique.

Les traits principaux de l'impéria-lisme français (expansion coloniale tardire et dont les phases actives sui-rent régulièrement les défaites mili-taires ou économiques de la France sur le continent, rôle prépondérant de l'Etat, importance prédominante des militaires et des fonctionnaires dans la société coloniale) le font apparaître,

* Duned, Paris, 1978, 240 pages, 49 F.

des l'arigine, comme un impérialisme secondaire par rapport à la Grande-Bretagne, puis aux Riats-Unis. Mais la déjaite de 1940 va donner lieu à un avaiar particulier. Les éléments de la bourgeoisie française qui avaient joue in carte de l'alliance avec le jassisme et le nazisme « ont certes écrasé les espérances — ou les illusions — nées de 1936, mais ils se sont écrasés avec de 1936, mais ils se sont écrasés avec elles. Désormais, le capitalisme français ne cessera plus d'être l'auxiliaire d'une puissance étrangère. Il vivra des miettes de la machine de guerre allemande avant de tomber sous la domimiettes de la machine de guerre alle-mande avant de tomber soûs la domi-nation américaine». Toute la politique du guullisme sera de masquer cette réalité par des artifices, « quelquefois brillants », de propagande et de dipo-matie, dans lesquels les possessions de la France outre-mer vont jouer un

LA page de cel épisode est tournée aujourd'hui, et l'impérialisme fran-çais a perdu aussi bien l'apparence que la réalité de l'autonomie. La venue au pouvoir de M. Giscard d'Estaing cor-respond à l'acceptation de cette dépenpostori de la cienta de este depen-dance. Mais, bien que le rôle de la France dans sa zone traditionzelle d'influence soit d'y faire regner l'ordre néo-colonial pour le comple de l'en-semble des puissances impérialistes, a n'est pas négligeable, pour la bourgeoi-sie française, de disposer de cette zone d'influence. Elément important dans le rapport de forces político-militaires inter-impérialiste, cette zone procure des avantages commerciaux (et, à un moindre degré, industriels) à bon nom-bre de firmes françaises et alimente, en outre, l'industrie française d'arme-ments, ce qui permet à la France de se maintenir au rang des principaux a marchands de canons » du monde occidental.

Ce livre est la première étape d'un travail de longue haleine, dont il faut souhaiter qu'il puisse se poursuivre, cur une meilleure connaissance de l'impérialisme français permettrait sans doute d'éclairer de manière significative certains problèmes actuels. On aimenut savoir, par exemple, ce que l'industrie textile en France doit encore aux liens privilégiés de la France ovec ses anciennes colonies d'Afrique.

FREDERIC LANGER

(1) CEDETIM, l'Impérialisme français, Maspero, Paris, 1978, 190 pages, 35 P.

EUROPE

VISAGES DE LA BULGARIE - Sous la direction de Georges-Albert Astre

* Seghers, Paris, 1978, 288 pages, 38 F.

Un taux d'expansion de 16 %. Une industrie — métallurgie, machines-outils, pétroliers géants — en pleine expansion. Une campagne couverte de complexes agro-industriels. Une population qui ae porte bien (espérance de via : solxante et onne ans) et se cultive : elle vient en trolsième rang, après l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, quant au nombre d'étudiants. Le Bulgarie d'non nous décrit lei semble un paye idyillque. Comme tout pays (ou presque), comparé à ce qu'il était cinquante ans euparavant. Si instructif soit cet ouvrage quand il retrace l'histing des « Bougrus » depuis le quinzième sféels, présenté écrivains et artistes, étudie langue et religion (c'est de Sophia dne peritrent les moines Cyril et Méthode, qui donnérent aux Siaves leur aippaset! — il n'en laisse pes moins une impression pénible par ses silences et ses excès. Ses silences? Il ne dit mot des difficultés économiques, des obstacles (parti unique, bureancratie) à l'exardee de la démocratia, de la répression qu'out suble des intellectuels. Ses axcès ? Les Bulgares, affirme-t-on, sont « un peuple heureux », c'est all e orand frère » ★ Seghers, Paris, 1978, 286 pages, 38 F. Suble des intellectuels. Ses exces ? Les Bulgares, affirme-t-on, sont « un peuple heureux », c'est au e grand frère » soviétique qu'il doit ce bonheur. Peutétre. Mais bonheur eans nuages?

M. T. M.

ANNUAIRE EURUPEEN, valume XXII, 1974 * Martinus Nijholi, La Haye, 1976, 836 pages.

Publié sons les auspices du Conseil de l'Europe dans uns édition bilingue (français, anglais), es vingt-deuxiéme volume de l'annuaire européen as veut instrument d'étude des organisations internationales européennes et de laurs travaux. L'étudiant, le spécialiste et le chercheur y trouveront une série d'articles sur la coopération politique européenne, les perspectives énergétiques à moyen terme, les caractéristiques nouvelles de l'inflation, dix ans d'application de la charte sociale européenne et la sécurité de la navigation sérienne (EURO-CONTROL). Six cents ages sont ensuits consacrées à l'activité en 1974 de guinze organisations européennes, de la Commission centrale pour la nevigation du Rhin aux Communantés européennes, de l'O.C.D.E. au Conseil nordique, en passant par le Conseil de l'Europe at la conférence européenne des administrations des postes et télécommunications. On trouvera également dans ce volumineux ouvrage une liste récapitulative On trouvers egalement hans de volumi-neux ouvrage une liste récapitulative des articles publiés depuis le pramier volume de l'Annuaire îl y e plus de vingt ans. ainsi du'une partie bibliogra-doique énumérant les livres et les articles sur la coopération suropéenne publiés en 1974. C. T.

MICHAEL COLLINS, LA NAISSANGE DE L'IRA. — Pierre Joannon. * La Table Bonde, Paris, 1978, 298 pa-ges, 49 F.

En sout 1922. Mich Collins tembait sous les balles de ses enclens compagnons de l'IRA; mais il était enrout victime d'une politique de compromis avec les Britanniques qui, en provoquant le déconpage de l'Iriande, allaient y faire éclater is guerre d'ville. Avec cette blegraphie, à les listère du roman historique, Pierre Jdannon, déjà auteur d'une Histoire de l'Iriande, retrace, de façon colorée et dense, ces tragiques beures de la guerre d'indépendance qui, au début des années 20, aut retenir l'attention soutenne de l'opinion publique internationale.

Une ambiguité demeure cependant Cette page d'histoire samole trop sonvent réduite à l'action des chafs militaires — Collins était un remarquable drganiréduite à l'action des chais militaires — Collins était un rémarquable diganisateur capable de démanteler les services secrets britanniques en Irlands — et les confilits dui opposalent les dirigeants séparatistes entre eux font figure de duerelles de personnes. Or il ne fait plus de donte, aujourd'hul, que l'IRA, pendant la guerre civile, entraînait derrière elle les couches populaires, tandis que le nouvel « Etat libre e que soutenait Collins, armé et conseillé par la Grande-Bretagne, con « ensemble par la Grande-Bretagne, con « ensemble de la veille », rassemblait, entre entres, les secteurs les plus siés et les plus anglophiles de la société iriandaise. Mais, dans Michael Collins, le naissance de l'IRA, le soubassement social et économique de la guerre civile, qui a présidé à l'évolution des dirigeants républicains — don t Collins — n'est du'effisuré. C'est pourtant es qui a accélété la politique de partition e de l'Irlande par Londres, à l'origins du conflit qui, sujourd'hui encore, ébranle l'Irlande.

LA TCHECOSLOVAQUIE. — Jean Bérenger * PUF. Paris, cell. e Que sais-je? a, 1978, 128 pages, 9,60 F.

Avec Jean Bérenger, professeur à l'université de Rennes, la collection « Que sais-je? » ajoute un pays à ses monographies nationales : la Tchécoslovaquie. Géographie, société féodale, révolution hussite, fin de l'indépendance de la Bobème. Et puis l'époque contemporaine, la résurrection de 1818, Munich, les denx « coups de Prague », la « normalisation ». Livre pour un anniversaire.

Y. P.

TRAVAIL ET PRODUCTION. - Christian

* Maspero, Paris, 1978, 134 pages, 14 F.

Pandant longtemps, le espitalisme s'est
dévaloppé sans assurer lui-même la
reproduction de la force de travail qu'il
exploitait. Tout au long du dix-ncovième
siècle, en Angleterre et en France par
example, le faible niveau de la consommation ouvrière était assuré directement
par l'agriculture, qui échappait ellemême, pour l'essentiel, au mode de production capitaliste. A le fin du dixneuvlème siècle, aux Etats-Unis, avec
l'arrivée massive d'immigrants coupés de
leur hase rurale et confrontés directement su machinisme daus des structures
urbaines construites à partir de n'en, se
produisit la « conjoceture historique »
dui rendit nécessaire et permit l'Intégra-* Maspero, Paris, 1978, 134 pages, 14 F. produisit la « conjocture historique » dui rendit nécessaire et permit l'intégration de la force de travail par le système. C'est le développement de la plus-value relatire, dont les formes les plus counues sont le taylorisme et le fardisme, qui repose sur l'idée de faire consommer aux travailleurs des produits industriels, ce qui permet de contrôler le niveeu des saisires, et ce qui offre des débouchés à la production.

saisires, et ce qui offre des debouches à la production.

L'idée de l'extériorité/intériorité de la force de travail par rapport eu mode de drodyction capitaliste est centrale dans cet onvrage, parce du'elle est nouvelle dans la pensée de Palloix et due celui-ci s'empiole à le aituer dans sex recherches précédeoles et à en lirer parti. Il en découls en effet, une plus grande importance attachée à la « section e des biens de consommetion, par rapport à le section des biens de production qui, jusqu'à présent, avait reteou l'atteolion de l'auteur Ch. Palloix en tire notamment une nuuvelle esquisse de la division internationale du travail en trois grands e espaces e : espace des formations e ocialee bégémoniques (Etata-Unis. R.P.A. Japoni qui commandent et contrôlent la reproduction du protès de travail iodustrial au niveau international; espace d'e intermédiation > dans cette reproduction; espace des paya eous-développés qui muoissent l'extendion du grocès de travail.

Ce petit livre est tiré de textes écrits

con du droces de travall.

Ce petit luve est tiré de textes écrits
pour des conférences et des sémicaires
données par l'auteur à l'université de
Mexico en juillet-aodt 1977. La lecture
de la Jungle, d'Upton Sindlair, e inspiré
à Ch. Palioix des pages passiconantes
et etimulantes pour l'esprit.

ÉCONOMIE

sen, P. Salin et al.

L'OCCIDENT EN DESARROL — Turbulences d'une économie prospère. — E. Claas-

L'OCCIDENT EN DESARROL — Roptures d'un système économique. - X. Greffe, J.-L. Reiffers et al. * Duned. Paris, 1978, 288 pages, 49 P. * Duned. Paris, 1978, 288 pages, 49 F.

Le premier onvrage, sous le titre:
Ruptures d'un système économique, a
été rédigé à partir d'articles parus dans
des revues et des journaux par des économistes français et américains, dont
l'opinion commune est que le « système e
écondmique orcidental est cen bonne
santée et que cles économistes ont
beeucoup de choses d dire». On y
retrouve des contrioutious de Milton
Friedman, R.-G. Johnson, feu Jacques
Rueff, Alain Wolfelsperger, pour os citer
que les piumes les plus esièbres.

que les pinmes les plus estebres.

Pour ces autents, il n'y a pes aujourd'hul « crise » d'un système, male
conjonction de crises ou plutôt de turbuiences particulières (chômage, inflation, déreglement monétaire internatioosi et en particulier européen, hausse
du pétrole...), qui sont autant de difficultés de partours que l'économie de
marché est apte à surmonter si des
politiques appropriées eont mises en
touvre. La polémique, présente tout au
long du livre, vise en particulier les
analyses de le crise présentées par les
économistes de gauche, dans un ouvrage
paralléie, publié dans in même collection.

Ce dossier rénuit des textes d'écono-Ce dossier rénuit des textes d'écono-mistes français, marxistes partageant nu certain nombre d'idées à propos de la

situation économique actuelle : en premler lieu, la erise d'aujourd'bui est fondamentale. e'est-à-dire que la totalité de la société est en vole de bouleversement; en second lieu, cette erise est eutant une remise en ordre du capitalisme par lui-même que la manifesta-tion d'un dérèglement des mécanismes de ce même capitalisme; enfin, les e sorties de crise » proposées et même engagées id ou la par les gouveroements en place par recours à une injection de libéralisme dans l'économie ne changeroot den à le nature des antagonism Sociaux et des déséguillères actuels tout eo imposant des sacrifices aux travail-leurs. Le chapitre consacré au concedt de crise et à ses interprétations rassemble de crise et à ses interprétations rassemble des contributions de P. Dockès, B. Rosier, J. Attail, M. Aglietta, J.-H. Loreuzi, A. Granon; la dimension interpretionale est traitée par G. Destanne de Bernis, J.-M. Chevalier, C. Palloir et S. Amin; la dimension sociale par X. Grefre, S. Marglin, et J.-P. de Gaudemar; enfin les politiques de sortie de crise et les régulations sont analysées par J.-L. Reif-fers. J. Delors, C. Goux et J. Matouk.

fera. J. Delors, C. Goux et J. Matouk.

On deut regretter que l'erfort d'intégration de facteurs extra-économiques
dans l'analyse, qui est un des espects
intéressante de ce livre, n'ait pas fait
l'objet d'une certaine Oarmonisation
métodologique, qui aurait donné plus
de clarté à la définition des nouveaux
e acteurs » et des nouveaux e enjeux »
de la crise.

ASIE

EAST TIMOR NATIONALISM AND COLONIA-LISM. — Jill Jolliffe .

* University of Queensland Press, Australie, 1978, 362 pages. tralie, 1878, 382 pages.

L'Australie est le pays qui s'est le plus senti concerné par la lutte pour l'indépendance du mouvement oationaliste de Timor-Orientale, ex-colonie portugaise. Australienne, Juli Julilfe, à le fois lournaliste (elle a représenté les agenes A.P. et Reuter à Dill en 1875), universitaire, passionnée pour l'épopée du Frétillin, donne la première analyse de fond de es mouvement, de ses dirigiants, et décrit en détail les mois dul ont précède l'intervention militaire indonésienne et l'annexion du territoire à l'Indonésie. Parent pauvre du colonialisme de Lisboone, Timor avait presque été laissée à l'abandon quand la « révolution des veriser es petit coin de terre lusitanianne ettué presque aux antipodes.

Lié sux mouvements nationalistes africains (curtout le Freilmo), le Frédin

Lié aux monvements nationalistes afficians (curtout le Freilim), le Fréilim a tenté de résister aux ambitions de l'Indonésie voisine, qui fut pourtant jails le champion de l'anticolonizaisme; la disproportion était telle qu'il ne pouvait espèrer l'emporter. Tout au moins continue-t-il la lutte, parvenant même à tenir tête sans aneun soutien extérieur eux soldats du général Suharto.

P. de B. DAW SEIN, LES DIX MILLE VIES D'UNE

FEMME BIRMANE. — Claude Delachet-

Guillon **Le Seuil, Paris, 1978, 174 pages, 35 F.

Délà co-suteur de la Birmanie, dans
la collection e Pelite planéte a, Cisude
Delachet-Guillon, à travers la vis d'une
vieille Birmane de Rangoon, mi-voyante
mi-sage-femme, nous fait enter au
cœur de le vie de es pays. Ayant paragé
sa vie des mois, ayant été initiée à ses
connaissances, cherchant avant tout à
comprendre, à décrire plus qu'à théoriser, isissant la parole à le vieille Daw
Sein, alle nous offre ce qu'il y a de plus
précieux pour connaître un pauple sans
violer soo intimité, c'est-à-dire l'image
du'il se fait de lui-même. Tour à sour
poétique et grivoise, dévote et blasée par
une longue vie, toujours aussi curiause.
Daw Sein personniffie, en qualque sorte,
ce peuple birman que l'on connaît si
mal, protégé qu'il est du monde exisrieur dar la oureaucratie militaire eo
pouvoir depuis plus de duinze sus. Raves
sont ceux dui ont pu. comme l'auteur.
Imposée aux visiteurs strangers, st qui
ont su et voulu s'intèrceser à un des
rares peuples à ne pas avoir subi les
effete de l' « cooldentailsation » à l'américaine ou à la japonaise en Ause.

P. de B. * Le Seuil, Paris, 1978, 174 pages, 35 F.

CITE UNIVERSITAIRE

« PAVILLON DU LAC »

Ouvert taus les jours Terrasse en plein air roe Gazan (Pare Montsouris) 588-38-52

POLITIQUE

Ponr une communanté mondiale sans frontéres, basée eur le propriété commune et le contrôle démocratique, produisant pour le seule satisfaction des besoins bumains et non pour le profit. SOCIALISME MONDIAL a'oppose à toutes les guerres, tous les racismes et tous les gouvernements. Pour uo exemplaire gratuit, écrivés (sans eutre mention) à : B.P. 26, 6700 Arion, Beigique.

HISTOIRE GENERALE DU SOCIALISME. - Jacques Droz * PUF. Paris, 1978, 712 pages, 220 F. Le quatrième et darnier volume da l'Histoire générale du socialisme conronne le vente ouvrage entrepris et achevé sons la direction de Jacques Droz. C'est une somme, et du demeurera longiemps un irremplaçable instrument de travail. Ce volume emorasse la période dui commence avec la fin de la guerre et s'étend jusqu'à nos jours. Le dernier chapitre est consacré au gauchisme et accessoi-

rement su féminisme, celui-là ayant servi celui-ci. La conclusion générale due à Jacques Droz se terme sur la formule célèbre : Socialisme ou barbarie. Mais dans le long chapitre du'il consacre su

« socialisme démocratique », il isisse discrétement entendre qu'il y a beaucoud

à faire pour retirer toute vérité à l'autre
môt de cuntestataires — marxistes — de
l'Est : socialisme et Oarbarie.

chacte ... Table :- 4 632, + m + Tarion Catern Borney Ce >- . . . grant (*) Tent ine diff Editor A (SIX) AT TAILPORT AND TOTAL TO er vartes modelé ian de la Rési On person of the control of the cont Nesth I filled

THE THE THE THE

Arenture.

ist filture Turks had a lit Trumber A mig

A 11 A.

- 49 5 5

All forums

Liference ni

The factor

Fra 7. 200 17

:--*

127.27 127.27

1077-7

72.4 5-

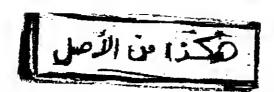
dia e

officence of the control of the cont er regane idee c A Recent Settlement & de

FONDATION DE L'ÉCOLE I LA GRANDE-BOISSIERE 62, mure do Chêne

12)3 GEVE /Suisse) Tél.: 621 35-71-30

BACCALAUREAT Manufico fedéra e suiss internation externat



ORD-SUD

francais: part entière?

1211 1 48

∴S·E

Politique et littérature

La résistance dans le roman italien

Par PIERRE LAROCHE #

N juillet 1949, dans Il movimento di liberazione in Italia, une de ces revues dont la multiplicité et la vie brève témoignent à la fois du foisonnement et des difficultés de la vie culturelle, Italo Calvino écrivait : « La littérature n'a encore douné aucune ceuvre qui représente la Résistance. » Il voulait parler non de la résistance idéologique an fascisme qui a pu parfois s'exprimer durant le « ventenno », de facon généralement très médiatisée, chez des écrivains aussi divens que Silone, Alvaro, Jovine ou Moravia, mais — et e'est ce dont il sera question lel — de la Résistance politique et militaire, de l'insurrection contre les « nazifascistes », pour reprendre le mot qui, en Italie, après le 8 septembre 1943, a désigné en bloc les occupants allemands et leurs alliés, les fascistes Italiens. fascistes Italiens.

D'autre part, quand Calvino parle d'« œuvre qui représente la Résistance », il entend parler d'œuvre « représentative » de ce moment historique: mais, en 1949, un certain nombre d'œuvres narratives ont déjà paru, inspirées de la vie des partisans. Il faut noter, en revanche, que les écrivains n'apportèrent nes leur contri-Il faut noter, en revanche, que les écrivains n'apportèrent pas leur contribution spécifique à la Résistance tant qu'elle dura : rien de comparable à ce qu'ont été en France les éditions de Minuit, les Lettres françaises, les ceuvres de Vercors, Aragon, Eluard, Elsa Triolet, Mauriac, etc., et toute cette activité qu'évoquent Vercors dans la Bataille du silence ou, plus récemment, Pierre Segners dans son bean volume sur la Résistance et ses poètes. En Italie, il reste de ce temps des ceuvres de tradition orale, les chants de partisans, Encore sont-ils, pour la plupart, la reprise de chants populaires, de chants de la première guerre mondiale, de chants révolutionnaires italiens ou étrangers : parmi les plus italiens ou étrangers : parmi les plus célèbres, Fischia il vento reprend le motif musical d'une chanson russe, et le fameux Bella ciao est une adaptation d'une chanson de « mondine » (repiqueuse de riz). Il reste également le souvenir, devenn lègende, orale encore, en général, des héros populaires dont parle Pietro Calamandrel dans Uomini e città della Resistenza. Il y eut également une sorte de littérature narrative dans les journaux de formations de partisans : le critique Giovanni Falaschi en a montré les limites et l'intérêt. Les limites, ce sont un certain moralisme, une didactique de l'évidence et du manichéisme « compréhensibles, du reste, sus les temps où ils étaient écrits », comme l'observe Falaschi. L'intérêt, e'est que ces récits très linéaires sont peut-être à l'origine d'un des premiers filons de la littérature narrative eur la Résistance.

Mais il reste que les écrivains participèrent à la Résistance par leur intervention directement politique et militaire, non par leur activité spécifique, littéraire. Fenoglio l'attestera plus tard dans la Guerre sur les collines; le personnage central de ce roman déclare : « La plume, je l'ai laissée à la maison, avec la syntaxs et la grammaire. Pendant tout le tempe que je serui ici (au maquis), je n'ai l'intention de tenir en main qu'un fusil. » Cette attitude est le verso de celle, décrite dix ans plus tôt par Gramsci, d'intellectuels dont les intérêts et l'activité étaient coupés de la réalité de la vie nationale : an moment de la Résistance, nombre d'entre eux « s'engagèrent », mais manifestèrent, par la mise entre parenthèses de leur fonction d'intellectuels et, singullèrement, de la production littéraire, qu'il s'agissait pour eux de deux domaines qui restaient étrangers. Ce n'est qu'une fois raccrochés les « Sten » et les fusils qu'ils reviendront, changés, à leurs intérêts antérieurs. En Italie, selon l'expression d'Angelo Paoluzzi, il n'y eut donc pas de résistance de la littérature, il y eut une littérature de la Résistance.

Aventures individuelles

DISONS tout de même qu'elle n'est pas née, cette littérature, de façon absolument coupée de la lutte elle-même. Dans ses premières manifestations, elle a souvent un ton de chronique qui la rend proche des récits de compat des formant des formant des formant des formant des formants des form récits de combat des journau mations de partisans. A vrai dire, ces premiers écrits apparaissent souvent premiers écrits apparaissent souvent eomme le récit d'aventures individuelles. Vittorio Sereni, dans la préface de 1975 à la réédition de Rampo 29, de Sergio Antonielli, rappelle : « Nous crojions tous, en ces années, avoir eu une histoire digne d'êire racontée. » Et Oreste Del Buono, en 1945, dans Racconto d'inverno, se demandalt « pourquoi chacun croit son aventure importante, pourquoi chacun veut raconter sa propre avenson aventure importante, pourquot chacun veut raconter sa propre aventure ». Cette histoire digne d'être racontée, ce peut être la retraite de Russie (Mario Rigoni-Stern, le Sergent dans la neige, 1953), l'emprisonnement (Antonielli, Il campo 29, 1949; Gugifelmo Petroni, Il mondo è una prigione, 1949), les camps de concentration (Oreste Del Buono, Racconto d'inverno; Primo Levi, J'étais un homme, 1947). homme, 1947).

Ce peut-être aussi la vie de perti-san, les comps de main, les courses dans les bois, dans les montagnes. Mais cette thématique différents n'in-Mais cette thématique différente n'in-troduit pas nécessairement une diffé-rence qualitative par rapport aux autres exemplés : le fund commun reste la misère, la douleur, le froid, la faim, la menace de la mort. Ces écrits demeurent plus des souvenirs de guerre que des œuvres modelées par les idées et les espoirs de la Résis-

On peut en voir un exemple dans un roman de Persio Nesti, i villaggi bruciano, non daté mais vraisembla-blement publié en 1947, qui raconte les tribulations d'un officier italien surpris en Dalmatie par l'armistice du 3 septembre 1943. Ballotté entre les partients vouguleurs les actions partisans yougoslaves, les nationa-listes croates, les Allemands, sa longue fuite ne lui permet guère une grande constance politique. Cette incohé-rence n'est cependant pas due au seul hasard mais à une certaine idée de l'aventure qu'il vit. Il la ressent comme une guerre qui met tout le

• Maître assistant à l'université de la Sorbonne nouvelle (Paris-III).

monde, résistants et occupants, dans le même cas : mêmes violences, incendies, exécutions, des bommes de part et d'autre qui vivent individuel-lement une même aventure, comme le montre, par exemple, la lettre envoyée à un soldet allemand par son jeune fils, lettre trouvée dans la poche de ce soldat après son exécution par les maquisards. Persio Nesti tend donc à effacer le caractère politique de cette guerre, et le rédit cruel confine souvent à la gratuité, n'évite pas une certaine complaisance esthétisante : villages en flammes dans la muit, ruines noircies sur les monts de cal-caire blanc.

runes nonces sur les monts de carcaire blanc.

La dimension politiqua, elle est introduite dans cette littérature, d'un côté par des récits et nouvelles, généralement publiés par des quotidiens, et qui n'ont guère laissé de traces : Pavese en 1948, critique leur « manque de friston », leur « emphase », leur « pittoresque facile », leur « recours banal au dialecte », la « référence à la sainte cause ». Elle est introduite aussi, et — semble-t-il — avec plus de réussite, par des Mémoires qui développent fréquennment la thématique du héros populaire : Mes sept fils (1955) où Alcide Cervi raconte, de façon sobre et tragique, la lutte et la mort de ses fils, Ponti sull'Arno (1958) où Oreste Barbieri, visant manifestement à la fois à la simplicité du récit et à l'effet épique, retrace l'aventure du « Potente » et de sa brigade qui opérèrent en Toscane jusqu'à la libération de Florence

L'histoire et la « fable »

UNE autre voie s'était ouverte dès 1945 avec les Houmes et les Autres. Vittorini avait pris Milan pour lieu de ce roman. Ce n'est pas un choix indifférent : la Résistance qu'il décrit, ce sont les attentais en ville, non les embuscades dans la montagne, ce n'est pas la vie de groupe, c'est la clandestinité et une certaine solitude, nécessaire. A certains égards, c'est une ceuvre presque documentaire sur les modalités pratiques d'une opération des GAP (groupes d'action patriotique), sur les représailles, sur les brutalités et les crimes des nazifascistes, sur l'usage des « planques », etc. Mais là n'est sans doute

pas l'essentiel pour Vittorini : Il pounsuit avec les Hommes et les Autres une réflexion déjà engagée dans Conversation en Sicile sur le statut d'homme. Bans douter de la justesse du combat des résistants, il justesse du combat des résistants, il donte qu'il change les rapports entre hommes : « C'était peut-être là le problème. Qu'on puisse résister comme si on devait résister toujours, comme s'il ne devoit jamais y avoir que résistance... » Vittorini hésite à dire que le fascisme est le fait d'hommes inhumains : « Je voudruis bien les y voir, Hitler et ses Allemands, si ce qu'ils font, il n'était pas dans l'homme de pouvoir le faire. » A la fin du roman, l'ouvrier qui voulait « jaire le poids » renonce à exécuter un Allemand qui est triste et a l'air d'un couvrier.

Ce roman ambigu est intéressant également par les questions qu'il sou-lève sur la fonction de l'écrivain : le rapport entre les chapitres pro-prement narratifs et ceux, imprimés en italique, où Vittorini met en cenvre la réflexion de et sur N2 le prota-goniste, renvois, grosso modo, à la dialectique entre le Résistant et l'Homme, mais aussi entre l'acteur et l'auteur. Il en ressort que l'auteur peut changer le texte, le récit, la fable (« tu peux empécher qu'elle au rencontré cet homme »), mais non l'Elstoire-Destin (ni N 2 ni son ennemi Chien noir ne peuvent échapper à leur mort). Il y a dans cet aspect de les Hommes et les Autres une indica-

eu cours de laquelle meurt le héros, sa chemise rougie de sang hissée comme un drapeau. C'est encore un roman en forme de journal précisément, Guerriglia nei Castelli romani (1945) de Pino Levi Cavaglione qui, toujours seion Pavese, est la première œuvre notable issue de la Résistance.

cuvre notable issue de la Résistance.

L'ensemble de ces éléments —
é p o pé e populaire, rôle du héros, sobriété — converge, pourrait-on dire, sur l'un des grands textes littéraires nes de la Résistance : Agnès va mourir (1854) de Renata Vigano. Ici encore, la narration tourne autour d'une paysanne dont la première conscience politique est la confiance qu'elle a dans ses rêves où lui apparaît Palita, son mari, mort en déportation, et la confiance qu'elle a dans les « compagni », tous deux oul, de rait raint, son mari, mort en deportation, et la confiance qu'elle a dans
les « compagni », tous deux qui, de
près ou de loin, ont été les camarades de Palita. La elarié politique
n'est certes pas pleine et entière :
la haine du nazisme se confond evec
quelque chose qui est au bord du
racisme (« des voix masculines, détertées, dans le langage dur, presque
dépourve de voyelles, des voix allemandes »); on voit se traduire dans
ce roman une tendance largement
répandue à identifier résistants et
communistes, ca qui ne rend qu'une
part de la réalité; on peut légitimement contester le rôle subaltarne où
est confinée la femme Agnese : mère
tutélaire, cantinière, agent de lisison, jamais à l'initiative. Mais la
cause de la Résistance y est clairement indiquée dans les méfaits des
fascistes.

Et surtout, avec l'Agnese, hien que l'adhésion du peuple soit loin dy être évidente, on arrive à un point d'équilibre entre l'épopée individuelle et l'action collective : l'épopée d'Agnese, c'est en mêma temps la vie du groupe de partisans ; l'héroisme, c'est le courage et aussi la solidarité. Ce lien de l'individu à la collectivité est particulièrement frappant dans l'un des aspects les plus intéressants de cette littérature de la Résistance : le goût du « paysage », la description des lieux de combat, qu'il faut rapporter moins à la convention « littéraire » qu'à l'enrachement dans le sol national qui fonde à la fois la Résistance et cette littérature ; c'est dans son attachement à aes marais que fusionnent chez Agnese le sens de classe, même s'il s'exprime de façon fruste, et le sens national, même embryonnaire.

Ce filon de la narration linéaire. ce mon de la narration linéaire, proche de la chronique et souvent à forte empreinte autobiographique, Renata Vigano le retrouvera dans un recueil de nouvelles, Matrimonio in brigata, paru vollà deux ans, après la mort de l'auteur.

Il est aussi celui de Carlo Cassola qui, avec la Ragazza (1960), aborde une question que posera à son tour Fenoglio dans la Paga del sabato (1869) : celle de la difficile reinser-(1869): celle de la difficile réinsertion dans la paix de certains pariisans. Mario Tobino, avec Il clandestino (1862), montre les problèmes rencontrés par de jeunes antifascistes qui veulent constituer une organisation résistante, problèmes liès à leur inexpérience, à la difficulté des rapports avec la population, aux divergences entre divers courants de pensée — monarchiste et marxiste, — aux incompréhensions entre diffépensée — monarchiste et marxiste, — aux incompréhensions entre différentes générations d'antifasciates, entre diverses couches sociales. On voit qu'après cette sorte d'aboutissement qu'a été l'Agrasse, la litérature sur la Résistance devient à la fois moins épique et plus problématique, évolution liée à la crise du néo-réalisme à la fin des années 50.



UNE SCENE DU « CONFREMISTE ». FILM TIRE D'UN ROMAN DE MORAVIA Les rapports entre fascisme et bourgeoisie, vus par le cinéaste Bertolucci.

tion qui permet de comprendre plus profondément l'attitude des écrivains italiens pendant la Résistance.

Calvino, lui, est sans doute un de ceux qui vont le plus loin dans la recherche du rapport de l'écriture à l'histoire, mais il arrive à des résultats différents de ceux de Vittorini. Avec Il sentiero dei nidi di ragno, le texte donne à l'histoire une dimension bn-maine collective à travers la singularité. Ce roman eut un certain succès (première édition en 1948) et fut accueilli avec enthousiasme par Pavese : a A vingitrois ans, Italo Culvino, sati déjà que, pour raconter, il n'est pas nécessaire de créer des personnages s, mais de pour ruconter, il n'est pas nécessaire de « créer des personnages », mais de transformer des faits en mots. » Pin. le béros de ce roman, est un enfant des bas-fonds, emporté malgre lui dans la Résistance, roublard et sans corrunts et constant comme à spece. acrupule et cependant, comme Agnese si on veut, humble, innocent, anonyma. La différence, c'est que, pour lui, la Résistance, c'est une avensure mer-veilleuse où il peut s'épanouir, redevenir enfant. Avec Calvino, la Résistance est un moment de libération individuelle en même temps que nationale, et, du coup, s'exprime dans le texte la diversité de ses protagonistes, leur anerage dans la réalité populaire — même la moins séduisante — leurs faiblesses intimes dans la mission qu'ils se fixent. La fin du roman à l'humour et l'optimisme des meilleurs Chaplin : « Et ils continuent à marcher, l'homme puissant et l'enfant, dans la nuit, au milieu des lucioles, en se tenant par la main a, la guerre quitte le chemin où les araignées referont leur nid « si on les laisse en pair a Dans les antres récits (1945-1953) inspirés à Calvino par son expérience de la Résistance et rassemblés dans les Aventures (1958), l'aventure individuelle se recompose plus difficilement en cette dimension collective et prend volontiers un tour symbolique de la solltude de l'homme derant son destin (4 adute un tour symbolique de la solitude de l'homme devant son destin (Andato al comando, Ultimo viene il corvo, Uno dei tre è ancora vivo).

Enfin Fenoglio vint...

O N peut-donc dire sommairement que certains romans témoignent de la Résistance tandis que, dans d'autres, ce contenu nouveau déter-mine une expression nouvelle. Il faut ajouter que, pour certains intellec-tuels, la Résistance n'a été ni une aventure ni une épopée, mais un drama. C'est à l'évidence le cas pour Pavese qui, dans la Matson sur la colline, un récit de 1947-1948 publié dans Avant que le coq chante (1949), reprise d'une ébauche de 1944, le Fugitif, parue dans les Racconti (1960), exprime le refus ou l'Impossibilité de l'engagement et l'angoisse née de cette incapacité. De façon différente, on retrouve lei, comme chez férente, on retrouve les, comme ches Tobino ou Vittorini, l'idée que, la Résistance, ce n'est pas si simple.

C'est en ce sens que l'on peut apprécier l'œuvre de Fenoglio comme le bilan et l'aboutissement de la litté-rature de la Résistance. Bilan eritique puisque, en même temps qu'il en reprend les motifs e traditionnels s, il les
renverse eu point que ses premières
publications furent accueillies sans
enthousiasme par la critique antifasciste. La Résistance, chez Fenoglio
ausai, c'est le froid et la saleté, la
peur et la mort, mais ces conditions
n'araltent pas le béroc qui les subit
en maugnéant. Ce sont des soldats
improvisés, mal équipés, mal nourris,
des chefs vaniteux, des doctrinaires
redoutables, des fuyards quand la
défaite s'annonce (1 ventitre giorni
della città di Alba, le premier roman
publié par Fenoglio en 1853, commence
ainsi : « Alba, ils furent deux mille à
la prendre le 2 novembre de l'aunée
1944, ») Ce sont de profondes divergences politiques et militaires entre
les maquis « badogliani » encadres par
des officiers de l'armée régulière et les
« garibaldini », dirigés par les communistes. Johnny, le protagoniste de
la Guerre un les collines (paru en
1965, cinq ans après la mort de l'auteur), e conhu les uns et les autres :
dans sa recherche des partisans, ce
sont d'abord les « garibaldini » qu'il
rencontre, et, avec eux, il fait ses premières armes. Bien malgré lui, car
ils font naître crainte et dégoût au
petit-bourgeois qu'il reste. Mais ils
lui inspirent une admiration certaine :
ils sont les plus présents, les plus visés
aussi par les fascistes.

C'est dire que, pour Fenoglio, l'hérofsune dans la Résistance n'est le fait puisque, en même temps qu'il en re-prend les motifs « traditionnels », il les

c'est dire que, pour Fenoglio, l'hé-roisme dans la Résistance n'est le fait ni de surhommes ni de militants impavides, convaincus et marchant d'un même pas assuré vers des bori-sons de gloire. Ce qu'ils font est sans lien ni avec le passé ni avec l'avenir : c'est une rupture rendue nécessaire pour fuir la déportation. l'arrestation. e'est une rupture rendue nécessaire pour fuir la déportation, l'arrestation, pour chasser les occupants. « A plus tard, les choses d'autrejois, à plus tard! » écrit-il dans Una questione priouta (1963). Mais, en même temps, Fenoglio est peut-être le seul à avoir situé ces résistants dans un mouvement national de masse, non seulement par des moments d'action collective comme la libération des prisonniers au son de l'hymne national dans ners, an son de l'hymne national, dans la Guerre sur les collines, mais plus, peut-être, par les rapports constants de complicité qu'entretiennent les maquisards avec la population des villes et surtout de la montagne. En ramenant les personnages à des dimensions courantes, en mettant en ceuvre leurs différences, les textes de Fenoglio affirment le caractère mul-tiple de la Résistance, sa dimension nationale. En Fenoglio, qui, d'une cer-taine facon, prolonge ses premières recherches. Calvino irouve celui « qui a réussi à faire le roman que nous avions tous rêvé ».

Désormais, la Résistance ne semble plus devoir être un thème spécifique pour les écrivains italiens. Intégrée a Thistoire de la nation, elle est pré-sente de façon nouvelle, elle est deve-nne patrimoine, elle va de sol, dans des textes comme le Bonheur ou le fils du colonel Illuminati (1984) on fils du colone; Illuminati (1964) ou Domingo il favoloso (1975), de Giovanni Arpino, la Morte del fitme (1974), de Guglielmo Petroni, la Storia (1974), d'Risa Morante, Elle a sussi (surtout?) pesé sur la littérature entrement qu'au niveau thématique : dans un approfondissement de la réflexion sur le rôle des intellectuels, de leur rapport à la soriété. de leur rapport à la société.

Quelques textes traduits en français

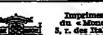
ARPINO (Giovanni). — Le Bonheur ou le Fils du colonsi Illuminati (L'Ombra delle colline), trad. C. Thompson, Plon, 1967. CALVINO (Italo). — Apentures (Racconti), trad. M. Javion, Scull, 1964; le Scutier des nids d'araignés, trad. R. Stragitati, Julliand, 1978.
CASSOLA (Carlo). — Fausto et Anna, trad. Ph. Jaccottet, Scull, 1961; le Ragarza (B Bagarza di Bube), trad. Ph. Jaccottet, Scull, 1962. CERVI (Alcide). — Mes sept fils, trad. L. de Villefosse, 6d. Français réunis, 1956.

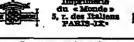
1956.

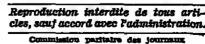
PENOGLIO (Seppe). — La Guerre sur les collines (Il Partigiano Johnny), trad. G. De Van, Gallimard, 1973.

PAVESE (Cesare). — Avant que le coq chante, trad. N. Frank, Gallimard, 1933; Natt de lête (Recconti), trad. P. Laroche, Gallimard, 1972. VIGANO (Renata). — Agnès va mou-rir, trad. J. et P. Noaro, éd. Pran-çais réunis, 1953. VITTORINI (Ello). — Les Hommes et les autres (Uomini e no), trad. M. Arnaud, Gallimard, 1947.

Edité par la SARI. le Monde: Gérants : acques farret, directeur de la publication. Jacques Savragent.







cles, sauf accord avec l'administration.

FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE 62, route de Chêne 1208 GENEVE (Suisse)

Tél: 022.36-71-30

LA CHATAIGNERAIE 1297 FOUNEX (Vaud) (Suisse) Ta.: 022.76-17-76

BACCALAUREAT INTERNATIONAL

Maturité fédérale suisse - Baccalauréat français Internat et externat pour filles et garçons Sports d'été et d'hiver



L'ASSOCIATION DES NATIONS DE

Une certaine réussite politique qui compense les difficultés de la coopération économique

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), qui regroupe la Thailande, la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines et Singapour, soit une population de deux cent trente millions d'habitants, a fêté le 8 août son onxième anniversaire. Longtemps dénoncée comme une organisation inféodée à l' « impérialisme américain » par les propagandes

Un pacte de sécurité contre l'ennemi intérieur

chinoise, vietnamienne et soviétique, elle est aujour-Thui courtisée à la fois par Pékin et par Hanoi. Le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la C.E.E. ont passé des accords de coopération avec elle, et les Etats-Unis s'apprêtent à faire de même. Sur la scène internationale, l'ANASE, qui ne dispose pas d'un pouvoir exécutif, ni même d'une véritable administration autonome, semble avoir été définitivement

Ly a deux ans, la réunion des chefs d'État de l'ANASE à Ball soulignait que la coopération dans le domaine militaire entre pays membres se plaçait en dehors du cadre de l'organisation. On constate maintenant que ce type de coopération progresse plus rapidement que les négociations économiques et commerciales.

Régulièrement, les journaux des cinq capitales font le bilan des exercices et opérations conjoints contre la guérilla com-muniste sur la frontière malayo-thaïlandaise, en sou il g na n l'importance des échanges d'exrimportance des echanges d'ex-périences militaires entre les états-majors de Kuala-Lumpur et Bangkok. Pour leur part, Dja-karta et Kuala-Lumpur collaborent militairement à Sarawak pour faire face à des tentatives d'insurrection. Les autorités inennes et philippines cher-

les rivalités entre grandes puis-sances ont eu comme conséquence — presque symbolique — la dis-parition discrète de l'OTASE en juin 1977. Il semble donc exclu que l'Association devienne un pacte militaire. Mais d'autres impératifs s'imposent aux diri-

Incertitudes régionales

POLEKSOSBUDMIL, cet étrange acronyme indonésien à consonance orwellienne, couvre des préoccupations idéologiques, politiques, économiques, sociales, culturelles, militaires, et se veut concept total de défense nationale et régionale pour faire face aux phénomènes d'« infiltration », de « subversion », ou d'« insurrection » dans les pays me mb res de l'ANASE. Ce concept a apparemment été adopté par tous, si l'on en juge par les comptes rendus d'opérations militaires et les accords politiques. Même Singapour, qui était jusqu'à présent hostile à des accords d'extradition, aurait de un è son consentement pour POLEKSOSBUDMIL, cet dou u é son consentement pour que les aventuriers de la finance de Djakarts, qui trouvaient tra-

ditionnellement hospitalité en ses murs, soient renvoyés en Indonésie. En fait, on peut sup-poser que ces accords d'extra-dition joueront sur le plan politique et non dans le domaine du droit commun.

chent d'autre part à établir une frontière étanche entre les deux pays afin d'éviter que les révoites musulmanes ne débordeut en Indonésie, le plus grahd pays islamique du monde

islamique du monde.

L'ANASE n'est pas un pacte militaire : les communiqués publiés à l'issue des rencontres de l'Association le rappellent régulièrement. L'écroulement de

la théorie des dominos, l'absence de menace extérieure apparente, les rivalités entre grandes puis-

Sur le plan régional, les limites de cette opération politico-militaire et culturelle sont détermilitaire et culturelle sont deter-minées par des aituations complexes et diverses. L'Indoné-sie, evec une population de cent treote-cinq militons d'habitants, apparaît comme le géant de l'Association. Mais il s'agit d'un colosse aux pieds d'argile. La situation économieux de l'argile. situation économique de l'archi-pel se détériore rapidement après les illusions du faux miracia économique entretenues par la compagnie pétrolière nationale

Pertamina. Les tendances auto-nomistes donnent des signes de renaissance : révolte des Papous d'Iran-Jaya; mouvementa misulmans du nord de Sumatra (Atjeb), où les têtes des dirigeants du mouvement out été mises à prix; remous que les organisations moluquoises à l'étranger entretionnent à Ambolica (1) entretiennent à Amboine (1).

Il y a aussi la Fretelin, qui subsiste au Timor ex-portugais, en dépit des déclarations officielles faites à Djakarta D'autre cielles faites à Djakarta. D'autre part, le gouvernement Suharto s'étant alièné les formations politiques musulmanes, en excluant i eurs dirigeants du gouvernement, s'est non seulement fait un adversaire da taille, mais il s'est privé d'apports éveutuels de capitaux du Proche-Orient, où les dirigeants musulmans d'Indonésie bénéficient d'une certaine infloence, à Ryad aussi bien qu'à Tripoli ou alleurs.

bien qu'à Tripoli ou ailleurs.

Pour endiguer la vague islamique, certains membres du gouvernement indonésien u'auraient pas hésité à relancer le culte de Sukarno. Ce qui expliquerait la soudaine floraison de portraits et d'ouvrages de l'ancieu président à travers l'archipel. Mais il s'agit là d'une arme à double tranchant, dans la mesure où cette campagne sukarniste peut rouvrir la purte à une gauche indonésienne encore « assommée » par les terribles événements de 1965-1968 (2).

En attendant, Bangkok fait

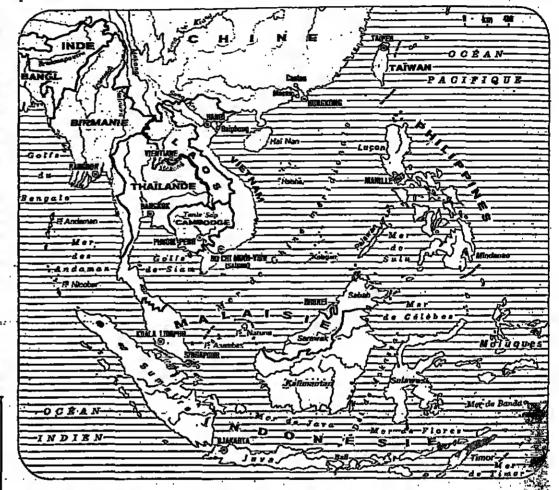
En attendant, Bangkok fait face à une insurrection communiste qui semble s'étendre, alors que Kuala-Lumpur, au moment où elle tente de mater les maquis sur ses frontières, ne peut écar-ter les risques d'une flambée

raciale du type de celle qui s'était produite en 1969. Les efforts déployés par les autorités de Manille pour surmonter la rébel-lion Moro et les activités des communistes philippins ne sont pas couronnés de succès. La voie

pharmaceutiques, articles méca-niques) par le biais de Hong-kong et de la vingtaine de mil-lions de Chinnis du Sud-Est asiatique, particulièrement hien implantés en Thailande et en Malaisie.

conjoints. On constate ainsi — par pays interposés — la pré-sence des Etats-Unis dans me région que les accords de Yaka auraient jadis désignée comme zone d'influence britannique.

Quant au Vietnam et à l'Union soviétique, leur changement d'at-titude à l'égard de l'ANASE est d'autant mieux accueilli cinq capitales qu'Hanoi cons-



ICI COMMENCE LE COMMERCE AVEC HONG KONG



33, rue Gelilée, voici l'adresse du Hong Kong Trade Development Council où vous pouvez désormeis obtenir toute information concernant vos échanges evec Hong Kong, de même qu'une assistance immédiate dans le cadre de vos affaires.

Les produits fabriqués à Hong Kong sont tertainement parmi les meilleurs du monde, à des prix extrêmement compétitifs.

Notre organisation peut vous introduire auprès des 16 000 principaux fabricants, importateurs, ou exportateurs de Hong Kong et vous tenir au courant des délégations commerciales se rendant à Hong Kong, des foires où

nous participons ou de la visite de groupes d'acheteurs en Europe.

Plus d'un million d'exemplaires de nos publications sont distribués chaque ennée dans tous les pays du monde, traitant de tous les produits qui pourraient vous

Le Hong Kong Trade Development Council peut vous ouvrir un nouveau monde d'effaires: qu'il s'agisse d'importer ou d'exporter, nous pouvons vous mettre

en relations avec un partenaire commercial à Hong Kong. Nos servicas sont gratuits -Les affaires sont rentables.

HONG KONG TRADE DEVELOPMENT COUNCIL lena Commercial Building 33, rue Gelilée, 75116 Paris Tel: 723 72 24

choisie par le président Marcos — populisme hostile à la vielle oligarchie, sympathie manifestée au tiers-moude à l'heure où au tlem-monde à l'heure où celui-ci étale ses divergences — ue peut pas le mener bien loin. Seule la République de Singapour apparaît comme un flot de prospérité — où le niveau de vie dépassers bientôt celui de l'Italie — dans cette partie du monde. a monde. Economiquement puissante et

militairement efficace aux yeux des spécialistes militaires de l'ANASE, Singapour semble porvoir faire face à toute éven-tualité. Seion des sources indouesiennes, la marine et l'aviation aingapouriennes soutiendraient avantageusement la comparaison avec Diabarta. Les forces armées de Singapour sersient même peut-être capables d'intervenir en Malaisie pour venir en aide à la communauté chimoise au cas d'orle ce avert retrime cas où celle-ci serait victime d'agressions raciales. La coopé-ration militaire malayo-indoné-sienne menerait évidemment une action exactement inverse.

sienne menerait évidemment une action exactement inverse.

L'absence d'ennemi extérieur ne signifie pas que les pays membres de l'ANASE parviennemt à barmoniser leur politique et leur dipiomatie. Le premier problème est sans doute la régularisation des liens de l'Association avec Pékin. La Thallande, la Malaiste et les Philippines out échangé des Philippines out échangé des Philippines out échangé des Emilippines out échangé des ambassadeurs avec la République populaire de Chine, tandis que singapour ne cesse da proclamer qu'il fera de même dès que Djakarts i'aura précédé dans cette voie. Annoncé comme imminent par le gouvernement Subarto (en mars 1978 pour la dernière fois), souhsité par Pékin, ce pas n'est toujours pas franchi. Pour Djakarta, il significrati l'abandon de la thèse selon laquelle la Chine a été directement impliquée dans le coup d'Etat communiste avorté de 1965 a. Un groupe de généraux influents dénoncent deux dangers dans ce rapprochement: la Chine, selon eux, pourrait jouer la carte de la minorité indonésienne d'ori-

rapprochement : la Chine, selon eux, pourrait jouer la carte de la minorité indonésienne d'origine chimoise (quatre millions de personnes) ; elle pourrait aussi appayer un éventuel mouvement communiste local.

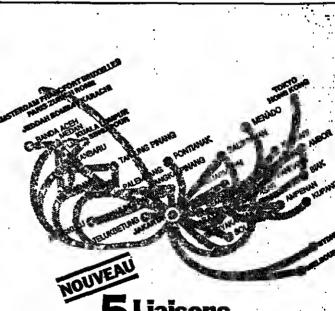
La présence commerciale de la Chine est pourtant un fait qui s'imposèra de plus en plus à l'Association. Et ce, d'autant plus que la Chine yé écoule facilement beaucoup de produits de consommation (produits alimentaires, articles ménagers, produits

(1) He des Moluques.
(3) Plusieurs centaines de miliers de communistes — et leur familles — avaient été exécuté à l'époque (entre cinq cant millet un millon). [N.D.L.R.]

L'impossibilité, pour les gran-des puissances, d'établir leur hégémonie sur l'ANASE ne hegemonie sur l'ANASE ne signifie pas qu'on ait abandonné tout rève de domination. La coopération militaire entre l'Australie (liée aux Etats-Unis par le biais de l'ANZUS) et l'Indonésie est étroite : formation des militaires indonésiens par Canberra, nombreux exercices

respectée et que la presse indité evoque souvent avec apposité son la politique soviétique soutien aux mouvements d'opposition en Afrique et allière. Dans ce contexte, seul le Japan reste, maigré son statut de géant économique, un nain politique.

ERWIN RAMEDHAN



5 Liaisons hebdomadaires en DC10 au départ de l'Europe dont 3 de Paris vers Bali, Bombay, Kuala Lumpur, Singapour, Jakarta.



votre agent de voyages ou Garuda Indonesian Airways, 17, Av. Hoche, 75008 Paris. Téléphone: 260.35.66

L'ASIE

--() *

g: 18 /- 1

1.

2 77-4 2

. 5

e na alan s

74 - 72 - 72

117 MT 2 4713 -

EXPÉRIE NOUS F

sant de produkt,

r 😌 — en Carde.

:-: :=-: ce:

Tel Magiciants (

described and the control of the con KOREAN

CHE KOCENKON G

WORLD C.P.O. Box 111

a Centre (H.K.), £16, in Centre Bilds, £19, 121 length Road (En. H. 92 Kong (\$412246) Tokyo Branch

St. Seer, 330 1. 3-Chem Minadoka, T Tel. 5"3-392".

ச்சை ஆட்ட

Sur le plan de la coopération économique, qui est le véritable objectif que s'étaient fixé les pays membres lors de la fondation de l'Association en 1967, les succès sont beaucoup plus modestes. L'intégration des différentes économies n'a guère progressé. Les gouvernements n'ont pas su créer un marché commun, ni même une zone de libre-échange. Il serait trop facile, pourtant, de voir dans PANASE un simple sigle recouvrant une réalité inexistante. Les

Européens sont bien placés pour savoir que la constitution d'une organisation économique réunissant plusieurs pays prend du temps et se heurte à de multiples

Cela est d'autant plus prai pour une association comme celle du Sud-Est asiatique, qui regroupe des nations aux populations extrêmement différentes, tant du point de vue racial que linguistique et historique. Les disparités sont également importantes en ce qui

concerne les économies. L'Indonésie, qui est de loin le plus grand pays par sa taille et sa population, est également le plus faible, si on considère son niveau de développement; alors que Singapour, avec deux millions trois cent mille habitants, connaît incontestablement la croissance la plus rapide de la région. La cité-Etat, dont la population représente 2 % de celle de l'Indonésie, a un produit national brut équivalent à 20 % de celui de son voisin.

T OIN d'être complémentaires, les économies des pays de l'ANASE sont concurrentes. Le Thaîlande, l'Indonésie, les Philippines et la Melaisie ont une démographia galopante. Pays essentiellement ruraux, ce sont de gros

exportateurs de matières premières dont les prix cont extremement sensibles aux fluctuations du marché mondial. L'ANASE exporte 83 % du caoutchouc natural consommé dane le monde, 71 % da l'étain et 83 % de l'huile de palma. Aucun accord sur la stabilisation des prix des produits primaires n'a, pour la moment, pu être institué dans le eadrs de l'Association. Pourtant, les besoins de ces pays

sont souvent identiques. Cherchant è se suffira à eux-mêmes sur le plan alimantaire, leurs gouvernements répugnent à appliquer de véritables réformes agraires, il faudrait aider é le création d'entreprises dont les produits se substitueralent à ceux qui sont importés. Mais le secteur industriel est constitué généralement par un tissu de petits atellers familiaux qui, ne pouvant dégager une épargne suffisante, font gars plus ou moins contrôles par les autorilés. En 1976, les Jeponaie ont investi pour près da 1 milliard da dollars dans cette région et les Etats-Unie pour plus de 300 millions. En outre, les membres de l'ANASE cherchent é réduira leur dépendance é l'égerd de l'extérieur, notamment du Japon, en diversifient leurs Importations et leurs

L'année demière, pour 28 %, les ventes des cinq pays membres

Des intérêts économiques parfois contradictoires

étalent desilnées au Japon, elore que, pour 23,5 %, les impertations en provensient. Les Etats-Unis absorbent 18 % de leurs ventes globales et fournissent près de 15 % de leurs schats é l'extérieur, Dapule 1975, l'ANASE lutte contre la protectionniama du Jepon et des Etats-Unie en demandant un systèma da préférences généralisées. Sens beaucoup de succès jusqu'à

Cette dépendance est particulièrement inconfortable pour das peys qui doivent, payer leurs echats en yen, una devise qui ne cessa de monter, elora que leura monnales restent liées eu doller américain qui a'affaibilt. La Thaillande a décroché le bath du dollar. Elle devrait être prochaînement sulvia par l'indonésie pour le rouple, siors que Singapour et les Philippines

DANS ces conditions, on comprend Que les échanges Intra-ANASE restent faibles. Ils c'éle-vaient, an 1976, à 6,6 milliarda de dollars, soit 16 % de l'ensemble du commerce extérieur des Cinq. Encore faut-il souligner que ce pourcentage n'est pas véritablement significatif. Un grand nombre de marchandises et da matières premières, produites en Maleisle et en Indonésie, transitent par Singapour, qui joue le rôle d'entrepôt de la région, pour être réexportées vers ont laissé quelque peu réapprécier leure monnates respectives par rapport à le devise américaine. La Malalsia dispose, pour sa part, d'une monnaie forte.

En dépit d'une convergence des besoins, les intérêts des pays sont parfole contradictoires. Chaque capitale restant jalouse da ses prérogetives, eucun essei d'harmonisation n'e pu ellar bien loin, tant eur le plan das politiques économiques conjoncturelles qu'eu niveau de le conception des plans pluriannuels. Singepour at les Philippines equialtent eccélérer la processus d'intégration . en raison des . débouchés qu'ila comptent trouver dans la région, mais l'Indonésie, la plus vaste marché, ne veut pas e'ouvrir trop rapidement aux produits de volsins, da peur de retarder

Développer le commerce

l'extérieur. Il en væ de même en sens inverse pour les importations. La Thallande, véritable granier à riz, exporte cette céréale vers les autres pays membres, principalement vers l'Indonésie, dont la production est da plus en plus insuffisante. La Malaisie vend des produits allmantaires à Singepour. La République de Singapour et l'indonésie livrent du pétrole et das produits pétro-fiers à le Thallande et aux Philippines qui ne disposent pas, du moins pour l'instant, de ressources

énergétiques. En dehors de ces flux de matières premières, on assiste, depuie cinq ana, à une lents progression des échanges de produits manufacturés. Ils représentent maintenant 54 % du commerce global de l'ANASE, contre 46 % seplement en 1972.

La constitution d'une zone de fibre-schange devrait permettre de développer ce commerce. Elle est à l'ordre du jour de chaque confé-rence qui réunit chefs d'Etat ou premiers ministres. L'ANASE a demandé à la C.E.E. de lui définir les moyens pour etteindre cet objectif. Jusqu'é maintenant, les résultats ont été lents, quoique non négli-gesties. En janvier 1977, un eccord bilatérat instituant une réduction de 10 % des tartis douaniers sur tous les produits a été conclu entre Singapour et les Philippines. Un accord du même type s été signé entre la Thallande et le République. Il est question, maintenant, de les transformer en eccord trilatéral. La conférence des ministres de l'économie, réunie à Bait en juillet 1977, e décidé un abaissement des tarifs douaniere da 10 à 30 % pour ecixante et onze produits à partir du 1 lanvier 1978. Les Philippines, la Thallande et Singapour vou-laient aller plus loin, mais leurs propositions se sont heurtées au veto da l'Indonésie et de la

Sur le plan industriel, les proarès sont encore plus lents il e

cinq projets industriels en commun. La Malaisie et l'Indonésie doivent chacune construirs une usins d'urée, les Philippines une lande une usine de potasse et Singapour une unité de moteurs Diesel. Le coût de cheque projet est évalué à 200 ou 300 millions de dollars. Le pays où s'installe l'usine e'engage à financer 80 % du coût da la construction, alore que les autres pays versent chacun 10 % de la nomma. Au mole d'acût

1977, au sommet de Kuale Lumpur,

dustrie, des minerale et de l'énergle (COIME) de l'Association n'a pu, au mole d'avril dernier, que coneta-ter les désaccords et les retards. On s'est aperçu que l'usina d'urée da l'Indonésie sereit plus que suffisante pour répondre à le demande des Cinq. elors que la Malalele continue à vouloir se propre usine. Aucune étude de marché n'avait été faite. En outre, les pays qui sont tout à la fois finanolers des projets et consommateurs de pro-duits fabriquée n'arrivent pas à c'entendre sur les prix.

Tout n'est pas négatif dans l'évolution de l'ANASE. Elle a eu se donner, eurtout depuis deux ans, bonne image de marque.

LE RICHE SINGAPOUR

| | POPULA- TION en millions | P.N.B. en milliards de dollars | P.N.B. per habitant en dollars | PNB. par habitant croissance annuelle 1970-1975 en % |
|-------------|--------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--|
| Indonésia | 152.1 | 29,1 | 220 | 3,5 |
| Malaisia | 12.5 | 9,4 | 760 | 5,2 |
| Philippines | 62.2 | 16 | 280 | 3,7 |
| Singapour | 2.3 | 5,5 | 2 500 | 7,2 |
| Thallande | 61.5 | 14,6 | 250 | 3,6 |

premier ministre japonaie, M. Takeo Fukuda, promettalt une aide globale de 1 milliard de

s'est pas concrétisée. Il est vrai que les projets ne sont pas près d'être réalisée. Le comité de l'in-

Elle apparaît maintenant aussi bien pour la C.E.E. que le Japon, les Etats-Unis ou l'U.R.S.S., comme un partenaire non négligeable. Pourtant, le plue dur pour elle reste à faire : rapprocher différentes éco-

MAXIME DOUBLET.



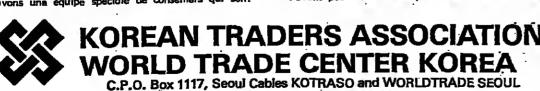
EXPÉRIENCE CORÉENNE **NOUS FAISONS MIEUX**

L'économie coréenne prospère et son industrie produit un flot croissant de produits, générateurs d'offaires. Tout ce qu'il vous faut, c'ast une introduction là où ça bouge - en Corée.

KTA, l'Association des Négociants Coréens, est votre agent de liaison pour les contacts commer-claux dans un pays qui offre maintenant des biens et services de première qualité, et d'une étonnante variété. Pour vous faciliter la pénétration sur ce marché de 20 milliards de dollars annuels, nous ovons una équipe spéciole de conseillers qui sont ou courant de la situation dans tous les domaines que vous pourrez citer.

lla peuvent vous armer des données les plus récentes et les plus précises. Et vous foire gagner beaucoup de temps en vous montrant où il faut aller, pour chaque chose. Objectivement, dans votre meilleur intérêt, et gratuitement.

Contactez KTA et la porte s'auvrira. Il ne vous restera plus qu'à franchir le seuil et à aller de l'ovant pour des offaires profitables ovec la Corée.



Rorea Centre (H.K.), Ltd. Korea Centre Bldg., 119-121 Comanghi Road C., Hong Kong Tel: 5-432234/6 Telex: 74386 KOCER HX

Cable: KOCENKONG

Tokyo Branci 5th floor, 33th Mori Bldg. 8-21, 3-Chome, Dorano Tel: 573-3927/9

New York Branch 460 Park Ave., Room 600 New York, N.Y. 10022, U.S.A. Tel: (212) 421-8804/6 Teles: KTANY 425572 Cable: KOTRASONEW NEW YORK

Telex K24265 KOTRASO Telephone 771-41

of Office Francel-Lenze Strasse 1 4 Disseldorf 11, W. Germany Telex: 8584754 KTAD

banque de l'indochine et de suez Stège Central : 44, Rue de Courcelles 75008 Paris - Tél. : 766.52.12 Slège Social : 96, Boulevard Haussmann 75008 Paris, - Tél. : 266,20.20 Réseau Asiatique JAPON TOKYO. OSAKA COREE DU SUD SEOUL HONG KONG HONG KONG PHILIPPINES MANILLE THAILANDE BANGKOK MALAISIE KUALA LUMPUR SINGAPOUR SINGAPOUR INDONESIE JAKARTA

Succursales et Bureaux de Représentation

Paris
4.9 succursoles et agences
Antibes, Campas, Lille, Lyon
Marselle, Nancy, Nantas, Nice
Teulouse

AUSTRALIE Sydney BAHREIN

Rio de Juneiro, See Poulo COREE DU SUD

EMIRATS ARABES UNIS ESPACNE Modeld

Chicago GIBRALTAR Gibralter GRANDE BRETAGNE

HONG KONG

MALAISIE NOUVELLE CALEDONIE men + 25 burea PHILIPPINES

POLYNESIE FRANCAISE Papeete + 15 bureaux

INDONESIE

SINGAPOUR. SUISSE THAILANDE WALLES & FUTUNA YEKEN Sonaa, Hodeldah, Taiz

Kuala Lumpuli Jour, Jakarta

Liaisons

daires en DC10

rt de l'Europe

Paris vers Bal

1 m of 14-54

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Le Conseil de sécurité entérine le plan de règlement pour la Namibie établi par ses cinq membres occi-

dentaux

T E Conseil de sécurité a adopté la 27 juillet
L deux résolutions relatives à la question
de la Namible. Par treize voix et deux abstentions (Union soviétique et Tchécoslovaquie),
il a pris acte de la proposition de ses cinq
membres occidentaux et a prié le secrétaire
général de nommer un représentant spécial
« afin que puisse être assurée dans un proche
avenir l'indépendance du pays au moyen d'élections libres sous le contrôle de l'ONU ». Les
cinq pays occidentaux avaient soumis leur
proposition de règlement de la question namibienne au président du Conseil de sécurité
le 10 avril dernier. M. Waldheim est prié en
outre par le Conseil de présenter au plus tôt
ses recommandations pour l'application du plan
de règlement. Le Conseil demande enfin instamment à tous les intéressés de déployer tous
leurs efforts pour que la Namibie puisse accèder
à l'indépendance « à la date le plus rapprochée
possible ».

Le deuxième résolution, adoptée à l'unami-

a imbependance e a la date le plas rapprocision possible a.

La deuxième résolution, adoptés à l'unanimité, prend note de la décision de l'assemblée générale qui déclare que « Walvis-Bay constitue uns partie intégrante de la Namibie ». Le Conseil estime que « l'intégrité et l'unité territoriale de la Namibie doivent être assurées par la réintégration de Walvis-Bay dans son territoire ». Il décide d'appuyer pleinement la mise en œuvre rapide de mesures à cette fin et déclare que, en attendant la réalisation de cet objectif, « l'Afrique du Sud ne doit utiliser Walvis-Bay d'aucune manière qui soit préjudiciable à l'indépendance de la Namible ou à la viabilité de son économie ».

Le 1er soût, le chargé d'affaires sud-africain a transmis an secrétaire général une note dans laquelle son gouvernement rejette totalement la résolution adoptée par le Conseil au sujet de Walvis-Bay.

Envoi d'une mission dans le terri-

A la suite de la décision du Conseil, M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, a nommé le commissaire des Nations unies pour la Namibie, M. Martti Ahtisaari (Fin-lande), comme son représentant spécial pour lande), comme son représentant spécial pour le territoire.

M. Ahtisaari a effectué du 5 au 22 août une mission d'évaluation en Namible afin de préparer l'indépendance du territoire selon le plan de règlement étabil par les cinq membres occidentaux du Conseil de sécurité et de mettre au point le rôle qui revient aux Nations unies dans la phase de transition. Sur la base de ses conclusions, M. Waldheim devait soumettre un rapport au Conseil de sécurité le 30 août.

Le général Hannes Philipp (Autriche) accom-pagnatt M. Antisaari dans sa mission en qualité de conseiller militaire, ainsi que toute une équipe de specialistes pour l'assister, notamment dans la préparation des élections.

La session d'été du Conseil économique et social .

La deuxième partie de la session de 1978 du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC), qui s'était ouverte à Genère le 5 juillet, s'est terminée le 4 août. Outre les problèmes de la politique économique et sociale internationale, le Conseil a consacré ses travaux à quatre autres points importants : la restructuration des secteurs économiques et sociaux de l'ONU (aucun accord ne s'est réasisé dans l'immédiat), le développement de la coopération économique, la science et la technique, la coopération et la coordination au sein du système des Nations unles. Parmi les résolutions adoptées, le Conseil :

Parmi les résolutions adoptées, le Conseil :

— A demandé qu'il solt mis fin, notamment, à la collaboration des transnationales avec les régimes d'Afrique australe;

— A renouvelé ses déclarations précédentes sur la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles;

leurs ressources naturelles;

— A lancé des appels pour aider les pays du Sahel victimes de la sécheresse et certains autres pays africains confrontés à des difficultés spéciales;

— A décidé « en principe » de tenir, si possible en 1980, une conférence visant à la constitution d'un accord international sur les

conclusion d'un accord international sur les palements illicites, sujette à décision du Consell en 1979 lors d'une conférence diplo-

— A demandé à l'Assemblée générale de tenir une conférence des Nations unles sur les ressources nouvelles et renouvelables de

— A demandé aux pays développés d'inten-sifier leurs efforts dans l'application de la charte des droits et des devoirs économiques des Etats; — A prié instamment les institutions et orga-nismes des Nations unies d'accroître leur assis-



tance aux mouvements de libération nationale au Zimbabwe et en Namible. Le Conseil a aussi approuvé la déclaration de Mexico du Conseil mondial de l'alimentation

recommandant que soit constituée une réserve alimentaire permanente de 500 000 tonnes de céréales pour faire face aux situations d'urgence. PROCHAINE ADMISSION DES ILES SALOMON.

— Le Comseil de sécurité a voté, le 17 acêt, à l'unanimité, una résolution recommandant d'l'Assemblée
générale de l'ONU d'admettre les lles Salomon à
l'ONU.

I'ONU.

CONFERENCE CONTRE LE BACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE. — La conférence mondiale de luite contre le racisme et la discrimination raciale organisée par les Nations unies r'est tenus à Genère du la en 25 août avec la participation de cent trois Elats. Les Elats-Unis, Israël et l'Afrique du Sud n'ont pas pris part è ses trapaux. On trouvers un compte rendu de la réusion dans le prochain numéra.

DISCRIMINATION BACIALE. — Au cours d'anc session tenus à New-York du 24 juillet au 11 soût, le comité pour l'élimination de la discrimination raciale a examiné les mesures prises par vingt l'ais parties à la convention internationale sur l'élimination de la discrimination raciale ajin de donner entits à ses dispositions.

APARTHEID. — Le mois dernier, la comité contre l'apartheid a enteudu un rapport de son président sur la mission qu'il a effectuée récemment à Nairobi, Rhortoum, Genève et Londres. — Un sympasium sur les conditions de la population noire en Afrique du Sud et en Nambia, en particulier les conditions de détention dens les prisons sud-africaines, a en lieu d Masera (Lesotho) du 17 en 22 juillet, sons les auspices de l'ONU.

ou 17 au 22 juillet, sous les auspies de l'ONU.

DEOITS DE L'HOMME. — Le comité des droits de l'homme chargé d'examiner les rapports des trais parties au pacte relatif aux droits civiques et politiques a terminé sa quatrième session le 2 août en approuvant la programme de sa prochaine session, présus pour octobre-novembre à Genère. Il examiners alors un maximum de sing rapports nationaux, dont ceux de l'Union soviétique, de Maurice, de la Biélorussie et de l'Equaleur.

Pour ce qui concerne la récente session, le comité e dinais les dossiers de la Norvège, de Madagascar, de l'Iran, de le R.F.A., de la Yougoslavie et de la Jordanie. Il a rennis è sa session du princienne prochain l'examen du rapport du Chili qui aurait du être présenté en fuillet, en attendant le compte rendu du groupe spécial des droits de l'homme qui r'est rendu au Chili du 14 au 27 juillet. — Le groupe de travail spécial d'experte créé par la commission des droits de l'homme en 1877 pour enquêter sur le violations des droits de l'homme en Afrique australe r'est rendu du Bar-qs-Salaum, Lusaka et Loudres du 24 juillet en 11 août.

DECOLONISATION — Le 7-août, le comité de la

et Londres du 24 juilet en 11 août.

DECOLONIEATION. — Le 7 août, le comité de la décolonisation a entemé eon débat sur la question de Rhédésia, en terme duquel îl a notemment condamné et déclaré illégal tout réglement interne conclu sous les auspices du régime actuel. Le comité a unsui demandé un élargissement des sanctions: Le comité a énsuite examiné la situation our houvelles-Hébrides et en Micronésia, ainsi que le problème de la diffusion des informations par les Nations unes.

Le sous-comité des petits territoires avait terminé la 20 juillet son programme de travail en adoptant un rapport sur la situation en Micronésia.

SANOTIONS CONTRE LA RHODESIE. — Le comité des sanctions da Conseil de sécurité s'est réuni s'in juillet pour discuter de la proposition d'un sénateur américain tendant d'Isser les sanctions contre la Rhodésie aux Etats-Unis. Il a invité tous les Etats membres à continuer de respecter les dispositions des textes votés par les Nations unles sur la Rhodésie.

AIDE A CERTAINS ETATS AFRICAINS. — Le secrétariat des Nations unies a publié, les 7 et 12 juillet, des rapports sur les besoins d'assistance àu Botsnoma et du Mozambique oft des vissions s'étaient rendues pour envisager les moyens d'aider ces pays à surmonter leurs àtificultés nées de la crise en Afrique australe. Deux autres rapports correspondant à un souci identique ont été publiés uitérieurement, concernant le Levolho et la Zambia. Pour la Zambia, les auteurs recommandent l'octroi d'ane aide de 850 millions de dollars pour 187-1879.

— A la suite d'une demande urésentée par la - A la suite d'une demande présentée par la gouvernement soudansis, le secrétaire général a décidé, le 3 soût, d'envoyer une petite mission dans ce pags pour y évaluer les besoins d'aide à lang terme.

AIDE AUS SETCHBLIES. — A la suite d'une enquête effectuée par une mission aux Seychelles, la secrétaire général a publié, en juillet, un rapport recommandant l'octroi d'une aide de plus de 17,5 millions de dollars à ce pays.

DBOIT INTERNATIONAL. — La commission du droit international a conciu, le 28 juillet d Genère, uns session de trois mois au cours de laquelle elle a mené à bien ses travaux sur la clause de la nation la plus [avorisée, Elle a, en e][et, approuvé trente projete d'articles devant servir de bass à une convention sur cette question.

DROIT DE LA MER. — La reptième session de la conférence sur le droit de la mer, ajournée le 19 mai dernier à Genève, a repris ses travaux le 21 avit dernier à New-York. Le point essentiel d son ordre du jour reste le problème de l'exploitation des richesses des jonds marins.

CONFERENCE EUR LA COOFERATION TECH-NIQUE. — La conférence sur la coopération techni-que entre pays en voie de développement, organisée par les soins de l'ONU, s'est ouverte le 30 août d Euenos-Aires. Ses travaux doivent durer jusqu'eu 12 septembre.

COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE. — La Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (C.E.4.) a patronné la création d'une nouvelle institution régionale, le Centre ouest-africain de programmation et d'exècution des projets, qui fonctionnera sous son égide et qui réunit les seus pags membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Lors de la réunion inaugurale les 15 et 16 juin dérnier, les participants ont doté l'institution d'un conseil des ministres et d'un comité d'experis.

COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE. — Sous l'épide de la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique, una conférence réunirseant les ministres du commerce de la région a siésé pendant trois jours à New-Deihi le mois denier. L'abjet de la réunion était d'étudis les moyens de relancer les échanges et la coopération régionale an matière de commerce, selon un programme mis au point par les experts.

ENFANCE. — Trente-sept tonnes de médica-

• ENFANCE. — Trente-sept tonnes de médica-ments et de sels de réhydratation d'une valeur de 211 800 dollars ans été encoyées en juillet dernier au Zaire par le Fonds des Nations unies pour l'enjance (UNIOSF). Ces médicaments étaient desti-nés aux enjants de la province du Shaba.

F.A.O.

La lutte anti-acridienne en Afrique orientale

Le comité de lutte contre le criquet pélerin de l'Organisation des Nations untes pour l'alimentation et l'agriculture (P.A.O.) s'est réuni d'urgence en session extraordinaire du 26 au 23 juillet, à Rome, pour examiner les moyens de renforcer la lutte anti-acridienne

afin d'éviter un fléau de première grandeur. Selon les membres du comité, il convient de concentrer les mesures anti-acridiennes dans la concentrer les mesures anti-acridiennes dans la corne de l'Afrique et sa périphèrie, où se trou-vent déjà des essaims pouvant envahir les régions allant de la côte atlantique du nord-ouest de l'Afrique jusqu'à l'Himalaya, à l'est, et au Kenya et à la Tanzanie, an sud. Dans le temps, les efforts devront se prolonger en 1979, et 1980.

Flusieurs pays ont déjà répondu à l'appel qu'avait lancé au début de juillet le directeur général de la F.A.O. pour obtenir les 3,5 mil-lions de dollars nécessaires pour mener cette

CENTRE D'INVESTISSEMENT. — Selon des indications données le mois deraier par un porteparole de la F.A.O. plus de 10 milliands de dollars
ont été investis dans trois cents projets intéressant
l'agricullure dans quatre-vingt-deux pays, grâce à
l'action du centre d'investissement de la F.A.O.
créé en 1964 aux termes d'un accord passé avec la
Banque mondiale.

Les projets sout financés pour moitié à l'aide de
ressources propres d'ebaque pays, le reste des fonds
provement de prêts et dons à autres institutions
de financement avec lesquelles la F.A.O. collabore,
ils englabent tonte la garme de l'agriculture
moderns : irrigation et drainage, crédit aux agriculleurs, élevage et exploitation farestière, amélioration de la production des semencés, colonisation
rurale, farmation agricole et agro-industrielle,
pêches.

VIANDE — Selon un remort dont le F.A.O. c

VIANDE. — Selon un support dont la F.A.O. a annoncé, le 4 août, la publication, les perspectives s'améliorent pour les exportateurs de viande au cours des prochaines années.

Les spécialistes de la F.A.O., dans leurs projections concernant le production, la consommation et le commerce de la viande jusqu'en 1985, estiment, en effet, que les exportations nettes de mande et et le commerce de la viande jusqu'en 1985, estiment, en effet, que les exportations nettes de mande et de bisell sur pied (exprimées en poide des carcasses) pourraient atteindre jusqu'à 8,7 millions de tonnes par an en 1985, contre 6,9 millions de tonnes au début des anuées 70. Une bonne fraction de cette augmentation serait due à une croissance des importations de la part des pays en voie de développement, notamment des pays de l'OPEP, bien que l'on s'attende également à ce que les Ptats-Unis et le Japon importent darantage eur aussi. Les importations nettes des pays un voie de développement davantent tripler au cours de actta période, pour atteindre près de 3 millions de tonnes. PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — Le Programme alimentaire mondial a accordé, ces dernérs semaines, des cides alimentaires d'Esthopie (d'une valeur de 1976 500 dollars) et aux lles du Cap-Vert (pour 1344 000 dollars) pour venir en aide aux populations victimes de la sécheresse, ainsi qu'au Banglidealt, pour l'aider d nourrir les deux cent mille réjugiés birmans arrivés dans ce pays. NOMINATION. — Le directeur général de la P.A.O. a nommé, su début d'açat, M. Salah Juma'a (Jur-

Agence atomiaue

danie) comme son représentant régional pour le Proche-Orient, avec siège au Caire.

Accords de garanties

L'ACCORD entre le Royaume-Uni, l'Eura-tom (Communauté européenne de l'énergie atomique) et l'Agence internationale de l'énerde garanties dans le cadre du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (T.P.N.) est eutré en vigueur le 14 août. Aux termes est entré en vigueur le 14 août. Aux termes de cet accord, l'A.I.E.A. a le droit d'appliquer des garanties aux matières brutes ou aux produits fissiles spéciaux se trouvant dans les installations nucléaires du Royaume-Uni, sous réserve de dérogations motivées exclusivement par des considérations de sécurité nationale. Un accord du même type a été conclu le 7 août avec le Portugal. D'autre part, un accord entre la France, l'Euraton et l'A.I.E.A. a été signé le 27 juillet dernier pour l'application de garanties à cer-taines matières nucleaires dans ce pays.

PHYSIQUE DES PLASMAS ET FUSION NU-CLEAIRE CONTROLEE. — La septième conférence internationale sur la physique des plasmas et la recherche concernant la Jusion nucléaire contrôlée s'est tenue à Insibruck (Autriche) da 23 au 30 août, sous l'égide de l'A.J.E.A.

• UNESCO. — L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a onnoncé an juillet le création da prix interna-tional Simon-Bolivar Jinancé pur le gouvernement tenézuélien pour récompenser, tous les deux ans, une activité conforme aux idéaux de Bolivar.

renéruélien pour récompenser, tous les deux enquine activité conforme aux idéaux de Bolivar.

• TRAVAIL. — La commission instituée aux ÉtataUnis pour s'occuper des quesilons touchant l'Orgaaigation internationale du travail (O.I.T.) a publié
le 17 août aux décluration dans laquelle, tout en
se félicitant de l'évolution survenue à la soirantequatrième session de la conférence internationale
du travail en juin, elle n'envisage pas aux prochaine réintégration des Etats-Uaix à l'O.I.T. À la
suite de cette prise de position, M. Francis Blanchard, directeur général du Bureau international
du travail (BIT) a publié à son tour une déclaration dans laquelle il souligne l' « importance fondamentale » pour l'O.I.T. du principe de l'universaitis
et exprime sa confiance dans un prochain retour
des États-Unis à l'O.I.T.

— Selon une étude portant sur vingt pays industraités, et que le Bureau international du travail
a publié le 22 août, chaque minute dans le monde,
il y a cent demandeurs d'emplots supplémentaires;
la montée du chômage devrait continuer d ce syltime
au moins fusqu'en l'an 2000.

— Cinquante-deux millions d'enfants sont au
travail dens le monde estime le BIT dans un document publié le 10 août; « certains sont maitraités », et « la plupart sont exploités », Vingiusu/ millions d'enfants travaillent en Asie
méridionale, dix millions en Afrique, neuf millions
en Asie orientale, trois mûlions en Amérique latine
et près de un million dans des pays plus dévelopés.

• SANTE. — L'Organization mondiale de la Sesté
(O.M.S.) a demandé le 14 juillet aux agences de

e SANTE. — L'Organisation mondiale de la Sente (O.M.S.) a demandé le 14 juillet aux agences de vogages, aux compagnies aériennes et aux firmes d vocation internationale d'assumer leurs responsabilités en avertissant les royageurs des risques qu'ils encourent de contracter le paludisme. À cet effet, PO.M.S. a publé un guide tattuit informations sur le risque de paludisme à l'intention des voyageurs internationaux qui a pour but de juire connaître aux agences de voyages, aux médecins et aux autorités sanitaires les dengers du paludisme paludisme.

- Une conférence sur la dépendance à l'égard de l'alcool et des droques envisagés au point de vue de la santé publique s'est tenue à Dubrovnik du 21 au 25 août. NAVIGATION MARITIME. — Les Sepchelles sont desenues le 13 juin la cent septième Etat membre de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI).

membre de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI).

• ONUDI. — Douze écoaomistes se sont réunis à Vienns les 27 et 28 juillet pour étudier toute une gamme de problèmes concernant la coopération internationale dans l'industrie. L'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) leur avait demandé d'étudier de nouvelles farmes et de nouvelles modalités de coopération internationale financière et technique propres à accélérer l'industrialisation des pays en voie de développement. L'ONUDI prépare actuellement une étude sur la coopération internationale dans l'industrie.

— A l'issue de la réunion de la douzième espsion du couseil du développement industriel en moi, M. Ali Nekunam (Iran) a été nonmé secrétaire de l'ONUDI; il succède à M. Arno Maneck. ———Aux termes à'un accord signé le 30 juin à Genève avec le gouvernement suisse, l'Organisation des Nâtions untes pour le développement industriel oupsire à Zurieh un bureau de son service pour le ressertement de le coopération industrielle avec les pays en voie de développement et la promotion des investinsements dans ces pays. Des bureaux analogues ont déjà été ouverts en Belgique, en République jédésula d'Allemagne et aux Elais-Juis.

— Sous le titre Technology Ior Solar Energy Utilisation. l'ONUDI a publié le 12 juillet un manuel sur les techniques d'exploitation de l'émet que les vieles dans l'industrie; Guide to Practical Project Appraisal : guide pratique su les techniques d'exploitation de popus lors, elle a aussi annonai le parution de quatre autres études : Audio Visual Techniques for Industry: menuel sur l'emploi des techniques addovisuelles dans l'industry in Developins comtres : Problems and Prospects : monogruphia sur la préparation des études de faisabilité pour la réalisation de projets industries; The Growth of the Pharmaceutical Industry in Developing Countries : Problems and Prospects : production et commerce des produits pharmaceutiques et rôle de l'ONUDI.

Fonds monétaire international

Versement au profit de quarantetrois pays en voie de développement

Ment
A GISSANT en sa qualité de mandataire du A Fonds fiduciaire, le Fonds monétaire international (F.M.I.) a procédé le 4 août à la quatrième série de versements su titre de prêts consentis à quarante-trois pays membres. Cea versements, d'un montant de 541 millions de D.T.S., portent à 841 millions de D.T.S. le montant total des prêts que le Fonds fiduciaire a effectués durant la première période de deux ans qui a pris fin le 30 juin 1978.

D'autre part, le Fonds a également distribué un montant total de 362,8 millions de dollars au titre des profits réalisés sur les ventes d'or effectuées pour le compte du Fonds fiduciaire. Ce montant a été réparti entre cent quatre pays membres en voie de développement.

VENTE MENSUELLE D'OB. — Le Fonds monétaire a procédé, le 2 août, à sa vente mensuelle à or par adjudication ou bénéfice des pays en vois de développement. 479 800 onces d'or fin ont été attribuées aux adjudicatoires entre 203,03 et 205,11 dollars l'once fsoit une moyenne de 203,22 dollars l'once. En outre, 79 800 ances d'ar fin ont été accordées aux pays membres ayant présenté des soumissions hors concours; l'or a été attribué à ces pays au prix moyen à adjudication de 203,28 dollars.

prix moyen d'adjudication de 203,28 dollars.

CREDITS « STAND-BT » A LA BURMANIE ET A LA GUYANE. — Deux crédits « stand-by » ont été annoncés : Guyane (26 fuillet) : un crédit permettant de posse de procéder, au cours des douxe prochains mois, à des achats de devises d'un montant maximum équivalent à 6,25 millions de D.T.S. Birmanie (31 fuillet) : un crédit d'un montant équivalent à 30 millions de D.T.S. pour la réalisation d'un programme économique.

FINANCEMENT COMPENSATOIRE. — Dans le cadre du finansement compensatoire, trois pays ont été autorisés à effectuer sur le Fonds les tirages suivants : Népal (24 fuillet), l'équivalent de 3,5 millions de D.T.S.: Kuroc (11 acut), l'équivalent de 5,75 millions de D.T.S.: Kuroc (11 acut), l'équivalent de 5,75 millions de D.T.S.: L'uroc (11 acut), l'équivalent de 55 millions de D.T.S.: L'uroc (11 acut), l'équivalent de 55 millions de D.T.S.: L'uroc (11 acut), l'équivalent de 50 millions de D.T.S.: L'uroc (11 acut), l'équivalent de 50 millions de D.T.S.: L'uroc (11 acut), l'équivalent de 50 millions de D.T.S. L'uroc (11 acut), l'équivalent de 50 millions de D.T.S. L'uroc (11 acut), l'équivalent de 50 millions de D.T.S. L'uroc (11 acut), l'équivalent de 50 millions de D.T.S.

ACHAT DE L'EGYPTE DANS LE CADRE DE LA REFACILITE DE FINANCEMENT ELARGIE ». — Dans le cadre de la « facilité de financement élargie »,

le Fonds a approuvé, le 31 fuillet, une demande de l'Egypte qui prévoit la possibilité, au cours des trois prochaines années, d'acheter au FML un montant total équivalant à 600 millions de D.T.S., soit 2,63 % de la quoie-part de l'Egyple au Fonds 1228 millions de D.T.S.). Rappelons que cette condi-tion spéciale journit une side à moyen terme ex-pays membres qui doivent procéder. à des ajuste-ments structurels pour redresser leur balance des paiements.

Groupe de la Banque mondiale

Cinq crédits de PIDA

L'ASSOCIATION internationale de dévelop-diale, a annoncé récemment l'octroi de cinq crédits : - Papoussie-Nouvelle-Guinee (27 juillet)

20 millions de dollars pour la réalisation d'un premier projet de développement rural;

— Tehad (27 juillet): 7,6 millions de dollars au titre du troisième projet routler finance par l'IDA; — Vietnam (8 août) : 60 millions de dol-lars pour un projet d'irrigation qui permetira d'accroître la production de riz (c'est la pra-mière opération réalisée par l'IDA dans ce pays) :

— Inde (10 août): 111 millions de dollars en faveur d'un programme d'irrigation dans l'Etat de Haryana. Le 3 août, ce pays s'était déjà vu accorder un crédit équivalant à 196 millions de dollars pour la réalisation d'un projet d'adduction d'ean et d'assainissement à Bombay.

PRET DE LA BANQUE MONDIALE A LA YOUGOSLAVIE. — La Yougoslavie a reçu, le 19 ente, un prêt de la Banque mondiale d'un montant de 22 millions de dollars paur le financement d'un programme d'irrigation en Macédoine. programme d'irrigation en Macédoine.

OFERATIONS DE LA SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE.— Deux nouvelles opérations de la Société financière internationale (S.F.I.) ont été récemment aumoncées:

— l'insucement d'un aouveau projet d'extension et de modernisation d'entreprise en Yougoslavie (20 juillet). Cet investissement d'un montant de 41,9 millions de dollars, a été réalisé conjointement avec des entreprises yougoslaves et autrichiennes

Continues of the contin et des equipales de la contraction de la contrac

Banque africaine

....

Fords A response Trees departs

move: d te :e -

es 1......

OPERATE NAME OF THE PROPERTY O

de développement

A CONTRACTOR

Same Francisco

Servicial Conference Services Angles Services Angles

no Final pour ...
une evenimina ...
vice interfer...
no evenimina ...
no evenimina ...
no evenimina ...
no evenimina ...

Filemeum et Bungar er da 1979 et Fennuv

www.moralus.comp

CONTRACTOR

TOWN TO A SECTION

TOWN THE SECTION

TOWN TO A SECTION

TOWN TOWN THE SECTION

TOWN TH

is a foregraphic to Four distance to the mention

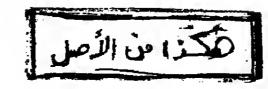
7000B AFRICA - COLORDON DE - COLOR

ÉDITIONS A.

SERVICE (SERVICE - DEVI

LA CIRCULATION DES

Un parame de 370 page



MCIERS

PEMEN

e de la Banque me

pour accroître ta capacité de production de t'entre-prise Tovarna Autopneumatike Seva-Semperit, en Slovenie, spécialisés dans la jabrication des pnouma-Slovene, specialiste de la mulione de liques; de convertibles en dellars, dont 7 millions de dollars convertibles en actions, accordés à la Tereficialist Mexicanos S.A. (Temexi, au Mexique, pour la construction d'une usine pétrochimique dans l'État méridionel de

veracrus.

EMPRUNTS DE LA BANQUE EN YENS, EN DEUTSCHEMARKS ET EN FRANCS SUISSES. — La BIRD et un consortium de banques iductaires japonaises ayant à sa tête la Mitsubian Trust and Banking Corporation ont signé, le 7 août, un accord de prêt pour un emprunt de 30 milliants da pente par la Banque mondials. Il s'egit là du plus imporiant emprunt jamais placé sur le marché des prêts en yens par des consortiums. L'échéance de ce prêt est de vingt ans, avec des remboursements échelonnés de 1993 d 1998.

D'autre part, le 26 juillet, la Banque mondiale et un syndicat de benques allemandes ayant d leur tête la Deutsche Bank A.G., en tant que chef de file, et la Dresdner Bank A.G., en tant que chef de file, et la Dresdner Bank A.G., la Commerabank A.G., et la Westdeutsche Landesbank Gérocentral en tant que co-cheil de file, out signé un accord portant sur l'émission de 300 millions de écutschemarks d'abligations (d six ans et avec un intérêt de 5.75 %, placées à 995 % du pair) et sur l'émission de 200 millions da deutschemarks d'abligations (d six ans et avec un intérêt de 200 millions de deutschemarks d'abligations (d six ans et avec un intérêt de 1.75 %, placées à 995 % du pair) et sur l'émission de 200 millions de deutschemarks d'abligations (d six ans et avec un intérêt de 1.75 %, placées à 38 % du pair), ces deux émissions ne pourront plus être rembouraées par anticipation.

Enjin, une émission de ta Benque mondiale en irancs suisses a été al/ferte au public en Suisse, du pair, une émission de ta Benque mondiale en irancs suisses a été al/ferte au public en Suisse, du pair, cette nouvelle émission, intitulée e Emprunt in irance suisses à 4 1/4 %, 1978-1993 » a été datée du 15 septembre 1978 et viendra d échéance le 15 septembre de chaque année d partir du 15 septembre de chaque année d partir du 15 septembre de chaque année d partir du 15 septembre de chaque année d partir du

RECENTES PUBLICATIONS

• RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DANS

LE MONDE: premier rapport dans une nouveile série de publications annuelles consacrées
au progrès et aux perspectives des pays en voie
de dévelappement. Complété de son annex stafistique « Indicateurs du développement dans
le monde », cette étude (publiée le 18 sout)
analyse les tendances profondes de l'économie
internationals.

Banque africaine de développement

Assemblées annuelles de la Banque et du Fonds africain de développement

Les conseils des gouverneurs de la Banque africaine de développement et du Fonds africain de développement ont tenu conjointement jeur quatorzième et cinquième assemblées annuelles à Libreville (Gabon) du 1" au 6 mai dernier. Passant en revue les activités de la province les participants ent constaté une blées annuelles à Libreville (Gabon) du 1" au 6 mai dernier. Passant en revue les activités du groupe, les participants ont constaté une progression au cours de l'exercice 1977 : soixante prêts ont été approuvés pour un montant total de 326 millions de doilars, soit une augmentation de 82 % par rapport aux engagements de l'année précédente (179 millions répartis entre quarante-quatre projets). Au cours de cette session, plusieurs résdiutions ont été adoptées par le conseil des gouverneurs de la Banque, concernant notamment l'ouverture du capital-actions de la Banque à la souscription des Etats non régionaux sur la base de neuf principes dont le but est de maintenir le caractère africain de l'institution; cette-décision a-été approuvée par tous les pays membres à l'exception de l'Ouganda et de l'Ethiopie, Après avoir entériné la demande d'adhésion de Dilbouti, le conseil d'administration et approuvé l'état des comptes vérifiés pour l'année 1977; il a d'autre part donné son accord à un projet de coopération avec le Fonds international pour le développement agricole (FIDA).

De son côté, le conseil des gouverneurs du Fonds africain de développement a approuvé le rapport annuel, le bilan et l'état des revenus et des dépenses du Fonds pour l'année écoulée et a pu constater une expansion très nette des activités de cette institution.

et des dépenses du Fonds pour l'année écoulée et a pu constater une expansion très nette des activités de cette institution. Avant de se séparer, les participants ont procédé à l'élection des membres du bureau du conseil des gouverneurs et des comités directeurs de la Banque et du Fonds pour les années 1978 et 1979 et renouvelé les man-dats des commissaires aux comptes des deux institutions.

PRETS DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT. — Des prête de la Benque africaine
ent récemment été accordés aux pays suivants :
— Seychelles (5 fuillet) : 3.75 millions d'u.e.
(enairon 1071.6 millions de F C.F.A., d'une durée
de quatores ans d 7 %) paur la financement de la
modernisation de l'aéroport de Mahè:
— Ruanda (19 juillet) : 3.3 millions d'u.c. (environ
943 millions de F C.F.A., d'une durée de quatores
ans d 7 %) paur l'extension des usines à thé de
Mulindi et Pjunda;
— Zambie (10 fuillet) : 4.30 millions d'u.c. (environ 1371.65 millions de F C.F.A., d'una durée de dir
aus d 7 %) pour le dérsioppement de l'usine de verrerie de Eapiri.

OPERATIONS DU FONDS AFRICAIN DE DEVE-

OFERATIONS DU FONDS APRICAIN DE DEVE-LOPPEMENT. — Une série d'opérations de prêts du Fonds africain de développement ont aussi été annoncés les dernières semaines : — Aux Seychelles (5 juillel) : 2.5 millons d'u.c.f. (engiron 640 millions de F C.F.A., pour une durée de quarante ans à 1 %) pour l'améliaration de l'enseignement primaire et secondaire du premier cycle; de quarante ans à 1 %) pour tantanteur la l'enseignement primaire et secondaire du premier cycle;

1-20 millions de F CFA., pour une durés de quarante ans) destinés d la construction de la route Sokode-Bassar;

— A le Somaile (20 juillet): 5.55 millions d'u.c.j. (environ 14208 millions da F C.F.A., pour une durée de cinquente ans) pour le financement de la première tranche du projet d'épacuation des eaux usées et des eaux pluviales de Hagadisoio;

— Au Soudam (20 juillet): 7 millions d'u.c.j. (environ 1732 F C.F.A., pour une durée de cinquente ans) pour la réalisation de prestations des sains primaires de santé en milieu rural;

— Au Bénin (25 juillet): 4.5 millions d'u.c.j. (enmon 1732 millions de F C.F.A., pour une durée de cinquente ans) pour financer un programme de dévelappement de la production animale;

— A la Sierra-Leone (31 juillet): 450 000 u.c.j. (enalron 115 200 000 F C.F.A., pour une durée de dix ans) contribueront ou financement de réchérches océanographiques et des études relatives aux émissaires en mer.

Rappelons qua ces prêts portent intérêt d 1 % de le onzième d la vingitême année et d 5 % ensuite (à l'exception du prêt consent à la Sierra-Leone, dont la durée a été fixée à dix ans).

BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN APRIQUE. — Deux programmes d'assistance agricole, le premier concernant la mise

en ocupre immédiata d'un plas d'aide d'urgence et le second scellant une coppération à long terme dans le domaina de l'investissement pour le déve-loppement, ont fett Pobjet, le II fullet dernier d'Ehartoum, d'un accord conclu entre la Banque ambe pour le développement donomique en Ajrique (BADEA) et l'organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (P.A.O.). Aux termes de cet eccord. le programme d'ade d'urgence de la Banque, qui r'élève à 15 millions de collars et dont bénéficient les pays trappés par les calamités naturelles et la séchapese, sera coordonné et réalisé por la F.A.O. Il présont le financement de nombreus projets dans once pays africains et le soutien des actietés de trois organismes régioneux de contrôls ant-acridien.

BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT.

La Bonque estatique de développement a secordé des prêts on favour des trois pags subonte:

— Helaiste (28 juin) : 16 millions de dollars (d' vide des resources ordinairse de la Banque, pouvingt ans, ou toux de 7,70 %) pour la construction de cinq nouvelles villes dans la zone agricole de Trengganu Tenggah;

— Fidii (28 juin) : 16,2 millions de dollars (à l'aide des resources ordinaires de la Banque, paur vingt ans, ou taux de 7,70 % l'and rétrocédée d' la Fidii Electricity Authority pour la réalisation de san deuxième programme de développement de l'énergie électrique dans les îles Walloa, Vunda et Suaa;

— Papouasie-Nouvelle-Guinée (28 juillei) :

Suaa;

— Papouasie-Nouvelle-Guinée (26 juillet):

5.4 millions de dollars (d'édide du jonds d'apérations spéciales, pour quarante ans, au taux de 1 % l'an) éssimés à financer le coût en doites étrangères que nécessitera la réalisation du second programme d'adduction d'eau de la ville de Madang. . BANQUE CENTRAMERICAINE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. — Des prêts ont été accordés par la Banque centraméricaine d'intégration économique (B.O.J.E.) en faveur des pays et organismes

suisants:

— Empresa Nacional Partuaria de Honduras (21 fuinl : 2000 000 de dollars pour le finsneament de la construction de bâtiments administratifs et la première phase des travoux de la zone franche d'exportation de Puerto-Cortès;

— Costa-Riea (21 fuin) : 6 000 000 de dollars pour la réalisation des travaux d'élargissement de la route reliant les villes de Tres-Rios et de Taras-de-Cartana:

route reliant les villes de Tres-Rios et as Tarus-de-Cartagu;
— Acera S.A. au Salandor (4 juillet): 2000 000 de dollars pour la construction d'uns usine de laminaga dens la zone du port d'Asajutia;
— Hoteles de Nicaragua (4 juillet): 700 000 dellars pour la construction d'un hôtel à Hanagua;
— Empresa Nacional de Energia Electrica au Honduras (4 juillet): 600 000 dollars pour le jinancement de la phase ultime des études du projet hydro-électeme El Nicara.

· BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES CARAIBES.

BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES CABAIBES.
 A l'occasion de sa quarante-septième réunion, qui s'est tenue le 29 juillet à Wildey (Barbude), le conseil de direction de la Banque de développement des Cardbes a approuné les prêts suivants:
 765 222 dollars à Antiqua pour jinancer un projet de développement agricole en javeur des petits exploitents:
 900 000 dellars d la société Baramco à Belize pour la construction d'un réseau d'irrigation et le jinancement des travaux d'infrastructure nécessaires au développement de la production de bananes à Riverdals:
 150 000 dollars à Sun Breeze Hotel Company à Belize pour la réalisation d'un hôtel à Sen Podro Village à Ambergis Cay;
 Deux prêts additionnels, le premier (113 183 dallors) au pauvernement de Dominique et le second (45 555 dollars) au pauvernement de Sont-Vincent, pour la poursuits des travaux prévus dans le cadre de leur programme de construction de logements urbains.
 BANQUE EUROPPENNE D'INVESTIBREMENT.

BANQUE EUROPHENNE D'INVESTISSEMENT.

La Banque curopéanne d'investissement (BEJ.)
a accordé, le 28 juillet, deux prêts d'une contreacteur totale de 118 milliards de lives (1823 millions
d'unités de compte) pour des investissements en
litale .

Prêt de 11 milliards de lives (10,35 millions
à'u.c. pour douse ens à 8,10 %) pour la constructien. en Lombardie, de deux pazodues reliés aux
méthenodues par lesquels est acheminé le paz
naturel importé à'U.R.S.S. et des Pays-Bas;

— Prét de 10 milliards de lires (9.4 millions d'u.c., pour douve ans, à 8.10 %) pour la renforcement de la capacité de stockage de deux gisements an voie d'épuisement transformée en réservairs de 922 naturel d'Algalta (Lombardie) et à Cortemaggiors (Emilie-Romagne);

— Prét de 14 milliards de lires (13.2 millions d'u.c., pour douve ans. d'e.10 %) pour la mise en valeur d'un gisement de 922 naturel d'Percara, en mer Adriatique;

— Prêt de 40 milliards de lires (17.8 millions d'u.c., pour quinze ans, d'e.15 %) à l'Enci-Enta Nazionale per l'Energia Electrica pour le financement d'une section de la centrale nucléaire de Alia Lario, Cette société a également bénéficié de deux autres prêts d'une contro-auleur respective de 36,5 milliards de lires et de 27 milliards de lires (2014), et 25,4 milions d'u.c., pour quinze ans à 2,15 %) pour le renforcement qu'execut de transport-et de distribution de l'energie electrique en Campante et dans les Pouilles;

— Prêt de 45 milliards de lires (4,2 millions d'u.c., pour puinze en Campante et dans les Pouilles;

— Prêt de 55 milliarde de lires (51,8 millions d'u.c., pour quinze ans, à 7,45 %) à la Société Accialerie et Erriere Lombarde Falok pour la restructuration des services descriques dans des acieries prêt de Mân;

— Frêt de 55 milliarde de lires (51,8 millions d'u.c., pour quinze ans, d'elf-phonique dans les Abruixes, et Molise et le Bas-Latium.

Ces huit prêts porient à 492 milliards de lires le montant des financements accordés à l'Italie par la B£1, pendant les sopt premiers mois de l'année en court-

D'autres opératione ont été annoncées par la

En court.

Dautres opératione ont été annoncées par la Banque:

— Trois préis d'une contre-valeur totale de 30 millions de livres triandaises (4,5 millions d'u.c.) à l'Etat irlandaise le 20 juillet destinés à l'extension d'installations portuaires. à l'eménagement du réseau routier et d'follmentation en sau. D'un montant de 10 millions de livres triandaises chacun. ces préis d'uns durée de vingt, quinzs et vingt ans portent raspectivement intérêt d 9,3 %, 8,15 % et 9,3 %.

— Trois prêts d'une contre-valeur talale de 20,5 millions de livres (30,8 millions d'u.c., pour quinzs ens. d 10,15 %) au National Water Council le 27 juillet pour le financement de travaux d'advaillon d'au ou d'assaintesement dans le nordest et le sud-ouest de l'Angleterre;

— On prêt d'une contre-valeur de 59,7 millions de jranes français (10,8 millions d'u.c., pour quinze ans. è 9,80 %) à la Société française du tunnel routier de Fréque le 27 juillet pour le financement de la construction du lunnel qui dait relier la France à l'italie;

— Un prêt d'une contre-valeur de 10,75 millions de livres (16,1 millions d'u.c., d'une durée de dix ans, d 5,9 %) le 2 août d la Ctofi Aviation Authority-CAA. au Royaume-Uni pour l'extension des installations de l'aireport de Sumburgh (iles Shetland).

des installations de l'airoport de Sumburgh (iles Shetland).

BENQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOP-PEMENT. — Quatre prêle de la Banque interaméricaine de développement (BID) unt été unnoncées en juillet et en août:

— à la Belinie (13 juillet) : deux prêts d'un montant de S.3 millions de dollers ajfectés à un programme de crédit dont bénéficieront les dieveurs de bétail des fermes de petite et moyenne dimension. Le premier prêt, de 3.2 millions de dollars, prorient du jonde d'upérations spéciales et a été accordé pour quarante ans aux taux de 1 % pendant les dix premières ennées et de 2 % ensuits ; le second prêt, attribué à l'aide des ressources interrégionales, a une durée de vingt-ainq ans et ports intérêt à 7.5 %;

— d l'Equateur (10 acut) : 18.9 millians de dollars (à l'aide du jonds d'opérations spéciales, pour quarante ans au taux à'intérêt de 1 % l'an pendant les dix premières années et de 2 % ensuite) destinés au financement d'un programme de développement rural dans la province de Zamora-Chinchipe;

— d la Banque de développement des Caralbes (10 acut) : 12 millions de dollars (2 l'agle du fonds à'opérations, spéciales, pour vingt aus au taux de 1 % l'an pendant les joint premières ânnées et de 2 % ensuite) financeront des programmes de développement en jabeur des pays membres de la Banque régionale dans les secteurs de l'industrie, du tourisme et de la construction.

Pour stimuler la demande, la conférence a d'autre part décidé d'intensifier l'effort consenti par les producteurs en matière de défense et de promotion des usages du cuivre; aussi a-t-elle chargé le secrétariat de présenter à la prochaine session extraordinaire (qui se tiendra an octobre prochain à Paris pour désigner le nouveau secrétaire général) une analyse qui permettra aux ministres d'adopter una décision finale sur le montant des fonds à consacrer à la promotion 1979.

Groupe andin

Entrée en fonctionnement du Fonds andin de réserves

L'onds andin de réserves, dont l'accord constitutif a été souscrit le 12 novembre 1976 par les ministres des finances et les présidents des hangues centrales des pays membres, est entré en fonctionnement le 14 juillet. Le 15, le conseil de direction, qui tenait sa première réunion au siège de la Banque centrale du Pérou, a procédé à l'inseallation de l'assemblée. taliation de l'assemblée.

Le Fonds andin de réserves, personne juridique de droit international, complète la
structure financière de la sous-région. Il est
doté d'un capital initial de 240 millions da
dollars, et a pour objectifs essentiels : a) d'aider les pays membres à résoudre les difficultés affectant l'équilibre de leurs balances
des paiements; b) da contribuer à l'harmonisation de leurs politiques de change, monétaires et financières. Le Fonds sera administré
par l'assemblée et le conseil de direction ainsi
que par la présidence exécutive. L'assemblée
aurs pour tâcha de définir la politique générale du Fonds et les orientations des actions
du conseil de direction et de la présidence
exécutive. Le conseil da direction décidera
directement des opérations et sera chargé
d'appliquer la politiqua générale de l'Assemblée. Enfin, la présidence exécutive, organe
technique permanent, effectuera des études,
présentera des propositions et adoptera les
dispositions nécessaires à l'application des
objectifs de l'accord constitutif du Fonds.
Le siège du Fonds andin de réserves est à
Bogota.

Bogota.

ACCORDS SOCIAUX. — Avec la participetlen des représentants du comité (la junta) et des délégations de la Corporation andine de développement (CAF) et du Bureau international du transal (BIT), l'est tenus à Lima, les 23 et 23 juillet, la deuxième réunion des secrétaires exécutifs des Accords Andrès Bella, Hipalita Oranue et Simon Rodriguez ainsi que le Commission andine pour la formation projessionnelle. La réunion avait pour but de reprendre les efforts de coordination des accords sociaux entrepris à Quito en juvier de l'année en cours, et de déterminer, dans le cadre du plan à action àu Groupe andin pour 1974-1980, les objectifs prioritaires. Dans cette perspective, les secrétaires exécutifs ont examiné les questions suivanles : les besoins d'assistance technique et finencière, les mécarismes nationaux et sous-régionaux de coordination dans le domains social, les programmes de jarmation de la main-d'auvre des secteurs de l'automoble, de la machine-outil et de la pétrochimie. Le programme d'aide à la Baltoie, l'ébauche d'une politique de l'amploi, et le marché du travail et l'automation.

SYSTÈME DE PLANIFICATION DE L'AGRI-

SYSTÈME DE PLANIFICATION DE L'AGRI-CULTURE ET DE L'ELEVAGE. — Les chels des bureaux nationaux de planification de l'agriculture et de l'élevaga ont tenu leur troisième réunion commune à Lima. Au 26 au 28 juillet, en présence d'abservateurs de la F.A.O, de le Corporation andine de développement (CAF), de l'Institut interaméricain

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

Le programme intégré pour les produits de base

produits de base

L asixième session du comité intergouvernemental spécial du programme intègré
pour les produits de base s'est réunie à
Genève du 10 au 14 juillet pour examiner les
progrès accomplis dans l'exécution de la résolution 93 de la Conférence des Nations unles
sur le commerce et le développement (CNUCED)
relative aux produits de base. Le comité a
adopté par consensus une résolution préconisant la reprise de la conférence de négonisant la reprise de la conférence de négonisant la reprise de la conférence de résonisant la reprise de la senteur des travaux
préparatoires et, tout en reconnaissant les
résultats obtenus, il a souligné qu'il importait
d'accélérer la mise en œuvre du programme
intègré pour la réalisation duquel il a prolongé d'un an (jusqu'à la fin 1979) le délai
précédemment fixé.

CUIVRE. — La quatrième réunion préparatoire sur le cutore, qui s'est lenus à Genère du 17 au 21 juillet, n'est par parsonne à un accord sur la mandre de continuer les travaux concernant la création de l'organisme du cutore proposé.

création de l'organisme du cuivre proposé.

BLE. — Le comité intérimaire de la conférence des Nations unles pour la négociation d'un arrangement international destiné d remplacer l'accord international destiné d remplacer l'accord international destiné de 1971, tel qu'il a été prorogé, a tenu d Genève sa deuxièms session, du 7 au 12 fuillet. Cette réunion avait pour but de tenter d'élaborer un accord sur les éléments d incorporer dans les projets de convention relatifs au commèrce du blé, aux céréales secondaires et à l'aide alimentairs. A l'issue de la session, le comité a décidé, d l'unantimité, de se réunir à nouveau, du 16 au 20 octobre à Londres, pour achever l'élaboration du projet.

du projet.

TRANSFERT DE TECHNOLOGIE. — Les travaux de jond du groupe d'experts gouvernementaux chargés de préparer la conjèrence des Nations unies qui doit se réunir an octobre-novembre à Genève, sous les auspices de la CNUCED, afin de négocisret d'adopter le code international de conduite pour le transfert de scehnologie se sont acherés dans les délais prévus, le 7 juillet.

Le terre définité adapté de partir des divers projets portes sur les chapitres suivants : définitions et champ d'application; objectifs et principes; octrol d'un tratement spécial aux pays en développement; réglementation nationale relatives au transfert de conhologie; pratiques restrictions; parafiel-responsabilités obligations. Le seul chapitre sur lequel l'accord n'a pu se réaliser, jaute de temps, est

celui qui concerne la législation applicable et le règlement des différends, mais, mêma dans ce cas, tous les groupes régionaux ont présenté des propo-sitions révisées aux jins de aépectation.

sitions révisées aux jins de négeviation.

PRATIQUES COMMERCIAIMS RESTRICTIVES. —
Le troisième groupe spécial d'experis des pratiques
commerciales restrictives a achesé sa cinquième
session le 21 juillet. Cette session a été consecrée
entièrement d'la rédacilen d'un ensemble de principes et de rèples équilables consemus au niveau
multitatiral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives. Les propositions et les recommandations formulées par les experts ont été examinées au mais d'août par le conseil du commerce et
du développement, qui a pris les décisions appropriées pour la négociation s/jective des principes et
des rèples.

des règles.

REMISES DE DETTES. — La CNOCED a annoncé le 3 août que la Suisse acail décidé de transformer en dons les deltes de sept pays en voie de développement (inds, Pakistan, Bangladesh, Kenga, Népal, Cameroun, Indonésie). De son côté, le Royaume-Oni a pris, le 7 acût, la même décision en Javeur, estis fais, de dix-sept pays en voie de développement (Aighanisian, Bangladesh, Betswena, Epypie, Gembles, Inde, Indonésie, Kenya, Lesotha, Malawi, Népal, Pakistan, Samoa accidentale, Sierra-Leone, Sri-Lanka, Soudan et Tanzante).

RECENTES PUBLICATIONS Etude sur les transports maritimes en 1977 : analyse de la surrepsatié et de la sous-utilisa-tion de la flatte marchande meudiale.

Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre

Treizième conférence à Kinshasa Treixième conférence à Kinshasa

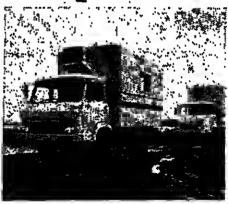
La treixième conférence des ministres du

Consell intergouvernemental des pays
exportateurs de cuivre (CIPEC) s'est tenue
du 3 au 5 juillet à Kinshasa en présence des
ministres et de chefs de délégation des neuf
pays membres et de nombreux observateurs.
Les changements importants intervenus au
cours des derniers mois sur le marché du
cuivre ont fait l'objet d'une discussion; à
cet effet, les membres du Conseil sont convenus
d'adopter une politique commerciale adaptée
à ces nouvelles conditions en raison de l'absence
d'un accord international avec les pays consommateurs.

d'un accord internacional avec les pays consommateurs.

La conférence a également procédé à un échange de vues sur la procédure engagée par un certain nombre de producteurs américains en vue de restreindre, par des meaures de protection unilatérales, les importations de cuivre raffiné des États-Unis; elle a pris note des assurances de l'administration américaine quant à la recherche de solutions internationales aux problèmes du marché mondial du cuivre. Le président da la conférence a été chargé de suivre l'évolution de cette procédure. Les participants ont par ailleurs constaté l'absence de progrès sur le fond même des discussions avec les pays consommateurs engagées en mars 1976 à l'initiative du CIPEC. En revanche, les progrès enregistrés dans les échanges de vues entre les pays membres et les pays exportateurs ayant des intérêts communs pourraient conduire à la conclusion d'un accord international pour un prix rémunéaccord international pour un prix rémuné-rateur et stable du cuivre.

Des hôpitaux «aux pieds nus»



Les "Mobiles" sont des véhicules étudiés pour assurer des interventions médicales et sanitaires hors des installations hospitalières

Modèles de petite série ou équipes sur demande, ils donnent la possibilité de fournir à des populations isolées des soins ou une surveillance de haute qualité. ils permettent aux équipes médicales de bénéficier des techniques modernes la où il était impossible de les utiliser auparavant.

il était impossible de les utiliser auparavant.

De conception fort différente suivant le milieu d'intervention, les "Mobiles" peuvent être aménagés pour des usages multiples: dispensaire, centre de prélèvement, de petite chirurgie, cabinet dentaire, d'obstétrique, laboratoire d'analyse, de radiologie etc...

Les spécialistes des différentes disciplines concernées ont été réunis par IFFA-CREDO, filiale spécialisée de l'Institut Mérieux pour répondre à toutes les extremes des instances

répondre à toutes les exigences des instances nationales et internationales. Ils sont à votre disposition pour étudier avec yous tous les problèmes particuliers.

| Une documentation "Mobiles" est à votre disposition. |
|--|
| |

| Nom | |
|---------------|--------------|
| Etablissement | ou organisme |
| Adresse | |
| | · |
| | |
| Pays | tél |

Désire recevoir une documentation "Mobile" Désire rencontrer un technicien "Mobile"



BP 109, 69210 St-Germain-sur-l'Arbresle, France tél. (74) 01.13.99, télex 330424 F

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rus Soufflet, 75005 PARIS Téléphone: 033-05-97

Société françoise pour le Droit international LA CIRCULATION DES INFORMATIONS ET LE DROIT INTERNATIONAL

(Colloque de Strasbourg)

Un volume de 370 pages

des sciences agricoles (IICA), de la Banque interaméricaine de développement (BID) et du Système
économique latino-américain (SELA). L'ordre du
jour était consacré aux problèmes de la planification
et de la production. Les participants ont examiné en
particulier la suite donnée à la résolution n° 3 de la
troisième réunion des ministres de l'agriculture
(Bagota, décembre 1977) portant sur l'établissement
d'un système andin de planification de l'agriculture
et de l'éleuage (SAPA). Elaboré par le comité (la
junta) sous forme de proposition, le SAPA est un
programme d'action en trois étapes : 1978-1979 :
collecte de données statistiques sur 1975-1977;
années de référence : 1980-1982 : coordination des
plans nationaux pour l'agriculture et l'éleuage;
1983 : mise en route d'un plan indicatif sous-régionai à moyen terme.
Les chefs des bureaux nationaux sont envenus
d'arganiser des séminaires annuels sur la planification, le premier étent prévu d Lima, du 16 eu
20 octobre de cette année.

PROJETS DE DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE DANS LE DOMAINE DE LA PRODUCTION
ALIMENTAIRE. — Le comité chargé de l'administration et de la direction de cinq projets de déceloppement technologique dans le domaine de la
production alimentaire a été mis en place le
7 juillet à Lime. Les projets permetiront de produirs des aliments à bas prix de revient mogennant
une utilisation rationnelle des ressources de le
sous-région. Leur financement, auquel contribue la
Communauté économique européenne avec un prêt
non remboursable de 2 900 000 dollars, s'élèvera,
selan les estimations des experts, à 6 500 000 dallars.

Marché commun des Caraibes

Douxième session du conseil des ministres

A PRES deux réunions préparatoires, la pre-mière à Bridgetown (Barbade), du 8 au 11 mal, la seconde à Kingstown (Jamaique), le 14 juillet, la douzième session du conseil des ministres du Marché commun des Caralbes des ministres du Marché commun des Caralbes s'est tenue à Kingston les 17 et 18 juillet. Les ministres avaient à considèrer une série de propositions tendant à résoudre les problèmes qui affectent le progrès de l'intégration régionale, notamment dans le domaine du commerce. Après la décision des gouvernements de la Jamaïque et de la Guyana de libérer certaines de leurs importations en provenance des pays les moins développés de la région, les ministres se sont mis d'accord pour confier à un comité formé des représentants des Etats membres et de l'Association de l'industrie et du commerce des Caralbes une étude sur le commerce intra-régional ainsi que sur ses perspectives de développement. que sur ses perspectives de développement.

Les progrès du plan régional pour l'alimen-tation ont fait l'objet d'un examen attentif, les ministres soulignant l'importance du récent les ministres sollignant l'importance du recent apport de 2000 000 de dollars du Fonds spécial du PNUD pour contribuer à la réalisation de ses objectifs. Les ministres se sont aussi penchés sur les problèmes monétaires, les uouvelles règles sur l'origine des marchandises et les travaux de mise au point du tarif extérieur commun, dont l'installation est prépus nour le preputer is putier 1070. Ils est extérieur commun, dont l'installation est prévue pour le premier janvier 1979. Ils ont adopté une nouvelle base de calcul du prix du sucre pour le marché intérieur, fixé les prix des huiles brutes et raffinées, ainsi que les prix pour la prochaine campagne des produits qui font l'objet du protocole sur les marchés agricoles. La dernière partie des travaux a été consacrée aux relations avec la CEE, à la préparation des négociations sur la deuxième convention de Lomé et à l'examen des propositions relatives à un éventuel accord commercial avec le gouvernement du Canada.

COMMUNAUTE DES CARAIBES. — Tous les pays membres de la Communauté des Caraibes étaient représentés à la conférence annuelle des ministres de la santé, qui s'est tenue à Sainte-Lucie du 28 au 28 juillet. La principale question à l'ordre du jour éteit la discussion du projet de développement des struces de santé dans les pays les moins développés de le région et les conditions de son financement.

O.C.D.E.

Progression accélérée du tourisme international

Let de développement économiques (O.C.D.E.) a publié le 28 juillet, le rapport annuel du comité du tourisme. Selon ce document, deux ans après avoir dépassé le cap des 30 milliards de dollars, les palements touristiques internationaux de la zone O.C.D.E. ont dépassé 40 militards en 1977 (avec 41,4 militards pour les recettes et 42,8 militards pour les dépenses),

VILLE D'ART. DE TOURISME ET DE CONGRES

Allie au prestige de ses monuments anciens l'énergie souriante d'une jeune cité qui, dans un élan sons relâche, construit son avenir. ELLE VOUS OFFRE



(Ph. ATZINGER.)

- LE PALAIS MES PAPES; LE PONT SAINT-BENEZET, popularisé à travers le monde par la légende et la chanson, ses nombreux édifices civils et religieux;
 LES TRESORS OE SES MUSEES;
 LE MAGNIFIQUES EXCURSIUNS A TRAVERS LA PRUVENCE;
 GUN FOLELORE (danses et vieilles traditions);
- un FESTIVAL URAMATIQUE (15 juillet -15 soût). Théatre charégraphique, claéma,
- minique;

 DES SALLES DE REUNION;

 UES SERVICES REGULIERS DE TRAINS

 autos-couchettes à aller et retour au départ
 de PARIE, FLAFLES (Le Touquet). BOU-LOGNE, LIEGE, BRUXELLES, AMSTERDAM,
 DUSSELDORP, HAMBOURG, KARLSEUME;

 SON IMPORTANT MARCHE QUOTIDIEN DE
 FRIITS ET PRIMEUSE;
- SON IMPOETANT MARCHE QUOTADIEN DE FRUITS ET PRIMEURS;
 UES SATISFACTIUNS GASTRONOMIQUES et des vins de grands crus (Chêteauneuf-du-Fape. Côtes-du-Rhône. Cigoadas. Tavel. etc.):
 LE PALAIS UES EXPOSITIUNS evec son équipement pour toutes les medifestations et coagrès, ses grandes et luxacuses salles de conférences, de restaurent, son immense
- parking.

 Visitez AVIGNUN La Sanneuse de jale !-- Renseignements : Maison du Tourisme, cours Jean-Jaurès.

soit une augmentation respective de 23 % et de 17 % par rapport à 1976. L'expansion a été beaucoup plus forte qu'en 1976, où recettes et dépenses au titre du tourisme international n'avaient augmenté que de 7 % par rapport à l'année précédente. Cette progression, acquise en dépit d'une conjoncture économique détavorable, tient surtout à la forte augmentation des paiements touristiques intervenue dans la plupart des pays membres européens et au Japon.

TRAITEMENT CHIMIQUE DES COMBUSTIBLES. RRADIES. — Les installations de la société Eurochemic vont être reprises par la Belgiqua aux formes d'une convention que vienuent de signer les ministres des affaires étrangères et des affaires économiques de la Belgiqua auxe le président du conseul d'administration at le dérecteur de la société. Cette canvention entrera en vigueur an plus tard le erroctadre prochain, d'ondition, toutejois, que les autres gouvernements participants à Eurochemic alent confirmé au gouvernement belge leur acceptation des engagements financiers requis pour assurer l'exécution de la convention de manière satisfaisante.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE. —
Deux nouveaux accords de coopération portant sur
des projets de recherche et de développement sur
les économies d'énergis ont été annoncés le 27 juillet
par l'Agence internationale de l'énergie (ALE.).
D'eutre part, l'ALE, a publié, le 4 août, son
premier rappart annuel sur ses activités de
recherche, de développement et de démonstration
dans le domaine énergétique pour le période 1977-1978. Cette étude résume le traveil accompli dans
les domaines suivants : élaboration d'une stratégie
pour la recherche, la développement et la démonstration dans la domaine énergétique; évaluation
des programmes nationaix de recherche, de développement et de démonstration des pays membres
de l'ALE et, enjin, état d'avancement des projets
de coopération mis en place et bilans résumés des
premiers résultats de ces projets.

RECENTES PUBLICATIONS

• Les transports maritimes 1977 : les faits marquants abservés dans le domaine des transports maritimes internationeux en 1977, et chaque fois que cela a été possible pendant les premiers mois de 1978; 172 pages, 1979.

• Perspectives économiques de l'O.C.D.E., ne 22 • 23. • Etats-Unis, dans la série « Etudes écono

Stats-Unis, dans la série « Etudes économiques », 85 pages.
 Canada, dans la série « Etudes économiques », 71 pages.
 Ezamen annuel des politiques agricoles de PO.C.D.E. : les faits importants intervenus dans la politique agricole des pays membres en 1977; 137 pages. 1978.
 La politique régionals et le secteur des services : une analyse des conséqueaces de l'expansion du secteur des services publics ou privés pour la politique régionale; 49 pages 1978.
 Les problèmes et les politiques de dévelop-

1978.

Des problèmes et les politiques de dévelopment régional au Portugal : synthèse des résultats d'un axamen des problèmes et des politiques de développement régional au Portugal ; 78 pages, 1978.

Collectivité - Equipements - Ecole : Politiques et stratégis (vol. 1), 236 pages, 1978.

• ASSOCIATION LATINO-AMERICAINE DE LIBRE-COMMERCE. — Au terme de le première période de compensation de l'unuée du système des palements at des crédits réciproques au sein de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALO), le montant des opérations commerciales et financières eurepistré dans les comptes des accords de crédit des banques centrales a totalisé 1319 \$44.177 dollars, en augmentation, par rapport à la mêma période de l'unnée derulère, de 180 000 000 de dollars. De ce montant, seuls 27,1 % ont fait l'abjet de transferts au titre de règlement des soldes des opérations de compensation au de paiements anticipés, du fait des excédents apparus sur certaines lignes de crédit. Par conséquent, l'épargne, dans l'utilisation effective de devises pour le réglement des opérations commerciales et financières entre les pags membres dans les quatre premiers mois de l'année, s'est élevée à 959 587 650 dollars.

— Les fabricants de conserves de frails et de

de l'année, r'est élevée à 959 587 650 dollars.

— Les jabricants de conserves de fraits et de légumes des pays membres de l'ALALC, dont le chaquième session s'est tenue à Montevides du 17 au 21 juillet, ont adopté un projet d'accord de complémentarité sur quarante-cinq articles. Le programme de libération comprend quarante-quaire concessions tarifaires, qui seront chaque année l'abjet de révisions. Selon la réglementation juridique en vigueur, les avantages de cet accord s'étendront d tous les pays de moindre développement économique relatif de la région. Approuvé au niveau des jabricants, il sera soumis aux cutorités des pays signataires pour être négocié afficiellement.

COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES PAYS DES GRANDS LACS. — Conformément au premier protocole additionnel à la convention portant création de la Communauté économique des pays des Grands Lacy (C.E.P.G.L.), la commission technique spécialisée de la planification, de l'agriculture, de l'industrie et des ressources naturelles a teun sa première réunion ardinaire à Gisenyi du 10 au 15 juillet dernier.

GATT. — Les Etats-Unis ont protexté le 24 juillet contre des restrictions à l'impartation de produits en cuir imposées par le Japon, lors d'une réunion du conseil du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Le conseil a décidé de réunir un groupe de conciliation à la fin septembre si les deux parties ne parvenaient pas d se mettre d'accord aosat. Le conseil a également examiné une plainte émanant du Royaume-Uni au nom de Hongkong à l'encontre de restrictions à des importations de textiles imposées par la Norvèce. Dans ce cus-là aussi, le conseil a recommandé la poursuite des négociations bilatérales.

Enjin le conseil a examiné une nouvelle fois le différend entre la Communauté européenne et le Japon, qui dure depuis 1974 et concerne les tarifs douaniers de certains produits. Mais il n'a abouti à aucune conclusion.

— Le quarante-strième stage de politique

à aucune conclusion.

— Le quarante-sirième stage de politique commerciale organisé par le GATT s'est auwert le ? août. Destiné à des fonctionnaires francophones de pays en voie de développement, il durer jusqu'au 12 décembre. Il réunit vingt participants originaires d'autant de pays.

OPEP. — L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a accordé. le 23 fuillet, des prêts d'un montant total de 17,5 milltons de dollars de sept pays en voie de dévelappement (Laus, Guinée, Mali, Guyana, Cap-Vert, Guinée-Bissau et Comores) pour les adder à combler le déficit de leurs bulances des paiements, Ces prêts sont remboursables en quinze ans à un taux d'intérêt de 0,5 %.

CONVENTION DE LOME. — La C.E.E. et les einquante-quatre pays d'Afrique, des Garabes et du Pacifique (A.C.P.) signataires de la compention de Lome ont ouvert solennellement à Bruralles, le 24 juillet, les négociations visant à renouyaler l'accord de Lomé. La convention de Lomé, aignée en 1975, expre le 1^{er} mars 1980. Pour que le nouvel eccord soit prêt en temps voulu, les négociations devraient être terminées en mare 1979.

LE CANADA ET LA C.E.E. sont parvenus, le 29 juillet, à l'issue de deux jours de négociations, d'un accord à court terme sur leurs relations de de domaine de la pêche.

CECA

Difficultés persistantes pour le plan anti-crise de l'acier

R AREMENT la pause traditionnelle du mois d'actit avait été aussi nette que cette année. Après des mois d'agitation économique, réglementaire — et bien entendu politique — entretenue par la permanence de la crise sidérurgique, le calme s'est établi dans les services européens. Comme si chacun, fonctionnaires ou professionnels, éprouvait le besoin de souffier un peu, après une période intense de conciliabules et de décisions.

de conciliabules et de décisions.

En réalité, les vacances du personnel européen u'expliquent pas tout. La CECA est en train de a digérer » son nouveau dispositif et l'expérimentation du plan anti-crise renforce, que M. Davignon a fait adopter par les Neuf, demande un certain temps. Les éléments de succès de ce plan (la remontée des cours de l'acier, les accords hilatéraux passés entre la CECA et les fournisseurs extérients d'acier de la Communauté, la diminution du nombre des fraudes en matière de tarifs) va de pair avec des échecs évidents (la permanence de la crise mondiale aggrave la situation d'un bon nombre d'enfreprises sidérurgiques, la course au prix le plus bas, pour rurgiques, la course au prix le plus has, pour ponvoir vendre n'est pas circonscrite à l'Italie). Précisément, la sérénité estivale a été troublée par quelques « affaires », qui ont main-tenu une certaine actualité en la matière tenu une certaine actualité en la matière. D'abord, il se confirme que les « Bresciani » ne sont pas seuls à violer la réglementation sur les prix minima (pour les ronds à béton uotamment). Certains d'entre eux ont été frappés d'amende (77414 unités de compte européennes pour quatre firmes d'abord, puis cinq firmes pour 127000 unités de compte) et l'une de celles-ci, la Metallurgica Luciano Rumi, de Bergame, a introduit un recours apprès de la cour de instice des Communautés européenla cour de justice des Communautés européen-pes, recours qui, on le sait, n'a pas d'effet suspensif. Mais, simultanement, il se confirme que des producteurs allemands offrent des rabais — illégaux — à leurs principaux clients, pour garder leur marché intérieur.

Du coup certains experts europeens préconisent une réduction des livraisons autorisées : les acféries des Neuf u'auraient plus le droit de livrer que 27 millions de tonnes au dernier trimestre de cette année, contre 29 au troi-sième trimestre et 31 au cours de chacun des deux premiers trimestres deux premiers trimestres.

D'autre part, les negociations avec les pays tiers ne donnent pas toutes d'heureux résul-tats. Si les discussions avec l'Australie ent tats. Si les discussions avec l'Australie ent abouli à un accord — ce pays ramènera ses ventes d'acier aux Neuf à 450 000 tonnes cette année (dont 120 000 à l'Italie) au lieu de 630 000 en 1976 (dont plus de 300 000 à l'Italie) — l'importation de tôles moyennes en provenance d'Argentine cause de « sérieux problèmes ». Cet acier arriverait en Europe en « violation de tous les règlements », estime le Metal Bulletin propage du pérces des régiers le Metal Bulletin, organe du négoce des métaur londoniens, qui fait état de préoccupations analogues au sujet des arrivages dans la Com-munauté d'aciers algériens et grecs.

Problèmes découlant des concentrations

Enfin, troisième type de problèmes, l'évolution interne des sidérurgies des Neuf continue à soulever de grandes difficultés, liées pour l'essentiel aux concentrations qu'engendre la crise. En France, par exemple, la fermeture d'installations peu « performantes » va entrainer de sérieuses réductions d'activité et des suspensions d'emplois supplémentaires à Denain (2500), à Valenciennes (600) et à Longwy (1000), soit 4000 au total, qui s'ajouterout aux 7000 déjà effectuées en 1977 et 1978. En Lorraine, la société Sacilor, plus discrète u'a encore rien annoncé au-delà des 9000 suppressions prévues dans le plan acler de 1977 pour avril 1979.

Mais dans l'immédiat, le choix entre Neuves-

Mais dans l'immédiat, le choix entre Neuves-Maisons et Longwy pour la construction d'une nouvelle acièrie commune aux deux groupes provoque une levée de boucliers des êlus locaux de toute tendance, car l'enjeu est vital : 1000 emplois pour Neuves-Maisons dans un premier stade, l'avenir de la ville dans un secondstade, l'avenir de la ville dans un second. Si les experts sont d'accord pour exclure la construction de deux actèries voisines et fort coûteuses (entre 350 et 400 millions de francs chacune), la préférence marquée par Usinor pour Lougwy. le fait qu'on att suspendu les travaux à Neuves-Maisons et le fait qu'on ait déjà chiffré le coût du déménagement du haut fourneau déjà construit à 90 % dans cette ville font craindre le pire. Les éius de la majorité politique sont vivement critiqués pour avoir soit pêché par ignorance sur les projets d'Usinor-Sacilor, soit laissé les pouvoirs publics consacrer des sommes considérables (pour la canalisation de la Moselle notamment) dans des travaux qui peuvent être abandonnés aujourd'hui.

aujourd'hui.

Le moment semble venu où l'on ne pourra plus empêcher de solder l'addition. Déficits cumulés et endettement représentent une addition fort lourde dont les pouvoirs publics cherchent à aider le règlement. Au début de 1978, les dettes de la sidérurgie française, qui avaient progressé de 4.2 milliards de francs en 1977, atteignaient 38,1 milliards, soit plus du chiffre d'affaires annuel de la profession (33 milliards). Elles se répartissaient ainsi : Groupement de l'industrie sidérurgique (GLS.) : 13 milliards; Fonds de développement économique et social (FDES.) : 32; banques : 6; obligations autres que GLS. : 41; CECA : 3,3; Crédit national : 2 : divers : 1,5. Plusieurs modalités de consolidation out été

Plusieurs modalités de consolidation ont été Plusleurs modalités de consolidation ont été étudiées, associant diverses mesures : moratoire des intérêts, abandon des créances, transformations des créances en actions ou obligations convertibles, création d'un holding à partir des créances détenues par les banques. Les sidérurgies étrangères éprouvent des difficultés analogues. Le choix des moyens pour y faire face est devenu très urgent.

■ EURATOM. — La Communauté européenne de l'énergis atomique (EURATOM) a annoncé et juillet l'émission d'un emprunt sus le marché suisse des capitaux. Le syndicat bancaire est drigé par le Crédit suisse, la Société de banque suisse et l'Union des banques suisses. Le montant de l'emprunt s'élève à 80 millions de francs suisses. Le taux d'intérêt est de 4.55 % l'an et la durée de quince ans. Le prix d'énisses a été fixé au pair. Le produit de cet emprunt-ser affecté au financement d'investissement d'estrepries, en R.P.A. et en France, qui peuvent oblenir des crédits auprès d'EURATOM.

TUMBULLU (S) EURGEFFNVS

Marché commun

Les ministres des finances dressent l'inventaire des problèmes du système monétaire européen

Les ministres des finances des Neuf ont dressé le 24 juillet à Bruxelles, pour les experts, l'inventaire des grandes questions techniques dont la solution doit permettre la mise sur pied d'un nouveau système de stabilité monétaire en Europe ébauché au Conseil européen de Brême. Ce système prévoit notament le métallem discussion prévoit notament le métallem des parties de comment l'écuse. ment la création d'une unité de compte, l'ECU, et d'un fonds monétaire européen doté de moyens puissants puisés dans les réserves de change des neuf pays de la C.E.E.

Les délibérations des grands argentiers de la C.E.E. ont fait surgir deux problèmes importants qui devront être tranchés à l'échelon politique : le type d'unité de compte européenne qui servira de référence au nouveau système monétaire, ainsi que la définition du fonds européen de réserve. Sur le premier point, deux solutions sont euvisagées : soit en renuire de monaise européen. point, deux solutions sont euvisagées : soit le recours à un panier de monnales européennes qui comprendrait toutes les monnales de la C.E.E., y compris la lire italienne et la livre sterling : soit une définition plus directe, chaque monnale européenne ayant une parité fixe par rapport aux autres monnales de la C.E.E.

La première solution, qui bénéficie des faveurs de la Grande-Bretagne et de l'Italie, est moins contraignante que la seconde, qui est soutenue par l'Allemagne de l'Ouest.

La définition du fonds monétaire européen a, elle aussi, une implication politique : ce fonds disposera-t-il de sommes versées effec-tivement par chaque banque centrale sur ses réserves monétaires (terme anglais : pooling) ou ce fonds sera-t-il simplement constitué par des environments (viction) des différentes par des engagements (pledge) des différentes banques centrales. La Grande-Bretagne, malgré ses réticences, préfère la première solution qui aurait l'avantage de matérialiser immédia-tement la mise en commun des réserves moné-taires des Neuf alors que l'exécution des engagements pourrait être soumise à des considérations politiques.

Les discussions du 24 juillet n'ont pas per-mis de résoudre le problème politique essentiel qui est calui de la participation ou non de la Grande-Bretagne et de l'Italie au nouveau système monétaire européen.

Pas d'accord sur une politique commune de la pêche

Les ministres de la pêche des Neuf, réunis les 24 et 25 juillet à Bruxelles, ne sont pas parvenus, une fois de plus, à définir une politique commune de la pêche à l'intérieur de la zone communautaire de 200 milles et avec les pays tlers.

Avec les pays tiers.

M. Josef Erti, ministre ouest-allemand de l'agriculture et de la pêche et président en exercice du conseil, a demandé à la Commission européenne de prendre coutact avec les gouvernements afin de trouver une volonté politique de régler le problème. Si des solutions n'étaient pas trouves d'ici à l'automne, la pêche pourrait être portée à l'ordre du jeur du prochain « sommet » européen.

Les Britanniques, qui zont opposés aux huit autres membres du Marché commun sur cette question, ont pratiqué une politique de blocage au cours de ces deux journées, en s'opposant notamment au recours à l'article 43 du traité de Rome qui permet l'adoption de mesures au vote majoritaire et uon à l'unanimité.

Les ministres français, allemands, danois et néerlandais ont vivement critiqué la décision unilatérale de la Grande-Bretagne d'interdire la pêche au hareng à l'ouest de l'écosse à portir du 6 leulet partir du 6 juillet.

Si la Commission approuve cette mesure, ce qui semble probable étant donnés les avis des experts sur la nécessité de conserver les res-sources en poisson, la décision sera dramatique pour les ports français de Fécamp, Dieppe et Boulogne, spécialisés dans ce poisson et dont la campagne a débuté le 1er août.

M. Joël Le Theule, ministre français des transports, a déclare que son gouvernement ne reconnaît pas les mesures unilatérales butanniques et attend la décision de la Commission

Les ministres des Neuf n'ont pas non plus trouvé de position commune sur les accords cadres à parapher ou à signer avec les fles Féroé, la Suède et la Norvège. La Grande-Bretagne refuse toute politique commune avec les pays tiers tant qu'il u'y aura pas de politique commune à l'intérieur de la zone communautaire. Le problème a été reporté à

LE DOSSIER AGRICOLE DU GATT. — La France a demandé, le 25 juillet à la Commission de la C.E.E., au cours du conseil des ministres de l'agri-culture d Bruxelles, de se montrer e vigilante s sur le volet agricole des négociations commorciales multilatérales qui se déroulent à Genève.

Le représentant français a souligné qu'un accord à Genève ne devait pas remetire en cause la capacité de la C.E.E. d'exporter des produits agricoles vers les pays tiers. La France a, en effet, l'impression que les Etats-Uns, natamment, cherchent d'abtent à Genève, de la part de la C.E.E., des concessions sur le plen agricole qui consisteratent à limiter fortement les subventions accordées par le Marché commun pour les exportations de produits agricoles vers les pags tiers.

M. Etan. Oler Caudeles de manufacient au la contraction de la contraction

M. Finn Olav Gundelach, commissaire européen chargé du secteur agricole. a assuré la représentant français que la Commission de la C.E.E. resterait très attentive à Genève sur le dossier agricole.

très attentive à Genève sur le dossier agricole.

D'autre part, M. Josef Ertl, qui préside la Conseil des ministres jusqu'd la fin de 1978, a précisé à ses collègues les dossiere prioritaires : d'une part, a-t-l dit. l'assainissement du marché laisier, le problème de la réforme du marché européen du vin et l'apriculture méditerranéenne. D'autre part, la mise en pace à organisations communes de marchés pour les pommes de terre. l'alcool et la piande ovine. A ce propos, la Grunde-Bretagne a protesté lors du Conseil des ministres contre les restrictions aux importations de viande de mouton en provenance du Royaume-Uni vers la France édictées par les autorités françaises.

A Phayer nouvelle D d'artiste avecce de contre les restrictions aux les autorités françaises.

entrees par les autorités françaises.

A l'heure actuelle, il n'existe encore aucune organisation commune pour la viande ovine, ce qui explique les mesures françaises. La Commission européenne est toutefois d'avis que Paris doit, dès à présent, respecter la principe de le liberté de circulation des marchenaises à l'intérieur du Marché commun.

COMBUSTIBLE NUCLEAIRE. — La Cammission de la C.S.S. vient de donner un avis favorable sur un projet d'usine de production d'éléments combustibles nucléaires de la société franço-beige de fabrication de combustibles (F.S.F.C.) à Romans (12ère). Catto ac comojusticies (F.E.F.C.) a Romans (leère).

Cette société prend en charge les installations existantes de la CERCA (Compagnie pour l'étude et la réalisation des combustibles atomiques), a Romans, et de la société Métallurgia et Mécanique mucléaire (M.N.N.), à Dessel (Belgique). Ses actionnaires sont le Holding Europuel, qui regroupe P.U.K. (Pechinez-Ugino-Kuhinann) (51 %), Westinghouse (35 %). Franctoms (11 %) et Crouşot-Luire (3 %), la société Métallurgie et Mécanique nuoléaire, cinai que la société Westinghouse. La CERCA est l'une des deux seules usines privées (rançaises de lebrication de combustible nucléaire.

ACIER. — Quetre firmes sidérargiques italisanes de la région de Brescia, « les Bresciani », viennent d'être frappées d'amendes d'un montant tatal de 77 149 unités de compte (1 u.a. = 1,27 dollar), soit 429 675 F.P., par la Commission de la C.E.S., pour ne pas apoir respecté les priz minime de vente des ronds à béton.

AUTRES OF

Conseil de l'Eure

Organisation de l'unité . . . A ?

111

.

L^M

2500

.....

00.7= 1.11 - -

1

7 0 4 1-1

TALLET THE PARTY OF THE PARTY O

eya. Ta

to the Enderson

200 500 1000

70.

22° 10

 $(x,y) = \theta_0 \cdot \theta_2$

27 - 1. - 1. <u>-</u>

er galendamieranie Groupe de State de Groupe de State de

Berge

TO THE STANDARD TO THE STANDARD TO THE STANDARD THE STANDARD TO THE STANDARD TO THE STANDARD THE

್ಯಾನ್ಯಾತ್ರವಿ. ೧೯೯೮ - ೧೭ ೧೭ರಂಭ

and Count

Sign to content and the conten 102077 ÉLECT

Maria Con Gos affaire

Lacrama de Commente

Colombia de Colo REPUBLIQUE FROM BALLE FT ISLAMIQUE

10 C 17 4 1

TORES *11 (13) 1015 (

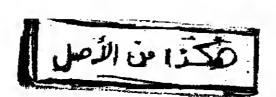
14154 100 m 100 m

Conseil militaria

Conseil mining.

Conseil mining.

Conseil de Faire de Conseil de C



Conseil de l'Europe

Droits de l'homme

78. - F. .

3 ... 7... 1-3... 5... 2-1... 5...

7

- - --

T A cent trente-quatrième session de la commission européenne des droits de l'homme s'est tenue à Strasbourg du 3 au 13 juillet. Au cours de cette réunion, la commission a examiné une requête inter-étatique sur le conflit chypriote (voir le Monde diplomatique d'août! et quatre cent treize requêtes individuelles.

Parmi les requêtes individuelles qui furent examinées celle de X. contre le Royaume-Uni (n° 7907/77) a été déclarée recevable. La commission a rayé trois cent onze requêtes de sou rôle et en a déclaré irrecevables sofxante-deux; parmi ces dernières figurent les requêtes introduites par Gudrun Enselin, Andreas Baader et Carl Raspe (requêtes maintenues, après leur et Carl Raspe (requêtes maintenues, après leur décès, par des membres de la proche famille) sur les conditions de détention des requérants dans la prison de Stammheim et les poursnites pénales engagées coutre eux.

AFFAIRE SCHIESSER. — Le gouvernement suisse a saist, à son tour, le 19 juillet, la Cour européenne des droits de l'homme de l'affaire Schiesser. Cette affaire avait été initialement portée devant la Cour au début du mois de juin par la commission européenne des droits de l'homme.

Organisation de l'unité africaine

Quinsième session à Khartoum de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement

de gouvernement

Les cheis d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) se sont réunis à Khartoum du 18 an 22 juillet pour leur quinzième conférence. La délégation des Comores, où un coup d'Etat avait renversé le régime légitime avec l'aide de mercenaires étrangers, n'avait pas été admise à participer à la session.

Les interventions étrangères en Afrique et l'éveutuelle création d'une force d'intervention interafricaine furent l'un des thèmes principaux de la rencontre. La résolution adoptée à l'issue des débats condamne la conclusion des pactes militaires avec des puissances extra-africaines tout en réaffirmant le droit de chaque pays à choisir son option idéologique. L'O.U.A. africaines tout en réaffirmant le droit de chaque pays à choisir son option idéologique. L'O.U.A. a repoussé l'idée de la création d'une force interafricaine qui ne serait pas mise en œuvre pour elle-même, et a chargé la commission de défense de l'Organisation d'étudier le principe de la création d'une telle force. Les chefs d'Etat ont rappelé à ce propos le « droit inalitrable » de chaque pays à faire appel à l'aide extérieure en cas de hesoin. Un projet de résointion présenté par le président senghor du Sénégal et condamnant le principe de l'intervention étrangère en Afrique a été rejeté par 21 voix contre 20.

du Sénégal et condamnant le principe de l'intervention étrangère en Afrique a été rejeté par 21 voix contre 20.

A propos de la Rhodésie, la conférence a lancé un avertissement épécial aux Etats-Unis dont le Congrès s'apprétait à discuter de la levée éventuelle des s'anctions économiques contre la Rhodésie. Le texte voié signifie à Washington que la levée des sanctions constituerait un «empêchement sérieux» aux efforts pour parvenir à un règlement négocié. Non seulement les Africains de Rhodésie participant actuellement au gouvernement de transition mis en place par M. Ian Smith n'ont pu obtenir le moindre signe de reconnaissance une délégation de représentants de Mgr Sthole n'a pas été autorisée à s'exprimer devant les ministres des affaires étrangères qui s'étalent réunis à Khartoum pour préparer la conférence au sommeti, mais encore la participation d'Africains an gouvernement de Salisbury a été dénoncée comme « une autre manaeure du régime ruciste fliégal de la minorité pour maintenir sa domination». L'O.U.A. à rensuvelé son «engagement sans équivoque» aux côtés du Front patriotique.

velé son a engagement sans equivoque a aux côtés du Front patriotique.

Trois résolutions ont été adoptées à propos des conflits du Sahara occidental, du Tchad et de l'Erythrée. Sur le premier point; la conférence a créé une commission ad hoc composée au moins de ting chefs d'Etat et présidée par le général Nemeiry (Soudan), chargée d'examiner a tous les faits », y compris la question du droit à l'autodétermination du

peuple sahraoul. Elle devra soumettre un rapport à une conférence extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'O.U.A. spécialement réunie pour discuter du problème. A propos du conflit opposant le Tchad à la Libye et du conflit entre l'Ethiopie et la Somalie, les commissions déjà chargées des problèmes ont été invitées à poursuivre leurs efforts. Un texte faisant réference au problème érythréen a été adopté, malgré les réserves de l'Ethiopie, dans une résolution traitant du conflit entre l'Ethiopie et le Soudan.

D'autre part, la conférence a rejeté un texte sur l'île de la Réunion (où l'île était désignée comme faisant partie intégrante du continent africain) mais elle a condamné la présence française à Mayotte. Quant aux Comores, il est précisé qu'elles fout toujours partie de l'O.U.A., seule leur représentation actuelle par une « délégation du mercenaire Bob Denard » étant contestée.

Le 22 juillet, M. Edem Kodjo, ministre des affaires étrangères du Togo, a été élu secrétaire général de l'O.U.A. en remplacement de M. William Eteki Mboumoua (Cameroun) qui ne souhaitait pas le renouvellement de son mandat.

Traité de coopération amazonienne

Les objectifs de la nouvelle institution sous-régionale

COURONNANT plusieurs mois d'efforts de la diplomatie brésilienne, la signature du traité de coopération amazonienne est intervenue à Brasilia à l'issue d'une réunion qui rassemblait, du 2 au 7 juillet, les ministres des affaires étrangères de cept pays : Bolivie, Brésil, Colombie, Equateur, Guyana, Surinam et Venezuela.

et Venezuela.
L'objet du traité est de favoriser un développement intégral du bessin de l'Amazone,
en coordonnant les efforts de chacun des parteen coordonnant les efforts de chacun des parte-

loppement intégral du bassin de l'Amazone, en coordonnant les efforts de chacun des partenaires sur leurs territoires respectifs. Dans ses principales dispositions, il prévoit : a) la plus large liberté de navigation à des fins commerciales sur l'Amazone et les finsves internationaux du bassin; bl le développement de l'infrastructure des régions amazoniennes, transports et communications en particulier; c) l'essor des courants d'échange de produits locaux des régions frontalières par des accords bilatéraux ou multilatéraux; dl la coordination des services de santé; el une étroite collaboration dans les domaines de la recherche scientifique et technologique, etc.

Les principales fustitutions du traité sont : la réunion des ministres des affaires étrangères, le conseil de coopération amazonique, et les commissions nationales permanentes.

La réunion des ministres des affaires étrangères pourra être convoquée à la demande d'une quelconque des parties contractantes, à la condition cependant que cette demande soit appuyée par quatre au moins des letats membres. Il revient aux ministres des affaires étrangères de fixer les orientations des politiques communes et d'adopter des décisions sur toutes les matières se rapportant aux objectifs du traité. Le conseil de coopération amazonique est chargé, quant à lui, de veiller à la réalisation des objectifs du traité et à l'application des décisions de la réunion des ministres des affaires étrangères; de se prononer sur l'opportunité de la couvocation de cette réunion ainsi que d'en établir l'ordre du jour : de considérer les projets présentés noncer sur l'opportunité de la convocation de cette réunion ainsi que d'en établir l'ordre du jour; de considérer les projets présentés par les Etats membres et d'adopter des mesures pour leur application. A la demande d'une quelconque des parties contractantes, appuyée par la majorité des Etats membres, le conseil de coopération amazonique pourra tenir des réunions extraordinaires. Enfin les commissions nationales permanentes sont chargées, dans leurs pays respectifs, d'appliquer les dispositions du traité et d'exécuter les décisions de la réunion des ministres des affaires étrangères et du conseil de coopération amazonique.

conique.

Les décisions de la réunion des ministres des affaires étrangères et du conseil de coopération amazonique devront être adoptées à l'unanimité. Les fonctions de secrétariat seront

assurées par les pays où auront lieu les réunions. Le traité de coopération amazonique aura une durée illimitée. Il entrera en vigueur lorsque tous les pays ayant souscrit à ses dispositions auront déposé les instrument de ratification auprès du gouvernement bréallien.

· AGENCE SPATIALE EUROPEENNE. - L'Agence

e AGENCIE SPATTALE EUROPEENNE. — L'Agence spatiale européenne (ASE) n'agent toujoure pas de budget pour l'année 1973, le conseil de l'Agence s'est réuni les 26 et 27 juillet pour voter de nouveaux dousièmes provisoires. Les délégués, qui avaient déjà accordé, lors de précédentas réunions, 22 millions d'unités de compte (MUC) pour le budget pénéral, et 76 MUC pour le budget scientifique, viennent de réjouter, respectivement aux deux budgets, 25 MUC et 28 MUC.

Au oours de estre session, le conseil a annoncé la création d'un porte de directeur technique de l'Agence à l'ESTEC (Centre suropéen de recherche et de technologie sputiale); il a approudé la nomination de poste de M. Massimo Trella (Italie).

Le satellite scientifique Geos-2 de l'ASE, pour l'étude de la magnicaphère, lancé la 1é juillet depuis Cap Concueral (Floride) par un lenceur americain Deita Silé, a été placé sur son orbite pécapischone de 35 900 kilomètres eu dessus de l'Equateur.

e CERN. — L'Organization européenne pour la

e CERN. — L'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) a enuoncé que des physiciens du CERN avaient réussi, en juillet, d'emmagasiner pous la première fois de l'antimatière — plusieurs centaines d'antiprotons — pendant quaire-singi-cinq haures. Jusqu'd présent, on n'avait pu observer des antiprotons plus d'un dix millème de seconde.

Cette ernégieure a été récliée que cours d'assois

Cette expérience a été réalisée au cours d'essais préliminaires tendant d'mettre d'épreuse les possi-bilités de stocker, dans un même accelérateur de particules, un faisseau de particules et d'antipar-ticules pour propaguer des collisions matière-antimatière. e LIGUE DES SOCIETES DE LA CROIX-ROUGE.

— En raison de l'appartion de nombreux ous de choldre dans le sud du Rusanda, la Crotx-Rouge de ce page a en fullet, volicité l'appui de la Ligue des sociétés de la Groix-Rouge (qui coordonne l'aide de la Crotx-Rouge internationale) pour stopper l'épidémie.

— Plus de cinq cent mille personnes ont été touchées par les incondations qui se sont produites au Soudan, dans la province septentrionaie et dans la région de Kassala. Le Croissant-Rouge soudancie a journi des couvertures, des médieumente et des aliments destinés aux enjonts en bas ûpe. De son côté, la Lique des sociétés de la Croix-Rouge a sollacité l'aids des sociétés nationaies membres et a envoyê un délégué dans les régions sinistrées.

en Rhiopie.

• ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS. —
La dix-hustième session de la commission exécutive permanente du Consell interaméricain pour
l'éducation, la science et la culture (C.I.E.C.C.) s'est
tenue d Washington du 31 juillet au 4 août. Les
débats, consacrès sux orientations des programmes
régionaux pour la période biennale 1980-1981 étaient
placés sous le signe de l'austérité : d'après une
résolution de la onquième Assemblée générale, en
effet, le secritariat a été chargé d'étudier les
mogens de coordonner les activités Je la CEP pour
parventr d'une plus grande rigueur financière et
réaliser toules les économies possibles. —
Deux commissions techniques des congrès
pasaméricains des routes se sont résinies : l'une
à Caracas, du 31 juillet au 4 août ; l'autre d Brusüla,
du 1º au 11 août. Ces résunions ont été consacrées
à l'exumen d'une série de questions techniques et
juridiques concernant la circulation automobile
avant la réunion, du 25 au 29 septembre, du comité
directeur permanent des congrès panaméricains des
routes.

o ORGANIBATION POUR LA MISS EN VALEUR
DU FLEUVE GAMBIE. — Calquée sur l'Organisation pour la miss en valeur du ficture Sénégal
(qui razzemble le Sénégal, le Mali et la Mauritante),
une nouvelle institution vient de voir le jour d la
suite d'un accord signé entre le Sénégal et la
Gambie, au début de juillet. Dénommée « Organisation pour la mise en valeur du ficuve Gambie »,
elle prévoit notamment la construction de barrages
peur régulariser le débit du fleuve.

• OTAN. — Le comité des mises de défence de

o OTAN, — Le comité des plans de déjense du Conseil de l'Atlantique nord (OTAN) a nommé, le 11 août, le vice-amiral Harry Train, des jorces navales américaines, au poste de commandant suprême ellié de l'Atlantique, sur proposition du président des États-Unis. Oette décision prendra effet le 1° octobre.

La conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés

ES ministres des affaires étrangères des quatre-vingt-quatre pays non alignés plus le représentant de l'Organisation de Ubération de la Palestine considérée comme membre du mouvement à part entière se sont réunis à Beigrade du 25 au 30 juillet, en compagnie de déléguée d'autres pays venus à tire d'observeteurs ou d'invités.

à titre d'ebserveteurs ou d'invités.

Les débats out porté sur la politique et la rôle du meuvament noit aligné dans les affaires internationales et, à cette occasion. l'évocation des conflits actuels, opposant parfeis certains pays membres du mouvament, a été l'occasion de prises de positieu parfeis tranchées. Il en fut abusi notamment à propos du rôle de Coba en Afrique, du différend sur le Sahara eccidental ou encore de l'affrontement entre le Cambodge et le Vietnam. Toutafois, la déclaration finale adoptée à l'isme de la conférence s'efforce davantage de dégager les points de vue communs de acture à faire progresser le meuvement plutôt que d'accentmer les risques de seission.

les risques de leission.

Ainsi, à propos de la réunion en 1979 de la sixième conférence des côcis d'Etat et de gonvernement du mouvement des non-alignés, les ministres out confirmé qu'alle se tlendrait bien à La Havane comme prevu (l'Egypte avait demandé qu'elle ait lieu en un autre pays, Le Caire contextant la qualité de nen-aligné de Cuba).

demande qu'elle ait lieu en un anure pays, Le Caire contestant la qualité de nen-aigné de Cuba).

Rappelant les principes et les ebjectifs de leur mouvement, les ministres réaffirmérent ustamment l'importance de la e lutte contre l'impérialisme, le néo-colouisilame, le racisme y compris le alonisme et toutes formes d'axpansionnisme, de domination étrangère et d'hégémonie... » Ils lancent d'autre part un c appei spècial » aux gouvemements des pays neu alignés engagés dans des différends e pour les inviter à faire eux-mêmes tous les efforts possibles pour arriver à un réglement parifique, essentialisment par des moyens biletéranx ». Estimant les moyens de renfercer la solidarité et l'unité d'actiou, les ministres e condament et rejettant sans réserve toute tentative visant à saper son unité et sa solidarité sur quelque bass que re soit et d'où qu'elle vienne e.

La déclaratieu finale content des chapitres particules feisses le soit en des contient des chapitres particules feisses le soit en des contients des chapitres particules feisses le soit en des chapitres particules feisses le soit en des chapitres particules feisses le soit en des chapitres particules feisses le soit et de la contract des contients des chapitres particules feisses le soit et de la contract des contients des chapitres particules feisses le soit et de la contract des contracts des contracts de contracts de la contract de contract des contracts de contract

base que te soit et d'où qu'elle vienne e.

La déclaratieu finale contient des chapitres particuliers faisant le point des « positions et actions concernant certaines questions internationales particulières »:

Proche-Orient : les ministres insistent sur le « lien fondamental » qui existe entre la question palestinienne et la situation au Proche-Orient; démonçant netamment la politique israélienne et le soutien militaire qui jui est accordé par certains Etats et renonvelant les prises de position précédentes en faveur de l'O.L.P. et des droits du peuple palestinien.

Chypre: la conférence réaffirme le sentien des nen-alignés au peuple et au gouvernement de Chypre, et déplore qu'une partie de son territoire soit emeore occupée par des forces militaires étrangères.

Afrique : la conférence approuve les résolutions de la XV conférence au sommet de l'O.U.A. réunie en juillet dernier à Kharboum, en partieulier « la position courageuse adoptée par les Etals africains à Khartoum lorsqu'ils ont décidé Cêtra seuls responsables de la défense et de la sécurité de l'Afrique en envisageant la possibilité de créer, dans le cadre de l'Organisation de l'unité africaine, une force interafricaine qui sera indispensable pour assurer la libération totale du continent, sauvergarder l'Indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etals membres et éliminer les régimes racistes minoritaires de l'Afrique australe ». Ils demandent qu'un ambargo sur le pétrole soit dérêté à l'encontre du régime de pretoria, que soit mis fin à toute forme de coopération militaire et que les sanctions économiques soient appliquées. La déclaration souligne également la soil darité du mouvement avec les pouples du Zimbebwe et de Namible. A propes du Sahara occidental, la conférence s'en remet à la commission ad hos créée par le sommet de l'O.U.A. à Kortoum et chargée de trouver une solution au conflit.

Affaires latino-américaines : les prises de position concernent les questions de Panaura, les menaces soutre Cuba, le droit de Beliza et de Porto-Rico à l'indépendance, la violation des droits démacratiques et Chill, etc.

La déclaration inaie fait allusion à divers autres problèmes allent de la question de Carée à la situation dans Pocéan Indien eu en Méditerranée, à l'artifiques, aux droits de l'homme eu encore au rôle des Natiens unies. Dans la partie éconemique, les ministres des affaires étrasgères fout le point de la situation fecuentime eu encore au rôle des Natiens unies.

l'homme eu chebre au rôle des Nations de l'homme eu chebre au rôle des Nations unles. Dans la partie économique, les ministres des affaires étrangères font le point de la situation économique internationale depnis la conférence au sommet de Colombo en soût 1975 qui avait adopté un e programme d'action pour la coopération économique » entre pays en voic de développement. Les pays ladustrialisés sont d'autre part invités à tenir leurs engagements souscrits lors du dialogne Nord-Sud. Les ministres renouvelient leur solidarité avec le « groupe des 77 » et appellent les non-alignés à jener un rôle central au sein de ce groupe. Le texte de la déclaration est assorti, en annexe, do la liste des pays ayant exposé des réserves sur des points partieuliers : la conférence au soumet de La Havane, le Proche-Orient, Porto-Rice, Chypre, le Chili, Belize, la Cerée, Thnor erientale, l'Afrique du Sud, Mayotte, et le Ponds de solidarité pour la reconstruction du Laos et du Vicinam.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

COLOMBIE

(7 août 1978) Président de la République : M. Julio Cesar Turbay Ayais : ministre des affaires étrangères : M. Indaecto Lévano A.; Intérieur : M. German Zea; travail : M. Rodrige Marin ; communiestions : M. José Manuel Arias ; défense : général Luis Oarlos Camacho ; mines et énargées : M. Alberto Vasquez : agriculture : M. German Bula ; éducation : M. Bodrigo Lloreda ; santé : M. Aljonso Jaramillo ; finances : M. Jaime Garda Parra ; travaux publics : M. Enrique Vargas ; éveloppement : M. Galberto Echevery ; justice : M. Hugo Escobar.

REPUBLIQUE FEDERALE ET ISLAMIQUE DES COMORES

Chef du gouvernament chargé de la justice et de la fonction publique : M. Abdellah Mohamed ; ministre de la défense nationale, de l'intérieur et des transports : M. Abbas Djoussout ; affaires étrangères, coopération et commerce extérieur : M. Ali Mondéae ; finances, économie et plan : M. Seid Kafe ; information, télécommunications et travail : M. Badif Hasson Ali ; production et industrie : M. Seid Hasson Seid Hachim ; équipement, aménagement du tarritoire et qualité de la vie : M. Athousans Alfane ; santé, tourisme et développement de l'artisanat : M. Said Djae ; éducation nationale, jeunesse et sports : M. Seid Ali Mohamed. (24 mai 1978)

(15 juillet 1978)

Conseil militaire suprême :

Chef de l'Etat et président du conseil militaire suprême (S.M.C.) : général de corps d'armée F.W.K. Akujjo; chef responsable du personnel de la défense : général de division Joshus Esmidu; inspecteur général de la police : M. B.S.E. Kwakys; commandant des forces armées : général de division N.A. Odariey-Wellington; commandant des forces navales : contre-amiral Joy E. Amedums; commandant des forces navales : contre-amiral Joy E. Amedums; commandant des forces aériennes : général de division aérienne G.Y. Boukys; commandant responsable des zones frontalières : général de brigade K.A. Osci-Bosten; secrétaire du S.M.C. : M. Edward Koji Minta. Conseil militaire suprême :

Membres du gouvernement :

Commissaire • de la santé : M. Abayija Rarbe ; éducation et culture : M. E. Ounus Fortuouk ; travail et bien-être social : M. Anyetei Kwakwaranya II ; affaires étrangères : colonel H.J.A. Felis ; commerce et tourisme : colonel H.J.A. Felis ; commerce et tourisme : colonel R.A. Quarkie ; industries : Heutenant-colonel E.K. Aklijak ; traveits publics et logements : commandant Edward Ytrimambo ; justice : M. Justice Horanteny Addow ; information : colonel P.H.S. Yarney ; économie : Dr. J.L.S. Abbey ; gouvernement local : M. C.K. Tedam ; agriculture : colonel S.M. Akopyiram ; transports et communications : M. George Carletian Hwaku Harley ; terres et ressources minières : M. George Henneh ; finances : colonel Ebenare Tetteh Oklah ; intérieur : M. B.S.K. Ewekye ; ministre en mission spéciale : colonel C.S.C. Graft ; commissaire chargé de la consommation : M. Eofi Badu ; sports : M. E.R.E. Duemoh ; affaires du S.M.C. : M. E.K. Eukman.

* Chaque membre du gouvernement

* Chaque membre du gouvernement a le titre de commissaire.

ISLANDE (Elections législatives du 25 juin 1978) (Elections législatives du 25 juin 1978)
Nombre d'électeurs incrits : 139 267;
nombre de votants : 124 263, soit 89,2 %;
nembre de suffrages valablement exprimés : 122 212, soit 87,8 %.
Espartition des voix et des sièges entre
les différants partis : Parti de l'Indépendance : 39 973 voix, soit 32,7 %, 22 sièges;
Parti de l'alliance du peuple : 27 962 voix,
soit 22,9 %, 14 sièges; Parti socialdémourate : 26 912 voix, soit 22 %. 14 sièges; Parti du progrès : 29 661 voix, soit
16,9 %, 12 sièges.

LIECHTENSTEIN (Elections législatives du 2 février 1978) (Riccions legislatives du 2 levrier 1975)
Nombre de votants: 4879; nombre de votants: 4879; nombre de votants: 4879, soit 95.7%; nombre de suffrages valablement exprimés: 4625, soit 99 %.
Répartition des voix et des sièges entre les différents partis: Union patriotique: 14053 voix, soit 50.03 % (Raut-Pays) et 4186 voix, soit 45.42 % (Bas-Bays); nombre de sièges: 8. Parti progressif bourgeois: 14040 voix, soit 49.97 % (Haut-Pays) et 4832 voix, soit 53.58 % (Eays-Pays); nombre de sièges: 7. (mai 1978)

Président de la Républiqua, chargé des ministères des affaires étrangères, de l'intérieur, de l'industrie, du dévelopment de l'ûe, de l'aviation civile et de la fonction publique : M. Bammer DeRobust ; ministre de la justice et ministre adjoint à la présidence : M. Bobidok Hageno Hutero Detudemo ; finances : M. James Alegou Hop ; canté et éducation : M. Joseph Detrines Judos ; travail et services communautaires : M. Totomos Departe.

TAIWAN

TANNAN

(30 mai 1975)

Présidant de la Bépublique : M. Chiang Chiang-Kuo; premier ministre : M. Sun Yun-sum; vice-premier ministre : M. Hau Chiang-chung; ministre de l'intérieur : M. Chiu Chuang-huan; aifaires àtrangères : M. Chiang Chi-cheng; ducation : M. Chung Chi-cheng; ducation : M. Chung Chi-cheng; ducation : M. Chung Chi-cheng; ducation : M. Chu Husi-sen; justice : M. May Russ-sen; staires économications : M. Chu Husi-sen; justice : M. Lin Chin-sheng; président de le commission pour les affaires de Mongolis et du Tibet : M. Trui Chui-yian; président de la commission pour les affaires des Chinois d'outre-mer : M. Mo Sung-nien; secrétaire général du cabinet : M. Ma Chi-chuang; président de la commission pour les fonctionnaires retraités : M. Chao Tsu-yu; chei de la direction du budget, comptabilité et étatistiques : M. Chang Shih-i; ministres sans portefentille : MM. Li Kuoh-ting, Chen Chi-lu, Fel W.H. Henry Yus-hu, Eco, Chang Feng-hu, Chou Hung-tao; gonverneur de Taiwan : M. Lie Teng-hu. (30 mai 1978)

TURQUIE (Elections législatives du 5 juin 1977) Nombre d'électeurs inscrits : 21 207 303 ; nombre de volunts : 15 338 210, soit 72,4 % ; nombre de suffrages valablement exprimés : 14 827 172.

Répartition des voit et des sièges entre les différents parits : Parit républicain du peuple (R.P.P.) : 5 136 171 voix, soit 41.3 %, 213 sièges ; Parti de la justice (J.P.) : 5 488 202 voix, soit 36.9 %, 189 sièges ; Parti du salut national (N.S.P.) :

1283 918 voix, soit 8.5 %, 24 sièges; Parti du mogvement nationaliste (N.M.P.); 851 544 voix, soit 6.4 %, 16 sièges; Parti républicain de la confiance (R.R.P.); 277 713 voix, soit 1,9 %, 3 sièges; Parti démogratique (D.P.); 274 484 voix, soit 1,9 %, 1 siège; Parti unitaire de Turquie (D.P.T.); 38 540 voix, soit 9.4 %; Parti ouvrier de Turquie (T.L.P.); 20 565 voix, soit 0,1 %; indépendants; 370 635 voix, soit 2,5 %, 4 sièges.

REPUBLIQUE ARABE DU YEMEN (Juln 1578)

(pain 1578)

Premier ministre : M. Abdul Asia Abdul Ghani ; vice-premier ministre et ministre des finances : M. Mohamed Al Gonad; ministre des Waqi (biens religioux) et de l'orientation : M. Mohamed Ben Mohamed Almandour ; appuvisionnement et commerce : M. Sulch Alfonadi ; santé : M. Mohamed Masbahi ; santé : M. Mohamed Masbahi ; sunté : M. Mohamed Rhadem Al Woish ; agriculture : M. Al Abdellah Almatari ; communications : M. Ahmed M. Al Aniest ; information et culture : M. Ahmed Salen Al Radin ; économie : M. Ahmed Al Bamdani ; ministre d'Etat et président de l'organisme du pétrole et des richesses minières : M. Ahmed Qued Barakat ; claires étrangères : M. Abdullah Al Annay ; intérieur : M. Mohamed Salem Basendous ; travaux publics et municipalités : M. Abdallah Allcorshomi ; justice : M. Al Alamamane ; affaires sociales, travall, isunesse : M. Abdellah Moppel. [Ce gouvernement a été reconduit le termitet embe la déch que de le l'Etat. [Ce gouvernement a été reconduit le 19 juillet après le décès du chef de l'était Al-Geskimi et la nomination de sen successeur, la président Ali Abdullah Salah l

(15 juin 1978)

(15 juin 1975)

Président de la République : M. K.D.

Keunda ; secrétaire général du parti :

M. M. M. Chona ; premier ministre :

M. D. Livulo ; ministre des affaires juridiques et de la justice : M. Frederich

Chomba ; économie et coopération technique : M. P. W. Mekota ; finances :

M. J.M. Mucnakatus ; gouvernament

local et logement : M. J.B.A. Styomundi ;

terres et agriculture : M. A.B. Chivanda ;

travali et services sociaux ; M. H.D.

Handa ; informetion, radiodiffusion et

tourisme; M. U.G. Mwila; énergie, transports et communications: M. K. Chinkuli; santé: M. P. Lusaka; commerce et commerce extérisur: M. S. Tembe; édacation: M. L.K.H. Goma; affaires étrangères: M. S.G. Mwala; travaux publies: M. H.Y. Mwala; mines: M. J. Mapoma; industrie: M. R. Chisupa; eaux et ressources naturelles: M. K.S. Musoketwane; intérieur: M. W.J. Phéri.

Ministres provincians :

MM. R. Bunda (province de Lusaka);
C. Mwananshibu (province du Sud);
J.C. Mutale (province de l'Est); S.M. Chisembels (province de l'Est); S.M. Chisembels (province de la Ceinture de
cuivre); R. Sakuhuka (province du
Nord); M. Mumbuna (province du
l'Ouest); M. Mumbuna (province du
l'Ouest); M. Tambelamba (province du
Cantre); H. Matipa (province de Luapula).

Calendrier des fêtes nationales 16-30 SEPTEMBRE

22 MALI 23 ARABIE 8AOUDITE 28 REP. ARABE DU YEMEN 30 BOTSWANA Fête nationale Fête nationale Fête nationale Fête de l'indépen-dance

1=-15 OCTORRE Anniv. de la procl. de la Rép. popu-laire Fête de l'indépen-1 CHINE 1 NIGERIA

1 CHYPRE
2 REPUBLIQUE
DE CORER
4 LESOTHO
7 REP. DEMOCR.
ALLEMANDE

9 OUGANDA 14 REP. DEM. POPULAIRE DU YEMEN

Proclamation de la République Fête nationale

LE MONDE DIPLOMATIQUE

INTERROGATIONS

les Témoins de Jéhovah prévoyaient la « fin des temps » pour 1975, mais, contrairement à ce qu'un esprit logique aurait pu prévoir — une baisse dans les effectifs de la secte du fait de cette erreur de prévision, — le recrutement n'a pas cessé de croître depuis, la « fin des temps » étant simplement reportée à plus tard.

étant simplement reportée à plus tard.

La défaite électorale de la gauche francaise au mois de mars est en train de nous montrer un phénomène de même type, la croyance dans l'avènement de la société autogérée jouant la même fonction de firation des espérances. Il n'y a d'ailleurs pas lieu de s'en émouvoir ; tout an plus pouvons-nous observer que la religiosité — le besoin de « croire en quelque chose » — est tout aussi intense dans notre siècle de prétendue rationalité que dans le passé. Les grandes choses, les événements porteurs d'histoire ont toujours été pour une bonne part le fruit de la croyance et de l'illusion. Ma is combien de cas où, comme pour la « fin des temps » évoquée ci-dessus, la croyance, aussi intense qu'elle alt pu être, a été sans aucun effet sur la production de l'événement ? Et combien de cas aussi, où la croyance a peut-être été une des raisons de la non-production de l'événement attendn ?

Le mythe de l'autogestion et la mani-pulation de ses croyants conduisent à s'interroger sur quatre points.

TILISATION et récupération par les grands appareils : si la fonction même des institutions et des grandes organisations sociales des sociétés pluralistes occidentales est bien d'interpréter les nouveiles sensibilités et aspirations populaires, et de s'en nourrir pour enrichir leurs programmes, on peut se féliciter de la rapidité avec laquelle les organisations de gauche ont inclu l'autogestion dans leurs catalogues de revendications. De la même façon que les supermarchés ont ouvert des rayons de diététique à partir de la faveur du public pour le « naturel », chaque syndicat et chaque parti possèdent maintenant leur département de l'autogestion. Le fait que même le parti communiste s'y soit mis porte tout autant témolgnage de la rapidité du changement que du bon fonctionnement de la démocratie : car, en tout cas pour ce qui est de la transmission des nouvelles modes et de leur intégration-récupération par les organisations, notre société apparait blen moins bloquée qu'on le dit. bloquée qu'on le dit.

bloquée qu'on le dit.

Mais de la même façon que l'ouverture d'un rayon diététique ne modifie en rien le système de vente du supermarché, l'inscription de la revendication antogestionnaire dans les programmes des organisations ne modifie eu rien leurs pratiques internes ni leur fouction dans le système. S'agissant des organisations syndicales, l'observation montre toujours mieux que leurs fouctions sont celles d'encadrement de la population active et de préveution des désordres, initiatives et autres phénomènes dits « sauvages ». Quant aux organisations politiques, il faut avoir la longue expérience de M. Mitterrand, et donc la certitude que le peuple avoir la longue experience de M. Mitter-rand, et donc la certitude que le peuple u'a jamais entendu parler de Machiavel, pour oser affirmer que son seul but est de prendre le pouvoir pour le rendre au peuple (slogan de la campagne prè-sidentielle de 1974). La création même de l'autogestion yougoslave au début des années 50 montre comment un parti a su « rendre » le pouvoir au penple tout en sauvezardant son pouvoir sur le peuen sauvegardant son pouvoir sur le peu-ple : il ne fut d'ailleurs jamais demandé à ce peuple s'il voulait de l'autogestion, mais on lui en donna pour dévier son mécontentement en matière de niveau de mécontentement en matière de hiveau de vie. Trente ans après, et malgré une nouvelle Constitution présentée comme la plus démocratique, c'est toujours le parti communiste qui contrôle la désignation des candidats. On comprend dès lors que M. Seguy se sente rassuré, lui qui, y a peu d'années, s'offusquait à l'idée que les travailleurs puissent élire leurs chefs!

L'inclusion de l'autogestion dans les programmes des grandes organisations de ce pays est la garantie pour l'ordre social qu'il ne se produira pas d'aventures dans

ce domaine, que toute véliéité autogestionnaire, dans les entreprises comme dans
l'habitat, le social ou le culturel, fera
rapidement l'objet de la sollicitude bienveillante des organisations, qui sauront
prévenir les excès, l'anarchie et le babouvisme. Si un jour l'autogestion se fait —
et cela est loin d'être exclu ! — il a'agira
de celle donnée, octroyée par ce que
j'appelle plus bas la nouvelle classe dirigeante — et non pas (Dieu nous en
préserve !) celle qui pourrait être conquise
par les intéressés eux-mêmes, travailleurs,
usagers, membres des groupes eux-mêmes.
Et il n'est même pas du tout impossible
que ce jour où l'antogestion sera ainsi
généreusement accordée, dans l'ordre et
la légalité, ne soit pas tellement éloigné : il suffira que les organisations
patronales et les partis de d'roite en
viennent, eux aussi, à faire œuvre de récupération

Le désamorque par l'idéologie. La façon dont les travailleurs ont été floués nous en offre un excellent exemple : désireux de porter leur revendication au niveau national et de renouveler l'opération de Jaurès à propos de

on pour une révolution finale qui, seules, permettront de réaliser la « vrale » autogestion. La revendication s'est diluée dans le mythe. Et, comme pour d'autres mythes, dont la fonction est aussi de faire rêver et d'aider à supporter le prèsent, l'antogestion théorisée, marxisée, apparatchikisée est devenue un frein à toute issue autogestionnaire concrète. L'autogestion a ainsi été hissée au rang des vieilles croyances à majuscule — Dieu, le Socialisme, la Révolution, etc. — et s'ajoute à elles comme force d'inertie et de fuite dans le rêve.

Désormais le mot antogestion ne fait peur que dans les consells d'administration des entreprises familiales, vieillottes, non intégrées, condamnées à se moderniser ou à mourir.

L'est mythe et l'expérimentation : il est de la nature de la pensée mythique de mépriser toute réalisation pratique qui s'en réclame. Il en va ainsi pour le mythe autogestionnaire, qui doit ne-cessairement, pour conserver sa pureté et préserver sa fonction de faire réver ses croyants, dédaigner tout intérêt pour l'expérimentation et retarder l'affronte-

La fuite autogestionnaire

Par GUSTAVE JOYEUX 1

la verrerie de Carmaux, les ouvriers avaient propose une souscription natioavaient propose une souscription nationale pour sauver leur entreprise et, en
même temps, pour jeter les bases d'un
secteur autogèré. Etant donné le retentissement de l'affaire Lip à l'époque, il
y avait toutes les chances pour qu'une
telle souscription fût bien accueillé. Une
telle proposition devait évidemment se
heurter au contrôle que les appareils des
grandes organisations entendent maintenir sur toute initiative de la base et,
comme c'est si souvent le cas, c'est en
termes idéologiques qu'ils s'employèrent à
la combattre : Marx, dont on alla rechercher quelques passages de sympathie pour
les associations ouvrières dans les ceuvres
de jeunesse, n'avait-il pas subordonné la
transformation des modes de production
à la prise de pouvoir par la classe à la prise de pouvoir par la classe ouvrière? Le succès de l'autogestion au niveau d'une entreprise ou même d'un secteur tout entier u'est-il pas conditionné par l'instauration de l'autogestion généralisée? Et cette dernière, en tant que fossoyeur et successeur d'un Etat en voie de dépérissement, ne suppose-t-elle s la conquête préalable de l'Etat et l'élimination en tant que classe de la bourgeoisie qui le contrôle actuellement? etc. Comment s'opposer à une logique aussi écrasante, étayée par de nombreuses citations des textes sacrés et assenée par les porte-parole les plus chevronnés de ce qu'on persiste encore à nommer la « pensée » marxiste ? Quelques années passèrent et, aujourd'hui, dans l'indifférence générale, les ouvriers de Lip s'efforcent de constituer une modeste coopérative de production pour tenter de sanver au moins quelques emplois.

La revendication autogestionnaire s'est vue interprétée, théorisée, en un mot, remise à sa place, châtrée. Systématisée par les idéologies officielles, elle est deve-nue revendication parmi d'antres, article supplémentaire du grand catalogue distribué sous le uom de programme commun. Sa charge révolutionnaire a été désamorcée car ce n'est plus pour l'autogestion ou'on se bat, mais pour les élections

ment avec le réel. et cela jusqu'au noment où « les conditions seront réa-lisées », c'est-à-dire quand « on aura pris le pouvoir »...

Et, pourtant, il y a dans ce pays au moins deux secteurs très importants où se pratique une sorte d'autogestion. Le premier est celui des coopératives et des associations de toute sorte, de structures démocratiques et dans lesquelles les membres pratiquent une gestion collective de leur propriété et de leurs projets collectifs. Malgré toutes leurs limitations, ces expériences ont au moins pour résulces expériences ont au moins pour résul-tat de former, des anjourd'hui, des hom-mes pour l'autogestion généralisée de demain, celle qui arrivera si le mythe se réalise...

Le second secteur où se realise une sorte d'autogestion est celui de la gestion du personnel dans les entreprises publiques et la fonction publique. L'éducation nationale nous en offre un excellent exemple, toutes les décisions affectant le personnel (avancement, carrières, conditions de travail, avantages et privilèges, etc.) étant préparées et entérinées par d'innombrables commissions paritaires. d'innombrables commissions paritaires, dans lesquelles chaque catégorie est défendans lesquelles chaque catégorie est défen-due par ses organisations représentatives, et qui sont pratiquement souveraines pour de nombreuses questions. La politique du personnel des grandes entreprises publi-ques (EDF, S.N.C.F., etc.) relève de la même structuration. Plusieurs caractéris-tiques de l'autogestion s'y retrouvent : élection des représentants, compétences très vasies des différentes commissions, existence à tous les niveaux d'un contre-pouvoir des exécutants face à leurs supépouvoir des exécutants face à leurs supé-rieurs. Les institutions publiques de la société autogérée yougoslave sont bien loin de connaître de tels avantages et d'avoir poussé l'antogestion si loin.

Il existe bien d'antres embryons d'auto-Il existe bien d'antres embryons d'autogestion (pensons, par exemple, aux comités d'entreprise) qui pourraient être
ntilisés comme pointe de dêpart ou
d'approfondissement d'une pratique autogestionnaire. Mais, encore une fois, le
mythe se suffit à lui-même et il fait
d'autant mieux rêver qu'il ne se ternit
pas en se frottant au quotidien.

A croyance comme source d'aveuglement : la récupération de la
revendication autogestionnaire par
le credo marxiste a pour résultat que
les croyants cessent toute analyse et se
comportent comme des aveugles en ce qui
concerne les trois questions suivantes :
a) Conformément à la vulgate marxiste
la crise économique actuelle est interprêtee comme un des épisodes de la fin
prochaine du capitalisme, alors qu'elle
n'est sans doute qu'un redéploiement et
un renforcement du système capitalistique
c'est-à-dire de maximisation du capital
par rapport aux antres facteurs de proun renforcement du système capitalistique, c'est-à-dire de maximisation du capital par rapport aux antres facteurs de production; les économies socialistes étant marquées par le même phénomène. La façon dont s'est résolue la crise pétrolière débntée en 1973, ainsi que l'assistance financière des pays arabes aux pays riches, sont un bon exemple de ce renforcement du système d'exploitation-domination transnationale. Nier ces phénomènes conduit à tout espèrer de l'hypothétique écrasement final; le millénarisme se substitue à la réflexion, l'attente de la « vraia » autogestion à ls recherche de solutions nouvelles.

b) La fidélité aux catégories marxistes de la lutte des classes (bourgeoiste contre profétariat) et la désignation de bouce emissaires (les monopoles) rendent avengle sur les transformations qui ont lieu dans la structure des classes et sur la nouvelle domination de ceux qui contrôlent (sans les possèder) les moyens de production. Et c'est précisément de cette nouvelle forme d'opposition — enfre compétents et avenueux qui entre production. Et c'est précisément de cette nouvelle forme d'opposition — enfre compétents et exécutants — que naît la nécessité, pour la cohérence et la légitimité du système, de la participation, de la cogestion et de l'autogestion. En d'autres termes, comme on l'a vu à propos de l'inclusion de la revendication autogestionnaire dans les recettes de l'organisation scientifique du travail, les nouvelles formes d'intégration des travailleurs, des usagers, des publics demanderaient à étre infléchies, réorientées, phagocytées dans le sens de l'autogestion. deraient à être infléchies, réorientées, phagocytées dans le sens de l'autogestion. An lieu de cela, cependant, et toujours à cause du mythe, les exécutants s'y laissent prendre et embrigader à leur insu, tout occupés qu'ils sont à attendre le Grand Soir de l'autogestion. Tant et si bien que, comme en Yougoslavie, où le P.C. décréta l'autogestion pour conserver son ponvoir, c'est finalement le patronat de contrôle, celui des compétents, qui donnera l'antogestiou au moment où celle-ci lui apparaîtra indispensable pour encore mieux contrôler.

ing general and the 😅

erett bedätigert ালার স্থান এই করা জীবনার বিভারত হয় করা জীবন

tangan sa Trut

an interest of the contract of ing a religion of app in de example (m)

er målammelski i st.

to temperate /

1 14 17 50 CHARLES

unité soits, sant

1967 3000 02474

Marin de transfer

10 20 770 1711 7 07

1000000 701115-25

F-7-3

* A +22/2 ** 5 5 7 7 2 6

41 31

Contract of the Special

ries - - standar of sta

reserve groter and assaulte au

Planter of the control of the contro

Print Lie Erar inne in Franci de Abriga

The street of the street of : mitter is wull be

introduction drops a

result of all the exercise

2221

en (32) 56

farge

encore mieux contrôler.

c) Mais ces compétents-contrôleurs de la vie sociale sout loin de se recruter seulement au sein de la bourgeoisie et de la droite. Les classes moyennes salariées ont investi les appareils d'Etat et les organisations, de droite comme de ganche. Elles forment, au-delà de leurs divisions politiques, une uouvelle classe dirigeante. Managers, hauts fouctionnaires, leaders politiques et des grandes organisations sociales, syndicales et culturelles, ont développé une connivence qui va bien audelà des luttes qui les opposent : se connaissant, s'appréciant, provenant des mêmes écoles et souvent des mêmes milieux (ou aspirant à y accéder), se cooptant, tous ces compétents qui nous contrôlent sont bien plus unis que divisés ; tous ont intérêt à ce que le système qui les a portés au pouvoir et aux univilères se pernétie et que le système qui les a portés au pouvoir et aux privilèges se perpétue et se modernise avec le moins de heurts possible. La sage attente de l'autogestion comme résultat d'une victoire électorale (faussement assimilée à la « prise dn pouvoir ») sert directement l'intérêt de la uouvelle classe dirigeante pour le changement le plus pondéré possible.

E système se clot, l'allénation se fait totale, les mécanismes de récupération sont en place, le mythe est suffisamment diffusé pour canaliser dans le rève toutes les déviances et agressivités de la base. Les fronts autogestionaires, actuels et à venir, continueront d'agiter les théories et les espoirs. Et comme eux, les analystes, dont je suis, se feront plaisir à décrire l'état des choses mais sans aucune chance de pouvoir le se teront plaiar a decrire l'état des choses mais sans aucune chance de pouvoir le modifier. Quant aux sages — il en est. — ils tenteront une expérimentation limitée et partielle d'autogestion, s'y passionneront et s'y userout, y trouveront l'enthousiasme et cubileront qu'on ne peut rien faire de plus. Mais qu'espèrer de mieux : le système est clos.

Dans ce numéro :

L'AUDIENCE DE SOLJENITSYNE EN OCCIDENT ET EN U.R.S.S., par Olga Carlisla.

PAGE 3:

Un ordinateur pour l'agence Tass: le rôle d'un organisme discret, par Marie Lavigne. — La cessation de l'aide chinoise à l'Albanie, par Exic Vigne.

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSSE FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Langues & Affaires, établissement d'enseignement riche de plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine linguistique, vous propose des formations spécialement élaborées pour une

vous propose des formations spécialement élaborées pour une ntilisation professionnella (langue économique et commerciale, contemporaine...). et des préparations efficaces aux diplômes des Chambres de Commerce Etrangères, de l'Université de Cambridge, aux B.T.S. Traducteur Commercial, et à toutes les épreuves da langues des examens et concours.

Quel que soit le rythme de vos activités on votre lieu de résidence, vous pouvez suivre una de ces formations sans modifier vos occupations habituelles. Appoints décisifs dans tous les secteurs de la vie profesisonnelle, ces enseignements sont mis en œuvre grâce à des méthodes originales à distance avec supports audio-visuels (disques ou cassettes) et, pour ceux qui le désirent, des dessions orales à Levallois (92).

Cours tous niveaux (même débutant). Service Oninetation. Possibilité de prise en charge des droits d'inscription par voire entreprise (loi du 167-71). Inscriptions en toute période de l'année. (Euseinnement purée.)

prement privé.)

Documentation gratulte (n° 1829) à LANGUES & AFFAIRES,
35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois. Tél. : 270-81-88.

PAGE 4:

Une « modeste contribution » de Régis Debray : Mai 68 comme révolution culturelle du capitalisme par Bernard Cassen. — Grande-Bretagna : les conservateurs devant la crainte d'une troisième victoire electorala des travaillistes, par Percy Allum

PAGES 5 à 9:

L'AGRO-BUSINESS EN AMERIQUE LATINE : L'industrialisation de la terre, par Gonzalo Arroyo, Omar Musalem Lopez, Silvio Gomes de Almeida. Ricardo Sidicaro, Michael Perelman. — Le mythe de la pénurie alimentaire, par François de Revignan. Deux victoires contre les multinetionales à l'ONU, suite de l'article d'Erich H. Jacoby.

PAGES 10 et 11:

QUINZE SEPTEMBRE MILLE NEUF CENT SOIXANTE-DIX, par Armando Uribe. **PAGE 12:**

Répression et luttes populaires en Amérique centrale, par Jean-Claude Buhrer, — Correspondance.

CINEMA POLITIQUE : Ecrans d'Afrique.

La coopération nucléaire avec l'Afrique du Sud, par Howard Schissel, Haute-Volta : de jeunes villageois transforment l'agriculture vivrière, par Pascal Thianhoun. PAGE 15:

Témoignage sur les activités de la C.I.A. en Afrique. par Barry Cohen. - Recherches universitaires : le fardeau de l'homme rouge », par Charles Zorghibe.

PAGES 16 et 17:

Le Vietnam face à la Chine, suite de l'article de Paul Quinn-Judge : l'affrontement da deux nationalismes, par Neyan Chanda. Les multiples facettes de la guerre civile libanaise, par Sélim Turquié.

PAGE 18:

DEPENDANCE ET LEGITIMITE AU BANGLADESE. par James K. Boyce et Beisy Hartmann.

PAGE 19: Dans les revues...

PAGE 20:

Les livres du mois.

POLITIQUE ET LITTERATURE : La résistance dans le roman italien, par Pierre Laroche.

PAGES 24 à 27 :

L'activité des organisations internationales - Elec-tions législatives et nouveaux gouvernements.

Le numéro du « Monde diplomatique » d'aaût 1978 a été tiré à 105 000 exemplaires.

Septembre 1978

